



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Youth Criminal Justice Act

S.C. 2002, c. 1

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

L.C. 2002, ch. 1

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

Last amended on December 18, 2019

Dernière modification le 18 décembre 2019

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. The last amendments came into force on December 18, 2019. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 18 décembre 2019. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act in respect of criminal justice for young persons and to amend and repeal other Acts

Short Title	Titre abrégé
1 Short title	1 Titre abrégé
Interpretation	Définitions
2 Definitions	2 Définitions
Declaration of Principle	Déclaration de principes
3 Policy for Canada with respect to young persons	3 Politique canadienne à l'égard des adolescents
PART 1	
Extrajudicial Measures	
Principles and Objectives	
4 Declaration of principles	4 Déclaration de principes
4.1 Certain offences — extrajudicial measures deemed adequate	4.1 Certaines infractions — mesures extrajudiciaires réputées suffisantes
5 Objectives	5 Objectifs
Warnings, Cautions and Referrals	
6 Warnings, cautions and referrals	6 Avertissements, mises en garde et renvois
7 Police cautions	7 Mise en garde par la police
8 Crown cautions	8 Mise en garde par le procureur général
9 Evidence of measures is inadmissible	9 Inadmissibilité des renseignements relatifs aux mesures
Extrajudicial Sanctions	
10 Extrajudicial sanctions	10 Sanctions extrajudiciaires
11 Notice to parent	11 Avis au père ou à la mère
12 Victim's right to information	12 Droit des victimes à l'information
PART 2	
Organization of Youth Criminal Justice System	
Youth Justice Court	
13 Designation of youth justice court	13 Tribunal pour adolescents
14 Exclusive jurisdiction of youth justice court	14 Compétence exclusive du tribunal
15 Contempt against youth justice court	15 Outrage au tribunal

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant le système de justice pénale pour les adolescents, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

Titre abrégé	Titre abrégé
1 Titre abrégé	1 Titre abrégé
Définitions	Définitions
2 Définitions	2 Définitions
Déclaration de principes	Déclaration de principes
3 Politique canadienne à l'égard des adolescents	3 Politique canadienne à l'égard des adolescents
PARTIE 1	
Mesures extrajudiciaires	
Principes et objectifs	
4 Déclaration de principes	4 Déclaration de principes
4.1 Certaines infractions — mesures extrajudiciaires réputées suffisantes	4.1 Certaines infractions — mesures extrajudiciaires réputées suffisantes
5 Objectifs	5 Objectifs
Avertissements, mises en garde et renvois	
6 Avertissements, mises en garde et renvois	6 Avertissements, mises en garde et renvois
7 Mise en garde par la police	7 Mise en garde par la police
8 Mise en garde par le procureur général	8 Mise en garde par le procureur général
9 Inadmissibilité des renseignements relatifs aux mesures	9 Inadmissibilité des renseignements relatifs aux mesures
Sanctions extrajudiciaires	
10 Sanctions extrajudiciaires	10 Sanctions extrajudiciaires
11 Avis au père ou à la mère	11 Avis au père ou à la mère
12 Droit des victimes à l'information	12 Droit des victimes à l'information
PARTIE 2	
Organisation du système de justice pénale pour les adolescents	
Tribunal pour adolescents	
13 Tribunal pour adolescents	13 Tribunal pour adolescents
14 Compétence exclusive du tribunal	14 Compétence exclusive du tribunal
15 Outrage au tribunal	15 Outrage au tribunal

16	Status of offender uncertain	16	Incertitude sur le statut de l'accusé
17	Youth justice court may make rules	17	Pouvoir de réglementation du tribunal pour adolescents
	Youth Justice Committees		Comités de justice pour la jeunesse
18	Youth justice committees	18	Comités de justice pour la jeunesse
	Conferences		Groupes consultatifs
19	Conferences may be convened	19	Constitution de groupes consultatifs
	Justices of the Peace		Juges de paix
20	Certain proceedings may be taken before justices	20	Compétence du juge de paix
	Clerks of the Court		Greffier du tribunal pour adolescents
21	Powers of clerks	21	Pouvoirs du greffier
	Provincial Directors		Directeurs provinciaux
22	Powers, duties and functions of provincial directors	22	Exercice des attributions des directeurs provinciaux
PART 3			
Judicial Measures			
	Consent to Prosecute		Consentement préalable du procureur général
23	Pre-charge screening	23	Examen du procureur général avant l'inculpation
24	Private prosecutions	24	Poursuites privées
	Certain Offences — Review of Charges by Attorney General		Examen de certaines accusations par le procureur général
24.1	Review required	24.1	Examen obligatoire
	Right to Counsel		Droit aux services d'un avocat
25	Right to counsel	25	Droit aux services d'un avocat
	Notices to Parents		Avis aux père et mère
26	Notice in case of arrest and detained	26	Avis au père ou à la mère en cas d'arrestation et de détention
27	Order requiring attendance of parent	27	Ordonnance exigeant la présence des père et mère
	Detention and Release		Détention et mise en liberté
28	Application of Part XVI of Criminal Code	28	Application de la partie XVI du Code criminel
28.1	Substitute for social measures prohibited	28.1	Interdiction de substitution à des mesures sociales
29	Release order with conditions	29	Ordonnance de mise en liberté avec conditions
30	Designated place of temporary detention	30	Lieu désigné pour la détention provisoire
30.1	Review of detention — 30-day period	30.1	Examen de la détention — délai de 30 jours
31	Placement of young person in care of responsible person	31	Adolescent confié aux soins d'une personne
	Appearance		Comparution
32	Appearance before judge or justice	32	Comparution de l'adolescent

	Application for Release from or Detention in Custody		Demande de mise en liberté ou de détention sous garde
33	Application for release from or detention in custody	33	Demande au tribunal pour adolescents
	Medical and Psychological Reports		Rapports médicaux et psychologiques
34	Medical or psychological assessment	34	Évaluation médicale
	Referral to Child Welfare Agency		Renvoi à un organisme de protection de la jeunesse
35	Referral to child welfare agency	35	Renvoi
	Adjudication		Jugement
36	When young person pleads guilty	36	Cas où l'adolescent plaide coupable
	Appeals		Appels
37	Appeals	37	Appels

PART 4

Sentencing

Purpose and Principles

38	Purpose	38	Objectif
39	Committal to custody	39	Placement sous garde
	Pre-sentence Report		Rapport prédécisionnel
40	Pre-sentence report	40	Rapport prédécisionnel
	Youth Sentences		Peines spécifiques
41	Recommendation of conference	41	Groupe consultatif
42	Considerations as to youth sentence	42	Éléments à prendre en compte
43	Additional youth sentences	43	Présomption en cas de peine supplémentaire
44	Custodial portion if additional youth sentence	44	Période de garde en cas de peine spécifique supplémentaire
45	Supervision when additional youth sentence extends the period in custody	45	Période de garde prolongée en raison d'une peine supplémentaire
46	Exception when youth sentence in respect of earlier offence	46	Peines visant des infractions commises antérieurement
47	Committal to custody deemed continuous	47	Garde réputée continue
48	Reasons for the sentence	48	Motifs
49	Warrant of committal	49	Mandat de dépôt
50	Application of Part XXIII of Criminal Code	50	Application de la partie XXIII du Code criminel
51	Mandatory prohibition order	51	Ordonnance d'interdiction obligatoire
52	Review of order made under section 51	52	Examen des ordonnances rendues en application de l'article 50
53	Funding for victims	53	Affectation partielle de l'amende
54	Where a fine or other payment is ordered	54	Amende ou autre peine pécuniaire
55	Condition that must appear in orders	55	Condition obligatoire des ordonnances

PARTIE 4

Détermination de la peine

Objectif et principes

56	Communication of order	56	Communication de l'ordonnance à l'adolescent et au père ou à la mère
57	Transfer of youth sentence	57	Changement de ressort
58	Interprovincial arrangements	58	Accords interprovinciaux
59	Review of youth sentences not involving custody	59	Examen de la peine spécifique ne comportant pas de placement sous garde
60	Provisions applicable to youth sentences on review	60	Dispositions applicables à l'examen des peines spécifiques
	Adult Sentence and Election		Peine applicable aux adultes et choix de la procédure
64	Application by Attorney General	64	Demande du procureur général
67	Election — adult sentence	67	Choix en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes
71	Hearing — adult sentences	71	Audition des demandes
72	Order of adult sentence	72	Ordonnance d'assujettissement à une peine applicable aux adultes
73	Court must impose adult sentence	73	Imposition de la peine applicable aux adultes
74	Application of Parts XXIII and XXIV of Criminal Code	74	Application des parties XXIII et XXIV du Code criminel
76	Placement when subject to adult sentence	76	Placement en cas de peine applicable aux adultes
77	Obligation to inform — parole	77	Obligation d'aviser l'autorité chargée de la libération conditionnelle
78	Release entitlement	78	Admissibilité à la libération
79	If person convicted under another Act	79	Peine supplémentaire — emprisonnement imposé par une autre loi
80	If person who is serving a sentence under another Act is sentenced to an adult sentence	80	Peine supplémentaire — peine applicable aux adultes
81	Procedure for application or notice	81	Demandes et avis
	Effect of Termination of Youth Sentence		Conséquences de la cessation d'effet des peines
82	Effect of absolute discharge or termination of youth sentence	82	Effet d'une absolution inconditionnelle ou de l'expiration de la période d'application des peines

PART 5

Custody and Supervision

83	Purpose	83	Objectifs
84	Young person to be held apart from adults	84	Séparation des adolescents et des adultes
85	Levels of custody	85	Niveaux de garde
86	Procedural safeguards	86	Garanties procédurales
87	Review	87	Examen
88	Functions to be exercised by youth justice court	88	Attributions exercées par le tribunal pour adolescents
89	Exception if young person is twenty years old or older	89	Exception lorsque l'adolescent a vingt ans ou plus
90	Youth worker	90	Délégué à la jeunesse

PARTIE 5

Garde et surveillance

83	Objectifs
84	Séparation des adolescents et des adultes
85	Niveaux de garde
86	Garanties procédurales
87	Examen
88	Attributions exercées par le tribunal pour adolescents
89	Exception lorsque l'adolescent a vingt ans ou plus
90	Délégué à la jeunesse

91	Reintegration leave	91	Congé de réinsertion sociale
92	Transfer to adult facility	92	Transfèrement à un établissement correctionnel provincial pour adultes
93	When young person reaches twenty years of age	93	Adolescent atteignant l'âge de vingt ans
94	Annual review	94	Examen annuel
95	Orders are youth sentences	95	Assimilation
96	Recommendation of provincial director for conditional supervision of young person	96	Recommandation par le directeur provincial
97	Conditions to be included in custody and supervision order	97	Ordonnance de garde et de surveillance – conditions obligatoires
98	Application for continuation of custody	98	Demande de maintien sous garde
99	Report	99	Rapport
100	Reasons	100	Motifs
101	Review of youth justice court decision	101	Révision de l'ordonnance
102	Breach of conditions	102	Non-respect des conditions
103	Review by youth justice court	103	Examen par le tribunal
104	Continuation of custody	104	Prolongation de la garde
105	Conditional supervision	105	Liberté sous condition
106	Suspension of conditional supervision	106	Suspension de la liberté sous condition
107	Apprehension	107	Arrestation
108	Review by provincial director	108	Examen par le directeur
109	Review by youth justice court	109	Examen par le tribunal

PART 6

Publication, Records and Information

Protection of Privacy of Young Persons

110	Identity of offender not to be published	110	Publication interdite
111	Identity of victim or witness not to be published	111	Non-publication d'identité (victimes et témoins)
112	Non-application	112	Non-application
	Fingerprints and Photographs		Empreintes digitales et photographies
113	Identification of Criminals Act applies	113	Application de la Loi sur l'identification des criminels
	Records That May Be Kept		Dossiers
114	Youth justice court, review board and other courts	114	Dossiers des tribunaux
115	Police records	115	Dossiers de police
116	Government records	116	Dossiers gouvernementaux
	Access to Records		Accès aux dossiers
117	Exception — adult sentence	117	Non-application en cas de condamnation à la peine applicable aux adultes
118	No access unless authorized	118	Accès interdit sauf autorisation

PARTIE 6

Dossiers et confidentialité des renseignements

Protection de la vie privée des adolescents

119	Persons having access to records	119	Personnes ayant accès aux dossiers
120	Access to R.C.M.P. records	120	Personnes ayant un accès aux dossiers de la Gendarmerie royale du Canada
121	Deemed election	121	Présomption de choix
122	Disclosure of information and copies of record	122	Communication de renseignements et copies
123	Where records may be made available	123	Circonstances justifiant l'accès
124	Access to record by young person	124	Accès au dossier par l'adolescent
	Disclosure of Information in a Record		Communication des renseignements contenus dans les dossiers
125	Disclosure by peace officer during investigation	125	Communication par l'agent de la paix
126	Records in the custody, etc., of archivists	126	Dossiers entre les mains d'archivistes
127	Disclosure with court order	127	Autorisation du tribunal
	Disposition or Destruction of Records and Prohibition on Use and Disclosure		Destruction des dossiers et interdiction d'utilisation ou d'accès
128	Effect of end of access periods	128	Interdiction d'utilisation
129	No subsequent disclosure	129	Interdiction

PART 7

General Provisions

	Disqualification of Judge		Dispositions générales
130	Disqualification of judge	130	Dessaisissement du juge
	Substitution of Judge		Remplacement de juges
131	Powers of substitute youth justice court judge	131	Pouvoirs du juge du tribunal pour adolescents qui remplace un autre juge
	Exclusion from Hearing		Pouvoir d'exclusion
132	Exclusion from hearing	132	Exclusion de la salle d'audience
	Transfer of Charges		Transfert de compétence
133	Transfer of charges	133	Transfert de compétence
	Forfeiture of Recognizances		Confiscation du montant des engagements
134	Applications for forfeiture	134	Demandes de confiscation de certaines sommes
135	Proceedings in case of default	135	Cas de manquement
	Offences and Punishment		Infractions et peines
136	Inducing a young person, etc.	136	Incitation
137	Failure to comply with sentence or disposition	137	Défaut de se conformer à une peine ou décision
138	Offences	138	Publication de renseignements
139	Offence and punishment	139	Engagement
	Application of Criminal Code		Application du Code criminel
140	Application of Criminal Code	140	Application du Code criminel
141	Sections of Criminal Code applicable	141	Application de la partie XX.1 du Code criminel

142	Part XXVII and summary conviction trial provisions of Criminal Code to apply	142	Application de la partie XXVII et des dispositions en matière de déclaration de culpabilité par procédure sommaire du Code criminel
	Procedure		Procédure
143	Counts charged in information	143	Chefs de dénonciation ou d'accusation
144	Issue of subpoena	144	Assignation
145	Warrant	145	Mandat
	Evidence		Preuve
146	General law on admissibility of statements to apply	146	Régime de la preuve
147	Statements not admissible against young person	147	Inadmissibilité des déclarations
148	Testimony of a parent	148	Témoignage du père ou de la mère
149	Admissions	149	Admissions
150	Material evidence	150	Preuve pertinente
151	Evidence of a child or young person	151	Déposition d'un enfant ou d'un adolescent
152	Proof of service	152	Preuve de signification
153	Seal not required	153	Sceau
	Forms, Regulations and Rules of Court		Formules, règlements et règles de fonctionnement
154	Forms	154	Formules
155	Regulations	155	Règlements
	Agreements with Provinces		Accord avec les provinces
156	Agreements with provinces	156	Accord avec les provinces
	Programs		Programmes
157	Community-based programs	157	Programmes communautaires

PART 8

Transitional Provisions

158	Prohibition on proceedings	158	Interdiction de poursuivre
159	Proceedings commenced under Young Offenders Act	159	Poursuites intentées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants
161	Applicable sentence	161	Peine applicable
162	Commencement of proceedings	162	Dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation
163	Application to delinquency and other offending behaviour	163	Application relative à la délinquance
164	Agreements continue in force	164	Validité des accords
165	Designation of youth justice court	165	Désignation ou établissement du tribunal

PARTIE 8

Dispositions transitoires

PART 9

Consequential Amendments, Repeal
and Coming into Force

Consequential Amendments

Repeal

Coming into Force

***200** Coming into force

PARTIE 9

Modifications corrélatives, abrogation
et entrée en vigueur

Modifications corrélatives

Abrogation

Entrée en vigueur

***200** Entrée en vigueur

SCHEDULE

ANNEXE



S.C. 2002, c. 1

An Act in respect of criminal justice for young persons and to amend and repeal other Acts

[Assented to 19th February 2002]

Preamble

WHEREAS members of society share a responsibility to address the developmental challenges and the needs of young persons and to guide them into adulthood;

WHEREAS communities, families, parents and others concerned with the development of young persons should, through multi-disciplinary approaches, take reasonable steps to prevent youth crime by addressing its underlying causes, to respond to the needs of young persons, and to provide guidance and support to those at risk of committing crimes;

WHEREAS information about youth justice, youth crime and the effectiveness of measures taken to address youth crime should be publicly available;

WHEREAS Canada is a party to the United Nations Convention on the Rights of the Child and recognizes that young persons have rights and freedoms, including those stated in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Canadian Bill of Rights*, and have special guarantees of their rights and freedoms;

AND WHEREAS Canadian society should have a youth criminal justice system that commands respect, takes into account the interests of victims, fosters responsibility and ensures accountability through meaningful consequences and effective rehabilitation and reintegration, and that reserves its most serious intervention for the most serious crimes and reduces the over-reliance on incarceration for non-violent young persons;

L.C. 2002, ch. 1

Loi concernant le système de justice pénale pour les adolescents, et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

[Sanctionnée le 19 février 2002]

Préambule

Attendu :

que la société se doit de répondre aux besoins des adolescents, de les aider dans leur développement et de leur offrir soutien et conseil jusqu'à l'âge adulte;

qu'il convient que les collectivités, les familles, les parents et les autres personnes qui s'intéressent au développement des adolescents s'efforcent, par la prise de mesures multidisciplinaires, de prévenir la délinquance juvénile en s'attaquant à ses causes, de répondre à leurs besoins et d'offrir soutien et conseil à ceux d'entre eux qui risquent de commettre des actes délictueux;

que le public doit avoir accès à l'information relative au système de justice pour les adolescents, à la délinquance juvénile et à l'efficacité des mesures prises pour la réprimer;

que le Canada est partie à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et que les adolescents ont des droits et libertés, en particulier ceux qui sont énoncés dans la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Déclaration canadienne des droits*, et qu'ils bénéficient en conséquence de mesures spéciales de protection à cet égard;

que la société canadienne doit avoir un système de justice pénale pour les adolescents qui impose le respect, tient compte des intérêts des victimes, favorise la responsabilité par la prise de mesures offrant des perspectives positives, ainsi que la réadaptation et la réinsertion sociale, limite la prise des mesures les plus sévères aux crimes les plus graves et diminue le

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *Youth Criminal Justice Act*.

Interpretation

Definitions

2 (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

adult means a person who is neither a young person nor a child. (*adulte*)

adult sentence, in the case of a young person who is found guilty of an offence, means any sentence that could be imposed on an adult who has been convicted of the same offence. (*peine applicable aux adultes*)

Attorney General means the Attorney General as defined in section 2 of the *Criminal Code*, read as if the reference in that definition to “proceedings” were a reference to “proceedings or extrajudicial measures”, and includes an agent or delegate of the Attorney General. (*procureur général*)

child means a person who is or, in the absence of evidence to the contrary, appears to be less than twelve years old. (*enfant*)

conference means a group of persons who are convened to give advice in accordance with section 19. (*groupe consultatif*)

confirmed delivery service means certified or registered mail or any other method of service that provides proof of delivery. (*service de messagerie*)

custodial portion, with respect to a youth sentence imposed on a young person under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), means the period of time, or the portion of the young person’s youth sentence, that must be served in custody before he or she begins to serve the remainder under supervision in the community subject to conditions under paragraph 42(2)(n) or under conditional supervision under paragraph 42(2)(o), (q) or (r). (*période de garde*)

recours à l’incarcération des adolescents non violents,

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Définitions

Définitions

2 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

adolescent Toute personne qui, étant âgée d’au moins douze ans, n’a pas atteint l’âge de dix-huit ans ou qui, en l’absence de preuve contraire, paraît avoir un âge compris entre ces limites. Y est assimilée, pour les besoins du contexte, toute personne qui, sous le régime de la présente loi, est soit accusée d’avoir commis une infraction durant son adolescence, soit déclarée coupable d’une infraction. (*young person*)

adulte Toute personne qui n’est plus un adolescent. (*adult*)

commission d’examen La commission d’examen visée au paragraphe 87(2). (*review board*)

communication S’agissant de renseignements, toute communication qui ne constitue pas une publication. (*disclosure*)

délégué à la jeunesse Personne nommée ou désignée à titre de délégué à la jeunesse, d’agent de probation ou à tout autre titre, soit sous le régime de la loi d’une province, soit par le lieutenant-gouverneur en conseil d’une province ou son délégué, pour y exercer, d’une manière générale ou pour un cas déterminé, les attributions que la présente loi confère aux délégués à la jeunesse. (*youth worker*)

directeur provincial ou **directeur** Personne, groupe ou catégorie de personnes ou organisme nommé ou désigné soit sous le régime de la loi d’une province, soit par le lieutenant-gouverneur en conseil d’une province ou son délégué, pour y exercer, d’une manière générale ou pour un cas déterminé, les attributions que la présente loi confère au directeur provincial. (*provincial director*)

disclosure means the communication of information other than by way of publication. (*communication*)

extrajudicial measures means measures other than judicial proceedings under this Act used to deal with a young person alleged to have committed an offence and includes extrajudicial sanctions. (*mesures extrajudiciaires*)

extrajudicial sanction means a sanction that is part of a program referred to in section 10. (*sanction extrajudiciaire*)

offence means an offence created by an Act of Parliament or by any regulation, rule, order, by-law or ordinance made under an Act of Parliament other than a law of the Legislature of Yukon, of the Northwest Territories or for Nunavut. (*infraction*)

parent includes, in respect of a young person, any person who is under a legal duty to provide for the young person or any person who has, in law or in fact, the custody or control of the young person, but does not include a person who has the custody or control of the young person by reason only of proceedings under this Act. (*père ou mère ou père et mère*)

pre-sentence report means a report on the personal and family history and present environment of a young person made in accordance with section 40. (*rapport prédécisionnel*)

presumptive offence [Repealed, 2012, c. 1, s. 167]

provincial director means a person, a group or class of persons or a body appointed or designated by or under an Act of the legislature of a province or by the lieutenant governor in council of a province or his or her delegate to perform in that province, either generally or in a specific case, any of the duties or functions of a provincial director under this Act. (*directeur provincial ou directeur*)

publication means the communication of information by making it known or accessible to the general public through any means, including print, radio or television broadcast, telecommunication or electronic means. (*publication*)

record includes any thing containing information, regardless of its physical form or characteristics, including microform, sound recording, videotape, machine-readable record, and any copy of any of those things, that is created or kept for the purposes of this Act or for the investigation of an offence that is or could be prosecuted under this Act. (*dossier*)

dossier Toute chose renfermant des éléments d'information, quels que soient leur forme et leur support, notamment microforme, enregistrement sonore, magnétoscopique ou informatisé, ou toute reproduction de ces éléments d'information, obtenus ou conservés pour l'application de la présente loi ou dans le cadre d'une enquête conduite à l'égard d'une infraction qui est ou peut être poursuivie en vertu de la présente loi. (*record*)

enfant Toute personne âgée de moins de douze ans ou, en l'absence de preuve contraire, paraissant ne pas avoir atteint cet âge. (*child*)

groupe consultatif Tout groupe de personnes constitué pour l'application de l'article 19. (*conference*)

infraction Toute infraction créée par une loi fédérale ou par ses textes d'application : règlement, règle, ordre, décret, arrêté, règlement administratif ou ordonnance, à l'exclusion des lois de la Législature du Yukon, de la Législature des Territoires du Nord-Ouest ou de la Législature du Nunavut. (*offence*)

infraction avec violence Selon le cas :

a) infraction commise par un adolescent dont l'un des éléments constitutifs est l'infliction de lésions corporelles;

b) tentative ou menace de commettre l'infraction visée à l'alinéa a);

c) infraction commise par un adolescent au cours de la perpétration de laquelle il met en danger la vie ou la sécurité d'une autre personne en créant une probabilité marquée qu'il en résulte des lésions corporelles. (*violent offence*)

infraction désignée [Abrogée, 2012, ch. 1, art. 167]

infraction grave Tout acte criminel prévu par une loi fédérale et possible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus. (*serious offence*)

infraction grave avec violence Toute infraction visée à l'une des dispositions ci-après du *Code criminel* :

a) les articles 231 ou 235 (meurtre au premier ou au deuxième degré);

b) l'article 239 (tentative de meurtre);

c) les articles 232, 234 ou 236 (homicide involontaire coupable);

d) l'article 273 (agression sexuelle grave). (*serious violent offence*)

review board means a review board referred to in subsection 87(2). (*commission d'examen*)

serious offence means an indictable offence under an Act of Parliament for which the maximum punishment is imprisonment for five years or more. (*infraction grave*)

serious violent offence means an offence under one of the following provisions of the *Criminal Code*:

(a) section 231 or 235 (first degree murder or second degree murder);

(b) section 239 (attempt to commit murder);

(c) section 232, 234 or 236 (manslaughter); or

(d) section 273 (aggravated sexual assault). (*infraction grave avec violence*)

violent offence means

(a) an offence committed by a young person that includes as an element the causing of bodily harm;

(b) an attempt or a threat to commit an offence referred to in paragraph (a); or

(c) an offence in the commission of which a young person endangers the life or safety of another person by creating a substantial likelihood of causing bodily harm. (*infraction avec violence*)

young person means a person who is or, in the absence of evidence to the contrary, appears to be twelve years old or older, but less than eighteen years old and, if the context requires, includes any person who is charged under this Act with having committed an offence while he or she was a young person or who is found guilty of an offence under this Act. (*adolescent*)

youth custody facility means a facility designated under subsection 85(2) for the placement of young persons and, if so designated, includes a facility for the secure restraint of young persons, a community residential centre, a group home, a child care institution and a forest or wilderness camp. (*lieu de garde*)

youth justice court means a youth justice court referred to in section 13. (*tribunal pour adolescents*)

youth justice court judge means a youth justice court judge referred to in section 13. (*juge du tribunal pour adolescents*)

youth sentence means a sentence imposed under section 42, 51 or 59 or any of sections 94 to 96 and includes a

juge du tribunal pour adolescents Tout juge du tribunal pour adolescents visé à l'article 13. (*youth justice court judge*)

lieu de garde Tout lieu désigné en vertu du paragraphe 85(2) pour le placement des adolescents. Peuvent être ainsi désignés notamment les établissements pour l'internement sécuritaire des adolescents, les centres résidentiels locaux, les foyers collectifs, les établissements d'aide à l'enfance, les camps forestiers et les camps de pleine nature. (*youth custody facility*)

mesures extrajudiciaires Mesures, autres que les procédures judiciaires prévues par la présente loi, utilisées à l'endroit des adolescents auxquels une infraction est imputée, y compris les sanctions extrajudiciaires. (*extrajudicial measures*)

peine applicable aux adultes S'agissant d'un adolescent déclaré coupable d'une infraction, toute peine dont est passible l'adulte déclaré coupable de la même infraction. (*adult sentence*)

peine spécifique Toute peine visée aux articles 42, 51, 59 ou 94 à 96 ou confirmation ou modification d'une telle peine. (*youth sentence*)

père ou mère ou père et mère Le père ou la mère, ainsi que toute personne légalement tenue de subvenir aux besoins d'un adolescent, ou qui assume en droit ou en fait — mais non uniquement en raison de procédures intentées au titre de la présente loi — la garde ou la surveillance de celui-ci. (*parent*)

période de garde Période ou partie de la peine imposée à l'adolescent, qu'il doit purger sous garde avant de purger la période de surveillance au sein de la collectivité conformément à l'alinéa 42(2)n) ou la période de liberté sous condition conformément aux alinéas 42(2)o), q) ou r). (*custodial portion*)

procureur général Le procureur général, au sens de la définition de ce terme à l'article 2 du *Code criminel*, la mention de poursuites dans cette définition valant mention de poursuites et mesures extrajudiciaires. Est assimilé au procureur général son représentant ou son mandataire. (*Attorney General*)

publication S'agissant de renseignements, toute divulgation destinée au public en général, quelle que soit la façon dont elle est faite, par écrit, radiodiffusion, télécommunication, voie électronique ou tout autre moyen. (*publication*)

rappor prédecisionnel Le rapport établi en application de l'article 40 sur les antécédents personnels et familiaux

confirmation or a variation of that sentence. (*peine spécifique*)

youth worker means any person appointed or designated, whether by title of youth worker or probation officer or by any other title, by or under an Act of the legislature of a province or by the lieutenant governor in council of a province or his or her delegate to perform in that province, either generally or in a specific case, any of the duties or functions of a youth worker under this Act. (*délégué à la jeunesse*)

Words and expressions

(2) Unless otherwise provided, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Criminal Code*.

Descriptive cross-references

(3) If, in any provision of this Act, a reference to another provision of this Act or a provision of any other Act is followed by words in parentheses that are or purport to be descriptive of the subject-matter of the provision referred to, those words form no part of the provision in which they occur but are inserted for convenience of reference only.

2002, c. 1, s. 2, c. 7, s. 274; 2012, c. 1, s. 167; 2014, c. 2, s. 52.

Declaration of Principle

Policy for Canada with respect to young persons

3 (1) The following principles apply in this Act:

(a) the youth criminal justice system is intended to protect the public by

(i) holding young persons accountable through measures that are proportionate to the seriousness of the offence and the degree of responsibility of the young person,

(ii) promoting the rehabilitation and reintegration of young persons who have committed offences, and

(iii) supporting the prevention of crime by referring young persons to programs or agencies in the community to address the circumstances underlying their offending behaviour;

(b) the criminal justice system for young persons must be separate from that of adults, must be based on the principle of diminished moral blameworthiness or culpability and must emphasize the following:

de l'adolescent et sa situation actuelle. (*pre-sentence report*)

sanction extrajudiciaire Toute sanction prévue par un programme visé à l'article 10. (*extrajudicial sanction*)

service de messagerie Service de courrier recommandé ou certifié, de même que tout autre service de messagerie fournissant une preuve de livraison. (*confirmed delivery service*)

tribunal pour adolescents Le tribunal visé à l'article 13. (*youth justice court*)

Terminologie

(2) Sauf disposition contraire, les termes de la présente loi s'entendent au sens du *Code criminel*.

Renvois descriptifs

(3) Dans la présente loi, les mots entre parenthèses qui, dans un but purement descriptif d'une matière donnée, suivent dans une disposition un renvoi à une autre disposition de la présente loi ou d'une autre loi ne font pas partie de la disposition et y sont insérés pour la seule commodité de la consultation.

2002, ch. 1, art. 2, ch. 7, art. 274; 2012, ch. 1, art. 167; 2014, ch. 2, art. 52.

Déclaration de principes

Politique canadienne à l'égard des adolescents

3 (1) Les principes suivants s'appliquent à la présente loi :

a) le système de justice pénale pour adolescents vise à protéger le public de la façon suivante :

(i) obliger les adolescents à répondre de leurs actes au moyen de mesures proportionnées à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité,

(ii) favoriser la réadaptation et la réinsertion sociale des adolescents ayant commis des infractions,

(iii) contribuer à la prévention du crime par le renvoi des adolescents à des programmes ou à des organismes communautaires en vue de supprimer les causes sous-jacentes à la criminalité chez ceux-ci;

b) le système de justice pénale pour les adolescents doit être distinct de celui pour les adultes, être fondé sur le principe de culpabilité morale moins élevée et mettre l'accent sur :

- (i)** rehabilitation and reintegration,
- (ii)** fair and proportionate accountability that is consistent with the greater dependency of young persons and their reduced level of maturity,
- (iii)** enhanced procedural protection to ensure that young persons are treated fairly and that their rights, including their right to privacy, are protected,
- (iv)** timely intervention that reinforces the link between the offending behaviour and its consequences, and
- (v)** the promptness and speed with which persons responsible for enforcing this Act must act, given young persons' perception of time;
- (c)** within the limits of fair and proportionate accountability, the measures taken against young persons who commit offences should
- (i)** reinforce respect for societal values,
 - (ii)** encourage the repair of harm done to victims and the community,
 - (iii)** be meaningful for the individual young person given his or her needs and level of development and, where appropriate, involve the parents, the extended family, the community and social or other agencies in the young person's rehabilitation and reintegration, and
 - (iv)** respect gender, ethnic, cultural and linguistic differences and respond to the needs of aboriginal young persons and of young persons with special requirements; and
- (d)** special considerations apply in respect of proceedings against young persons and, in particular,
- (i)** young persons have rights and freedoms in their own right, such as a right to be heard in the course of and to participate in the processes, other than the decision to prosecute, that lead to decisions that affect them, and young persons have special guarantees of their rights and freedoms,
 - (ii)** victims should be treated with courtesy, compassion and respect for their dignity and privacy and should suffer the minimum degree of inconvenience as a result of their involvement with the youth criminal justice system,
- (i)** leur réadaptation et leur réinsertion sociale,
- (ii)** une responsabilité juste et proportionnelle, compatible avec leur état de dépendance et leur degré de maturité,
- (iii)** la prise de mesures procédurales supplémentaires pour leur assurer un traitement équitable et la protection de leurs droits, notamment en ce qui touche leur vie privée,
- (iv)** la prise de mesures opportunes qui établissent clairement le lien entre le comportement délictueux et ses conséquences,
- (v)** la diligence et la célérité avec lesquelles doivent intervenir les personnes chargées de l'application de la présente loi, compte tenu du sens qu'a le temps dans la vie des adolescents;
- c)** les mesures prises à l'égard des adolescents, en plus de respecter le principe de la responsabilité juste et proportionnelle, doivent viser à :
- (i)** renforcer leur respect pour les valeurs de la société,
 - (ii)** favoriser la réparation des dommages causés à la victime et à la collectivité,
 - (iii)** leur offrir des perspectives positives, compte tenu de leurs besoins et de leur niveau de développement, et, le cas échéant, faire participer leurs père et mère, leur famille étendue, les membres de leur collectivité et certains organismes sociaux ou autres à leur réadaptation et leur réinsertion sociale,
 - (iv)** prendre en compte tant les différences ethniques, culturelles, linguistiques et entre les sexes que les besoins propres aux adolescents autochtones et à d'autres groupes particuliers d'adolescents;
- d)** des règles spéciales s'appliquent aux procédures intentées contre les adolescents. Au titre de celles-ci :
- (i)** les adolescents jouissent, et ce personnellement, de droits et libertés, notamment le droit de se faire entendre dans le cadre des procédures conduisant à des décisions qui les touchent — sauf la décision d'entamer des poursuites — et de prendre part à ces procédures, ces droits et libertés étant assortis de mesures de protection spéciales,
 - (ii)** les victimes doivent être traitées avec courtoisie et compassion, sans qu'il ne soit porté atteinte à

(iii) victims should be provided with information about the proceedings and given an opportunity to participate and be heard, and

(iv) parents should be informed of measures or proceedings involving their children and encouraged to support them in addressing their offending behaviour.

leur dignité ou à leur vie privée, et doivent subir le moins d'inconvénients possible du fait de leur participation au système de justice pénale pour les adolescents,

(iii) elles doivent aussi être informées des procédures intentées contre l'adolescent et avoir l'occasion d'y participer et d'y être entendues,

(iv) les père et mère de l'adolescent doivent être informés des mesures prises, ou des procédures intentées, à l'égard de celui-ci et être encouragés à lui offrir leur soutien.

Act to be liberally construed

(2) This Act shall be liberally construed so as to ensure that young persons are dealt with in accordance with the principles set out in subsection (1).

2002, c. 1, s. 3; 2012, c. 1, s. 168.

Souplesse d'interprétation

(2) La présente loi doit faire l'objet d'une interprétation large garantissant aux adolescents un traitement conforme aux principes énoncés au paragraphe (1).

2002, ch. 1, art. 3; 2012, ch. 1, art. 168.

PART 1

Extrajudicial Measures

Principles and Objectives

Declaration of principles

4 The following principles apply in this Part in addition to the principles set out in section 3:

(a) extrajudicial measures are often the most appropriate and effective way to address youth crime;

(b) extrajudicial measures allow for effective and timely interventions focused on correcting offending behaviour;

(c) extrajudicial measures are presumed to be adequate to hold a young person accountable for his or her offending behaviour if the young person has committed a non-violent offence and has not previously been found guilty of an offence; and

(d) extrajudicial measures should be used if they are adequate to hold a young person accountable for his or her offending behaviour and, if the use of extrajudicial measures is consistent with the principles set out in this section, nothing in this Act precludes their use in respect of a young person who

(i) has previously been dealt with by the use of extrajudicial measures, or

(ii) has previously been found guilty of an offence.

PARTIE 1

Mesures extrajudiciaires

Principes et objectifs

Déclaration de principes

4 Outre les principes énoncés à l'article 3, les principes suivants s'appliquent à la présente partie :

a) le recours aux mesures extrajudiciaires est souvent la meilleure façon de s'attaquer à la délinquance juvénile;

b) le recours à ces mesures permet d'intervenir rapidement et efficacement pour corriger le comportement délictueux des adolescents;

c) il est présumé que la prise de mesures extrajudiciaires suffit pour faire répondre les adolescents de leurs actes délictueux dans le cas où ceux-ci ont commis des infractions sans violence et n'ont jamais été déclarés coupables d'une infraction auparavant;

d) il convient de recourir aux mesures extrajudiciaires lorsqu'elles suffisent pour faire répondre les adolescents de leurs actes délictueux et, dans le cas où la prise de celles-ci est compatible avec les principes énoncés au présent article, la présente loi n'a pas pour effet d'empêcher qu'on y ait recours à l'égard d'adolescents qui en ont déjà fait l'objet ou qui ont déjà été déclarés coupables d'une infraction.

Certain offences — extrajudicial measures deemed adequate

4.1 (1) Extrajudicial measures are presumed to be adequate to hold a young person accountable for a failure or refusal referred to in section 137 and for a failure referred to in section 496 of the *Criminal Code* unless

- (a) the young person has a history of repetitive failures or refusals; or
- (b) the young person's failure or refusal caused harm, or a risk of harm, to the safety of the public.

Certain offences — various measures

(2) In the cases referred to in paragraphs (1)(a) and (b),

- (a) extrajudicial measures should be used if they are adequate to hold the young person accountable for the failure or refusal; and
- (b) if the use of extrajudicial measures would not be adequate under paragraph (a), but issuing an appearance notice under section 496 (judicial referral hearing) of the *Criminal Code* or making an application for review of the youth sentence referred to in section 59(1) as an alternative to proceeding by charge would be adequate, then the applicable alternative should be used.

2019, c. 25, s. 361.

Objectives

5 Extrajudicial measures should be designed to

- (a) provide an effective and timely response to offending behaviour outside the bounds of judicial measures;
- (b) encourage young persons to acknowledge and repair the harm caused to the victim and the community;
- (c) encourage families of young persons — including extended families where appropriate — and the community to become involved in the design and implementation of those measures;
- (d) provide an opportunity for victims to participate in decisions related to the measures selected and to receive reparation; and
- (e) respect the rights and freedoms of young persons and be proportionate to the seriousness of the offence.

Certaines infractions — mesures extrajudiciaires réputées suffisantes

4.1 (1) Le recours à des mesures extrajudiciaires est présumé suffire pour faire répondre l'adolescent d'une omission ou d'un refus visés à l'article 137 ou d'une omission visée à l'article 496 du *Code criminel*, sauf dans les cas suivants :

- a) l'adolescent s'est adonné, de manière répétitive, à de tels omissions ou refus;
- b) l'omission ou le refus a porté atteinte ou présenté un risque d'atteinte à la sécurité du public.

Certaines infractions — recours à diverses mesures

(2) Dans les cas visés aux alinéas (1)a) et b), il convient :

- a) si elles suffisent pour faire répondre l'adolescent de l'omission ou du refus, de recourir aux mesures extrajudiciaires;
- b) si le recours à des mesures extrajudiciaires ne suffit pas à cette fin, mais que le recours à des mesures de recharge à des accusations — délivrance d'une citation à comparaître au titre de l'article 496 (comparution pour manquement) du *Code criminel* ou présentation d'une demande d'examen de la peine visée au paragraphe 59(1) — y suffit, de prendre la mesure de recharge applicable.

2019, ch. 25, art. 361.

Objectifs

5 Le recours à des mesures extrajudiciaires vise les objectifs suivants :

- a) sanctionner rapidement et efficacement le comportement délictueux de l'adolescent sans avoir recours aux tribunaux;
- b) l'inciter à reconnaître et à réparer les dommages causés à la victime et à la collectivité;
- c) favoriser la participation des familles, y compris les familles étendues dans les cas indiqués, et de la collectivité en général à leur détermination et mise en œuvre;
- d) donner la possibilité à la victime de participer au traitement du cas de l'adolescent et d'obtenir réparation;
- e) respecter les droits et libertés de l'adolescent et tenir compte de la gravité de l'infraction.

Warnings, Cautions and Referrals

Warnings, cautions and referrals

6 (1) A police officer shall, before starting judicial proceedings or taking any other measures under this Act against a young person alleged to have committed an offence, consider whether it would be sufficient, having regard to the principles set out in sections 4 and 4.1, to take no further action, warn the young person, administer a caution, if a program has been established under section 7, or, with the consent of the young person, refer the young person to a program or agency in the community that may assist the young person not to commit offences.

Saving

(2) The failure of a police officer to consider the options set out in subsection (1) does not invalidate any subsequent charges against the young person for the offence.

2002, c. 1, s. 6; 2019, c. 25, s. 362.

Police cautions

7 The Attorney General, or any other minister designated by the lieutenant governor of a province, may establish a program authorizing the police to administer cautions to young persons instead of starting judicial proceedings under this Act.

Crown cautions

8 The Attorney General may establish a program authorizing prosecutors to administer cautions to young persons instead of starting or continuing judicial proceedings under this Act.

Evidence of measures is inadmissible

9 Evidence that a young person has received a warning, caution or referral mentioned in section 6, 7 or 8 or that a police officer has taken no further action in respect of an offence, and evidence of the offence, is inadmissible for the purpose of proving prior offending behaviour in any proceedings before a youth justice court in respect of the young person.

Extrajudicial Sanctions

Extrajudicial sanctions

10 (1) An extrajudicial sanction may be used to deal with a young person alleged to have committed an offence only if the young person cannot be adequately dealt

Avertissements, mises en garde et renvois

Avertissements, mises en garde et renvois

6 (1) L'agent de police détermine s'il est préférable, compte tenu des principes énoncés aux articles 4 et 4.1, plutôt que d'engager des poursuites contre l'adolescent à qui est imputée une infraction ou de prendre d'autres mesures sous le régime de la présente loi, de ne prendre aucune mesure, de lui donner soit un avertissement, soit une mise en garde dans le cadre de l'article 7 ou de le renvoyer, si l'adolescent y consent, à un programme ou organisme communautaire susceptible de l'aider à ne pas commettre d'infractions.

Validité des accusations

(2) Le fait pour l'agent de police de ne pas se conformer au paragraphe (1) n'a pas pour effet d'invalider les accusations portées ultérieurement contre l'adolescent pour l'infraction en cause.

2002, ch. 1, art. 6; 2019, ch. 25, art. 362.

Mise en garde par la police

7 Le procureur général ou tout autre ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut établir un programme autorisant les corps policiers à mettre en garde un adolescent plutôt que d'entamer contre lui des procédures judiciaires sous le régime de la présente loi.

Mise en garde par le procureur général

8 Le procureur général peut établir un programme autorisant le poursuivant à mettre en garde un adolescent plutôt que d'entamer ou de continuer des poursuites contre lui sous le régime de la présente loi.

Inadmissibilité des renseignements relatifs aux mesures

9 Les renseignements relatifs à la prise des mesures d'avertissement, de mise en garde ou de renvoi visées aux articles 6, 7 et 8, au fait que l'agent de police n'a pris aucune mesure et à la perpétration de l'infraction en cause ne peuvent être mis en preuve dans les procédures judiciaires devant le tribunal pour adolescents pour établir le comportement délictueux de l'adolescent.

Sanctions extrajudiciaires

Sanctions extrajudiciaires

10 (1) Le recours à une sanction extrajudiciaire n'est possible que dans les cas où la nature et le nombre des infractions antérieures commises par l'adolescent, la

with by a warning, caution or referral mentioned in section 6, 7 or 8 because of the seriousness of the offence, the nature and number of previous offences committed by the young person or any other aggravating circumstances.

Conditions

(2) An extrajudicial sanction may be used only if

(a) it is part of a program of sanctions that may be authorized by the Attorney General or authorized by a person, or a member of a class of persons, designated by the lieutenant governor in council of the province;

(b) the person who is considering whether to use the extrajudicial sanction is satisfied that it would be appropriate, having regard to the needs of the young person and the interests of society;

(c) the young person, having been informed of the extrajudicial sanction, fully and freely consents to be subject to it;

(d) the young person has, before consenting to be subject to the extrajudicial sanction, been advised of his or her right to be represented by counsel and been given a reasonable opportunity to consult with counsel;

(e) the young person accepts responsibility for the act or omission that forms the basis of the offence that he or she is alleged to have committed;

(f) there is, in the opinion of the Attorney General, sufficient evidence to proceed with the prosecution of the offence; and

(g) the prosecution of the offence is not in any way barred at law.

Restriction on use

(3) An extrajudicial sanction may not be used in respect of a young person who

(a) denies participation or involvement in the commission of the offence; or

(b) expresses the wish to have the charge dealt with by a youth justice court.

Admissions not admissible in evidence

(4) Any admission, confession or statement accepting responsibility for a given act or omission that is made by a young person as a condition of being dealt with by extrajudicial measures is inadmissible in evidence against any young person in civil or criminal proceedings.

gravité de celle qui lui est reprochée ou toute autre circonstance aggravante ne permettent pas le recours à l'avertissement, à la mise en garde ou au renvoi visés aux articles 6, 7 ou 8.

Conditions

(2) En outre, il est assujetti aux conditions suivantes :

a) la sanction est prévue dans le cadre d'un programme autorisé soit par le procureur général, soit par une personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province ou faisant partie d'une catégorie de personnes désignée par lui;

b) la personne qui envisage de recourir à cette sanction est convaincue qu'elle est appropriée, compte tenu des besoins de l'adolescent et de l'intérêt de la société;

c) l'adolescent, informé de la sanction, a librement accepté d'en faire l'objet;

d) l'adolescent, avant d'accepter de faire l'objet de la sanction, a été avisé de son droit aux services d'un avocat et s'est vu donner la possibilité d'en consulter un;

e) l'adolescent se reconnaît responsable du fait constitutif de l'infraction qui lui est imputée;

f) le procureur général estime qu'il y a des preuves suffisantes justifiant la poursuite de l'infraction;

g) aucune règle de droit n'y fait par ailleurs obstacle.

Restriction à la mise en œuvre de la sanction

(3) Il n'est toutefois pas possible de recourir à une sanction extrajudiciaire lorsque l'adolescent a soit dénié toute participation à la perpétration de l'infraction, soit manifesté le désir d'être jugé par le tribunal pour adolescents.

Non-admissibilité des aveux

(4) Les aveux de culpabilité ou déclarations par lesquels l'adolescent reconnaît sa responsabilité pour un fait précis ne sont pas, lorsqu'il les a faits pour pouvoir bénéficier d'une mesure extrajudiciaire, admissibles en preuve contre un adolescent dans toutes poursuites civiles ou pénales.

No bar to judicial proceedings

(5) The use of an extrajudicial sanction in respect of a young person alleged to have committed an offence is not a bar to judicial proceedings under this Act, but if a charge is laid against the young person in respect of the offence,

(a) the youth justice court shall dismiss the charge if it is satisfied on a balance of probabilities that the young person has totally complied with the terms and conditions of the extrajudicial sanction; and

(b) the youth justice court may dismiss the charge if it is satisfied on a balance of probabilities that the young person has partially complied with the terms and conditions of the extrajudicial sanction and if, in the opinion of the court, prosecution of the charge would be unfair having regard to the circumstances and the young person's performance with respect to the extrajudicial sanction.

Laying of information, etc.

(6) Subject to subsection (5) and section 24 (private prosecutions only with consent of Attorney General), nothing in this section shall be construed as preventing any person from laying an information or indictment, obtaining the issue or confirmation of any process or proceeding with the prosecution of any offence in accordance with law.

Notice to parent

11 If a young person is dealt with by an extrajudicial sanction, the person who administers the program under which the sanction is used shall inform a parent of the young person of the sanction.

Victim's right to information

12 If a young person is dealt with by an extrajudicial sanction, a police officer, the Attorney General, the provincial director or any organization established by a province to provide assistance to victims shall, on request, inform the victim of the identity of the young person and how the offence has been dealt with.

Possibilité d'une sanction extrajudiciaire et de poursuites

(5) Le recours à une sanction extrajudiciaire ne fait pas obstacle à l'introduction de poursuites dans le cadre de la présente loi. Toutefois, lorsqu'il est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que l'adolescent s'est totalement conformé aux modalités de la sanction, le tribunal doit rejeter les accusations portées contre lui; lorsqu'il est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que l'adolescent s'y est conformé seulement en partie, il peut les rejeter s'il estime par ailleurs que les poursuites sont injustes eu égard aux circonstances et compte tenu du comportement de l'adolescent dans l'exécution de la sanction.

Dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation

(6) Sous réserve du paragraphe (5) et de l'article 24 (poursuites privées seulement sur consentement du procureur général), le présent article n'a pas pour effet d'empêcher quiconque de déposer une dénonciation ou un acte d'accusation, d'obtenir un acte judiciaire ou la confirmation d'un tel acte, ou d'entamer ou de continuer des poursuites, conformément aux règles de droit.

Avis au père ou à la mère

11 La personne chargée de la mise en œuvre du programme dans le cadre duquel il est fait recours à la sanction extrajudiciaire doit informer de la sanction le père ou la mère de l'adolescent qui en fait l'objet.

Droit des victimes à l'information

12 L'agent de police, le procureur général, le directeur provincial ou tout organisme d'aide aux victimes mis sur pied dans la province dévoile à la victime, si elle lui en fait la demande, l'identité de l'adolescent qui fait l'objet d'une sanction extrajudiciaire et la nature de celle-ci.

PART 2

Organization of Youth Criminal Justice System

Youth Justice Court

Designation of youth justice court

13 (1) A youth justice court is any court that may be established or designated by or under an Act of the legislature of a province, or designated by the Governor in Council or the lieutenant governor in council of a province, as a youth justice court for the purposes of this Act, and a youth justice court judge is a person who may be appointed or designated as a judge of the youth justice court or a judge sitting in a court established or designated as a youth justice court.

Deemed youth justice court

(2) When a young person elects to be tried by a judge without a jury, the judge shall be a judge as defined in section 552 of the *Criminal Code*, or if it is an offence set out in section 469 of that Act, the judge shall be a judge of the superior court of criminal jurisdiction in the province in which the election is made. In either case, the judge is deemed to be a youth justice court judge and the court is deemed to be a youth justice court for the purpose of the proceeding.

Deemed youth justice court

(3) When a young person elects or is deemed to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury, the superior court of criminal jurisdiction in the province in which the election is made or deemed to have been made is deemed to be a youth justice court for the purpose of the proceeding, and the superior court judge is deemed to be a youth justice court judge.

Court of record

(4) A youth justice court is a court of record.

Exclusive jurisdiction of youth justice court

14 (1) Despite any other Act of Parliament but subject to the *Contraventions Act* and the *National Defence Act*, a youth justice court has exclusive jurisdiction in respect of any offence alleged to have been committed by a person while he or she was a young person, and that person shall be dealt with as provided in this Act.

PARTIE 2

Organisation du système de justice pénale pour les adolescents

Tribunal pour adolescents

Tribunal pour adolescents

13 (1) Le tribunal pour adolescents est le tribunal établi ou désigné à ce titre pour l'application de la présente loi soit sous le régime d'une loi provinciale, soit par le gouverneur en conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province; le juge du tribunal pour adolescents est la personne nommée ou désignée à ce titre ou celle qui est juge d'un tribunal établi ou désigné à titre de tribunal pour adolescents.

Assimilation au tribunal pour adolescent

(2) Dans le cas où l'adolescent a choisi d'être jugé par un juge sans jury, le juge est alors le juge visé à la définition de ce terme à l'article 552 du *Code criminel* ou, s'il s'agit d'une infraction mentionnée à l'article 469 de cette loi, le juge de la cour supérieure de juridiction criminelle de la province où le choix a été fait. Le juge est réputé être un juge du tribunal pour adolescents et la cour est réputée constituer le tribunal pour adolescents pour les procédures en cause.

Assimilation au tribunal pour adolescent

(3) Dans le cas où l'adolescent a choisi ou est réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal formé d'un juge et d'un jury, la cour supérieure de juridiction criminelle de la province où le choix a été ou est réputé avoir été fait est réputée constituer le tribunal pour adolescents pour les procédures en cause et le juge de la cour supérieure est réputé être un juge du tribunal pour adolescents.

Cour d'archives

(4) Le tribunal est une cour d'archives.

Compétence exclusive du tribunal

14 (1) Malgré toute autre loi fédérale, mais sous réserve de la *Loi sur les contraventions* et de la *Loi sur la défense nationale*, le tribunal a compétence exclusive pour toute infraction qu'une personne aurait commise au cours de son adolescence; la personne bénéficie alors des dispositions de la présente loi.

Orders

(2) A youth justice court has exclusive jurisdiction to make orders against a young person under sections 83.3 (recognizance — terrorist activity), 810 (recognizance — fear of injury or damage), 810.01 (recognizance — fear of certain offences), 810.011 (recognizance — fear of terrorism offence), 810.02 (recognizance — fear of forced marriage or marriage under age of 16 years) and 810.2 (recognizance — fear of serious personal injury offence) of the *Criminal Code* and the provisions of this Act apply, with any modifications that the circumstances require. If the young person fails or refuses to enter into a recognizance referred to in any of those sections, the court may impose any one of the sanctions set out in subsection 42(2) (youth sentences) except that, in the case of an order under paragraph 42(2)(n) (custody and supervision order), it shall not exceed 30 days.

Prosecution prohibited

(3) Unless the Attorney General and the young person agree, no extrajudicial measures shall be taken or judicial proceedings commenced under this Act in respect of an offence after the end of the time limit set out in any other Act of Parliament or any regulation made under it for the institution of proceedings in respect of that offence.

Continuation of proceedings

(4) Extrajudicial measures taken or judicial proceedings commenced under this Act against a young person may be continued under this Act after the person attains the age of eighteen years.

Young persons over the age of eighteen years

(5) This Act applies to persons eighteen years old or older who are alleged to have committed an offence while a young person.

Powers of youth justice court judge

(6) For the purpose of carrying out the provisions of this Act, a youth justice court judge is a justice and a provincial court judge and has the jurisdiction and powers of a summary conviction court under the *Criminal Code*.

Powers of a judge of a superior court

(7) A judge of a superior court of criminal jurisdiction, when deemed to be a youth justice court judge for the purpose of a proceeding, retains the jurisdiction and powers of a superior court of criminal jurisdiction.

2002, c. 1, s. 14; 2015, c. 20, ss. 32, 36, c. 29, s. 14; 2019, c. 13, s. 159.

Ordonnances

(2) Le tribunal a aussi compétence exclusive pour rendre à l'égard d'un adolescent l'ordonnance visée aux articles 83.3 (engagement — activité terroriste), 810 (engagement — crainte de blessures ou dommages), 810.01 (engagement — crainte de certaines infractions), 810.011 (engagement — crainte d'une infraction de terrorisme), 810.02 (engagement — crainte de mariage forcé ou de mariage de personnes de moins de seize ans) ou 810.2 (engagement — crainte de sévices graves à la personne) du *Code criminel*; la présente loi s'applique alors, avec les adaptations nécessaires. Dans le cas où l'adolescent omet ou refuse de contracter l'engagement prévu à ces articles, le tribunal peut lui imposer l'une des sanctions prévues au paragraphe 42(2) (peines spécifiques), sauf que, si la sanction est imposée en vertu de l'alinéa 42(2)n) (ordonnance de placement et de surveillance), celle-ci ne peut excéder trente jours.

Prescription

(3) À moins d'entente à l'effet contraire entre le procureur général et l'adolescent, l'infraction dont le délai de prescription fixé par une autre loi fédérale ou par ses règlements est expiré ne peut donner lieu à des mesures judiciaires ou extrajudiciaires fondées sur la présente loi.

Continuation des mesures

(4) Les mesures judiciaires ou extrajudiciaires prises sous le régime de la présente loi à l'égard d'un adolescent peuvent se continuer sous son régime après qu'il a atteint l'âge de dix-huit ans.

Mesures à l'égard d'un adolescent parvenu à l'âge adulte

(5) La présente loi s'applique à la personne de plus de dix-huit ans qui aurait commis une infraction en cours d'adolescence.

Pouvoirs du juge du tribunal pour adolescents

(6) Pour l'application de la présente loi, le juge du tribunal pour adolescents est juge de paix et juge de la cour provinciale et a les attributions que le *Code criminel* confère à la cour des poursuites sommaires.

Pouvoirs supplémentaires

(7) Le juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle qui est réputé être un juge du tribunal pour adolescents conserve les attributions de cette cour.

2002, ch. 1, art. 14; 2015, ch. 20, art. 32 et 36, ch. 29, art. 14; 2019, ch. 13, art. 159.

Contempt against youth justice court

15 (1) Every youth justice court has the same power, jurisdiction and authority to deal with and impose punishment for contempt against the court as may be exercised by the superior court of criminal jurisdiction of the province in which the court is situated.

Jurisdiction of youth justice court

(2) A youth justice court has jurisdiction in respect of every contempt of court committed by a young person against the youth justice court whether or not committed in the face of the court, and every contempt of court committed by a young person against any other court otherwise than in the face of that court.

Concurrent jurisdiction of youth justice court

(3) A youth justice court has jurisdiction in respect of every contempt of court committed by a young person against any other court in the face of that court and every contempt of court committed by an adult against the youth justice court in the face of the youth justice court, but nothing in this subsection affects the power, jurisdiction or authority of any other court to deal with or impose punishment for contempt of court.

Youth sentence — contempt

(4) When a youth justice court or any other court finds a young person guilty of contempt of court, it may impose as a youth sentence any one of the sanctions set out in subsection 42(2) (youth sentences), or any number of them that are not inconsistent with each other, but no other sentence.

Section 708 of *Criminal Code* applies in respect of adults

(5) Section 708 (contempt) of the *Criminal Code* applies in respect of proceedings under this section in youth justice court against adults, with any modifications that the circumstances require.

Status of offender uncertain

16 When a person is alleged to have committed an offence during a period that includes the date on which the person attains the age of eighteen years, the youth justice court has jurisdiction in respect of the offence and shall, after putting the person to their election under section 67 (adult sentence) if applicable, and on finding the person guilty of the offence,

(a) if it has been proven that the offence was committed before the person attained the age of eighteen years, impose a sentence under this Act;

Outrage au tribunal

15 (1) Le tribunal pour adolescents exerce, en matière d'outrage au tribunal, toutes les attributions conférées à la cour supérieure de juridiction criminelle de la province où il siège.

Compétence du tribunal

(2) Il a compétence pour tout outrage au tribunal commis par un adolescent soit à son égard, même en dehors de ses audiences, soit envers tout autre tribunal en dehors des audiences de celui-ci.

Compétence concurrence

(3) Il est également compétent pour tout outrage au tribunal commis soit par un adolescent envers un autre tribunal au cours des audiences de celui-ci, soit par un adulte à son encontre au cours de ses audiences. Toutefois, le présent paragraphe ne porte aucune atteinte aux attributions conférées à tout autre tribunal pour statuer et imposer une peine en matière d'outrage au tribunal.

Outrage au tribunal : peine spécifique

(4) Tout tribunal qui déclare un adolescent coupable d'outrage au tribunal peut imposer à titre de peine spécifique une ou plusieurs des sanctions prévues au paragraphe 42(2) (peines spécifiques), compatibles entre elles, à l'exclusion de toute autre peine.

Application de l'art. 708 du *Code criminel*

(5) L'article 708 (outrage au tribunal) du *Code criminel* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux poursuites engagées contre des adultes devant le tribunal pour adolescents dans le cadre du présent article.

Incertitude sur le statut de l'accusé

16 Le tribunal pour adolescents a compétence pour toute infraction qu'une personne aurait commise au cours d'une période comprenant le jour où elle a atteint l'âge de dix-huit ans. En cas de déclaration de culpabilité de la personne, le tribunal, après avoir donné à la personne la possibilité de faire le choix prévu à l'article 67 (peine applicable aux adultes), le cas échéant :

a) soit, s'il a été prouvé que l'infraction a été commise avant qu'elle n'atteigne l'âge de dix-huit ans, lui impose une peine en application de la présente loi;

- (b)** if it has been proven that the offence was committed after the person attained the age of eighteen years, impose any sentence that could be imposed under the *Criminal Code* or any other Act of Parliament on an adult who has been convicted of the same offence; and
- (c)** if it has not been proven that the offence was committed after the person attained the age of eighteen years, impose a sentence under this Act.

Youth justice court may make rules

17 (1) The youth justice court for a province may, subject to the approval of the lieutenant governor in council of the province, establish rules of court not inconsistent with this Act or any other Act of Parliament or with any regulations made under section 155 regulating proceedings within the jurisdiction of the youth justice court.

Rules of court

(2) Rules under subsection (1) may be made

(a) generally to regulate the duties of the officers of the youth justice court and any other matter considered expedient to attain the ends of justice and carry into effect the provisions of this Act;

(b) subject to any regulations made under paragraph 155(b), to regulate the practice and procedure in the youth justice court; and

(c) to prescribe forms to be used in the youth justice court if they are not otherwise provided for by or under this Act.

Publication of rules

(3) Rules of court that are made under the authority of this section shall be published in the appropriate provincial gazette.

Youth Justice Committees

Youth justice committees

18 (1) The Attorney General of Canada or a province or any other minister that the lieutenant governor in council of the province may designate may establish one or more committees of citizens, to be known as youth justice committees, to assist in any aspect of the administration of this Act or in any programs or services for young persons.

b) soit, s'il a été prouvé que l'infraction a été commise après qu'elle eut atteint l'âge de dix-huit ans, lui impose toute peine dont serait possible l'adulte déclaré coupable de la même infraction en vertu du *Code criminel* ou de toute autre loi fédérale;

c) soit, s'il n'a pas été prouvé que l'infraction a été commise après qu'elle eut atteint l'âge de dix-huit ans, lui impose une peine en application de la présente loi.

Pouvoir de réglementation du tribunal pour adolescents

17 (1) Le tribunal pour adolescents siégeant dans une province peut, sous réserve de l'agrément du lieutenant-gouverneur en conseil, établir des règles de fonctionnement compatibles avec la présente loi et les autres lois fédérales ainsi qu'avec les règlements pris en vertu de l'article 155, en vue de réglementer les procédures relevant de la compétence du tribunal.

Règles de fonctionnement

(2) Les règles en question peuvent être établies aux fins suivantes :

a) réglementer de manière générale les fonctions du personnel du tribunal et toute autre question jugée opportune pour la bonne administration de la justice et l'exécution de la présente loi;

b) fixer, sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 155b), les règles régissant la pratique et la procédure devant le tribunal;

c) prescrire, en cas de silence de la présente loi à cet égard, les formules à utiliser devant le tribunal pour adolescents.

Publication des règles

(3) Les règles établies sous le régime du présent article doivent être publiées dans la gazette provinciale indiquée.

Comités de justice pour la jeunesse

Comités de justice pour la jeunesse

18 (1) Le procureur général du Canada ou d'une province ou tout autre ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut établir des comités de citoyens, dits comités de justice pour la jeunesse, chargés de prêter leur concours à l'exécution de la présente loi ainsi qu'à tout service ou programme pour adolescents.

Role of committee

(2) The functions of a youth justice committee may include the following:

- (a)** in the case of a young person alleged to have committed an offence,
 - (i)** giving advice on the appropriate extrajudicial measure to be used in respect of the young person,
 - (ii)** supporting any victim of the alleged offence by soliciting his or her concerns and facilitating the reconciliation of the victim and the young person,
 - (iii)** ensuring that community support is available to the young person by arranging for the use of services from within the community, and enlisting members of the community to provide short-term mentoring and supervision, and
 - (iv)** when the young person is also being dealt with by a child protection agency or a community group, helping to coordinate the interaction of the agency or group with the youth criminal justice system;
- (b)** advising the federal and provincial governments on whether the provisions of this Act that grant rights to young persons, or provide for the protection of young persons, are being complied with;
- (c)** advising the federal and provincial governments on policies and procedures related to the youth criminal justice system;
- (d)** providing information to the public in respect of this Act and the youth criminal justice system;
- (e)** acting as a conference; and
- (f)** any other functions assigned by the person who establishes the committee.

Conferences

Conferences may be convened

19 (1) A youth justice court judge, the provincial director, a police officer, a justice of the peace, a prosecutor or a youth worker may convene or cause to be convened a conference for the purpose of making a decision required to be made under this Act.

Rôle des comités

(2) Les comités de justice pour la jeunesse peuvent notamment exercer les attributions suivantes :

- a)** dans le cas d'un adolescent à qui est reprochée une infraction :
 - (i)** recommander les mesures extrajudiciaires qu'il convient de prendre à l'égard de l'adolescent,
 - (ii)** soutenir la victime de l'infraction reprochée à l'adolescent en s'informant de ses préoccupations et encourager sa réconciliation avec l'adolescent,
 - (iii)** veiller au soutien de l'adolescent par la collectivité en coordonnant l'utilisation des services communautaires et en recrutant des membres de celle-ci pour lui offrir conseil et supervision à court terme,
 - (iv)** aider à coordonner l'action de tout organisme de protection de la jeunesse ou groupe communautaire qui est également saisi du cas de l'adolescent, avec le système de justice pénale pour les adolescents;
- b)** informer les gouvernements fédéral et provinciaux si les dispositions de la présente loi qui confèrent aux adolescents des droits ou leur offrent des mesures de protection sont observées ou non;
- c)** conseiller les gouvernements fédéral et provinciaux sur les orientations et les procédures relatives au système de justice pénale pour les adolescents;
- d)** renseigner le public sur les dispositions de la présente loi et sur le système de justice pénale pour les adolescents;
- e)** jouer le rôle de groupe consultatif;
- f)** exercer les autres fonctions que leur confie la personne qui les a établis.

Groupes consultatifs

Constitution de groupes consultatifs

19 (1) Le juge du tribunal pour adolescents, le directeur provincial, l'agent de la paix, le juge de paix, le poursuivant ou le délégué à la jeunesse peut, en vue de la prise d'une décision dans le cadre de la présente loi, constituer ou faire constituer un groupe consultatif.

Mandate of a conference

(2) The mandate of a conference may be, among other things, to give advice on appropriate extrajudicial measures, conditions for judicial interim release, sentences, including the review of sentences, and reintegration plans.

Rules for conferences

(3) The Attorney General or any other minister designated by the lieutenant governor in council of a province may establish rules for the convening and conducting of conferences other than conferences convened or caused to be convened by a youth justice court judge or a justice of the peace.

Rules to apply

(4) In provinces where rules are established under subsection (3), the conferences to which those rules apply must be convened and conducted in accordance with those rules.

Justices of the Peace

Certain proceedings may be taken before justices

20 (1) Any proceeding that may be carried out before a justice under the *Criminal Code*, other than a plea, a trial or an adjudication, may be carried out before a justice in respect of an offence alleged to have been committed by a young person, and any process that may be issued by a justice under the *Criminal Code* may be issued by a justice in respect of an offence alleged to have been committed by a young person.

Orders under section 810 of *Criminal Code*

(2) Despite subsection 14(2), a justice has jurisdiction to make an order under section 810 (recognition — fear of injury or damage) of the *Criminal Code* in respect of a young person. If the young person fails or refuses to enter into a recognition referred to in that section, the justice shall refer the matter to a youth justice court.

2002, c. 1, s. 20; 2019, c. 13, s. 160.

Clerks of the Court

Powers of clerks

21 In addition to any powers conferred on a clerk of a court by the *Criminal Code*, a clerk of the youth justice court may exercise the powers ordinarily exercised by a clerk of a court, and, in particular, may

Mandat

(2) Le groupe consultatif peut notamment avoir pour mandat de faire des recommandations relativement aux mesures extrajudiciaires ou aux conditions de mise en liberté provisoire par voie judiciaire ou à la peine, y compris son examen, et à tout plan de réinsertion sociale.

Règles relatives aux groupes consultatifs

(3) Le procureur général d'une province ou tout autre ministre désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province peut établir des règles applicables à la constitution des groupes consultatifs, à l'exception de ceux qui sont constitués par un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix ou à leur demande, ainsi qu'au déroulement de leurs travaux.

Règles obligatoires

(4) Dans les provinces où des règles ont été établies au titre du paragraphe (3), la constitution des groupes consultatifs visés par celles-ci ainsi que le déroulement de leurs travaux y sont assujettis.

Juges de paix

Compétence du juge de paix

20 (1) Le juge de paix est, relativement à toute infraction imputée à un adolescent, compétent pour toute procédure dont il peut connaître sous le régime du *Code criminel*, à l'exception des plaidoyers, procès et prononcé des peines; le cas échéant, il peut accomplir tous les actes judiciaires qui relèvent des pouvoirs du juge de paix en vertu du *Code criminel*.

Compétence du juge de paix

(2) Malgré le paragraphe 14(2), le juge de paix a aussi compétence pour rendre à l'égard de l'adolescent l'ordonnance visée à l'article 810 (engagement — crainte de blessures ou dommages) du *Code criminel*; dans le cas où l'adolescent omet ou refuse de contracter l'engagement prévu à cet article, le juge de paix renvoie l'affaire au tribunal pour adolescents.

2002, ch. 1, art. 20; 2019, ch. 13, art. 160.

Greffier du tribunal pour adolescents

Pouvoirs du greffier

21 Le greffier du tribunal pour adolescents peut exercer les pouvoirs normalement dévolus au greffier d'un tribunal, en plus de ceux que lui attribue le *Code criminel*; il peut notamment :

(a) administer oaths or solemn affirmations in all matters relating to the business of the youth justice court; and

(b) in the absence of a youth justice court judge, exercise all the powers of a youth justice court judge relating to adjournment.

Provincial Directors

Powers, duties and functions of provincial directors

22 The provincial director may authorize any person to exercise the powers or perform the duties or functions of the provincial director under this Act, in which case the powers, duties or functions are deemed to have been exercised or performed by the provincial director.

PART 3

Judicial Measures

Consent to Prosecute

Pre-charge screening

23 (1) The Attorney General may establish a program of pre-charge screening that sets out the circumstances in which the consent of the Attorney General must be obtained before a young person is charged with an offence.

Pre-charge screening program

(2) Any program of pre-charge screening of young persons that is established under an Act of the legislature of a province or by a directive of a provincial government, and that is in place before the coming into force of this section, is deemed to be a program of pre-charge screening for the purposes of subsection (1).

Private prosecutions

24 No prosecutions may be conducted by a prosecutor other than the Attorney General without the consent of the Attorney General.

Certain Offences — Review of Charges by Attorney General

Review required

24.1 If a charge for which an appearance notice, summons or release order was issued, or an undertaking was given, is dismissed, withdrawn or stayed, or the young

a) faire prêter les serments ou recevoir les affirmations solennelles dans toute question relative aux activités du tribunal;

b) en l'absence d'un juge du tribunal, exercer les pouvoirs de celui-ci en matière d'ajournement.

Directeurs provinciaux

Exercice des attributions des directeurs provinciaux

22 Le directeur provincial peut autoriser toute personne à exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi. Le cas échéant, les pouvoirs et fonctions exercés par la personne autorisée sont réputés l'avoir été par le directeur provincial.

PARTIE 3

Procédures judiciaires

Consentement préalable du procureur général

Examen du procureur général avant l'inculpation

23 (1) Le procureur général peut établir un programme d'examen préalable à l'inculpation prévoyant les circonstances dans lesquelles une accusation ne peut être portée sans son consentement contre un adolescent.

Programmes d'examens

(2) Tout programme d'examen préalable à l'inculpation d'adolescents existant à la date d'entrée en vigueur du présent article et établi par une loi provinciale ou une directive d'un gouvernement provincial est réputé être un programme établi au titre du paragraphe (1).

Poursuites privées

24 Aucune poursuite ne peut être menée par un poursuivant autre que le procureur général sans le consentement de ce dernier.

Examen de certaines accusations par le procureur général

Examen obligatoire

24.1 Lorsque sont retirées, rejetées ou suspendues des accusations à l'égard desquelles une citation à comparaître a été délivrée, une sommation a été décernée, une

person is acquitted of that charge, the Attorney General must review any charge pending against the young person under any of subsections 145(2) to (5) of the *Criminal Code* for failure to comply with the appearance notice, summons, release order or undertaking in order to determine whether the prosecution of the charge should proceed.

2019, c. 25, s. 363.

promesse a été remise ou une ordonnance de remise en liberté a été rendue — ou que l'adolescent a été acquitté de telles accusations —, le procureur général examine toute accusation pendante contre l'adolescent, portée au titre de l'un ou l'autre des paragraphes 145(2) à (5) du *Code criminel*, pour défaut de se conformer, selon le cas, à la citation à comparaître, à la sommation, à la promesse ou à l'ordonnance de remise en liberté afin de décider s'il y a lieu de continuer la poursuite.

2019, ch. 25, art. 363.

Right to Counsel

Right to counsel

25 (1) A young person has the right to retain and instruct counsel without delay, and to exercise that right personally, at any stage of proceedings against the young person and before and during any consideration of whether, instead of starting or continuing judicial proceedings against the young person under this Act, to use an extrajudicial sanction to deal with the young person.

Arresting officer to advise young person of right to counsel

(2) Every young person who is arrested or detained shall, on being arrested or detained, be advised without delay by the arresting officer of the right to retain and instruct counsel, and be given an opportunity to obtain counsel.

Justice, youth justice court or review board to advise young person of right to counsel

(3) When a young person is not represented by counsel

(a) at a hearing at which it will be determined whether to release the young person or detain the young person in custody,

(a.1) at a hearing held in relation to an order referred to in subsection 14(2) or 20(2),

(b) at a hearing held under section 71 (hearing — adult sentences),

(c) at trial,

(d) at any proceedings held under subsection 98(3) (continuation of custody), 103(1) (review by youth justice court), 104(1) (continuation of custody), 105(1) (conditional supervision) or 109(1) (review of decision),

(e) at a review of a youth sentence held before a youth justice court under this Act, or

Droit aux services d'un avocat

Droit aux services d'un avocat

25 (1) L'adolescent a le droit d'avoir recours sans délai, et ce personnellement, à l'assistance d'un avocat à toute phase des poursuites intentées contre lui sous le régime de la présente loi, ainsi qu'avant et pendant l'examen de l'opportunité de recourir à une sanction extrajudiciaire au lieu d'intenter ou de continuer des poursuites dans le cadre de la présente loi.

Avis relatif au droit à un avocat — agent

(2) L'adolescent doit, dès son arrestation ou sa mise en détention, être avisé par l'agent qui a procédé à l'arrestation de son droit d'avoir recours aux services d'un avocat; il lui sera donné l'occasion de retenir les services d'un avocat.

Avis relatif au droit à un avocat — tribunal, commission d'examen ou juge de paix

(3) Le tribunal pour adolescents, le juge de paix ou la commission d'examen saisi de l'affaire doit aviser l'adolescent de son droit d'avoir recours aux services d'un avocat et lui fournir la possibilité d'en obtenir les services, lorsqu'il n'est pas représenté par un avocat, selon le cas :

a) à une audience au cours de laquelle doit être tranchée la question de sa mise en liberté ou de sa détention sous garde;

a.1) à une audience concernant une ordonnance visée aux paragraphes 14(2) ou 20(2);

b) à une audience tenue au titre de l'article 71 (audition — peine applicable aux adultes);

c) à son procès;

d) lors des procédures visées aux paragraphes 98(3) (maintien sous garde), 103(1) (examen par le tribunal pour adolescents), 104(1) (maintien sous garde), 105(1) (liberté sous condition) ou 109(1) (examen de la décision);

(f) at a review of the level of custody under section 87, the justice or youth justice court before which the hearing, trial or review is held, or the review board before which the review is held, shall advise the young person of the right to retain and instruct counsel and shall give the young person a reasonable opportunity to obtain counsel.

Trial, hearing or review before youth justice court or review board

(4) When a young person at trial or at a hearing or review referred to in subsection (3) wishes to obtain counsel but is unable to do so, the youth justice court before which the hearing, trial or review is held or the review board before which the review is held

(a) shall, if there is a legal aid program or an assistance program available in the province where the hearing, trial or review is held, refer the young person to that program for the appointment of counsel; or

(b) if no legal aid program or assistance program is available or the young person is unable to obtain counsel through the program, may, and on the request of the young person shall, direct that the young person be represented by counsel.

Appointment of counsel

(5) When a direction is made under paragraph (4)(b) in respect of a young person, the Attorney General shall appoint counsel, or cause counsel to be appointed, to represent the young person.

Release hearing before justice

(6) When a young person, at a hearing referred to in paragraph (3)(a) or (a.1) that is held before a justice who is not a youth justice court judge, wishes to obtain counsel but is unable to do so, the justice shall

(a) if there is a legal aid program or an assistance program available in the province where the hearing is held,

(i) refer the young person to that program for the appointment of counsel, or

(ii) refer the matter to a youth justice court to be dealt with in accordance with paragraph (4)(a) or (b); or

(b) if no legal aid program or assistance program is available or the young person is unable to obtain counsel through the program, refer the matter without delay to a youth justice court to be dealt with in accordance with paragraph (4)(b).

e) à l'examen d'une peine spécifique par le tribunal pour adolescents;

f) à l'examen du niveau de garde effectué en vertu de l'article 87.

Audience, procès ou examen devant le tribunal pour adolescents ou la commission d'examen

(4) Lorsque l'adolescent, au cours des audience, procès ou examen visés au paragraphe (3), désire obtenir les services d'un avocat et n'y arrive pas, le tribunal pour adolescents saisi de l'audience, du procès ou de l'examen, ou la commission saisie de l'examen :

a) doit, s'il existe un service d'aide juridique ou d'assistance juridique dans la province où se déroule l'audience, le procès ou l'examen, soumettre le cas de l'adolescent à ce service pour qu'il lui soit désigné un avocat;

b) peut et, à la demande de l'adolescent, doit ordonner qu'un avocat lui soit désigné, s'il n'existe pas de service d'aide juridique ou d'assistance juridique ou si l'adolescent n'a pu obtenir un avocat par l'intermédiaire d'un tel service.

Désignation d'un avocat

(5) Lorsqu'une ordonnance est rendue au titre de l'alinéa (4)b) à l'égard d'un adolescent, le procureur général lui désigne un avocat ou veille à ce qu'un avocat lui soit désigné.

Audience pour cautionnement devant un juge de paix

(6) À toute audience mentionnée aux alinéas (3)a) ou a.1) tenue devant un juge de paix qui n'est pas juge du tribunal pour adolescents, si l'adolescent désire obtenir les services d'un avocat et n'y arrive pas, le juge de paix doit :

a) s'il existe un service d'aide juridique ou d'assistance juridique dans la province où se déroule l'audience :

(i) soit soumettre le cas de l'adolescent à ce service pour qu'il lui soit désigné un avocat,

(ii) soit soumettre le cas au tribunal pour adolescents pour qu'il soit statué conformément aux alinéas (4)a) ou b);

b) en cas d'absence de service d'aide juridique ou d'assistance juridique ou si l'adolescent n'a pu obtenir les services d'un avocat par l'intermédiaire d'un tel service, soumettre sans délai le cas au tribunal pour

Young person may be assisted by adult

(7) When a young person is not represented by counsel at trial or at a hearing or review referred to in subsection (3), the justice before whom or the youth justice court or review board before which the proceedings are held may, on the request of the young person, allow the young person to be assisted by an adult whom the justice, court or review board considers to be suitable.

Counsel independent of parents

(8) If it appears to a youth justice court judge or a justice that the interests of a young person and the interests of a parent are in conflict or that it would be in the best interests of the young person to be represented by his or her own counsel, the judge or justice shall ensure that the young person is represented by counsel independent of the parent.

Statement of right to counsel

(9) A statement that a young person has the right to be represented by counsel shall be included in

- (a)** any appearance notice or summons issued to the young person;
- (b)** any warrant to arrest the young person;
- (c)** any undertaking entered into before a peace officer by the young person;
- (d)** [Repealed, 2019, c. 25, s. 364]
- (e)** any notice given to the young person in relation to any proceedings held under subsection 98(3) (continuation of custody), 103(1) (review by youth justice court), 104(1) (continuation of custody), 105(1) (conditional supervision) or 109(1) (review of decision); or
- (f)** any notice of a review of a youth sentence given to the young person.

Recovery of costs of counsel

(10) Nothing in this Act prevents the lieutenant governor in council of a province or his or her delegate from establishing a program to authorize the recovery of the costs of a young person's counsel from the young person or the parents of the young person. The costs may be recovered only after the proceedings are completed and the time allowed for the taking of an appeal has expired or, if

adolescents pour qu'il soit statué conformément à l'alinéa (4)b).

Possibilité pour l'adolescent de se faire assister d'un adulte

(7) Lorsque l'adolescent n'est pas représenté par un avocat soit à son procès soit à une audience ou à l'examen visés au paragraphe (3), le juge de paix, le tribunal pour adolescents ou la commission d'examen saisi de la procédure peut permettre à l'adolescent, s'il en a fait la demande, de se faire assister par un adulte jugé idoine.

Avocat autre que celui des père et mère

(8) Dans le cas où il estime qu'il y a conflit entre les intérêts de l'adolescent et ceux de ses père ou mère ou qu'il serait préférable pour l'adolescent qu'il soit représenté par son propre avocat, le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix doit s'assurer que l'adolescent est représenté par un avocat n'ayant aucun lien avec les père ou mère.

Déclaration faisant état du droit aux services d'un avocat

(9) Une déclaration attestant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat doit figurer dans les pièces suivantes :

- a)** la citation à comparaître ou sommation destinée à l'adolescent;
- b)** le mandat visant son arrestation;
- c)** la promesse remise par l'adolescent à un agent de la paix;
- d)** [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 364]
- e)** l'avis donné à l'adolescent de procédures intentées en vertu des paragraphes 98(3) (maintien sous garde), 103(1) (examen par le tribunal pour adolescents), 104(1) (maintien sous garde), 105(1) (liberté sous condition) ou 109(1) (examen de la décision);
- f)** l'avis d'examen d'une peine spécifique donné à l'adolescent.

Recouvrement des honoraires

(10) La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province, ou son délégué, d'établir un programme autorisant à recouvrer auprès de l'adolescent ou de ses père et mère le montant des honoraires versés à l'avocat qui le représente. Le recouvrement ne peut avoir lieu que lorsque, soit les délais

an appeal is taken, all proceedings in respect of the appeal have been completed.

Exception for persons over the age of twenty

(11) Subsections (4) to (9) do not apply to a person who is alleged to have committed an offence while a young person, if the person has attained the age of twenty years at the time of his or her first appearance before a youth justice court in respect of the offence; however, this does not restrict any rights that a person has under the law applicable to adults.

2002, c. 1, s. 25; 2019, c. 13, s. 161; 2019, c. 25, s. 364.

d'appel sont expirés, soit l'appel interjeté a fait l'objet d'une décision définitive.

Exception

(11) Les paragraphes (4) à (9) ne s'appliquent pas à l'adolescent qui, à la date de sa première comparution devant le tribunal pour adolescents relativement à l'infraction qui lui est reprochée, a atteint l'âge de vingt ans; il demeure entendu que celui-ci conserve toutefois les droits dont bénéficient les adultes en vertu de la loi.

2002, ch. 1, art. 25; 2019, ch. 13, art. 161; 2019, ch. 25, art. 364.

Notices to Parents

Notice in case of arrest and detained

26 (1) Subject to subsection (4), if a young person is arrested and detained in custody pending their appearance in court, a peace officer shall, as soon as possible after the young person is detained, give or cause to be given to a parent of the young person, orally or in writing, notice of the arrest stating the place of detention and the reason for the arrest.

Notice in other cases

(2) Subject to subsection (4), if a summons or an appearance notice is issued in respect of a young person, the person who issued the summons or appearance notice, or, if a young person is released on an undertaking, a peace officer, shall, as soon as possible, give or cause to be given to a parent of the young person notice in writing of the summons, appearance notice or undertaking.

Notice to parent in case of ticket

(3) Subject to subsection (4), a person who serves a ticket under the *Contraventions Act* on a young person, other than a ticket served for a contravention relating to parking a vehicle, shall, as soon as possible, give or cause to be given notice in writing of the ticket to a parent of the young person.

Notice to relative or other adult

(4) If the whereabouts of the parents of a young person are not known or it appears that no parent is available, a notice under this section may be given to an adult relative of the young person who is known to the young person and is likely to assist the young person or, if no such adult relative is available, to any other adult who is known to the young person and is likely to assist the young person and who the person giving the notice considers appropriate.

Avis aux père et mère

Avis au père ou à la mère en cas d'arrestation et de détention

26 (1) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'un adolescent est arrêté et détenu sous garde en attendant sa comparution devant le tribunal, un agent de la paix doit, dans les meilleurs délais suivant sa mise en détention, donner ou faire donner au père ou à la mère de l'adolescent un avis, oral ou écrit, de l'arrestation, de ses motifs et du lieu de détention.

Avis au père ou à la mère en d'autres cas

(2) Sous réserve du paragraphe (4), la personne qui a décerné une sommation ou une citation à comparaître destinée à un adolescent ou, en cas de mise en liberté de l'adolescent aux termes d'une promesse, un agent de la paix doit, dans les meilleurs délais, donner ou faire donner au père ou à la mère de l'adolescent un avis de la sommation, de la citation à comparaître ou de la promesse.

Avis au père ou à la mère en cas de contravention

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la personne qui signifie à un adolescent un procès-verbal de contravention — autre que celui signifié pour une contravention qui résulte du stationnement illégal d'un véhicule — sous le régime de la *Loi sur les contraventions* doit, dans les meilleurs délais, donner ou faire donner au père ou à la mère de l'adolescent un avis écrit du procès-verbal.

Avis à un parent ou à un autre adulte

(4) L'avis prévu au présent article peut être donné à un parent adulte de l'adolescent, connu de lui et susceptible de l'aider ou, à défaut, à un autre adulte, connu de lui et susceptible de l'aider, que la personne qui donne l'avis estime approprié, lorsque ni le père ni la mère ne semblent être disponibles ou qu'il n'est pas possible, faute de connaître leur adresse, de les joindre.

Notice on direction of youth justice court judge or justice

(5) If doubt exists as to the person to whom a notice under this section should be given, a youth justice court judge or, if a youth justice court judge is, having regard to the circumstances, not reasonably available, a justice may give directions as to the person to whom the notice should be given, and a notice given in accordance with those directions is sufficient notice for the purposes of this section.

Contents of notice

(6) Any notice under this section shall, in addition to any other requirements under this section, include

- (a) the name of the young person in respect of whom it is given;
- (b) the charge against the young person and, except in the case of a notice of a ticket served under the *Contraventions Act*, the time and place of appearance; and
- (c) a statement that the young person has the right to be represented by counsel.

Notice of ticket under *Contraventions Act*

(7) A notice under subsection (3) shall include a copy of the ticket.

Service of notice

(8) Subject to subsections (10) and (11), a notice under this section that is given in writing may be served personally or be sent by confirmed delivery service.

Proceedings not invalid

(9) Subject to subsections (10) and (11), failure to give a notice in accordance with this section does not affect the validity of proceedings under this Act.

Exception

(10) Failure to give a notice under subsection (2) in accordance with this section in any case renders invalid any subsequent proceedings under this Act relating to the case unless

- (a) a parent of the young person attends court with the young person; or
- (b) a youth justice court judge or a justice before whom proceedings are held against the young person

Directives judiciaires concernant l'avis

(5) En cas de doute sur la personne fondée à recevoir l'avis prévu au présent article, un juge du tribunal pour adolescents ou, si celui-ci n'est pas normalement disponible eu égard aux circonstances, un juge de paix peut déterminer à qui l'avis doit être donné; l'avis donné conformément à ces directives est suffisant pour l'application du présent article.

Contenu de l'avis

(6) L'avis doit, en sus de toute autre exigence prévue au présent article, contenir :

- a) le nom de l'adolescent en cause;
- b) l'indication de l'accusation portée contre l'adolescent, ainsi que — sauf en ce qui a trait à l'avis de procès-verbal en application de la *Loi sur les contraventions* — les date, heure et lieu de la comparution;
- c) une mention faisant état du droit de l'adolescent aux services d'un avocat.

Avis de procès-verbal : *Loi sur les contraventions*

(7) L'avis prévu au paragraphe (3) doit contenir une copie du procès-verbal.

Signification de l'avis

(8) Sous réserve des paragraphes (10) et (11), tout avis donné par écrit dans le cadre du présent article peut être signifié à personne ou envoyé par service de messagerie.

Validité de la procédure

(9) Sous réserve des paragraphes (10) et (11), le fait de ne pas donner l'avis conformément au présent article n'invalide pas les procédures engagées sous le régime de la présente loi.

Exception

(10) Le défaut, dans toute cause, de donner l'avis mentionné au paragraphe (2) conformément au présent article invalide les procédures engagées sous le régime de la présente loi, sauf dans les cas suivants :

- a) le père ou la mère de l'adolescent poursuivi se présente au tribunal avec celui-ci;
- b) le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix saisi de l'affaire ;

(i) adjourns the proceedings and orders that the notice be given in the manner and to the persons that the judge or justice directs, or

(ii) dispenses with the notice if the judge or justice is of the opinion that, having regard to the circumstances, the notice may be dispensed with.

Where notice is not served

(11) Where there has been a failure to give a notice under subsection (1) or (3) in accordance with this section and none of the persons to whom the notice may be given attends court with the young person, a youth justice court judge or a justice before whom proceedings are held against the young person may

(a) adjourn the proceedings and order that the notice be given in the manner and to the persons that the judge or justice directs; or

(b) dispense with the notice if the judge or justice is of the opinion that, having regard to the circumstances, the notice may be dispensed with.

Exception for persons over the age of twenty

(12) This section does not apply to a person who is alleged to have committed an offence while a young person, if the person has attained the age of twenty years at the time of his or her first appearance before a youth justice court in respect of the offence.

2002, c. 1, s. 26; 2019, c. 25, s. 365.

Order requiring attendance of parent

27 (1) If a parent does not attend proceedings held before a youth justice court in respect of a young person, the court may, if in its opinion the presence of the parent is necessary or in the best interests of the young person, by order in writing require the parent to attend at any stage of the proceedings.

No order in ticket proceedings

(2) Subsection (1) does not apply in proceedings commenced by filing a ticket under the *Contraventions Act*.

Service of order

(3) A copy of the order shall be served by a peace officer or by a person designated by a youth justice court by delivering it personally to the parent to whom it is directed, unless the youth justice court authorizes service by confirmed delivery service.

(i) soit ajourne l'affaire et ordonne qu'avis soit donné selon les modalités indiquées, aux personnes qu'il désigne,

(ii) soit passe outre à l'avis s'il l'estime non indispensable eu égard aux circonstances.

Cas de non-signification de l'avis

(11) Au cas où, l'avis mentionné aux paragraphes (1) ou (3) n'ayant pas été donné conformément au présent article, aucune des personnes auxquelles il aurait pu être donné ne s'est présentée au tribunal avec l'adolescent, le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix saisi de l'affaire peut :

a) ajourner l'affaire et ordonner qu'avis soit donné selon les modalités indiquées, aux personnes qu'il désigne;

b) passer outre à l'avis s'il l'estime non indispensable eu égard aux circonstances.

Non-application

(12) Le présent article ne s'applique pas à l'adolescent qui, à la date de sa première comparution devant le tribunal pour adolescents relativement à l'infraction qui lui est reprochée, a atteint l'âge de vingt ans.

2002, ch. 1, art. 26; 2019, ch. 25, art. 365.

Ordonnance exigeant la présence des père et mère

27 (1) Lorsque le père ou la mère n'a pas suivi le déroulement de l'instance devant le tribunal pour adolescents dans le cadre des poursuites dont l'adolescent fait l'objet, le tribunal, s'il estime sa présence nécessaire ou qu'elle s'impose dans l'intérêt de l'adolescent, peut par ordonnance écrite lui enjoindre d'être présent à n'importe quelle phase de l'instance.

Absence d'ordonnance

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux procédures introduites par dépôt d'un procès-verbal en vertu de la *Loi sur les contraventions*.

Signification d'une ordonnance

(3) Une copie de l'ordonnance est signifiée par un agent de la paix ou par une personne désignée par le tribunal pour adolescents, par sa remise en mains propres à celui des père et mère qui en est le destinataire, sauf si le tribunal pour adolescents a autorisé la signification par service de messagerie.

Failure to attend

(4) A parent who is ordered to attend a youth justice court under subsection (1) and who fails without reasonable excuse, the proof of which lies on the parent, to comply with the order

- (a)** is guilty of contempt of court;
- (b)** may be dealt with summarily by the court; and
- (c)** is liable to the punishment provided for in the *Criminal Code* for a summary conviction offence.

Warrant to arrest parent

(5) If a parent who is ordered to attend a youth justice court under subsection (1) does not attend when required by the order or fails to remain in attendance as required and it is proved that a copy of the order was served on the parent, a youth justice court may issue a warrant to compel the attendance of the parent.

Detention and Release

Application of Part XVI of *Criminal Code*

28 Except to the extent that they are inconsistent with or excluded by this Act, the provisions of Part XVI (compelling appearance of an accused and interim release) of the *Criminal Code* apply to the detention and release of young persons under this Act.

Substitute for social measures prohibited

28.1 A peace officer, youth justice court judge or justice shall not detain a young person in custody, or impose a condition in respect of a young person's release by including it in an undertaking or release order, as a substitute for appropriate child protection, mental health or other social measures.

2019, c. 25, s. 367.

Release order with conditions

29 (1) A youth justice court judge or a justice may impose a condition set out in subsections 515(4) to (4.2) of the *Criminal Code* in respect of a release order only if they are satisfied that

- (a)** the condition is necessary to ensure the young person's attendance in court or for the protection or safety of the public, including any victim of or witness to the offence;

Absence

(4) Le père ou la mère qui, après en avoir reçu l'ordre conformément au paragraphe (1), ne s'est pas présenté au tribunal pour adolescents et ne peut justifier d'une excuse valable à cet égard :

- a)** est coupable d'outrage au tribunal;
- b)** peut faire l'objet d'une procédure sommaire devant le tribunal;
- c)** est passible de la peine prévue au *Code criminel* en matière de déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Mandat d'arrêt

(5) Lorsque le père ou la mère dont la présence au tribunal pour adolescents est requise conformément à l'ordonnance visée au paragraphe (1) ne se présente pas aux date, heure et lieu indiqués dans l'ordonnance ou ne reste pas présent comme requis, le juge du tribunal peut, sur preuve qu'une copie de l'ordonnance lui a été signifiée, décerner un mandat pour l'obliger à être présent.

Détention et mise en liberté

Application de la partie XVI du *Code criminel*

28 Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou écartées par celle-ci, les dispositions de la partie XVI (comparution d'un prévenu devant un juge de paix et mise en liberté provisoire) du *Code criminel* s'appliquent à la mise en liberté et à la détention des adolescents dans le cadre de la présente loi.

Interdiction de substitution à des mesures sociales

28.1 La détention sous garde de l'adolescent et l'imposition de conditions à sa mise en liberté — par inclusion dans une promesse ou une ordonnance de mise en liberté — ne doivent pas être substituées à des services de protection de la jeunesse ou de santé mentale, ou à d'autres mesures sociales plus appropriées.

2019, ch. 25, art. 367.

Ordonnance de mise en liberté avec conditions

29 (1) Le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix ne peut assortir l'ordonnance de mise en liberté de conditions visées à l'un ou l'autre des paragraphes 515(4) à (4.2) du *Code criminel* que s'il estime, à la fois :

- a)** que les conditions sont nécessaires pour assurer la présence de l'adolescent au tribunal ou pour la protection ou la sécurité du public, notamment celle des victimes et des témoins de l'infraction;

- (b) the condition is reasonable having regard to the circumstances of the offending behaviour; and
- (c) the young person will reasonably be able to comply with the condition.

Justification for detention in custody

(2) A youth justice court judge or a justice may order that a young person be detained in custody only if

- (a) the young person has been charged with
 - (i) a serious offence, or
 - (ii) an offence other than a serious offence, if they have a history that indicates a pattern of either outstanding charges or findings of guilt;
- (b) the judge or justice is satisfied, on a balance of probabilities,
 - (i) that there is a substantial likelihood that, before being dealt with according to law, the young person will not appear in court when required by law to do so,
 - (ii) that detention is necessary for the protection or safety of the public, including any victim of or witness to the offence, having regard to all the circumstances, including a substantial likelihood that the young person will, if released from custody, commit a serious offence, or
 - (iii) in the case where the young person has been charged with a serious offence and detention is not justified under subparagraph (i) or (ii), that there are exceptional circumstances that warrant detention and that detention is necessary to maintain confidence in the administration of justice, having regard to the principles set out in section 3 and to all the circumstances, including
 - (A) the apparent strength of the prosecution's case,
 - (B) the gravity of the offence,
 - (C) the circumstances surrounding the commission of the offence, including whether a firearm was used, and
 - (D) the fact that the young person is liable, on being found guilty, for a potentially lengthy custodial sentence; and

- b) qu'elles sont raisonnables au regard des circonstances entourant le comportement délictueux en cause;
- c) que l'adolescent pourra raisonnablement s'y conformer.

Motifs justifiant la détention

(2) Le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix ne peut ordonner la détention sous garde que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'adolescent est accusé d'une infraction grave ou, si plusieurs accusations pèsent toujours contre lui ou qu'il a fait l'objet de plusieurs déclarations de culpabilité, d'une infraction autre qu'une infraction grave;
- b) le juge est convaincu, selon la prépondérance des probabilités :
 - (i) soit qu'il y a une probabilité marquée qu'avant d'être soumis à la justice l'adolescent ne se présentera pas devant le tribunal lorsqu'il sera légalement tenu de le faire,
 - (ii) soit que sa détention est nécessaire pour la protection ou la sécurité du public, notamment celle des victimes et des témoins de l'infraction, eu égard aux circonstances, dont la probabilité marquée que l'adolescent, s'il est mis en liberté, commettra une infraction grave,
 - (iii) soit, dans le cas où l'adolescent est accusé d'une infraction grave et que sa détention n'est pas justifiée en vertu du sous-alinéa (i) ou (ii), que des circonstances exceptionnelles justifient sa détention et que celle-ci est nécessaire pour ne pas miner la confiance du public envers l'administration de la justice, eu égard aux principes énumérés à l'article 3 et compte tenu de toutes les circonstances, notamment les suivantes :
 - (A) le fait que l'accusation paraît bien fondée,
 - (B) la gravité de l'infraction,
 - (C) les circonstances entourant la perpétration de l'infraction, y compris l'usage d'une arme à feu,
 - (D) le fait que l'adolescent encourt, en cas de déclaration de culpabilité, une longue peine de placement sous garde;
- c) le juge est convaincu, selon la prépondérance des probabilités, qu'aucune condition de mise en liberté ou combinaison de conditions de mise en liberté, en

(c) the judge or justice is satisfied, on a balance of probabilities, that no condition or combination of conditions of release would, depending on the justification on which the judge or justice relies under paragraph (b),

(i) reduce, to a level below substantial, the likelihood that the young person would not appear in court when required by law to do so,

(ii) offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present, or

(iii) maintain confidence in the administration of justice.

Onus

(3) The onus of satisfying the youth justice court judge or the justice as to the matters referred to in subsection (2) is on the Attorney General.

2002, c. 1, s. 29; 2012, c. 1, s. 169; 2019, c. 13, s. 163; 2019, c. 25, s. 368.

Designated place of temporary detention

30 (1) Subject to subsection (7), a young person who is detained in custody in relation to any proceedings against the young person shall be detained in a safe, fair and humane manner in any place of temporary detention that may be designated by the lieutenant governor in council of the province or his or her delegate or in a place within a class of places so designated.

Exception

(2) A young person who is detained in a place of temporary detention under subsection (1) may, in the course of being transferred from that place to the court or from the court to that place, be held under the supervision and control of a peace officer.

Detention separate from adults

(3) A young person referred to in subsection (1) shall be held separate and apart from any adult who is detained or held in custody unless a youth justice court judge or a justice is satisfied that, having regard to the best interests of the young person,

(a) the young person cannot, having regard to his or her own safety or the safety of others, be detained in a place of detention for young persons; or

(b) no place of detention for young persons is available within a reasonable distance.

fonction de la justification sur laquelle le juge s'est basé en vertu de l'alinéa b) :

(i) soit n'amoindrirait la probabilité que l'adolescent ne se présente pas devant le tribunal lorsqu'il est légalement tenu de le faire,

(ii) soit ne protégerait suffisamment le public contre le risque que présenterait par ailleurs l'adolescent,

(iii) soit ne suffirait à maintenir la confiance du public envers l'administration de la justice.

Charge de la preuve

(3) Il incombe au procureur général de convaincre le juge du tribunal ou le juge de paix de l'existence des conditions visées au paragraphe (2).

2002, ch. 1, art. 29; 2012, ch. 1, art. 169; 2019, ch. 13, art. 163; 2019, ch. 25, art. 368.

Lieu désigné pour la détention provisoire

30 (1) Sous réserve du paragraphe (7), l'adolescent détenu sous garde à l'égard de toute procédure menée contre lui doit l'être, dans des conditions qui sont sécuritaires, justes et humaines, dans un lieu désigné comme lieu de détention provisoire par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province concernée, ou son délégué, ou dans un lieu appartenant à l'une des catégories de lieux ainsi désignés.

Exception

(2) L'adolescent détenu en un lieu de détention provisoire en application du paragraphe (1) peut, pendant qu'il est transféré de ce lieu au tribunal ou qu'il est ramené du tribunal à ce lieu, être placé sous la surveillance d'un agent de la paix.

Détention à l'écart des adultes

(3) L'adolescent visé au paragraphe (1) doit être tenu à l'écart de tout adulte détenu ou placé sous garde, à moins qu'un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix ne soit convaincu, compte tenu de l'intérêt de l'adolescent :

a) soit que la sécurité de l'adolescent ou celle d'autres personnes n'est pas garantie si l'adolescent est détenu dans un lieu de détention pour adolescents;

b) soit qu'aucun lieu de détention pour adolescents n'est disponible à une distance raisonnable.

Transfer to adult facility

(4) When a young person is detained under subsection (1), the youth justice court may, on application of the provincial director made at any time after the young person attains the age of eighteen years, after giving the young person an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct, despite subsection (3), that the young person be temporarily detained in a provincial correctional facility for adults, if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest.

When young person is twenty years old or older

(5) When a young person is twenty years old or older at the time his or her temporary detention under subsection (1) begins, the young person shall, despite subsection (3), be temporarily detained in a provincial correctional facility for adults.

Transfer by provincial director

(6) A young person who is detained in custody under subsection (1) may, during the period of detention, be transferred by the provincial director from one place of temporary detention to another.

Exception relating to temporary detention

(7) Subsections (1) and (3) do not apply in respect of any temporary restraint of a young person under the supervision and control of a peace officer after arrest, but a young person who is so restrained shall be transferred to a place of temporary detention referred to in subsection (1) as soon as is practicable, and in no case later than the first reasonable opportunity after the appearance of the young person before a youth justice court judge or a justice under section 503 of the *Criminal Code*.

Authorization of provincial authority for detention

(8) In any province for which the lieutenant governor in council has designated a person or a group of persons whose authorization is required, either in all circumstances or in circumstances specified by the lieutenant governor in council, before a young person who has been arrested may be detained in accordance with this section, no young person shall be so detained unless the authorization is obtained.

Determination by provincial authority of place of detention

(9) In any province for which the lieutenant governor in council has designated a person or a group of persons who may determine the place where a young person who

Transfèrement à un établissement correctionnel pour adulte

(4) Sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent détenu conformément au paragraphe (1) a atteint l'âge de dix-huit ans, le tribunal pour adolescents peut, après avoir accordé à celui-ci l'occasion de se faire entendre, autoriser le directeur à ordonner, malgré le paragraphe (3), que l'adolescent soit détenu provisoirement dans un établissement correctionnel provincial pour adultes, s'il estime que cette mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public.

Adolescent âgé de vingt ans ou plus

(5) L'adolescent âgé de vingt ans ou plus au moment où sa détention au titre du paragraphe (1) débute doit, malgré le paragraphe (3), être détenu provisoirement dans un établissement correctionnel provincial pour adultes.

Transfèrement par le directeur provincial

(6) L'adolescent détenu sous garde conformément au paragraphe (1) peut, au cours de la période de détention, être transféré par le directeur provincial d'un lieu de détention provisoire à un autre.

Exception en cas de détention provisoire

(7) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas au cas où un adolescent se trouve temporairement sous la surveillance d'un agent de la paix après son arrestation, mais l'adolescent doit être transféré dans les meilleurs délais possible en un lieu de détention provisoire visé au paragraphe (1); ce transfèrement doit s'effectuer au plus tard à la première occasion raisonnable suivant la comparution de l'adolescent devant un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix en application de l'article 503 du *Code criminel*.

Détention nécessitant l'autorisation des responsables provinciaux

(8) Dans les provinces où le lieutenant-gouverneur en conseil a désigné une personne ou un groupe de personnes dont l'autorisation est requise pour que l'adolescent en état d'arrestation puisse, en toutes circonstances ou dans les circonstances prévues par le lieutenant-gouverneur en conseil, être détenu conformément au présent article, il est interdit de détenir l'adolescent sans cette autorisation.

Détermination par l'autorité provinciale d'un lieu de détention

(9) Dans les provinces où le lieutenant-gouverneur en conseil a désigné une personne ou un groupe de personnes pouvant déterminer le lieu où un adolescent qui a

has been arrested may be detained in accordance with this section, no young person may be so detained in a place other than the one so determined.

2002, c. 1, s. 30; 2019, c. 13, s. 164.

Review of detention — 30-day period

30.1 For the purposes of section 525 of the *Criminal Code* with respect to a young person who has been charged with an offence for which they are being prosecuted in proceedings by way of summary conviction, every reference in that provision to “90 days” or “90-day” is to be read and construed as a reference to “30 days” or “30-day” respectively.

2019, c. 25, s. 369.

Placement of young person in care of responsible person

31 (1) A young person who has been arrested may be placed in the care of a responsible person instead of being detained in custody if a youth justice court or a justice is satisfied that

- (a) the young person would, but for this subsection, be detained in custody under section 515 (judicial interim release) of the *Criminal Code*;
- (b) the person is willing and able to take care of and exercise control over the young person; and
- (c) the young person is willing to be placed in the care of that person.

Inquiry as to availability of a responsible person

(2) If a young person would, in the absence of a responsible person, be detained in custody, the youth justice court or the justice shall inquire as to the availability of a responsible person and whether the young person is willing to be placed in that person’s care.

Condition of placement

(3) A young person shall not be placed in the care of a person under subsection (1) unless

- (a) that person undertakes in writing to take care of and to be responsible for the attendance of the young person in court when required and to comply with any other conditions that the youth justice court judge or the justice may specify; and
- (b) the young person undertakes in writing to comply with the arrangement and to comply with any other conditions that the youth justice court judge or the justice may specify.

éité arrêté peut être détenu conformément au présent article, il est interdit de détenir l’adolescent dans un lieu autre que celui qui a été ainsi déterminé.

2002, ch. 1, art. 30; 2019, ch. 13, art. 164.

Examen de la détention — délai de 30 jours

30.1 Pour l’application de l’article 525 du *Code criminel* à l’égard d’un adolescent ayant été inculpé d’une infraction pour laquelle il est poursuivi par procédure sommaire, les mentions dans cet article de « quatre-vingt-dix jours » valent mention de « trente jours ».

2019, ch. 25, art. 369.

Adolescent confié aux soins d’une personne

31 (1) L’adolescent peut être confié aux soins d’une personne digne de confiance au lieu d’être placé sous garde si un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix est convaincu que :

- a) l’adolescent en état d’arrestation serait, en l’absence du présent paragraphe, placé sous garde en application de l’article 515 (mise en liberté provisoire par voie judiciaire) du *Code criminel*;
- b) la personne en cause est désireuse et capable de s’occuper de l’adolescent et d’en assumer la garde;
- c) l’adolescent consent à être confié aux soins de cette personne.

Obligation

(2) Le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix doit s’informer, avant de mettre l’adolescent sous garde, s’il existe une personne digne de confiance capable et désireuse de s’en occuper et si l’adolescent consent à être confié à ses soins.

Conditions du placement

(3) Le placement au titre du paragraphe (1) ne peut s’effectuer que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la personne en cause s’engage par écrit à assumer les soins de l’adolescent, se porte garante de la compariution de celui-ci au tribunal lorsque celle-ci sera requise et s’engage à respecter toutes autres conditions que peut fixer le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix;
- b) l’adolescent s’engage par écrit à respecter cet arrangement et toutes autres conditions que peut fixer le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix.

Removing young person from care

(4) A young person, a person in whose care a young person has been placed or any other person may, by application in writing to a youth justice court judge or a justice, apply for an order under subsection (5) if

(a) the person in whose care the young person has been placed is no longer willing or able to take care of or exercise control over the young person; or

(b) it is, for any other reason, no longer appropriate that the young person remain in the care of the person with whom he or she has been placed.

Order

(5) When a youth justice court judge or a justice is satisfied that a young person should not remain in the custody of the person in whose care he or she was placed under subsection (1), the judge or justice shall

(a) make an order relieving the person and the young person of the obligations undertaken under subsection (3); and

(b) issue a warrant for the arrest of the young person.

Effect of arrest

(6) If a young person is arrested in accordance with a warrant issued under paragraph (5)(b), the young person shall be taken before a youth justice court judge or a justice without delay and dealt with under this section and sections 28 to 30.

Appearance

Appearance before judge or justice

32 (1) A young person against whom an information or indictment is laid must first appear before a youth justice court judge or a justice, and the judge or justice shall

(a) cause the information or indictment to be read to the young person;

(b) if the young person is not represented by counsel, inform the young person of the right to retain and instruct counsel; and

(c) if notified under subsection 64(2) (intention to seek adult sentence) or if section 16 (status of accused uncertain) applies, inform the young person that the

Cessation du placement

(4) L'adolescent, la personne à laquelle celui-ci a été confié en application du paragraphe (1) ou toute autre personne peuvent, dans les cas ci-après, demander par écrit à un juge du tribunal pour adolescents ou à un juge de paix de rendre une ordonnance en application du paragraphe (5) :

a) la personne à laquelle l'adolescent a été confié n'est plus désireuse ou n'est plus capable de s'en occuper ou d'en assumer la surveillance;

b) il n'est plus indiqué, pour toute autre raison, que l'adolescent soit confié aux soins de la personne en cause.

Ordonnance

(5) Le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix qui est convaincu qu'il ne convient pas que l'adolescent demeure sous la garde de la personne à laquelle il avait été confié doit :

a) rendre une ordonnance en vue de dégager cette personne ainsi que l'adolescent des obligations contractées en application du paragraphe (3);

b) délivrer un mandat visant l'arrestation de l'adolescent.

Effet de l'arrestation

(6) L'adolescent arrêté en vertu d'un mandat délivré en application de l'alinéa (5)b) doit être amené sans délai devant un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix et traité conformément aux articles 28 à 30 et au présent article.

Comparution

Comparution de l'adolescent

32 (1) L'adolescent qui fait l'objet d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation doit d'abord comparaître devant un juge du tribunal pour adolescents ou un juge de paix, lequel :

a) fait lire la dénonciation ou l'acte d'accusation à l'adolescent;

b) l'informe, le cas échéant, qu'il a droit d'avoir recours à un avocat;

c) l'informe, s'il a reçu l'avis visé au paragraphe 64(2) (avis de demande d'assujettissement à la peine applicable aux adultes) ou si l'article 16 (incertitude sur le statut de l'accusé) s'applique, que le tribunal pour

youth justice court might, if the young person is found guilty, order that an adult sentence be imposed.

(d) [Repealed, 2012, c. 1, s. 170]

Waiver

(2) A young person may waive the requirements of subsection (1) if the young person is represented by counsel and counsel advises the court that the young person has been informed of that provision.

Young person not represented by counsel

(3) When a young person is not represented by counsel, the youth justice court, before accepting a plea, shall

(a) satisfy itself that the young person understands the charge;

(b) if the young person is liable to an adult sentence, explain to the young person the consequences of being liable to an adult sentence and the procedure by which the young person may apply for an order that a youth sentence be imposed; and

(c) explain that the young person may plead guilty or not guilty to the charge or, if subsection 67(1) (election of court for trial — adult sentence) or (3) (election of court for trial in Nunavut — adult sentence) applies, explain that the young person may elect to be tried by a youth justice court judge without a jury and without having a preliminary inquiry, or to have a preliminary inquiry and be tried by a judge without a jury, or to have a preliminary inquiry and be tried by a court composed of a judge and jury and, in either of the latter two cases, a preliminary inquiry will only be conducted if requested by the young person or the prosecutor.

If youth justice court not satisfied

(4) If the youth justice court is not satisfied that a young person understands the charge, the court shall, unless the young person must be put to his or her election under subsection 67(1) (election of court for trial — adult sentence) or, with respect to Nunavut, subsection 67(3) (election of court for trial in Nunavut — adult sentence), enter a plea of not guilty on behalf of the young person and proceed with the trial in accordance with subsection 36(2) (young person pleads not guilty).

adolescents peut, en cas de déclaration de culpabilité, l'assujettir à la peine applicable aux adultes.

d) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 170]

Renunciation

(2) L'adolescent représenté par un avocat peut renoncer aux exigences prévues au paragraphe (1), à condition que l'avocat avise le tribunal que l'adolescent a été informé de la teneur de cette disposition.

Cas où l'adolescent n'est pas représenté par un avocat

(3) Dans le cas où l'adolescent n'est pas représenté par un avocat, le juge du tribunal pour adolescents, avant d'accepter un plaidoyer, doit :

a) s'assurer que l'adolescent a bien compris l'accusation dont il fait l'objet;

b) s'il est possible de la peine applicable aux adultes, l'informer des conséquences qu'entraînerait son assujettissement à cette peine et de la procédure à suivre pour demander l'imposition d'une peine spécifique;

c) lui expliquer qu'il peut plaider coupable ou non coupable ou, si les paragraphes 67(1) (choix du tribunal en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes) ou (3) (choix du tribunal en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes — Nunavut) s'appliquent, qu'il peut choisir d'être jugé par un juge du tribunal pour adolescents sans jury et sans enquête préliminaire ou d'être jugé par un juge sans jury après une enquête préliminaire ou encore par un tribunal composé d'un juge et d'un jury après une enquête préliminaire, une telle enquête n'étant tenue dans l'un ou l'autre cas qu'à sa demande ou à la demande du poursuivant.

Cas où le tribunal n'est pas convaincu que l'accusation est bien comprise

(4) Dans le cas où le tribunal pour adolescents n'est pas convaincu que l'adolescent a bien compris l'accusation dont il fait l'objet, le tribunal inscrit un plaidoyer de non-culpabilité au nom de celui-ci, sauf si l'adolescent doit faire le choix prévu au paragraphe 67(1) (choix du tribunal en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes) ou, dans le cas d'une procédure au Nunavut, au paragraphe 67(3) (choix du tribunal en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes — Nunavut), et le procès suit son cours conformément au paragraphe 36(2) (cas où l'adolescent plaide non coupable).

If youth justice court not satisfied

(5) If the youth justice court is not satisfied that a young person understands the matters set out in subsection (3), the court shall direct that the young person be represented by counsel.

2002, c. 1, s. 32, c. 13, s. 91; 2012, c. 1, s. 170.

Application for Release from or Detention in Custody

Application for release from or detention in custody

33 (1) If an order is made under section 515 (judicial interim release) of the *Criminal Code* in respect of a young person by a justice who is not a youth justice court judge, an application may, at any time after the order is made, be made to a youth justice court for the release from or detention in custody of the young person, as the case may be, and the youth justice court shall hear the matter as an original application.

Notice to prosecutor

(2) An application under subsection (1) for release from custody shall not be heard unless the young person has given the prosecutor at least two clear days notice in writing of the application.

Notice to young person

(3) An application under subsection (1) for detention in custody shall not be heard unless the prosecutor has given the young person at least two clear days notice in writing of the application.

Waiver of notice

(4) The requirement for notice under subsection (2) or (3) may be waived by the prosecutor or by the young person or his or her counsel, as the case may be.

Application for review under section 520 or 521 of *Criminal Code*

(5) An application under section 520 or 521 of the *Criminal Code* for a review of an order made in respect of a young person by a youth justice court judge who is a judge of a superior court shall be made to a judge of the court of appeal.

Nunavut

(6) Despite subsection (5), an application under section 520 or 521 of the *Criminal Code* for a review of an order made in respect of a young person by a youth justice court judge who is a judge of the Nunavut Court of Justice shall be made to a judge of that court.

Cas où le tribunal n'est pas convaincu que l'accusation est bien comprise

(5) Lorsque le tribunal pour adolescents n'est pas convaincu que l'adolescent comprend bien les points énoncés au paragraphe (3), il doit ordonner qu'un avocat lui soit désigné.

2002, ch. 1, art. 32, ch. 13, art. 91; 2012, ch. 1, art. 170.

Demande de mise en liberté ou de détention sous garde

Demande au tribunal pour adolescents

33 (1) Lorsqu'un juge de paix qui n'est pas juge du tribunal pour adolescents a rendu une ordonnance à l'endroit d'un adolescent en application de l'article 515 (mise en liberté provisoire par voie judiciaire) du *Code criminel*, une demande de détention sous garde ou de mise en liberté de l'adolescent peut, à tout moment, être présentée à un tribunal pour adolescents qui l'entend comme affaire nouvelle.

Avis au poursuivant

(2) La demande de mise en liberté présentée en vertu du paragraphe (1) ne peut être entendue que si l'adolescent en a donné par écrit un avis d'au moins deux jours francs au poursuivant.

Avis à l'adolescent

(3) La demande de détention sous garde présentée en vertu du paragraphe (1) ne peut être entendue que si le poursuivant en a donné par écrit un avis d'au moins deux jours francs à l'adolescent.

Renonciation à l'avis

(4) Le poursuivant, l'adolescent ou son avocat peuvent respectivement renoncer au droit de recevoir l'avis visé aux paragraphes (2) ou (3).

Demande de révision fondée sur les art. 520 ou 521 du *Code criminel*

(5) La demande fondée sur les articles 520 ou 521 du *Code criminel* en vue de la révision de l'ordonnance rendue à l'endroit d'un adolescent par un juge du tribunal pour adolescents qui est juge d'une cour supérieure est portée devant un juge de la cour d'appel.

Nunavut

(6) Toutefois, si l'ordonnance a été rendue par un juge qui est juge de la Cour de justice du Nunavut, la demande de révision est portée devant un juge de ce tribunal.

No review

(7) No application may be made under section 520 or 521 of the *Criminal Code* for a review of an order made in respect of a young person by a justice who is not a youth justice court judge.

Interim release by youth justice court judge only

(8) If a young person against whom proceedings have been taken under this Act is charged with an offence referred to in section 522 of the *Criminal Code*, a youth justice court judge, but no other court, judge or justice, may release the young person from custody under that section.

Review by court of appeal

(9) A decision made by a youth justice court judge under subsection (8) may be reviewed in accordance with section 680 of the *Criminal Code* and that section applies, with any modifications that the circumstances require, to any decision so made.

Medical and Psychological Reports

Medical or psychological assessment

34 (1) A youth justice court may, at any stage of proceedings against a young person, by order require that the young person be assessed by a qualified person who is required to report the results in writing to the court,

(a) with the consent of the young person and the prosecutor; or

(b) on its own motion or on application of the young person or the prosecutor, if the court believes a medical, psychological or psychiatric report in respect of the young person is necessary for a purpose mentioned in paragraphs (2)(a) to (g) and

(i) the court has reasonable grounds to believe that the young person may be suffering from a physical or mental illness or disorder, a psychological disorder, an emotional disturbance, a learning disability or a mental disability,

(ii) the young person's history indicates a pattern of repeated findings of guilt under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or

(iii) the young person is alleged to have committed a serious violent offence.

Demande de révision fondée sur les art. 520 ou 521 du *Code criminel*

(7) Nul ne peut se fonder sur les articles 520 ou 521 du *Code criminel* pour demander la révision d'une ordonnance rendue à l'endroit d'un adolescent par un juge de paix qui n'est pas juge d'un tribunal pour adolescents.

Mise en liberté provisoire par un juge du tribunal pour adolescents

(8) Seul un juge du tribunal pour adolescents, à l'exclusion de tout autre tribunal, juge ou juge de paix, peut, en vertu de l'article 522 du *Code criminel*, mettre en liberté un adolescent poursuivi sous le régime de la présente loi pour une infraction visée à cet article.

Révision par la cour d'appel

(9) La décision rendue par un juge du tribunal pour adolescents en vertu du paragraphe (8) peut faire l'objet d'une révision conformément à l'article 680 du *Code criminel*, cet article s'appliquant, avec les adaptations nécessaires, à la décision.

Rapports médicaux et psychologiques

Évaluation médicale

34 (1) Le tribunal pour adolescents, à toute phase des poursuites, peut exiger, par ordonnance, que l'adolescent soit évalué par une personne compétente chargée de faire un rapport écrit au tribunal :

a) soit avec le consentement de l'adolescent et du poursuivant;

b) soit d'office ou à la demande de l'adolescent ou du poursuivant, lorsque soit le tribunal a des motifs raisonnables de croire que l'adolescent pourrait souffrir d'une maladie ou de troubles d'ordre physique ou mental, d'un dérèglement d'ordre psychologique, de troubles émotionnels, de troubles d'apprentissage ou de déficience mentale, soit plusieurs déclarations de culpabilité ont été prononcées contre lui dans le cadre de la présente loi ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), soit une infraction grave avec violence lui est reprochée, et lorsqu'un rapport médical, psychologique ou psychiatrique concernant l'adolescent pourrait lui être utile à l'une des fins visées aux alinéas (2)a) à g).

Purpose of assessment

(2) A youth justice court may make an order under subsection (1) in respect of a young person for the purpose of

- (a) considering an application under section 33 (release from or detention in custody);
- (b) making its decision on an application heard under section 71 (hearing — adult sentences);
- (c) making or reviewing a youth sentence;
- (d) considering an application under subsection 104(1) (continuation of custody);
- (e) setting conditions under subsection 105(1) (conditional supervision);
- (f) making an order under subsection 109(2) (conditional supervision); or
- (g) authorizing disclosure under subsection 127(1) (information about a young person).

Custody for assessment

(3) Subject to subsections (4) and (6), for the purpose of an assessment under this section, a youth justice court may remand a young person to any custody that it directs for a period not exceeding thirty days.

Presumption against custodial remand

(4) A young person shall not be remanded in custody in accordance with an order made under subsection (1) unless

- (a) the youth justice court is satisfied that
 - (i) on the evidence custody is necessary to conduct an assessment of the young person, or
 - (ii) on the evidence of a qualified person detention of the young person in custody is desirable to conduct the assessment of the young person, and the young person consents to custody; or
- (b) the young person is required to be detained in custody in respect of any other matter or by virtue of any provision of the *Criminal Code*.

Report of qualified person in writing

(5) For the purposes of paragraph (4)(a), if the prosecutor and the young person agree, evidence of a qualified person may be received in the form of a report in writing.

Buts de l'évaluation

(2) Le tribunal pour adolescents peut rendre l'ordonnance à l'égard de l'adolescent afin de, selon le cas :

- a) examiner une demande présentée en vertu de l'article 33 (mise en liberté ou détention sous garde);
- b) statuer sur une demande entendue conformément à l'article 71 (audition — peine applicable aux adultes);
- c) imposer ou réviser une peine spécifique;
- d) examiner une demande présentée en vertu du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde);
- e) prévoir les conditions visées au paragraphe 105(1) (liberté sous condition);
- f) rendre l'ordonnance visée au paragraphe 109(2) (liberté sous condition);
- g) autoriser la communication visée au paragraphe 127(1) (renseignements sur l'adolescent).

Garde aux fins de l'évaluation

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (6), pour les besoins de l'évaluation visée au présent article, le tribunal pour adolescents peut renvoyer l'adolescent sous garde pour une période maximale de trente jours.

Priorité à la mise en liberté

(4) L'adolescent ne peut être envoyé sous garde en conformité avec une ordonnance visée au paragraphe (1) que dans les cas suivants :

- a) le tribunal pour adolescents est convaincu :
 - (i) soit que, compte tenu des éléments de preuve présentés, la détention de l'adolescent est nécessaire aux fins d'évaluation,
 - (ii) soit que l'adolescent y consent et que, à la lumière du témoignage d'une personne compétente, la détention est souhaitable aux fins d'évaluation;
- b) l'adolescent doit être détenu à l'égard d'une autre affaire ou en application d'une disposition du *Code criminel*.

Rapport écrit

(5) Pour l'application de l'alinéa (4)a), le témoignage de la personne compétente peut, si le poursuivant et l'adolescent y consentent, être présenté sous la forme d'un rapport écrit.

Application to vary assessment order if circumstances change

(6) A youth justice court may, at any time while an order made under subsection (1) is in force, on cause being shown, vary the terms and conditions specified in the order in any manner that the court considers appropriate in the circumstances.

Disclosure of report

(7) When a youth justice court receives a report made in respect of a young person under subsection (1),

(a) the court shall, subject to subsection (9), cause a copy of the report to be given to

(i) the young person,

(ii) any parent of the young person who is in attendance at the proceedings against the young person,

(iii) any counsel representing the young person, and

(iv) the prosecutor; and

(b) the court may cause a copy of the report to be given to

(i) a parent of the young person who is not in attendance at the proceedings if the parent is, in the opinion of the court, taking an active interest in the proceedings, or

(ii) despite subsection 119(6) (restrictions respecting access to certain records), the provincial director, or the director of the provincial correctional facility for adults or the penitentiary at which the young person is serving a youth sentence, if, in the opinion of the court, withholding the report would jeopardize the safety of any person.

Cross-examination

(8) When a report is made in respect of a young person under subsection (1), the young person, his or her counsel or the adult assisting the young person under subsection 25(7) and the prosecutor shall, subject to subsection (9), on application to the youth justice court, be given an opportunity to cross-examine the person who made the report.

Non-disclosure in certain cases

(9) A youth justice court shall withhold all or part of a report made in respect of a young person under subsection (1) from a private prosecutor, if disclosure of the report or part, in the opinion of the court, is not necessary for

Demande de modification

(6) Lorsque la nécessité lui en est démontrée, le tribunal pour adolescents peut, pendant que l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est en cours de validité, modifier les modalités de celle-ci de la façon qu'il juge indiquée dans les circonstances.

Communication du rapport

(7) Sur réception du rapport concernant un adolescent et établi conformément au paragraphe (1), le tribunal pour adolescents :

a) doit, sous réserve du paragraphe (9), en faire remettre une copie :

(i) à l'adolescent,

(ii) au père ou à la mère qui assiste aux procédures menées contre l'adolescent,

(iii) à l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent,

(iv) au poursuivant;

b) peut en faire remettre une copie :

(i) au père ou à la mère qui n'a pas assisté aux procédures menées contre l'adolescent mais qui, de l'avis du tribunal, s'y intéresse activement,

(ii) par dérogation au paragraphe 119(6) (restrictions relatives à la communication de certains dossiers), au directeur provincial ou au directeur de l'établissement correctionnel provincial pour adultes ou du pénitencier où l'adolescent purge une peine spécifique si, de l'avis du tribunal, la non-communication du rapport mettrait en danger la sécurité d'une personne.

Contre-interrogatoire

(8) Sous réserve du paragraphe (9) et sur demande présentée au tribunal pour adolescents, il est donné à l'adolescent, à son avocat, à l'adulte qui l'assiste en vertu du paragraphe 25(7), ainsi qu'au poursuivant, l'occasion de contre-interroger l'auteur du rapport concernant l'adolescent, établi en application du paragraphe (1).

Non-communication dans certains cas

(9) Le tribunal pour adolescents est tenu de refuser de communiquer le rapport concernant l'adolescent, établi en vertu du paragraphe (1), ou une partie de ce rapport au poursuivant à titre privé, s'il estime que cette

the prosecution of the case and might be prejudicial to the young person.

Non-disclosure in certain cases

(10) A youth justice court shall withhold all or part of a report made in respect of a young person under subsection (1) from the young person, the young person's parents or a private prosecutor if the court is satisfied, on the basis of the report or evidence given in the absence of the young person, parents or private prosecutor by the person who made the report, that disclosure of the report or part would seriously impair the treatment or recovery of the young person, or would be likely to endanger the life or safety of, or result in serious psychological harm to, another person.

Exception – interests of justice

(11) Despite subsection (10), the youth justice court may release all or part of the report to the young person, the young person's parents or the private prosecutor if the court is of the opinion that the interests of justice make disclosure essential.

Report to be part of record

(12) A report made under subsection (1) forms part of the record of the case in respect of which it was requested.

Disclosure by qualified person

(13) Despite any other provision of this Act, a qualified person who is of the opinion that a young person held in detention or committed to custody is likely to endanger his or her own life or safety or to endanger the life of, or cause bodily harm to, another person may immediately so advise any person who has the care and custody of the young person whether or not the same information is contained in a report made under subsection (1).

Definition of *qualified person*

(14) In this section, ***qualified person*** means a person duly qualified by provincial law to practice medicine or psychiatry or to carry out psychological examinations or assessments, as the circumstances require, or, if no such law exists, a person who is, in the opinion of the youth justice court, so qualified, and includes a person or a member of a class of persons designated by the lieutenant governor in council of a province or his or her delegate.

communication n'est pas nécessaire pour les besoins des poursuites intentées contre l'adolescent et pourrait nuire à celui-ci.

Non-communication dans certains cas

(10) Le tribunal pour adolescents est tenu de refuser de communiquer le rapport concernant l'adolescent, établi en vertu du paragraphe (1), ou une partie de ce rapport à l'adolescent, à ses père et mère ou au poursuivant à titre privé, lorsque après l'avoir examiné il est convaincu à la lumière du rapport ou du témoignage donné en l'absence de l'adolescent, de ses père et mère ou du poursuivant à titre privé, par l'auteur de celui-ci, que cette communication nuirait sérieusement au traitement ou à la guérison de l'adolescent ou risquerait de mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou de lui causer des dommages psychologiques graves.

Exception

(11) Par dérogation au paragraphe (10), le tribunal pour adolescents peut communiquer la totalité ou une partie des renseignements visés à ce paragraphe à l'adolescent, à ses père et mère ou au poursuivant à titre privé lorsque, à son avis, l'intérêt de la justice l'exige.

Inclusion du rapport dans le dossier

(12) Le rapport visé au paragraphe (1) est versé au dossier de l'affaire pour laquelle il a été demandé.

Communication de renseignements par une personne compétente

(13) Malgré les autres dispositions de la présente loi, la personne compétente, si elle estime que l'adolescent placé en détention ou renvoyé sous garde est susceptible d'atteindre à sa vie ou à sa sécurité ou d'atteindre à la vie d'un tiers ou de lui causer des lésions corporelles, peut en aviser toute personne qui assume les soins et la garde de l'adolescent, que ce renseignement figure ou non au rapport visé au paragraphe (1).

Définition de *personne compétente*

(14) Pour l'application du présent article, ***personne compétente*** s'entend de la personne qui remplit les conditions requises par la législation d'une province pour pratiquer la médecine ou la psychiatrie, ou pour accomplir des examens ou évaluations psychologiques, selon le cas, ou, en l'absence d'une telle législation, la personne que le tribunal estime compétente en la matière. Est en outre une personne compétente celle qui est désignée comme telle, à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie, par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province ou son délégué.

Referral to Child Welfare Agency

Referral to child welfare agency

35 In addition to any order that it is authorized to make, a youth justice court may, at any stage of proceedings against a young person, refer the young person to a child welfare agency for assessment to determine whether the young person is in need of child welfare services.

Adjudication

When young person pleads guilty

36 (1) If a young person pleads guilty to an offence charged against the young person and the youth justice court is satisfied that the facts support the charge, the court shall find the young person guilty of the offence.

When young person pleads not guilty

(2) If a young person charged with an offence pleads not guilty to the offence or pleads guilty but the youth justice court is not satisfied that the facts support the charge, the court shall proceed with the trial and shall, after considering the matter, find the young person guilty or not guilty or make an order dismissing the charge, as the case may be.

Appeals

Appeals

37 (1) An appeal in respect of an indictable offence or an offence that the Attorney General elects to proceed with as an indictable offence lies under this Act in accordance with Part XXI (appeals — indictable offences) of the *Criminal Code*, which Part applies with any modifications that the circumstances require.

Appeals for contempt of court

(2) A finding of guilt under section 15 for contempt of court or a sentence imposed in respect of the finding may be appealed as if the finding were a conviction or the sentence were a sentence in a prosecution by indictment.

Appeal

(3) Section 10 of the *Criminal Code* applies if a person is convicted of contempt of court under subsection 27(4) (failure of parent to attend court).

Renvoi à un organisme de protection de la jeunesse

Renvoi

35 Le tribunal pour adolescents peut, à toute phase des poursuites, en plus de toute ordonnance qu'il est autorisé à rendre, saisir un organisme de protection de la jeunesse du cas de l'adolescent pour que l'organisme détermine si l'adolescent requiert ses services.

Jugement

Cas où l'adolescent plaide coupable

36 (1) Lorsque l'adolescent plaide coupable de l'infraction dont il est accusé, le tribunal pour adolescents, s'il est convaincu que les faits justifient l'accusation, doit le déclarer coupable de l'infraction.

Cas où l'adolescent plaide non coupable

(2) Lorsque l'adolescent accusé d'une infraction plaide non coupable ou lorsqu'il plaide coupable sans que le juge soit convaincu que les faits justifient l'accusation, le procès doit suivre son cours; le juge, après avoir délibéré de l'affaire, déclare l'adolescent coupable ou non coupable, ou rejette l'accusation, selon le cas.

Appels

Appels

37 (1) En vertu de la présente loi, il peut être interjeté appel relativement à un acte criminel ou à une infraction que le procureur général choisit de poursuivre par mise en accusation, conformément à la partie XXI (appels — actes criminels) du *Code criminel*, laquelle s'applique avec les adaptations nécessaires.

Appel dans le cas d'outrage au tribunal

(2) La déclaration de culpabilité pour outrage au tribunal prononcée en vertu de l'article 15 et la peine prononcée à cet égard sont susceptibles d'appel comme si elles étaient une déclaration de culpabilité et une peine prononcées à l'issue de poursuites par voie de mise en accusation.

Appel en cas d'outrage au tribunal

(3) L'article 10 du *Code criminel* s'applique en cas de déclaration de culpabilité d'une personne pour outrage au tribunal dans le cadre du paragraphe 27(4) (absence du tribunal du père ou de la mère).

Appeals heard together

(4) An order under subsection 72(1) or (1.1) (adult or youth sentence) or 76(1) (placement when subject to adult sentence) may be appealed as part of the sentence and, unless the court to which the appeal is taken otherwise orders, if more than one of these is appealed they must be part of the same appeal proceeding.

Appeals for summary conviction offences

(5) An appeal in respect of an offence punishable on summary conviction or an offence that the Attorney General elects to proceed with as an offence punishable on summary conviction lies under this Act in accordance with Part XXVII (summary conviction offences) of the *Criminal Code*, which Part applies with any modifications that the circumstances require.

Appeals where offences are tried jointly

(6) An appeal in respect of one or more indictable offences and one or more summary conviction offences that are tried jointly or in respect of which youth sentences are jointly imposed lies under this Act in accordance with Part XXI (appeals — indictable offences) of the *Criminal Code*, which Part applies with any modifications that the circumstances require.

Deemed election

(7) For the purpose of appeals under this Act, if no election is made in respect of an offence that may be prosecuted by indictment or proceeded with by way of summary conviction, the Attorney General is deemed to have elected to proceed with the offence as an offence punishable on summary conviction.

If the youth justice court is a superior court

(8) In any province where the youth justice court is a superior court, an appeal under subsection (5) shall be made to the court of appeal of the province.

Nunavut

(9) Despite subsection (8), if the Nunavut Court of Justice is acting as a youth justice court, an appeal under subsection (5) shall be made to a judge of the Nunavut Court of Appeal, and an appeal of that judge's decision shall be made to the Nunavut Court of Appeal in accordance with section 839 of the *Criminal Code*.

Appel de certaines peines ou décisions

(4) Les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 72(1) ou (1.1) (peine applicable aux adultes ou peine spécifique) ou 76(1) (placement en cas de peine applicable aux adultes) peuvent être portées en appel comme partie de la peine; si plusieurs de celles-ci sont portées en appel, les appels sont réunis, sauf décision contraire du tribunal d'appel.

Appels dans le cas de déclaration sommaire de culpabilité

(5) En vertu de la présente loi, il peut être interjeté appel relativement à une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou à une infraction que le procureur général choisit de poursuivre par procédure sommaire conformément à la partie XXVII (déclaration de culpabilité par procédure sommaire) du *Code criminel*, laquelle s'applique avec les adaptations nécessaires.

Appel en cas de jugement conjoint ou de décisions conjointes

(6) Il peut être interjeté appel des actes criminels et des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire qui ont été jugés conjointement et des peines spécifiques conjointes afférentes, conformément à la partie XXI (appels — actes criminels) du *Code criminel*, laquelle s'applique avec les adaptations nécessaires.

Choix présumé

(7) En matière d'appel dans le cadre de la présente loi, si le procureur général n'a pas, à l'égard d'une infraction, fait le choix entre la poursuite par mise en accusation et celle par procédure sommaire, il est réputé avoir choisi de considérer l'infraction comme une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Cas où le tribunal pour adolescents est une cour supérieure

(8) Dans toute province où le tribunal pour adolescents est une cour supérieure, l'appel visé au paragraphe (5) est porté devant la cour d'appel de la province.

Nunavut

(9) Malgré le paragraphe (8), si la Cour de justice du Nunavut agit comme tribunal pour adolescents, l'appel est porté devant un juge de la Cour d'appel du Nunavut; cette décision est susceptible d'appel à la Cour d'appel du Nunavut conformément à l'article 839 du *Code criminel*.

Appeal to the Supreme Court of Canada

(10) No appeal lies under subsection (1) from a judgment of the court of appeal in respect of a finding of guilt or an order dismissing an information or indictment to the Supreme Court of Canada unless leave to appeal is granted by the Supreme Court of Canada.

No appeal from youth sentence on review

(11) No appeal lies from a youth sentence under section 59 — other than subsection 59(10) — or under any of sections 94 to 96.

2002, c. 1, s. 37; 2012, c. 1, art. 171; 2019, c. 25, s. 370.

PART 4

Sentencing

Purpose and Principles

Purpose

38 (1) The purpose of sentencing under section 42 (youth sentences) is to hold a young person accountable for an offence through the imposition of just sanctions that have meaningful consequences for the young person and that promote his or her rehabilitation and reintegration into society, thereby contributing to the long-term protection of the public.

Sentencing principles

(2) A youth justice court that imposes a youth sentence on a young person shall determine the sentence in accordance with the principles set out in section 3 and the following principles:

(a) the sentence must not result in a punishment that is greater than the punishment that would be appropriate for an adult who has been convicted of the same offence committed in similar circumstances;

(b) the sentence must be similar to the sentences imposed in the region on similar young persons found guilty of the same offence committed in similar circumstances;

(c) the sentence must be proportionate to the seriousness of the offence and the degree of responsibility of the young person for that offence;

(d) all available sanctions other than custody that are reasonable in the circumstances should be considered for all young persons, with particular attention to the circumstances of aboriginal young persons;

Appel à la Cour suprême du Canada

(10) Les jugements de la cour d'appel portant sur la déclaration de culpabilité ou sur l'ordonnance ayant rejeté une dénonciation ou un acte d'accusation ne sont pas susceptibles d'appel à la Cour suprême du Canada en vertu du paragraphe (1), sauf si celle-ci a donné une autorisation d'appel.

Peines non susceptibles d'appel

(11) Les peines spécifiques imposées en vertu des articles 59 — à l'exception du paragraphe 59(10) — ou 94 à 96 ne sont pas susceptibles d'appel.

2002, ch. 1, art. 37; 2012, ch. 1, art. 171; 2019, ch. 25, art. 370.

PARTIE 4

Détermination de la peine

Objectif et principes

Objectif

38 (1) L'assujettissement de l'adolescent aux peines visées à l'article 42 (peines spécifiques) a pour objectif de faire répondre celui-ci de l'infraction qu'il a commise par l'imposition de sanctions justes assorties de perspectives positives favorisant sa réadaptation et sa réinsertion sociale, en vue de favoriser la protection durable du public.

Principes de détermination de la peine

(2) Le tribunal pour adolescents détermine la peine spécifique à imposer conformément aux principes énoncés à l'article 3 et aux principes suivants :

a) la peine ne doit en aucun cas aboutir à une peine plus grave que celle qui serait indiquée dans le cas d'un adulte coupable de la même infraction commise dans des circonstances semblables;

b) la peine doit être semblable à celle qui serait imposée dans la région à d'autres adolescents se trouvant dans une situation semblable pour la même infraction commise dans des circonstances semblables;

c) la peine doit être proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité de l'adolescent à l'égard de l'infraction;

d) toutes les sanctions applicables, à l'exception du placement sous garde, qui sont justifiées dans les circonstances doivent faire l'objet d'un examen, plus particulièrement en ce qui concerne les adolescents autochtones;

(e) subject to paragraph (c), the sentence must

- (i)** be the least restrictive sentence that is capable of achieving the purpose set out in subsection (1),
- (ii)** be the one that is most likely to rehabilitate the young person and reintegrate him or her into society, and
- (iii)** promote a sense of responsibility in the young person, and an acknowledgement of the harm done to victims and the community;

(e.1) if this Act provides that a youth justice court may impose conditions as part of the sentence, a condition may be imposed only if

- (i)** the imposition of the condition is necessary to achieve the purpose set out in subsection 38(1),
- (ii)** the young person will reasonably be able to comply with the condition, and
- (iii)** the condition is not used as a substitute for appropriate child protection, mental health or other social measures; and

(f) subject to paragraph (c), the sentence may have the following objectives:

- (i)** to denounce unlawful conduct, and
- (ii)** to deter the young person from committing offences.

Factors to be considered

(3) In determining a youth sentence, the youth justice court shall take into account

- (a)** the degree of participation by the young person in the commission of the offence;
- (b)** the harm done to victims and whether it was intentional or reasonably foreseeable;
- (c)** any reparation made by the young person to the victim or the community;
- (d)** the time spent in detention by the young person as a result of the offence;
- (e)** the previous findings of guilt of the young person; and
- (f)** any other aggravating and mitigating circumstances related to the young person or the offence that

e) sous réserve de l'alinéa c), la peine doit :

- (i)** être la moins contraignante possible pour atteindre l'objectif mentionné au paragraphe (1),
- (ii)** lui offrir les meilleures chances de réadaptation et de réinsertion sociale,
- (iii)** susciter le sens et la conscience de ses responsabilités, notamment par la reconnaissance des dommages causés à la victime et à la collectivité;

e.1) lorsque la présente loi prévoit que le tribunal pour adolescents peut imposer des conditions dans le cadre d'une peine, il ne peut le faire que si les critères suivants sont remplis :

- (i)** l'imposition des conditions est nécessaire à l'atteinte de l'objectif prévu au paragraphe 38(1),
- (ii)** l'adolescent pourra raisonnablement s'y conformer,
- (iii)** elles ne sont pas substituées à des services de protection de la jeunesse ou de santé mentale, ou à d'autres mesures sociales plus appropriées;

f) sous réserve de l'alinéa c), la peine peut viser :

- (i)** à dénoncer un comportement illicite,
- (ii)** à dissuader l'adolescent de récidiver.

Facteurs à prendre en compte lors de la détermination de la peine

(3) Le tribunal détermine la peine spécifique à imposer en tenant également compte :

- a)** du degré de participation de l'adolescent à l'infraction;
- b)** des dommages causés à la victime et du fait qu'ils ont été causés intentionnellement ou étaient raisonnablement prévisibles;
- c)** de la réparation par l'adolescent des dommages causés à la victime ou à la collectivité;
- d)** du temps passé en détention par suite de l'infraction;
- e)** des déclarations de culpabilité antérieures de l'adolescent;

are relevant to the purpose and principles set out in this section.

2002, c. 1, s. 38; 2012, c. 1, s. 172; 2019, c. 25, s. 371.

Committal to custody

39 (1) A youth justice court shall not commit a young person to custody under section 42 (youth sentences) unless

- (a)** the young person has committed a violent offence;
- (b)** the young person has previously been found guilty of an offence under section 137 in relation to more than one sentence and, if the court is imposing a sentence for an offence under subsections 145(2) to (5) of the *Criminal Code* or section 137, the young person caused harm, or a risk of harm, to the safety of the public in committing that offence;
- (c)** the young person has committed an indictable offence for which an adult would be liable to imprisonment for a term of more than two years and has a history that indicates a pattern of either extrajudicial sanctions or of findings of guilt or of both under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985; or
- (d)** in exceptional cases where the young person has committed an indictable offence, the aggravating circumstances of the offence are such that the imposition of a non-custodial sentence would be inconsistent with the purpose and principles set out in section 38.

Alternatives to custody

(2) If any of paragraphs (1)(a) to (c) apply, a youth justice court shall not impose a custodial sentence under section 42 (youth sentences) unless the court has considered all alternatives to custody raised at the sentencing hearing that are reasonable in the circumstances, and determined that there is not a reasonable alternative, or combination of alternatives, that is in accordance with the purpose and principles set out in section 38.

Factors to be considered

(3) In determining whether there is a reasonable alternative to custody, a youth justice court shall consider submissions relating to

- (a)** the alternatives to custody that are available;
- (b)** the likelihood that the young person will comply with a non-custodial sentence, taking into account his

f) des autres circonstances aggravantes ou atténuantes liées à la perpétration de l'infraction ou à la situation de l'adolescent et pertinentes au titre des principes et objectif énoncés au présent article.

2002, ch. 1, art. 38; 2012, ch. 1, art. 172; 2019, ch. 25, art. 371.

Placement sous garde

39 (1) Le tribunal pour adolescents n'impose une peine comportant le placement sous garde en application de l'article 42 (peines spécifiques) que si, selon le cas :

- a)** l'adolescent a commis une infraction avec violence;
- b)** il a déjà été déclaré coupable d'une infraction à l'article 137 à l'égard de plus d'une peine et, si la peine qu'impose le tribunal a trait à une infraction prévue aux paragraphes 145(2) à (5) du *Code criminel* ou à l'article 137, il a, en commettant cette infraction, porté atteinte ou présenté un risque d'atteinte à la sécurité du public;
- c)** il a commis un acte criminel pour lequel un adulte est passible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans, après avoir fait l'objet de plusieurs sanctions extrajudiciaires ou déclarations de culpabilité — ou toute combinaison de celles-ci — dans le cadre de la présente loi ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985);
- d)** il s'agit d'un cas exceptionnel où l'adolescent a commis un acte criminel et où les circonstances aggravantes de la perpétration de celui-ci sont telles que l'imposition d'une peine ne comportant pas de placement sous garde enfreindrait les principes et objectif énoncés à l'article 38.

Solutions de rechange

(2) En cas d'application des alinéas (1)a), b) ou c), le tribunal pour adolescents n'impose le placement sous garde qu'en dernier recours après avoir examiné toutes les mesures de recharge proposées au cours de l'audience pour la détermination de la peine, raisonnables dans les circonstances, et être arrivé à la conclusion qu'aucune d'elles, même combinée à d'autres, ne serait conforme aux principes et objectif énoncés à l'article 38.

Facteurs à prendre en compte

(3) Dans le cadre de son examen, il tient compte des observations faites sur :

- a)** les mesures de recharge à sa disposition;

or her compliance with previous non-custodial sentences; and

(c) the alternatives to custody that have been used in respect of young persons for similar offences committed in similar circumstances.

Imposition of same sentence

(4) The previous imposition of a particular non-custodial sentence on a young person does not preclude a youth justice court from imposing the same or any other non-custodial sentence for another offence.

Custody as social measure prohibited

(5) A youth justice court shall not use custody as a substitute for appropriate child protection, mental health or other social measures.

Pre-sentence report

(6) Before imposing a custodial sentence under section 42 (youth sentences), a youth justice court shall consider a pre-sentence report and any sentencing proposal made by the young person or his or her counsel.

Report dispensed with

(7) A youth justice court may, with the consent of the prosecutor and the young person or his or her counsel, dispense with a pre-sentence report if the court is satisfied that the report is not necessary.

Length of custody

(8) In determining the length of a youth sentence that includes a custodial portion, a youth justice court shall be guided by the purpose and principles set out in section 38, and shall not take into consideration the fact that the supervision portion of the sentence may not be served in custody and that the sentence may be reviewed by the court under section 94.

Reasons

(9) If a youth justice court imposes a youth sentence that includes a custodial portion, the court shall state the reasons why it has determined that a non-custodial sentence is not adequate to achieve the purpose set out in subsection 38(1), including, if applicable, the reasons why the case is an exceptional case under paragraph (1)(d).

2002, c. 1, s. 39; 2012, c. 1, s. 173; 2019, c. 25, s. 372.

b) le fait que l'adolescent se conformera vraisemblablement ou non à une peine ne comportant pas de placement sous garde, compte tenu du fait qu'il s'y soit ou non conformé par le passé;

c) les mesures de rechange imposées à des adolescents pour des infractions semblables commises dans des circonstances semblables.

Imposition d'une peine ne comportant pas de placement sous garde

(4) L'imposition à un adolescent d'une peine ne comportant pas de placement sous garde n'a pas pour effet d'empêcher que la même peine ou une autre peine ne comportant pas de placement sous garde lui soit imposée pour une autre infraction.

Substitution interdite

(5) Le placement sous garde ne doit pas se substituer à des services de protection de la jeunesse ou de santé mentale, ou à d'autres mesures sociales plus appropriées.

Examen du rapport prédécisionnel

(6) Avant d'imposer le placement sous garde en application de l'article 42 (peines spécifiques), le tribunal prend connaissance du rapport prédécisionnel et des propositions relatives à la peine à imposer faites par le poursuivant et l'adolescent ou son avocat.

Renonciation au rapport prédécisionnel

(7) Il peut, avec le consentement du poursuivant et de l'adolescent ou de son avocat, ne pas demander le rapport prédécisionnel s'il est convaincu de son inutilité.

Durée du placement sous garde

(8) Il fixe la durée de la peine spécifique comportant une période de garde en tenant compte des principes et objectifs énoncés à l'article 38, mais sans tenir compte du fait que la période de surveillance de la peine peut ne pas être purgée sous garde et que la peine peut faire l'objet de l'examen prévu à l'article 94.

Décision motivée

(9) Toute peine spécifique comportant une période de garde doit donner les motifs pour lesquels une peine spécifique ne comportant pas de placement sous garde ne suffirait pas pour atteindre l'objectif mentionné au paragraphe 38(1), y compris, le cas échéant, les motifs pour lesquels il s'agit d'un cas exceptionnel visé à l'alinéa (1)d).

2002, ch. 1, art. 39; 2012, ch. 1, art. 173; 2019, ch. 25, art. 372.

Pre-sentence Report

Pre-sentence report

40 (1) Before imposing sentence on a young person found guilty of an offence, a youth justice court

(a) shall, if it is required under this Act to consider a pre-sentence report before making an order or a sentence in respect of a young person, and

(b) may, if it considers it advisable,

require the provincial director to cause to be prepared a pre-sentence report in respect of the young person and to submit the report to the court.

Contents of report

(2) A pre-sentence report made in respect of a young person shall, subject to subsection (3), be in writing and shall include the following, to the extent that it is relevant to the purpose and principles of sentencing set out in section 38 and to the restrictions on custody set out in section 39:

(a) the results of an interview with the young person and, if reasonably possible, the parents of the young person and, if appropriate and reasonably possible, members of the young person's extended family;

(b) the results of an interview with the victim in the case, if applicable and reasonably possible;

(c) the recommendations resulting from any conference referred to in section 41;

(d) any information that is applicable to the case, including

(i) the age, maturity, character, behaviour and attitude of the young person and his or her willingness to make amends,

(ii) any plans put forward by the young person to change his or her conduct or to participate in activities or undertake measures to improve himself or herself,

(iii) subject to subsection 119(2) (period of access to records), the history of previous findings of delinquency under the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or previous findings of guilt for offences under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or under this or any other Act of Parliament or any regulation made under it,

Rapport prédécisionnel

Rapport prédécisionnel

40 (1) Avant de prononcer une peine concernant un adolescent déclaré coupable d'une infraction, le tribunal pour adolescents :

a) doit, dans les cas où la présente loi l'oblige à prendre connaissance d'un rapport prédécisionnel avant de rendre une ordonnance ou de prononcer une peine concernant un adolescent, demander au directeur provincial de faire établir et de lui remettre un rapport prédécisionnel concernant l'adolescent;

b) peut, dans les autres cas, s'il l'estime indiqué, demander l'établissement et la remise de ce rapport.

Contenu du rapport

(2) Le rapport prédécisionnel est, sous réserve du paragraphe (3), présenté par écrit et comprend les éléments d'information ci-après, dans la mesure où ils sont pertinents compte tenu des principes et objectif de la détermination de la peine énoncés à l'article 38 et des restrictions applicables au placement sous garde visées à l'article 39 :

a) le résultat d'une entrevue avec l'adolescent et, autant que possible, celui d'une entrevue avec ses père et mère et, s'il y a lieu et autant que possible, celui d'une entrevue avec des membres de sa famille étendue;

b) s'il y a lieu et autant que possible, le résultat d'une entrevue avec la victime;

c) le cas échéant, les recommandations faites par un groupe consultatif mentionné à l'article 41;

d) les renseignements pertinents comportant notamment, s'il y a lieu, les éléments suivants :

(i) l'âge, le degré de maturité, le caractère et le comportement de l'adolescent et son désir de réparer les dommages causés,

(ii) les projets de l'adolescent en vue de modifier sa conduite, de participer à des activités ou prendre des dispositions en vue de s'amender,

(iii) sous réserve du paragraphe 119(2) (période d'accès aux dossiers), les antécédents de l'adolescent en ce qui concerne les déclarations de culpabilité pour actes de délinquance prévus par la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, pour infractions sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985) ou pour infractions prévues par la présente loi ou par

the history of community or other services rendered to the young person with respect to those findings and the response of the young person to previous sentences or dispositions and to services rendered to him or her,

(iv) subject to subsection 119(2) (period of access to records), the history of alternative measures under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or extrajudicial sanctions used to deal with the young person and the response of the young person to those measures or sanctions,

(v) the availability and appropriateness of community services and facilities for young persons and the willingness of the young person to avail himself or herself of those services or facilities,

(vi) the relationship between the young person and the young person's parents and the degree of control and influence of the parents over the young person and, if appropriate and reasonably possible, the relationship between the young person and the young person's extended family and the degree of control and influence of the young person's extended family over the young person, and

(vii) the school attendance and performance record and the employment record of the young person;

(e) any information that may assist the court in determining under subsection 39(2) whether there is an alternative to custody; and

(f) any information that the provincial director considers relevant, including any recommendation that the provincial director considers appropriate.

Oral report with leave

(3) If a pre-sentence report cannot reasonably be committed to writing, it may, with leave of the youth justice court, be submitted orally in court.

Report forms part of record

(4) A pre-sentence report shall form part of the record of the case in respect of which it was requested.

Copies of pre-sentence report

(5) If a pre-sentence report made in respect of a young person is submitted to a youth justice court in writing, the court

(a) shall, subject to subsection (7), cause a copy of the report to be given to

toute autre loi fédérale ou par leurs règlements, les services rendus à l'adolescent notamment par la collectivité à l'occasion de ces déclarations de culpabilité, et les effets produits sur l'adolescent par les peines ou décisions prononcées à son égard et par les services qui lui ont été rendus,

(iv) sous réserve du paragraphe 119(2) (période d'accès aux dossiers), les antécédents de l'adolescent en ce qui concerne les mesures de rechange prises sous le régime de la *Loi des jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985) ou les sanctions extrajudiciaires qui lui ont été appliquées, et leurs effets sur lui,

(v) l'existence de services communautaires et d'installations adaptés aux adolescents, et le désir de l'adolescent de profiter de ces services et installations,

(vi) les rapports entre l'adolescent et ses père et mère, ainsi que le degré de surveillance et d'influence qu'ils peuvent exercer sur lui, et, s'il y a lieu et autant que possible, les rapports entre l'adolescent et les membres de sa famille étendue ainsi que le degré de surveillance et d'influence qu'ils peuvent exercer sur lui,

(vii) l'assiduité et les résultats scolaires de l'adolescent, ainsi que ses antécédents professionnels;

e) tout renseignement susceptible d'aider le tribunal pour adolescents à examiner les mesures de rechange au placement sous garde conformément au paragraphe 39(2);

f) tout autre renseignement que le directeur provincial estime pertinent, y compris les recommandations que ce dernier croit opportun de faire.

Possibilité d'un rapport oral, avec permission

(3) Dans les cas où le rapport prédécisionnel ne peut, pour des raisons valables, être présenté par écrit, le tribunal peut permettre qu'il soit fait oralement.

Inclusion du rapport dans le dossier

(4) Le rapport prédécisionnel est versé au dossier de l'instance pour laquelle il a été demandé.

Copies du rapport

(5) Lorsqu'il est saisi d'un rapport prédécisionnel écrit concernant un adolescent, le tribunal pour adolescents :

a) doit, sous réserve du paragraphe (7), en faire remettre une copie :

- (i) the young person,
 - (ii) any parent of the young person who is in attendance at the proceedings against the young person,
 - (iii) any counsel representing the young person, and
 - (iv) the prosecutor; and
- (b) may cause a copy of the report to be given to a parent of the young person who is not in attendance at the proceedings if the parent is, in the opinion of the court, taking an active interest in the proceedings.

Cross-examination

(6) If a pre-sentence report made in respect of a young person is submitted to a youth justice court, the young person, his or her counsel or the adult assisting the young person under subsection 25(7) and the prosecutor shall, subject to subsection (7), on application to the court, be given the opportunity to cross-examine the person who made the report.

Report may be withheld from private prosecutor

(7) If a pre-sentence report made in respect of a young person is submitted to a youth justice court, the court may, when the prosecutor is a private prosecutor and disclosure of all or part of the report to the prosecutor might, in the opinion of the court, be prejudicial to the young person and is not, in the opinion of the court, necessary for the prosecution of the case against the young person,

(a) withhold the report or part from the prosecutor, if the report is submitted in writing; or

(b) exclude the prosecutor from the court during the submission of the report or part, if the report is submitted orally in court.

Report disclosed to other persons

(8) If a pre-sentence report made in respect of a young person is submitted to a youth justice court, the court

(a) shall, on request, cause a copy or a transcript of the report to be supplied to

(i) any court that is dealing with matters relating to the young person, and

(ii) any youth worker to whom the young person's case has been assigned; and

- (i) à l'adolescent,
- (ii) au père ou à la mère qui suit les procédures menées contre l'adolescent,
- (iii) à l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent,
- (iv) au poursuivant;

b) peut en faire remettre une copie au père ou à la mère qui n'a pas suivi les procédures menées contre l'adolescent mais qui, de l'avis du tribunal, s'y intéresse activement.

Contre-interrogatoire

(6) Lorsque le rapport prédécisionnel concernant un adolescent a été présenté au tribunal pour adolescents conformément au présent article, l'adolescent, son avocat ou l'adulte qui l'assiste conformément au paragraphe 25(7) ainsi que le poursuivant doivent, sous réserve du paragraphe (7) et sur demande au tribunal, avoir l'occasion de contre-interroger l'auteur du rapport.

Cas où la communication du rapport risquerait d'avoir un mauvais effet sur l'adolescent

(7) Le juge du tribunal pour adolescents saisi d'un rapport prédécisionnel concernant un adolescent peut, s'il estime que la communication du rapport ou de certaines parties du rapport au poursuivant, lorsqu'il s'agit d'un poursuivant privé, porterait préjudice à l'adolescent et n'est pas nécessaire pour les besoins des poursuites exercées contre celui-ci :

a) ne pas communiquer le rapport ou certaines parties du rapport au poursuivant, s'il s'agit d'un rapport écrit;

b) faire sortir le poursuivant de la salle d'audience durant la présentation au tribunal du rapport ou de certaines parties du rapport, s'il s'agit d'un rapport oral.

Communication du rapport à d'autres personnes

(8) Le tribunal pour adolescents saisi d'un rapport pré-décisionnel concernant un adolescent :

a) doit, sur demande, en faire fournir une copie ou une transcription :

(i) à tout tribunal saisi de questions concernant l'adolescent,

(ii) à tout délégué à la jeunesse auquel le cas de l'adolescent a été confié;

(b) may, on request, cause a copy or a transcript of all or part of the report to be supplied to any person not otherwise authorized under this section to receive a copy or a transcript of the report if, in the opinion of the court, the person has a valid interest in the proceedings.

Disclosure by the provincial director

(9) A provincial director who submits a pre-sentence report made in respect of a young person to a youth justice court may make all or part of the report available to any person in whose custody or under whose supervision the young person is placed or to any other person who is directly assisting in the care or treatment of the young person.

Inadmissibility of statements

(10) No statement made by a young person in the course of the preparation of a pre-sentence report in respect of the young person is admissible in evidence against any young person in civil or criminal proceedings except those under section 42 (youth sentences), 59 (review of non-custodial sentence) or 71 (hearing — adult sentences) or any of sections 94 to 96 (reviews and other proceedings related to custodial sentences).

Youth Sentences

Recommendation of conference

41 When a youth justice court finds a young person guilty of an offence, the court may convene or cause to be convened a conference under section 19 for recommendations to the court on an appropriate youth sentence.

Considerations as to youth sentence

42 (1) A youth justice court shall, before imposing a youth sentence, consider any recommendations submitted under section 41, any pre-sentence report, any representations made by the parties to the proceedings or their counsel or agents and by the parents of the young person, and any other relevant information before the court.

Youth sentence

(2) When a youth justice court finds a young person guilty of an offence and is imposing a youth sentence, the court shall, subject to this section, impose any one of the following sanctions or any number of them that are not inconsistent with each other and, if the offence is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, the court shall

b) peut, sur demande, en faire fournir une copie ou une transcription intégrale ou partielle à toute personne qui par ailleurs ne serait pas fondée à la recevoir en vertu du présent article, s'il estime que cette personne a un intérêt légitime dans l'instance.

Communication faite par le directeur provincial

(9) Le directeur provincial qui présente au tribunal pour adolescents un rapport prédécisionnel concernant un adolescent peut communiquer l'intégralité ou une partie du rapport à toute personne qui a la garde ou la surveillance de l'adolescent ou à toute personne qui participe directement aux soins ou au traitement de celui-ci.

Déclarations non admissibles

(10) Les déclarations faites par l'adolescent au cours de l'établissement du rapport prédécisionnel le concernant ne sont pas admissibles en preuve contre un adolescent dans des procédures civiles ou pénales, à l'exception de celles visées aux articles 42 (peines spécifiques), 59 (examen de la peine spécifique ne comportant pas de placement sous garde), 71 (audition — peine applicable aux adultes) et 94 à 96 (examen et autres procédures relatifs au placement sous garde).

Peines spécifiques

Groupe consultatif

41 Le tribunal pour adolescents peut constituer ou faire constituer un groupe consultatif en vertu de l'article 19 et lui soumettre le cas d'un adolescent déclaré coupable d'une infraction pour qu'il lui présente des recommandations sur la peine spécifique à imposer.

Éléments à prendre en compte

42 (1) Le tribunal pour adolescents tient compte, avant d'imposer une peine spécifique, des recommandations visées à l'article 41 et du rapport prédécisionnel qu'il aura exigés, des observations faites à l'instance par les parties, leurs représentants ou avocats et par les père et mère de l'adolescent et de tous éléments d'information pertinents qui lui ont été présentés.

Peine spécifique

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, dans le cas où il déclare un adolescent coupable d'une infraction et lui impose une peine spécifique, le tribunal lui impose l'une des sanctions ci-après en la combinant éventuellement avec une ou plusieurs autres compatibles entre elles; dans le cas où l'infraction est le meurtre au premier ou le meurtre au deuxième degré au sens de

impose a sanction set out in paragraph (q) or subparagraph (r)(ii) or (iii) and may impose any other of the sanctions set out in this subsection that the court considers appropriate:

- (a)** reprimand the young person;
- (b)** by order direct that the young person be discharged absolutely, if the court considers it to be in the best interests of the young person and not contrary to the public interest;
- (c)** by order direct that the young person be discharged on any conditions imposed by the court in accordance with paragraph 38(2)(e.1) and may require the young person to report to and be supervised by the provincial director;
- (d)** impose on the young person a fine not exceeding \$1,000 to be paid at the time and on the terms that the court may fix;
- (e)** order the young person to pay to any other person at the times and on the terms that the court may fix an amount by way of compensation for loss of or damage to property or for loss of income or support, or an amount for, in the Province of Quebec, pre-trial pecuniary loss or, in any other province, special damages, for personal injury arising from the commission of the offence if the value is readily ascertainable, but no order shall be made for other damages in the Province of Quebec or for general damages in any other province;
- (f)** order the young person to make restitution to any other person of any property obtained by the young person as a result of the commission of the offence within the time that the court may fix, if the property is owned by the other person or was, at the time of the offence, in his or her lawful possession;
- (g)** if property obtained as a result of the commission of the offence has been sold to an innocent purchaser, where restitution of the property to its owner or any other person has been made or ordered, order the young person to pay the purchaser, at the time and on the terms that the court may fix, an amount not exceeding the amount paid by the purchaser for the property;
- (h)** subject to section 54, order the young person to compensate any person in kind or by way of personal services at the time and on the terms that the court may fix for any loss, damage or injury suffered by that person in respect of which an order may be made under paragraph (e) or (g);

l'article 231 du *Code criminel*, le tribunal lui impose la sanction visée à l'alinéa q) ou aux sous-alinéas r)(ii) ou (iii) et, le cas échéant, toute autre sanction prévue au présent article qu'il estime indiquée :

- a)** une réprimande;
- b)** l'absolution inconditionnelle, décrétée par ordonnance, s'il estime que cette mesure est préférable pour l'adolescent et non contraire à l'intérêt public;
- c)** l'absolution, décrétée par ordonnance, aux conditions imposées par le tribunal conformément à l'alinéa 38(2)e.1) et l'éventuelle obligation pour l'adolescent de se présenter au directeur provincial et de se soumettre à sa surveillance;
- d)** l'imposition à l'adolescent d'une amende maximale de 1 000 \$ dont il fixe éventuellement les dates et modalités de paiement;
- e)** le versement par l'adolescent d'une somme au profit d'une personne, aux dates et selon les modalités éventuellement fixées par le tribunal, à titre d'indemnité soit pour perte de biens ou dommages causés à ceux-ci, soit pour perte de revenu ou de soutien, soit pour perte péculinaire antérieure au procès dans la province de Québec — ou pour dommages spéciaux ailleurs au Canada — afférents à des lésions corporelles résultant de l'infraction et dont le montant peut être aisément déterminé, les autres dommages-intérêts dans la province de Québec, et les dommages-intérêts généraux dans les autres provinces, étant exclus dans le cadre de la peine;
- f)** la restitution soit à leur propriétaire soit à leur possesseur légitime au moment de l'infraction, dans le délai fixé par le tribunal, des biens obtenus par suite de l'infraction;
- g)** en cas de vente à un acquéreur de bonne foi des biens obtenus par suite de l'infraction, le remboursement par l'adolescent à l'acquéreur, aux dates et selon les modalités fixées par le tribunal, d'une somme ne dépassant pas le prix que celui-ci avait payé, lorsque la restitution des biens à leur propriétaire ou à toute autre personne a été faite ou ordonnée;
- h)** l'obligation pour l'adolescent, sous réserve de l'article 54, d'indemniser toute personne qui a droit aux mesures visées aux alinéas e) ou g) soit en nature, soit en services, au titre des dommages, pertes ou blessures découlant de l'infraction, aux dates et selon les modalités fixées par le tribunal;
- i)** l'obligation pour l'adolescent, sous réserve de l'article 54, d'exécuter un travail bénévole au profit de la

(i) subject to section 54, order the young person to perform a community service at the time and on the terms that the court may fix, and to report to and be supervised by the provincial director or a person designated by the youth justice court;

(j) subject to section 51 (mandatory prohibition order), make any order of prohibition, seizure or forfeiture that may be imposed under any Act of Parliament or any regulation made under it if an accused is found guilty or convicted of that offence, other than an order under section 161 of the *Criminal Code*;

(k) place the young person on probation in accordance with sections 55 and 56 (conditions and other matters related to probation orders) for a specified period not exceeding two years;

(l) subject to subsection (3) (agreement of provincial director), order the young person into an intensive support and supervision program approved by the provincial director;

(m) subject to subsection (3) (agreement of provincial director) and section 54, order the young person to attend a non-residential program approved by the provincial director, at the times and on the terms that the court may fix, for a maximum of two hundred and forty hours, over a period not exceeding six months;

(n) make a custody and supervision order with respect to the young person, ordering that a period be served in custody and that a second period — which is one half as long as the first — be served, subject to sections 97 (conditions to be included) and 98 (continuation of custody), under supervision in the community subject to conditions, the total of the periods not to exceed two years from the date of the coming into force of the order or, if the young person is found guilty of an offence for which the punishment provided by the *Criminal Code* or any other Act of Parliament is imprisonment for life, three years from the date of coming into force of the order;

(o) in the case of an offence set out in section 239 (attempt to commit murder), 232, 234 or 236 (manslaughter) or 273 (aggravated sexual assault) of the *Criminal Code*, make a custody and supervision order in respect of the young person for a specified period not exceeding three years from the date of committal that orders the young person to be committed into a continuous period of custody for the first portion of the sentence and, subject to subsection 104(1) (continuation of custody), to serve the remainder of the sentence under conditional supervision in the community in accordance with section 105;

collectivité, aux dates et selon les modalités fixées par le tribunal, et de se présenter au directeur provincial ou à la personne désignée par le tribunal et de se soumettre à sa surveillance;

(j) sous réserve de l'article 51 (ordonnance d'interdiction obligatoire), le prononcé par ordonnance de l'interdiction, la saisie ou la confiscation, prévues par une loi fédérale ou ses règlements, au cas où un accusé est déclaré coupable de l'infraction qui y est visée, à l'exception de l'interdiction prévue à l'article 161 du *Code criminel*;

(k) une période déterminée de probation ne dépassant pas deux ans, en conformité avec les articles 55 (conditions de l'ordonnance) et 56 (autres matières relatives à l'ordonnance);

(l) sous réserve du paragraphe (3) (consentement du directeur provincial), l'obligation pour l'adolescent, imposée par ordonnance, de suivre un programme d'assistance et de surveillance intensives approuvé par le directeur provincial;

(m) sous réserve du paragraphe (3) (consentement du directeur provincial) et de l'article 54, l'obligation pour l'adolescent, imposée par ordonnance, de fréquenter un lieu où est offert un programme approuvé par le directeur provincial, aux dates et selon les modalités fixées par le tribunal, à condition que la durée de celui-ci n'excède pas deux cent quarante heures sur une période d'au plus six mois;

(n) l'imposition, par une ordonnance de placement et de surveillance, d'une peine maximale de deux ans à compter de sa mise à exécution ou, dans le cas où l'adolescent est déclaré coupable d'une infraction passible de l'emprisonnement à vie prévue par le *Code criminel* ou par toute autre loi fédérale, d'une peine maximale de trois ans à compter de sa mise à exécution, dont une période est purgée sous garde, laquelle est suivie d'une autre — dont la durée est la moitié de la première — à purger, sous réserve des articles 97 (conditions obligatoires) et 98 (maintien sous garde), sous surveillance au sein de la collectivité;

(o) dans le cas d'une infraction prévue aux articles 239 (tentative de meurtre), 232, 234 ou 236 (homicide involontaire coupable) ou 273 (agression sexuelle grave) du *Code criminel*, l'imposition, par une ordonnance de placement et de surveillance, d'une peine maximale de trois ans à compter de sa mise à exécution, dont une partie est purgée sous garde de façon continue et, sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), l'autre en liberté sous condition au sein de la

(p) subject to subsection (5), make a deferred custody and supervision order that is for a specified period not exceeding six months, subject to the conditions set out in subsection 105(2), and to any conditions set out in subsection 105(3) that the court considers appropriate;

(q) order the young person to serve a sentence not to exceed

(i) in the case of first degree murder, ten years comprised of

(A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that must not, subject to subsection 104(1) (continuation of custody), exceed six years from the date of committal, and

(B) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 105, and

(ii) in the case of second degree murder, seven years comprised of

(A) a committal to custody, to be served continuously, for a period that must not, subject to subsection 104(1) (continuation of custody), exceed four years from the date of committal, and

(B) a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 105;

(r) subject to subsection (7), make an intensive rehabilitative custody and supervision order in respect of the young person

(i) that is for a specified period that must not exceed

(A) two years from the date of committal, or

(B) if the young person is found guilty of an offence for which the punishment provided by the *Criminal Code* or any other Act of Parliament is imprisonment for life, three years from the date of committal,

and that orders the young person to be committed into a continuous period of intensive rehabilitative custody for the first portion of the sentence and, subject to subsection 104(1) (continuation of custody), to serve the remainder under conditional supervision in the community in accordance with section 105,

collectivité aux conditions fixées conformément à l'article 105;

p) sous réserve du paragraphe (5), l'assujettissement de l'adolescent à une ordonnance de placement et de surveillance d'une période d'au plus six mois, dont l'application est différée, sous réserve des conditions mentionnées au paragraphe 105(2), et de celles mentionnées au paragraphe 105(3) que le tribunal estime indiquées;

q) l'imposition par ordonnance :

(i) dans le cas d'un meurtre au premier degré, d'une peine maximale de dix ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période maximale de six ans à compter de sa mise à exécution, sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition au sein de la collectivité conformément à l'article 105,

(ii) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, d'une peine maximale de sept ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue, pour une période maximale de quatre ans à compter de sa mise à exécution, sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition au sein de la collectivité conformément à l'article 105;

r) sous réserve du paragraphe (7), l'imposition, par une ordonnance de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation, d'une peine maximale :

(i) sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), de deux ans à compter de sa mise à exécution ou, dans le cas où l'adolescent est déclaré coupable d'une infraction passible de l'emprisonnement à vie prévue par le *Code criminel* ou par toute autre loi fédérale, de trois ans à compter de sa mise à exécution, dont une partie est purgée sous garde de façon continue dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation et l'autre en liberté sous condition au sein de la collectivité aux conditions fixées conformément à l'article 105,

(ii) dans le cas d'un meurtre au premier degré, de dix ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue

(ii) that is for a specified period that must not exceed, in the case of first degree murder, ten years from the date of committal, comprising

(A) a committal to intensive rehabilitative custody, to be served continuously, for a period that must not exceed six years from the date of committal, and

(B) subject to subsection 104(1) (continuation of custody), a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 105, and

(iii) that is for a specified period that must not exceed, in the case of second degree murder, seven years from the date of committal, comprising

(A) a committal to intensive rehabilitative custody, to be served continuously, for a period that must not exceed four years from the date of committal, and

(B) subject to subsection 104(1) (continuation of custody), a placement under conditional supervision to be served in the community in accordance with section 105; and

(s) impose on the young person, in accordance with paragraph 38(2)(e.1), any other conditions that the court considers appropriate.

Agreement of provincial director

(3) A youth justice court may make an order under paragraph (2)(l) or (m) only if the provincial director has determined that a program to enforce the order is available.

Youth justice court statement

(4) When the youth justice court makes a custody and supervision order with respect to a young person under paragraph (2)(n), the court shall state the following with respect to that order:

You are ordered to serve (*state the number of days or months to be served*) in custody, to be followed by (*state one-half of the number of days or months stated above*) to be served under supervision in the community subject to conditions.

If you breach any of the conditions while you are under supervision in the community, you may be brought back into custody and required to serve the rest of the second period in custody as well.

You should also be aware that, under other provisions of the *Youth Criminal Justice Act*, a court could

dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation, pour une période maximale de six ans à compter de sa mise à exécution, sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition au sein de la collectivité conformément à l'article 105,

(iii) dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, de sept ans consistant, d'une part, en une mesure de placement sous garde, exécutée de façon continue dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation, pour une période maximale de quatre ans à compter de sa mise à exécution, sous réserve du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde), et, d'autre part, en la mise en liberté sous condition au sein de la collectivité conformément à l'article 105;

s) l'imposition à l'adolescent, conformément à l'alinéa 38(2)e.1), de toutes autres conditions qu'il estime indiquées.

Consentement du directeur provincial

(3) Le tribunal pour adolescents ne peut rendre l'ordonnance visée aux alinéas (2)l) ou m) que si le directeur provincial conclut qu'un programme permettant la mise en œuvre de l'ordonnance est disponible.

Déclaration du tribunal

(4) Lorsqu'il rend l'ordonnance de placement et de surveillance prévue à l'alinéa (2)n), le tribunal pour adolescents est tenu de faire la déclaration suivante à l'égard de cette ordonnance :

Vous devez purger (*indiquer le nombre de jours ou de mois à purger*) sous garde, suivi de (*indiquer la moitié du nombre de jours ou de mois mentionné ci-dessus*) à purger sous surveillance au sein de la collectivité aux conditions fixées.

S'il y a manquement à l'une de ces conditions durant la période de surveillance au sein de la collectivité, vous pourrez être ramené sous garde pour y purger le reste de cette période.

Vous devez également savoir que d'autres dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les*

require you to serve the second period in custody as well.

The periods in custody and under supervision in the community may be changed if you are or become subject to another sentence.

Deferred custody and supervision order

(5) The court may make a deferred custody and supervision order under paragraph (2)(p) if

- (a)** the young person is found guilty of an offence other than one in the commission of which a young person causes or attempts to cause serious bodily harm; and
- (b)** it is consistent with the purpose and principles set out in section 38 and the restrictions on custody set out in section 39.

Application of sections 106 to 109

(6) Sections 106 to 109 (suspension of conditional supervision) apply to a breach of a deferred custody and supervision order made under paragraph (2)(p) as if the breach were a breach of an order for conditional supervision made under subsection 105(1) and, for the purposes of sections 106 to 109, supervision under a deferred custody and supervision order is deemed to be conditional supervision.

Intensive rehabilitative custody and supervision order

(7) A youth justice court may make an intensive rehabilitative custody and supervision order under paragraph (2)(r) in respect of a young person only if

- (a)** either

- (i)** the young person has been found guilty of a serious violent offence, or
 - (ii)** the young person has been found guilty of an offence, in the commission of which the young person caused or attempted to cause serious bodily harm and for which an adult is liable to imprisonment for a term of more than two years, and the young person had previously been found guilty at least twice of such an offence;

- (b)** the young person is suffering from a mental illness or disorder, a psychological disorder or an emotional disturbance;

adolescents pourraient permettre au tribunal de vous imposer de purger cette période sous garde.

La période de garde et la période sous surveillance au sein de la collectivité pourraient varier si vous êtes déjà assujetti à une autre peine ou si vous le devenez.

Ordonnance différée de placement sous garde et de surveillance

(5) Le tribunal pour adolescents peut rendre une ordonnance différée de placement sous garde et de surveillance en application de l'alinéa (2)p lorsque :

- a)** d'une part, l'adolescent a été déclaré coupable d'une infraction autre qu'une infraction au cours de la perpétration de laquelle un adolescent cause ou tente de causer des lésions corporelles graves;
- b)** d'autre part, l'ordonnance est compatible avec les principes et objectif de la détermination de la peine énoncés à l'article 38 et les restrictions applicables au placement sous garde visées à l'article 39.

Application des articles 106 à 109

(6) Les articles 106 à 109 (suspension de la liberté sous condition) s'appliquent à la violation d'une condition d'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (2)p comme s'il s'agissait de la violation d'une condition d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 105(1), la liberté au titre de l'ordonnance différée de placement et de surveillance étant assimilée à la liberté sous condition.

Programme intensif de réadaptation

(7) Le tribunal pour adolescents ne peut rendre l'ordonnance visée à l'alinéa (2)r que si les conditions suivantes sont réunies :

- a)** l'adolescent a été déclaré coupable :
 - (i)** soit d'une infraction grave avec violence,
 - (ii)** soit d'une infraction, commise par un adolescent et au cours de la perpétration de laquelle celui-ci cause des lésions corporelles graves ou tente d'en causer, pour laquelle un adulte serait passible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans, dans le cas où l'adolescent a déjà été déclaré coupable, au moins deux fois, d'une telle infraction;
- b)** il souffre d'une maladie ou de troubles d'ordre mental, d'un dérèglement d'ordre psychologique ou de troubles émotionnels;
- c)** un projet de traitement et d'étroite surveillance a été élaboré pour répondre à ses besoins et il existe des

- (c) a plan of treatment and intensive supervision has been developed for the young person, and there are reasonable grounds to believe that the plan might reduce the risk of the young person repeating the offence or committing a serious violent offence; and
- (d) the provincial director has determined that an intensive rehabilitative custody and supervision program is available and that the young person's participation in the program is appropriate.

Safeguard of rights

(8) Nothing in this section abrogates or derogates from the rights of a young person regarding consent to physical or mental health treatment or care.

(9) and (10) [Repealed, 2012, c. 1, s. 174]

Inconsistency

(11) An order may not be made under paragraphs (2)(k) to (m) in respect of an offence for which a conditional discharge has been granted under paragraph (2)(c).

Coming into force of youth sentence

(12) A youth sentence or any part of it comes into force on the date on which it is imposed or on any later date that the youth justice court specifies.

Consecutive youth sentences

(13) Subject to subsections (15) and (16), a youth justice court that sentences a young person may direct that a sentence imposed on the young person under paragraph (2)(n), (o), (q) or (r) be served consecutively if the young person

- (a) is sentenced while under sentence for an offence under any of those paragraphs; or
- (b) is found guilty of more than one offence under any of those paragraphs.

Duration of youth sentence for a single offence

(14) No youth sentence, other than an order made under paragraph (2)(j), (n), (o), (q) or (r), shall continue in force for more than two years. If the youth sentence comprises more than one sanction imposed at the same time in respect of the same offence, the combined duration of the sanctions shall not exceed two years, unless the sentence includes a sanction under paragraph (2)(j), (n), (o), (q) or (r) that exceeds two years.

motifs raisonnables de croire que la mise en œuvre de ce projet pourrait permettre de réduire les risques qu'il commette une infraction grave avec violence;

(d) le directeur provincial conclut qu'un tel projet est disponible et que la participation de l'adolescent au projet est indiquée.

Maintien des droits

(8) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits de l'adolescent en matière de consentement à la prestation de soins de santé physique ou mentale.

(9) et (10) [Abrogés, 2012, ch. 1, art. 174]

Incompatibilité

(11) L'adolescent ne peut faire l'objet, pour la même infraction, à la fois de l'ordonnance visée aux alinéas (2)k) à m) et de l'ordonnance d'absolution sous conditions visée à l'alinéa (2)c).

Application de la peine

(12) La peine spécifique, ou toute partie de celle-ci, est exécutoire à compter de la date de son prononcé ou de la date ultérieure fixée par le tribunal.

Peines consécutives

(13) Sous réserve des paragraphes (15) et (16), le tribunal pour adolescents peut ordonner que soient purgées consécutivement les peines qu'il impose à l'adolescent en application des alinéas (2)n), o), q) ou r) lorsque celui-ci, selon le cas :

- a) est, au moment du prononcé de la peine, assujetti à une peine imposée en application de l'un de ces alinéas;
- b) est déclaré coupable de plus d'une infraction prévue à l'un de ces alinéas.

Durée de la peine

(14) En dehors des cas d'application des alinéas (2)j), n), o), q) et r), aucune peine spécifique imposée dans le cadre du présent article ne peut rester en vigueur plus de deux ans. Si le tribunal en impose une qui comporte plusieurs sanctions pour la même infraction, leur durée totale ne doit pas dépasser deux ans, sauf si l'une des sanctions est elle-même une sanction prévue à l'un de ces alinéas et excède deux ans.

Duration of youth sentence for different offences

(15) Subject to subsection (16), if more than one youth sentence is imposed under this section in respect of a young person with respect to different offences, the continuous combined duration of those youth sentences shall not exceed three years, except if one of the offences is first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, in which case the continuous combined duration of those youth sentences shall not exceed ten years in the case of first degree murder, or seven years in the case of second degree murder.

Duration of youth sentences made at different times

(16) If a youth sentence is imposed in respect of an offence committed by a young person after the commencement of, but before the completion of, any youth sentences imposed on the young person,

(a) the duration of the sentence imposed in respect of the subsequent offence shall be determined in accordance with subsections (14) and (15);

(b) the sentence may be served consecutively to the sentences imposed in respect of the previous offences; and

(c) the combined duration of all the sentences may exceed three years and, if the offence is, or one of the previous offences was,

(i) first degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, the continuous combined duration of the youth sentences may exceed ten years, or

(ii) second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*, the continuous combined duration of the youth sentences may exceed seven years.

Sentence continues when adult

(17) Subject to sections 89, 92 and 93 (provisions related to placement in adult facilities) of this Act and section 743.5 (transfer of jurisdiction) of the *Criminal Code*, a youth sentence imposed on a young person continues in effect in accordance with its terms after the young person becomes an adult.

2002, c. 1, s. 42; 2012, c. 1, s. 174; 2019, c. 25, s. 373.

Additional youth sentences

43 Subject to subsection 42(15) (duration of youth sentences), if a young person who is subject to a custodial sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) that has not expired receives an additional youth

Durée totale des peines

(15) Sous réserve du paragraphe (16), lorsque plusieurs peines spécifiques sont imposées dans le cadre du présent article à l'endroit d'un adolescent pour des infractions différentes, leur durée totale continue ne doit pas dépasser trois ans, sauf dans le cas où l'une de ces infractions est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, auquel cas leur durée totale continue ne peut être supérieure, dans le cas d'un meurtre au premier degré, à dix ans et, dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à sept ans.

Durée de peines prononcées à des dates différentes

(16) Les règles ci-après s'appliquent dans le cas où une peine spécifique est imposée au titre du présent article relativement à une infraction commise par l'adolescent pendant la durée d'application de peines spécifiques :

a) la durée de la peine est déterminée en conformité avec les paragraphes (14) et (15);

b) les effets qu'elle comporte peuvent s'ajouter à ceux des peines antérieures;

c) la durée totale d'application des peines peut être supérieure à trois ans et, dans le cas où cette nouvelle infraction ou l'une des infractions antérieures est le meurtre au premier degré ou le meurtre au deuxième degré au sens de l'article 231 du *Code criminel*, leur durée totale continue peut être supérieure, dans le cas d'un meurtre au premier degré, à dix ans et, dans le cas d'un meurtre au deuxième degré, à sept ans.

Durée d'application des peines spécifiques

(17) Sous réserve des articles 89, 92 et 93 (dispositions relatives au placement en établissement pour adultes) de la présente loi et de l'article 743.5 (transfert de compétence) du *Code criminel*, toute peine spécifique prononcée à l'endroit d'un adolescent continue à produire ses effets après qu'il a atteint l'âge adulte.

2002, ch. 1, art. 42; 2012, ch. 1, art. 174; 2019, ch. 25, art. 373.

Présomption en cas de peine supplémentaire

43 Sous réserve du paragraphe 42(15) (durée des peines spécifiques), l'adolescent assujetti à une peine comportant le placement sous garde imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) et à qui une peine

sentence under one of those paragraphs, the young person is, for the purposes of the *Corrections and Conditional Release Act*, the *Criminal Code*, the *Prisons and Reformatories Act* and this Act, deemed to have been sentenced to one youth sentence commencing at the beginning of the first of those youth sentences to be served and ending on the expiry of the last of them to be served.

Custodial portion if additional youth sentence

44 Subject to subsection 42(15) (duration of youth sentences) and section 46 (exception when youth sentence in respect of earlier offence), if an additional youth sentence under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) is imposed on a young person on whom a youth sentence had already been imposed under one of those paragraphs that has not expired and the expiry date of the youth sentence that includes the additional youth sentence, as determined in accordance with section 43, is later than the expiry date of the youth sentence that the young person was serving before the additional youth sentence was imposed, the custodial portion of the young person's youth sentence is, from the date the additional sentence is imposed, the total of

(a) the unexpired portion of the custodial portion of the youth sentence before the additional youth sentence was imposed, and

(b) the relevant period set out in subparagraph (i), (ii) or (iii):

(i) if the additional youth sentence is imposed under paragraph 42(2)(n), the period that is two thirds of the period that constitutes the difference between the expiry of the youth sentence as determined in accordance with section 43 and the expiry of the youth sentence that the young person was serving before the additional youth sentence was imposed,

(ii) if the additional youth sentence is a concurrent youth sentence imposed under paragraph 42(2)(o), (q) or (r), the custodial portion of the youth sentence imposed under that paragraph that extends beyond the expiry date of the custodial portion of the sentence being served before the imposition of the additional sentence, or

(iii) if the additional youth sentence is a consecutive youth sentence imposed under paragraph 42(2)(o), (q) or (r), the custodial portion of the additional youth sentence imposed under that paragraph.

supplémentaire est imposée en application de l'un de ces alinéas est, pour l'application du *Code criminel*, de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction*, de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et de la présente loi, réputé n'avoir été condamné qu'à une seule peine commençant le jour du début de l'exécution de la première et se terminant à l'expiration de la dernière.

Période de garde en cas de peine spécifique supplémentaire

44 Sous réserve du paragraphe 42(15) (durée des peines spécifiques) et de l'article 46 (peines visant des infractions antérieures), dans le cas où une peine supplémentaire est imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) à un adolescent déjà assujetti à une peine imposée en application de l'un de ces alinéas et que la date d'expiration de la peine déterminée conformément à l'article 43 est postérieure à celle de la peine qu'il purgeait au moment de l'imposition de la peine supplémentaire, la période de garde correspond, à compter de la date d'imposition de la peine supplémentaire, à la somme des périodes suivantes :

a) la partie de la période de garde qu'il lui restait à purger au moment de l'imposition de la peine supplémentaire;

b) l'une des périodes suivantes, selon le cas :

(i) si la peine supplémentaire est imposée en application de l'alinéa 42(2)n), la période qui correspond aux deux tiers de l'intervalle entre la date d'expiration de la peine déterminée conformément à l'article 43 et celle de la peine qu'il purgeait au moment de l'imposition de la peine supplémentaire,

(ii) si la peine supplémentaire est une peine imposée en application des alinéas 42(2)o), q) ou r) à purger concurremment avec l'autre, la période de garde imposée en application d'un de ces alinéas à purger après la date d'expiration de la période de garde de la peine qu'il purgeait au moment de l'imposition de la peine supplémentaire,

(iii) si la peine supplémentaire est une peine imposée en application des alinéas 42(2)o), q) ou r) à purger à la suite de l'autre, la période de garde de la peine supplémentaire imposée en application de ces alinéas.

Supervision when additional youth sentence extends the period in custody

45 (1) If a young person has begun to serve a portion of a youth sentence in the community subject to conditions under paragraph 42(2)(n) or under conditional supervision under paragraph 42(2)(o), (q) or (r) at the time an additional youth sentence is imposed under one of those paragraphs, and, as a result of the application of section 44, the custodial portion of the young person's youth sentence ends on a day that is later than the day on which the young person received the additional youth sentence, the serving of a portion of the youth sentence under supervision in the community subject to conditions or under conditional supervision shall become inoperative and the young person shall be committed to custody under paragraph 102(1)(b) or 106(b) until the end of the extended portion of the youth sentence to be served in custody.

Supervision when additional youth sentence does not extend the period in custody

(2) If a youth sentence has been imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) on a young person who is under supervision in the community subject to conditions under paragraph 42(2)(n) or under conditional supervision under paragraph 42(2)(o), (q) or (r), and the additional youth sentence would not modify the expiry date of the youth sentence that the young person was serving at the time the additional youth sentence was imposed, the young person may be remanded to the youth custody facility that the provincial director considers appropriate. The provincial director shall review the case and, no later than forty-eight hours after the remand of the young person, shall either refer the case to the youth justice court for a review under section 103 or 109 or release the young person to continue the supervision in the community or the conditional supervision.

Supervision when youth sentence additional to supervision

(3) If a youth sentence has been imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) on a young person who is under conditional supervision under paragraph 94(19)(b) or subsection 96(5), the young person shall be remanded to the youth custody facility that the provincial director considers appropriate. The provincial director shall review the case and, no later than forty-eight hours after the remand of the young person, shall either refer the case to the youth justice court for a review under section 103 or 109 or release the young person to continue the conditional supervision.

Période de garde prolongée en raison d'une peine supplémentaire

45 (1) Dans le cas où l'adolescent a, au moment où une peine supplémentaire lui est imposée en application des alinéas 42(2)n, o), q) ou r), commencé à purger sa peine au sein de la collectivité sous surveillance en application de l'alinéa 42(2)n ou en liberté sous condition en application des alinéas 42(2)o, q) ou r) et que, par application de l'article 44, la date d'expiration de la période de garde est postérieure à la date d'imposition de la peine supplémentaire, la mise sous surveillance au sein de la collectivité ou la mise en liberté sous condition devient inefficace et l'adolescent doit être placé sous garde en application des alinéas 102(1)b) ou 106b) jusqu'à la fin de la période de garde ainsi prolongée.

Période de garde non prolongée en raison d'une peine supplémentaire

(2) Dans le cas où l'adolescent a, au moment où une peine supplémentaire lui est imposée en application des alinéas 42(2)n, o), q) ou r), commencé à purger sa peine au sein de la collectivité sous surveillance en application de l'alinéa 42(2)n ou en liberté sous condition en application des alinéas 42(2)o, q) ou r) et que la peine supplémentaire ne modifie pas la date d'expiration de la peine qu'il purge au moment de l'imposition de la peine supplémentaire, il peut être placé dans un lieu de garde que le directeur provincial estime indiqué. Ce dernier réexamine le cas et, dans les quarante-huit heures qui suivent la mise sous garde de l'adolescent, ordonne soit le renvoi de l'affaire devant le tribunal pour adolescents pour examen au titre des articles 103 ou 109, soit la libération de l'adolescent afin qu'il puisse continuer de purger sa peine au sein de la collectivité.

Peine imposée pendant la libération sous condition

(3) L'adolescent qui a, au moment où une peine supplémentaire lui est imposée en application des alinéas 42(2)n, o), q) ou r), commencé à purger sa peine au sein de la collectivité en liberté sous condition en application de l'alinéa 94(19)b) ou du paragraphe 96(5), doit être placé dans un lieu de garde que le directeur provincial estime indiqué. Ce dernier réexamine le cas et, dans les quarante-huit heures qui suivent la mise sous garde de l'adolescent, ordonne soit le renvoi de l'affaire devant le tribunal pour adolescents pour examen au titre des articles 103 ou 109, soit la libération de l'adolescent afin qu'il puisse continuer de purger sa peine au sein de la collectivité.

Exception when youth sentence in respect of earlier offence

46 The total of the custodial portions of a young person's youth sentences shall not exceed six years calculated from the beginning of the youth sentence that is determined in accordance with section 43 if

- (a)** a youth sentence is imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) on the young person already serving a youth sentence under one of those paragraphs; and
- (b)** the later youth sentence imposed is in respect of an offence committed before the commencement of the earlier youth sentence.

Committal to custody deemed continuous

47 (1) Subject to subsections (2) and (3), a young person who is sentenced under paragraph 42(2)(n) is deemed to be committed to continuous custody for the custodial portion of the sentence.

Intermittent custody

(2) If the sentence does not exceed ninety days, the youth justice court may order that the custodial portion of the sentence be served intermittently if it is consistent with the purpose and principles set out in section 38.

Availability of place of intermittent custody

(3) Before making an order of committal to intermittent custody, the youth justice court shall require the prosecutor to make available to the court for its consideration a report of the provincial director as to the availability of a youth custody facility in which an order of intermittent custody can be enforced and, if the report discloses that no such youth custody facility is available, the court shall not make the order.

Reasons for the sentence

48 When a youth justice court imposes a youth sentence, it shall state its reasons for the sentence in the record of the case and shall, on request, give or cause to be given a copy of the sentence and the reasons for the sentence to

- (a)** the young person, the young person's counsel, a parent of the young person, the provincial director and the prosecutor; and
- (b)** in the case of a committal to custody under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), the review board.

Peines visant des infractions commises antérieurement

46 Dans le cas où une peine supplémentaire est imposée en application des alinéas 42(2)n, o), q) ou r) à un adolescent déjà assujetti à une peine imposée en vertu de l'un de ces alinéas, relativement à une infraction commise avant le début de l'exécution de la première peine imposée, la durée totale des périodes de garde à purger ne doit pas dépasser six ans à compter du premier jour de l'exécution de la peine déterminée conformément à l'article 43.

Garde réputée continue

47 (1) L'adolescent à qui est imposée la peine prévue à l'alinéa 42(2)n) est, sous réserve des paragraphes (2) et (3), réputé placé sous garde de façon continue pour la période de garde de la peine.

Placement sous garde discontinue

(2) Dans le cas d'une peine d'au plus quatre-vingt-dix jours, le tribunal pour adolescents peut, s'il estime que cela est compatible avec les principes et objectif énoncés à l'article 38, ordonner le placement sous garde discontinue de l'adolescent.

Disponibilité d'un lieu de garde discontinue

(3) Avant de rendre une ordonnance de placement sous garde discontinue, le tribunal pour adolescents demande au poursuivant de lui remettre un rapport du directeur provincial sur la disponibilité d'un lieu de garde indiqué. Si le rapport conclut à la non-disponibilité d'un tel lieu, le tribunal ne prononce pas l'ordonnance.

Motifs

48 Le tribunal pour adolescents qui prononce une peine spécifique en consigne les motifs au dossier de l'instance et, sur demande, fournit ou fait fournir une copie des motifs et du prononcé de la peine à l'adolescent, à son avocat, à ses père ou mère, au directeur provincial, au poursuivant et, s'il s'agit d'une peine comportant la garde conformément aux alinéas 42(2)n, o), q) ou r), à la commission d'examen.

Warrant of committal

49 (1) When a young person is committed to custody, the youth justice court shall issue or cause to be issued a warrant of committal.

Custody during transfer

(2) A young person who is committed to custody may, in the course of being transferred from custody to the court or from the court to custody, be held under the supervision and control of a peace officer or in any place of temporary detention referred to in subsection 30(1) that the provincial director may specify.

Subsection 30(3) applies

(3) Subsection 30(3) (detention separate from adults) applies, with any modifications that the circumstances require, in respect of a person held in a place of temporary detention under subsection (2).

Application of Part XXIII of *Criminal Code*

50 (1) Subject to section 74 (application of *Criminal Code* to adult sentences), Part XXIII (sentencing) of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for paragraph 718.2(e) (sentencing principle for aboriginal offenders), sections 722 (victim impact statements), 722.1 (copy of statement) and 722.2 (inquiry by court), subsection 730(2) (court process continues in force) and sections 748 (pardons and remissions), 748.1 (remission by the Governor in Council) and 749 (royal prerogative) of that Act, which provisions apply with any modifications that the circumstances require.

Section 787 of *Criminal Code* does not apply

(2) Section 787 (general penalty) of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act.

Mandatory prohibition order

51 (1) Despite section 42 (youth sentences), when a young person is found guilty of an offence referred to in any of paragraphs 109(1)(a) to (d) of the *Criminal Code*, the youth justice court shall, in addition to imposing a sentence under section 42 (youth sentences), make an order prohibiting the young person from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance during the period specified in the order as determined in accordance with subsection (2).

Mandat de dépôt

49 (1) Lorsqu'un adolescent est placé sous garde, le tribunal pour adolescents délivre ou fait délivrer un mandat de dépôt.

Mise sous garde pendant le transfèrement

(2) L'adolescent placé sous garde peut, pendant qu'il est transféré du lieu de garde au tribunal ou qu'il est ramené du tribunal à ce lieu, être placé sous la surveillance d'un agent de la paix ou en un lieu de détention provisoire visé au paragraphe 30(1) selon les directives du directeur provincial.

Application du paragraphe 30(3)

(3) Le paragraphe 30(3) (détention à l'écart des adultes) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la personne placée en un lieu de détention provisoire en application du paragraphe (2).

Application de la partie XXIII du *Code criminel*

50 (1) Sous réserve de l'article 74 (application du *Code criminel* aux peines applicables aux adultes), la partie XXIII (détermination de la peine) du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, l'alinéa 718.2e) (principe de détermination de la peine des délinquants autochtones), les articles 722 (déclaration de la victime), 722.1 (copie de la déclaration) et 722.2 (enquête par le tribunal), le paragraphe 730(2) (maintien en vigueur de la sommation) et les articles 748 (pardons et remises), 748.1 (remise par le gouverneur en conseil) et 749 (prérogative royale) de cette loi s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Non-application de l'art. 787 du *Code criminel*

(2) L'article 787 (peine générale) du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi.

Ordonnance d'interdiction obligatoire

51 (1) Par dérogation à l'article 42 (peines spécifiques), dans le cas où il déclare l'adolescent coupable d'une infraction prévue à l'un des alinéas 109(1)a) à d) du *Code criminel*, le tribunal pour adolescents doit, en plus de toute autre peine qu'il prononce en vertu de l'article 42 (peines spécifiques), rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives pour la période fixée en application du paragraphe (2).

Duration of prohibition order

(2) An order made under subsection (1) begins on the day on which the order is made and ends not earlier than two years after the young person has completed the custodial portion of the sentence or, if the young person is not subject to custody, after the time the young person is found guilty of the offence.

Discretionary prohibition order

(3) Despite section 42 (youth sentences), where a young person is found guilty of an offence referred to in paragraph 110(1)(a) or (b) of the *Criminal Code*, the youth justice court shall, in addition to imposing a sentence under section 42 (youth sentences), consider whether it is desirable, in the interests of the safety of the young person or of any other person, to make an order prohibiting the young person from possessing any firearm, crossbow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all such things, and where the court decides that it is so desirable, the court shall so order.

Duration of prohibition order

(4) An order made under subsection (3) against a young person begins on the day on which the order is made and ends not later than two years after the young person has completed the custodial portion of the sentence or, if the young person is not subject to custody, after the time the young person is found guilty of the offence.

Reasons for the prohibition order

(5) When a youth justice court makes an order under this section, it shall state its reasons for making the order in the record of the case and shall give or cause to be given a copy of the order and, on request, a transcript or copy of the reasons to the young person against whom the order was made, the counsel and a parent of the young person and the provincial director.

Reasons

(6) When the youth justice court does not make an order under subsection (3), or when the youth justice court does make such an order but does not prohibit the possession of everything referred to in that subsection, the youth justice court shall include in the record a statement of the youth justice court's reasons.

Application of *Criminal Code*

(7) Sections 113 to 117 (firearm prohibition orders) of the *Criminal Code* apply in respect of any order made under this section.

Durée de l'ordonnance d'interdiction

(2) La période d'interdiction commence à la date de l'ordonnance et se termine au plus tôt deux ans après la fin de la période de garde de l'adolescent ou, s'il n'est pas placé sous garde, après sa déclaration de culpabilité.

Ordonnance d'interdiction discrétionnaire

(3) Par dérogation à l'article 42 (peines spécifiques), dans le cas où il déclare l'adolescent coupable d'une infraction prévue aux alinéas 110(1)a ou b) du *Code criminel*, le tribunal pour adolescents doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable pour la sécurité de l'adolescent ou pour celle d'autrui de le faire, en plus de toute peine qu'il prononce en vertu de l'article 42 (peines spécifiques), rendre une ordonnance lui interdisant d'avoir en sa possession des armes à feu, arbalètes, armes prohibées, armes à autorisation restreinte, dispositifs prohibés, munitions, munitions prohibées et substances explosives, ou l'un ou plusieurs de ces objets.

Durée de l'ordonnance

(4) Le cas échéant, la période d'interdiction — commençant sur-le-champ — expire au plus tard deux ans après la fin de la période de garde de l'adolescent ou, s'il n'est pas placé sous garde ni susceptible de l'être, après sa déclaration de culpabilité.

Motifs de l'ordonnance d'interdiction

(5) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du présent article, le tribunal pour adolescents est tenu de donner ses motifs, qui sont consignés au dossier de l'instance. Il doit aussi fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance et sur demande, une transcription ou copie des motifs à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père ou mère et au directeur provincial.

Motifs

(6) S'il ne rend pas l'ordonnance prévue au paragraphe (3) ou s'il en rend une dont l'interdiction ne vise pas tous les objets visés à ce paragraphe, le tribunal pour adolescents est tenu de donner ses motifs, qui sont consignés au dossier de l'instance.

Application du *Code criminel*

(7) Les articles 113 à 117 (ordonnances d'interdiction relatives aux armes à feu) du *Code criminel* s'appliquent à l'ordonnance rendue en application du présent article.

Report

(8) Before making an order referred to in section 113 (lifting firearms order) of the *Criminal Code* in respect of a young person, the youth justice court may require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a report on the young person.

Review of order made under section 51

52 (1) A youth justice court may, on application, review an order made under section 51 at any time after the end of the period set out in subsection 119(2) (period of access to records) that applies to the record of the offence that resulted in the order being made.

Grounds

(2) In conducting a review under this section, the youth justice court shall take into account

- (a)** the nature and circumstances of the offence in respect of which the order was made; and
- (b)** the safety of the young person and of other persons.

Decision of review

(3) When a youth justice court conducts a review under this section, it may, after giving the young person, a parent of the young person, the Attorney General and the provincial director an opportunity to be heard,

- (a)** confirm the order;
- (b)** revoke the order; or
- (c)** vary the order as it considers appropriate in the circumstances of the case.

New order not to be more onerous

(4) No variation of an order made under paragraph (3)(c) may be more onerous than the order being reviewed.

Application of provisions

(5) Subsections 59(3) to (5) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a review under this section.

Funding for victims

53 (1) The lieutenant governor in council of a province may order that, in respect of any fine imposed in the province under paragraph 42(2)(d), a percentage of the

Rapport

(8) Le tribunal pour adolescents peut, avant de rendre une ordonnance visée à l'article 113 (levée de l'interdiction relative aux armes à feu) du *Code criminel* à l'égard de l'adolescent, demander au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport à son sujet.

Examen des ordonnances rendues en application de l'article 50

52 (1) Le tribunal pour adolescents peut, sur demande, procéder à l'examen de l'ordonnance rendue en application de l'article 51 après l'expiration de la période prévue au paragraphe 119(2) (période d'accès aux dossiers) qui s'applique au dossier relatif à l'infraction à l'origine de l'ordonnance.

Critères

(2) Il procède à l'examen en tenant compte :

- a)** de la nature de l'infraction à l'origine de l'ordonnance et des circonstances de sa perpétration;
- b)** de la sécurité de toute personne.

Décision

(3) Lorsqu'il effectue dans le cadre du présent article l'examen d'une ordonnance, le tribunal peut, après avoir donné l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, à ses père ou mère, au procureur général et au directeur provincial, prendre l'une des mesures suivantes :

- a)** confirmer l'ordonnance;
- b)** la révoquer;
- c)** la modifier, compte tenu des circonstances de l'espèce.

Interdiction d'une nouvelle ordonnance plus sévère

(4) L'ordonnance modifiée en vertu de l'alinéa (3)c) ne peut être plus sévère que celle ayant fait l'objet de l'examen.

Application

(5) Les paragraphes 59(3) à (5) s'appliquent à l'examen prévu au présent article, avec les adaptations nécessaires.

Affectation partielle de l'amende

53 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut ordonner que, dans le cas où le tribunal pour adolescents impose une amende dans la province en

fine as fixed by the lieutenant governor in council be used to provide such assistance to victims of offences as the lieutenant governor in council may direct from time to time.

Victim fine surcharge

(2) If the lieutenant governor in council of a province has not made an order under subsection (1), a youth justice court that imposes a fine on a young person under paragraph 42(2)(d) may, in addition to any other punishment imposed on the young person, order the young person to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding fifteen per cent of the fine. The surcharge shall be used to provide such assistance to victims of offences as the lieutenant governor in council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.

Where a fine or other payment is ordered

54 (1) The youth justice court shall, in imposing a fine under paragraph 42(2)(d) or in making an order under paragraph 42(2)(e) or (g), have regard to the present and future means of the young person to pay.

Discharge of fine or surcharge

(2) A young person on whom a fine is imposed under paragraph 42(2)(d), including any percentage of a fine imposed under subsection 53(1), or on whom a victim fine surcharge is imposed under subsection 53(2), may discharge the fine or surcharge in whole or in part by earning credits for work performed in a program established for that purpose

(a) by the lieutenant governor in council of the province in which the fine or surcharge was imposed; or

(b) by the lieutenant governor in council of the province in which the young person resides, if an appropriate agreement is in effect between the government of that province and the government of the province in which the fine or surcharge was imposed.

Rates, crediting and other matters

(3) A program referred to in subsection (2) shall determine the rate at which credits are earned and may provide for the manner of crediting any amounts earned against the fine or surcharge and any other matters necessary for or incidental to carrying out the program.

vertu de l'alinéa 42(2)d), un pourcentage de celle-ci fixé par lui soit affecté à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec ses instructions.

Suramende compensatoire

(2) Dans le cas où le lieutenant-gouverneur en conseil n'a rien prescrit au titre du paragraphe (1), le tribunal pour adolescents peut ordonner que l'adolescent à qui il impose une amende en vertu de l'alinéa 42(2)d verse, en plus de toute autre sanction qui lui est imposée, une suramende compensatoire d'au plus quinze pour cent de l'amende. La suramende compensatoire est affectée à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elle est imposée.

Amende ou autre peine pécuniaire

54 (1) Le tribunal pour adolescents, lorsqu'il impose une amende en vertu de l'alinéa 42(2)d ou rend une ordonnance visée aux alinéas 42(2)e ou g), doit tenir compte des ressources pécuniaires, actuelles ou futures, de l'adolescent.

Programme de crédits

(2) L'adolescent à qui une amende — y compris le pourcentage de celle-ci fixé en vertu du paragraphe 53(1) — est imposée en vertu de l'alinéa 42(2)d ou à qui une suramende compensatoire est imposée en vertu du paragraphe 53(2) peut s'en acquitter, en totalité ou en partie, en accumulant des crédits pour le travail effectué dans le cadre d'un programme établi à cette fin :

a) soit par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où l'amende ou la suramende a été imposée;

b) soit par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où l'adolescent réside, s'il existe un accord en vigueur à cet effet entre le gouvernement de cette province et celui de la province où l'amende ou la suramende a été imposée.

Taux, imputation, etc.

(3) Le programme visé au paragraphe (2) doit fixer le taux auquel les crédits sont accumulés et peut prévoir la façon dont les sommes gagnées sont affectées au paiement de l'amende ou de la suramende ainsi que toute autre mesure nécessaire ou accessoire à la réalisation du programme.

Representations respecting orders under paragraphs 42(2)(e) to (h)

(4) In considering whether to make an order under any of paragraphs 42(2)(e) to (h), the youth justice court may consider any representations made by the person who would be compensated or to whom restitution or payment would be made.

Notice of orders under paragraphs 42(2)(e) to (h)

(5) If the youth justice court makes an order under any of paragraphs 42(2)(e) to (h), it shall cause notice of the terms of the order to be given to the person who is to be compensated or to whom restitution or payment is to be made.

Consent of person to be compensated

(6) No order may be made under paragraph 42(2)(h) unless the youth justice court has secured the consent of the person to be compensated.

Orders under paragraph 42(2)(h), (i) or (m)

(7) No order may be made under paragraph 42(2)(h), (i) or (m) unless the youth justice court is satisfied that

- (a)** the young person against whom the order is made is a suitable candidate for such an order; and
- (b)** the order does not interfere with the normal hours of work or education of the young person.

Duration of order for service

(8) No order may be made under paragraph 42(2)(h) or (i) to perform personal or community services unless those services can be completed in two hundred and forty hours or less and within twelve months after the date of the order.

Community service order

(9) No order may be made under paragraph 42(2)(i) unless

- (a)** the community service to be performed is part of a program that is approved by the provincial director; or
- (b)** the youth justice court is satisfied that the person or organization for whom the community service is to be performed has agreed to its performance.

Application for further time to complete youth sentence

(10) A youth justice court may, on application by or on behalf of the young person in respect of whom a youth

Observations concernant les ordonnances rendues dans le cadre des al. 42(2)e à h)

(4) Lorsqu'il examine s'il y a lieu de rendre une ordonnance dans le cadre des alinéas 42(2)e à h), le tribunal pour adolescents peut tenir compte des observations qui lui ont été présentées par la personne à indemniser éventuellement ou celle à qui une somme est éventuellement à verser ou une restitution à faire.

Avis des ordonnances rendues dans le cadre des al. 42(2)e à h)

(5) Le tribunal pour adolescents fait donner avis des dispositions de l'ordonnance qu'il rend dans le cadre des alinéas 42(2)e à h) à la personne à indemniser ou à celle à qui une somme est à verser ou une restitution à faire.

Consentement de la personne à indemniser

(6) Le tribunal pour adolescents ne peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 42(2)h) que s'il a obtenu le consentement de la personne à indemniser.

Ordonnances visées aux alinéas 42(2)h), i) et m)

(7) Le tribunal pour adolescents ne peut rendre une ordonnance en vertu des alinéas 42(2)h), i) ou m) que s'il est convaincu que :

- a)** la mesure prise convient à l'adolescent;
- b)** l'ordonnance ne perturbe pas les heures normales de travail ou de classe de l'adolescent.

Durée de validité de l'ordonnance

(8) L'ordonnance rendue dans le cadre des alinéas 42(2)h) ou i) ne peut imposer des services que dans la mesure où ils sont réalisables en deux cent quarante heures et dans les douze mois qui suivent la date de l'ordonnance.

Ordonnance de travail bénévole

(9) Le tribunal pour adolescents ne peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 42(2)i) à moins, selon le cas :

- a)** que le travail bénévole à exécuter ne fasse partie d'un programme approuvé par le directeur provincial;
- b)** d'être convaincu que la personne ou l'organisme au profit duquel le travail bénévole doit être exécuté a donné son accord.

Prolongation du délai pour purger une peine

(10) Le tribunal pour adolescents peut, relativement à une peine spécifique prononcée en application des

sentence has been imposed under any of paragraphs 42(2)(d) to (i), allow further time for the completion of the sentence subject to any regulations made under paragraph 155(b) and to any rules made by the youth justice court under subsection 17(1).

Condition that must appear in orders

55 (1) The youth justice court shall prescribe, as a condition of an order made under paragraph 42(2)(k) or (l), that the young person appear before the youth justice court when required by the court to do so.

Conditions that may appear in orders

(2) A youth justice court may, in accordance with paragraph 38(2)(e.1), prescribe as conditions of an order made under paragraph 42(2)(k) or (l) that a young person do one or more of the following:

(a) report to and be supervised by the provincial director or a person designated by the youth justice court;

(b) notify the clerk of the youth justice court, the provincial director or the youth worker assigned to the case of any change of address or any change in the young person's place of employment, education or training;

(c) remain within the territorial jurisdiction of one or more courts named in the order;

(d) make reasonable efforts to obtain and maintain suitable employment;

(e) attend school or any other place of learning, training or recreation that is appropriate, if the youth justice court is satisfied that a suitable program for the young person is available there;

(f) reside with a parent, or any other adult that the youth justice court considers appropriate, who is willing to provide for the care and maintenance of the young person;

(g) reside at a place that the provincial director may specify;

(h) comply with any other conditions set out in the order that the youth justice court considers appropriate; and

(i) not own, possess or have the control of any weapon, ammunition, prohibited ammunition, prohibited device or explosive substance, except as authorized by the order.

2002, c. 1, s. 55; 2019, c. 25, s. 374.

alinéas 42(2)d) à i) concernant l'adolescent, sur demande faite par l'adolescent ou en son nom, prolonger le délai pour purger cette peine, sous réserve des règlements pris en application de l'alinéa 155b) et des règles établies en application du paragraphe 17(1).

Condition obligatoire des ordonnances

55 (1) Le tribunal pour adolescents assortit l'ordonnance rendue en vertu des alinéas 42(2)k) ou l) d'une condition intimant à l'adolescent de répondre aux convocations du tribunal.

Conditions facultatives des ordonnances

(2) Le tribunal pour adolescents peut, conformément à l'alinéa 38(2)e.1), assortir l'ordonnance rendue en vertu des alinéas 42(2)k) ou l) de l'une ou plusieurs des conditions suivantes, intimant à l'adolescent :

a) de se présenter au directeur provincial ou à la personne désignée par le tribunal pour adolescents et de se soumettre à sa surveillance;

b) d'aviser le greffier du tribunal pour adolescents, le directeur provincial ou le délégué à la jeunesse responsable de son cas de tout changement soit d'adresse soit de lieu de travail, de scolarité ou de formation;

c) de rester dans le ressort du tribunal ou des tribunaux mentionnés dans l'ordonnance;

d) de faire les efforts voulus en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;

e) de fréquenter l'école ou tout établissement d'enseignement, de formation ou de loisirs approprié, si le tribunal estime qu'il y existe, pour l'adolescent, un programme convenable;

f) de résider chez l'un de ses père ou mère ou chez un autre adulte, que le tribunal juge idoine, prêt à assurer son entretien;

g) de résider à l'endroit fixé par le directeur provincial;

h) d'observer les autres conditions qu'il considère comme indiquées;

i) l'interdiction d'être en possession d'une arme, d'un dispositif prohibé, de munitions, de munitions prohibées ou de substances explosives, ou d'en avoir le contrôle ou la propriété, sauf en conformité avec l'ordonnance.

2002, ch. 1, art. 55; 2019, ch. 25, art. 374.

Communication of order

56 (1) A youth justice court that makes an order under paragraph 42(2)(k) or (l) shall

- (a) cause the order to be read by or to the young person bound by it;
- (b) explain or cause to be explained to the young person the purpose and effect of the order, and confirm that the young person understands it; and
- (c) cause a copy of the order to be given to the young person, and to any parent of the young person who is in attendance at the sentencing hearing.

Copy of order to parent

(2) A youth justice court that makes an order under paragraph 42(2)(k) or (l) may cause a copy to be given to a parent of the young person who is not in attendance at the proceedings if the parent is, in the opinion of the court, taking an active interest in the proceedings.

Endorsement of order by young person

(3) After the order has been read and explained under subsection (1), the young person shall endorse on the order an acknowledgement that the young person has received a copy of the order and had its purpose and effect explained.

Validity of order

(4) The failure of a young person to endorse the order or of a parent to receive a copy of the order does not affect the validity of the order.

Commencement of order

(5) An order made under paragraph 42(2)(k) or (l) comes into force

- (a) on the date on which it is made; or
- (b) if a young person receives a sentence that includes a period of continuous custody and supervision, at the end of the period of supervision.

Effect of order in case of custody

(6) If a young person is subject to a sentence that includes both a period of continuous custody and supervision and an order made under paragraph 42(2)(k) or (l), and the court orders under subsection 42(12) a delay in

Communication de l'ordonnance à l'adolescent et au père ou à la mère

56 (1) Le tribunal pour adolescents qui rend l'ordonnance visée aux alinéas 42(2)k ou l) :

- a) la fait lire par l'adolescent ou lui en fait donner lecture;
- b) en explique, ou en fait expliquer, le but et les effets à l'adolescent, et s'assure qu'il les a compris;
- c) en fait donner une copie à l'adolescent et à ses père ou mère s'ils assistent à l'audience.

Copie de l'ordonnance au père ou à la mère

(2) Le tribunal pour adolescents qui rend l'ordonnance visée aux alinéas 42(2)k ou l) peut en faire donner une copie au père ou à la mère de l'adolescent qui n'a pas suivi les procédures menées contre celui-ci, mais qui, de l'avis du tribunal, s'intéresse activement à ces procédures.

Assentiment de l'adolescent

(3) Après lecture et explication de l'ordonnance effectuées conformément au paragraphe (1), l'adolescent appose sa signature sur l'ordonnance, attestant qu'il en a reçu copie et que la teneur lui en a été expliquée.

Validité de l'ordonnance

(4) Le fait que l'adolescent n'appose pas sa signature sur l'ordonnance ou que son père ou sa mère n'en reçoive pas copie ne porte aucunement atteinte à la validité de l'ordonnance.

Prise d'effet de l'ordonnance

(5) L'ordonnance visée aux alinéas 42(2)k ou l) devient exécutoire, selon le cas, à compter de :

- a) sa date;
- b) la date d'expiration de la surveillance lorsque l'adolescent s'est vu imposer une peine comportant le placement sous garde de façon continue et la surveillance.

Exécution de l'ordonnance en cas de placement sous garde différé

(6) Dans le cas où l'adolescent assujetti à une ordonnance visée aux alinéas 42(2)k ou l) se voit imposer une peine comportant le placement sous garde à exécuter de façon continue et la surveillance et que le tribunal diffère

the start of the period of custody, the court may divide the period that the order made under paragraph 42(2)(k) or (l) is in effect, with the first portion to have effect from the date on which it is made until the start of the period of custody, and the remainder to take effect at the end of the period of supervision.

Notice to appear

(7) A young person may be given notice either orally or in writing to appear before the youth justice court under paragraph 55(1)(b).

Warrant in default of appearance

(8) If service of a notice in writing is proved and the young person fails to attend court in accordance with the notice, a youth justice court may issue a warrant to compel the appearance of the young person.

Transfer of youth sentence

57 (1) When a youth sentence has been imposed under any of paragraphs 42(2)(d) to (i), (k), (l) or (s) in respect of a young person and the young person or a parent with whom the young person resides is or becomes a resident of a territorial division outside the jurisdiction of the youth justice court that imposed the youth sentence, whether in the same or in another province, a youth justice court judge in the territorial division in which the youth sentence was imposed may, on the application of the Attorney General or on the application of the young person or the young person's parent, with the consent of the Attorney General, transfer to a youth justice court in another territorial division the youth sentence and any portion of the record of the case that is appropriate. All subsequent proceedings relating to the case shall then be carried out and enforced by that court.

No transfer outside province before appeal completed

(2) No youth sentence may be transferred from one province to another under this section until the time for an appeal against the youth sentence or the finding on which the youth sentence was based has expired or until all proceedings in respect of any such appeal have been completed.

Transfer to a province when person is adult

(3) When an application is made under subsection (1) to transfer the youth sentence of a young person to a province in which the young person is an adult, a youth justice court judge may, with the consent of the Attorney General, transfer the youth sentence and the record of the case to the youth justice court in the province to which the transfer is sought, and the youth justice court

le placement sous garde au titre du paragraphe 42(12), l'ordonnance rendue en vertu des alinéas 42(2)k ou l) peut être exécutée en deux temps, le premier commençant à la date de l'ordonnance et se terminant à la prise d'effet du placement et le second commençant à la date d'expiration de la période de surveillance.

Avis de comparaître

(7) L'avis de comparaître devant le tribunal pour adolescents conformément à l'alinéa 55(1)b) peut être donné oralement ou par écrit à l'adolescent.

Mandat d'arrestation visant l'adolescent

(8) Si l'adolescent à qui a été donné par écrit un avis de comparaître ne compareît pas aux date, heure et lieu indiqués dans l'avis, et s'il est prouvé qu'il a reçu signification de l'avis, le tribunal pour adolescents peut délivrer un mandat pour l'obliger à comparaître.

Changement de ressort

57 (1) Dans le cas où une peine spécifique est imposée à l'adolescent en application des alinéas 42(2)d à i) ou k), l) ou s) et que celui-ci ou l'un de ses père ou mère avec qui il réside est ou devient résident d'un district judiciaire situé hors du ressort du tribunal qui a imposé la peine — que ce soit ou non dans la même province —, un juge du tribunal pour adolescents du district judiciaire où la peine a été imposée peut, sur demande du procureur général ou sur demande de l'adolescent ou de ses père ou mère, avec le consentement du procureur général, transférer la peine et la partie pertinente du dossier de l'instance au tribunal pour adolescents du district judiciaire de la résidence; toute autre procédure relative à la cause relève dès lors de la compétence de ce tribunal.

Transfert d'une province à une autre et appel

(2) Aucun transfert ne peut, sous le régime du présent article, s'effectuer d'une province à une autre avant l'expiration du délai d'appel de la peine ou des conclusions sur lesquelles elle est fondée ou avant la fin de toutes les procédures découlant de l'appel.

Transfert à une province où la personne a le statut d'adulte

(3) Lorsqu'une demande a été présentée dans le cadre du paragraphe (1) en vue du transfert de la peine imposée à l'adolescent à une province où il a le statut d'adulte, le tribunal pour adolescents peut, avec le consentement du procureur général, transférer la peine et le dossier de l'instance au tribunal pour adolescents de la province en question. Le tribunal pour adolescents auquel l'affaire est

to which the case is transferred shall have full jurisdiction in respect of the youth sentence as if that court had imposed the youth sentence. The person shall be further dealt with in accordance with this Act.

Interprovincial arrangements

58 (1) When a youth sentence has been imposed under any of paragraphs 42(2)(k) to (r) in respect of a young person, the youth sentence in one province may be dealt with in any other province in accordance with any agreement that may have been made between those provinces.

Youth justice court retains jurisdiction

(2) Subject to subsection (3), when a youth sentence imposed in respect of a young person is dealt with under this section in a province other than that in which the youth sentence was imposed, the youth justice court of the province in which the youth sentence was imposed retains, for all purposes of this Act, exclusive jurisdiction over the young person as if the youth sentence were dealt with within that province, and any warrant or process issued in respect of the young person may be executed or served in any place in Canada outside the province where the youth sentence was imposed as if it were executed or served in that province.

Waiver of jurisdiction

(3) When a youth sentence imposed in respect of a young person is dealt with under this section in a province other than the one in which the youth sentence was imposed, the youth justice court of the province in which the youth sentence was imposed may, with the consent in writing of the Attorney General of that province and the young person, waive its jurisdiction, for the purpose of any proceeding under this Act, to the youth justice court of the province in which the youth sentence is dealt with, in which case the youth justice court in the province in which the youth sentence is dealt with shall have full jurisdiction in respect of the youth sentence as if that court had imposed the youth sentence.

Review of youth sentences not involving custody

59 (1) When a youth justice court has imposed a youth sentence in respect of a young person, other than a youth sentence under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), the youth justice court shall, on the application of the young person, the young person's parent, the Attorney General or the provincial director, review the youth sentence if the court is satisfied that there are grounds for a review under subsection (2).

transférée a pleine compétence en ce qui concerne la peine, comme s'il l'avait imposée, l'adolescent restant soumis à l'application de la présente loi.

Accords inter provinciaux

58 (1) La peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)k) à r) dans une province peut être purgée dans toute autre province qui a conclu avec la première un accord à cet effet.

Maintien de la compétence du tribunal pour adolescents

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si la peine imposée à un adolescent est purgée dans le cadre du présent article, dans une province autre que celle où la peine a été imposée, le tribunal pour adolescents de la province où la peine a été imposée conserve, pour l'application de la présente loi, une compétence exclusive à l'égard de l'adolescent comme si la peine était purgée dans cette dernière province; tout mandat ou acte de procédure délivré à l'égard de l'adolescent peut être exécuté ou signifié au Canada, hors de la province où la peine a été imposée, comme si l'exécution ou la signification s'effectuait dans cette province.

Renonciation à la compétence

(3) Lorsque, aux termes d'une peine imposée dans le cadre du présent article, un adolescent est soumis à des mesures dans une province autre que celle où la peine a été imposée, le tribunal pour adolescents de la province où la peine a été imposée peut, avec le consentement écrit du procureur général de cette dernière province et de l'adolescent, renoncer à exercer sa compétence pour toute procédure prévue à la présente loi en faveur d'un tribunal pour adolescents siégeant dans la province où la peine est purgée, auquel cas le tribunal pour adolescents de la province où celle-ci est purgée a pleine compétence en ce qui concerne la peine, comme s'il l'avait imposée.

Examen de la peine spécifique ne comportant pas de placement sous garde

59 (1) Après avoir imposé, relativement à un adolescent, une peine spécifique autre que celles visées aux alinéas 42(2)n), o), q) ou r), le tribunal pour adolescents saisi d'une demande par l'adolescent, ses père ou mère, le procureur général ou le directeur provincial examine la peine s'il constate l'existence de l'un des motifs d'examen visés au paragraphe (2).

Grounds for review

(2) A review of a youth sentence may be made under this section

- (a)** on the ground that the circumstances that led to the youth sentence have changed materially;
- (b)** on the ground that the young person in respect of whom the review is to be made is unable to comply with or is experiencing serious difficulty in complying with the terms of the youth sentence;
- (c)** on the ground that the young person in respect of whom the review is to be made has contravened a condition of an order made under paragraph 42(2)(k) or (l) without reasonable excuse;
- (d)** on the ground that the terms of the youth sentence are adversely affecting the opportunities available to the young person to obtain services, education or employment; or
- (e)** on any other ground that the youth justice court considers appropriate.

Progress report

(3) The youth justice court may, before reviewing under this section a youth sentence imposed in respect of a young person, require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a progress report on the performance of the young person since the youth sentence took effect.

Subsections 94(10) to (12) apply

(4) Subsections 94(10) to (12) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of any progress report required under subsection (3).

Subsections 94(7) and (14) to (18) apply

(5) Subsections 94(7) and (14) to (18) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of reviews made under this section and any notice required under subsection 94(14) shall also be given to the provincial director.

Compelling appearance of young person

(6) The youth justice court may, by summons or warrant, compel a young person in respect of whom a review is to be made under this section to appear before the youth justice court for the purposes of the review.

Decision of the youth justice court after review

(7) When a youth justice court reviews under this section a youth sentence imposed in respect of a young person, it

Motifs d'examen

(2) L'examen d'une peine peut être effectué en vertu du présent article pour les motifs suivants :

- a)** la survenance de modifications importantes dans les circonstances qui ont conduit à l'imposition de la peine;
- b)** l'impossibilité pour l'adolescent visé par l'examen d'observer les conditions de la peine ou les sérieuses difficultés que cette observation lui cause;
- c)** la violation par l'adolescent, sans excuse raisonnable, de l'ordonnance visée aux alinéas 42(2)k ou l);
- d)** l'existence d'obstacles découlant des conditions de la peine, qui compromettent les chances de l'adolescent de bénéficier de certains services, de cours de formation ou d'un emploi;
- e)** tout autre motif que le tribunal pour adolescents estime approprié.

Rapport d'étape

(3) Le tribunal pour adolescents peut, avant d'examiner en vertu du présent article une peine imposée à un adolescent, exiger du directeur provincial qu'il fasse préparer et lui présente un rapport d'étape sur le comportement de l'adolescent depuis le début de l'exécution de la peine.

Dispositions applicables au rapport

(4) Les paragraphes 94(10) à (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au rapport d'étape.

Dispositions applicables aux examens

(5) Les paragraphes 94(7) et (14) à (18) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux examens effectués en vertu du présent article; tout avis requis en vertu du paragraphe 94(14) doit aussi être donné au directeur provincial.

Comparution obligatoire de l'adolescent

(6) Le tribunal pour adolescents peut, par sommation ou mandat, obliger l'adolescent visé à comparaître aux fins d'examen.

Décision du tribunal après l'examen

(7) Lorsqu'il effectue dans le cadre du présent article l'examen d'une peine imposée à un adolescent, le

may, after giving the young person, a parent of the young person, the Attorney General and the provincial director an opportunity to be heard,

- (a) confirm the youth sentence;
- (b) terminate the youth sentence and discharge the young person from any further obligation of the youth sentence; or
- (c) vary the youth sentence or impose any new youth sentence under section 42, other than a committal to custody, for any period of time, not exceeding the remainder of the period of the earlier youth sentence, that the court considers appropriate in the circumstances of the case.

New youth sentence not to be more onerous

(8) Subject to subsections (9) and (10), when a youth sentence imposed in respect of a young person is reviewed under this section, no youth sentence imposed under subsection (7) shall, without the consent of the young person, be more onerous than the remainder of the youth sentence reviewed.

Exception

(9) A youth justice court may under this section extend the time within which a youth sentence imposed under paragraphs 42(2)(d) to (i) is to be complied with by a young person if the court is satisfied that the young person requires more time to comply with the youth sentence, but in no case shall the extension be for a period of time that expires more than twelve months after the date the youth sentence would otherwise have expired.

Exception – paragraph (2)(c)

(10) In the case of a review of a youth sentence made on the ground set out in paragraph (2)(c), the youth justice court may, in accordance with paragraph 38(2)(e.1), impose on the young person additional or more onerous conditions if it is of the opinion that the conditions

- (a) would better protect against the risk of harm to the safety of the public that the young person might otherwise present; or
- (b) would assist the young person to comply with any conditions previously imposed as part of that sentence.

2002, c. 1, s. 59; 2019, c. 25, s. 375.

Provisions applicable to youth sentences on review

60 This Part and Part 5 (custody and supervision) apply with any modifications that the circumstances require to

tribunal pour adolescents peut, après avoir donné l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, à ses père ou mère, au procureur général et au directeur provincial, prendre l'une des mesures suivantes :

- a) confirmer la peine;
- b) l'annuler et délier pour l'avenir l'adolescent de toute obligation qui en découle;
- c) la modifier ou en imposer une nouvelle au titre de l'article 42, à l'exception du placement sous garde, dont la durée d'application ne saurait excéder la partie de l'ancienne qu'il reste à purger, compte tenu des circonstances de l'espèce.

Interdiction d'une nouvelle peine plus sévère

(8) Sous réserve des paragraphes (9) et (10), en cas d'examen dans le cadre du présent article d'une peine imposée à un adolescent, aucune peine imposée conformément au paragraphe (7) ne saurait, sans l'accord de l'adolescent, être plus sévère pour celui-ci que le reste des obligations imposées par la peine examinée.

Exception

(9) Le tribunal pour adolescents peut, s'il est convaincu qu'il faut plus de temps à l'adolescent pour purger une peine imposée en application des alinéas 42(2)d) à i), prolonger, dans le cadre du présent article, la durée d'application de la peine, étant entendu qu'en aucun cas la période de prolongation ne peut dépasser un délai de douze mois à compter de la date où la peine aurait autrement cessé de s'appliquer.

Exception – alinéa (2)c)

(10) En cas d'examen d'une peine pour le motif prévu à l'alinéa (2)c), le tribunal pour adolescents peut imposer à l'adolescent, conformément à l'alinéa 38(2)e.1), des conditions additionnelles ou plus sévères qui, à son avis, soit offrirait une meilleure protection contre les risques d'atteinte à la sécurité du public que présenterait par ailleurs l'adolescent, soit permettrait d'aider l'adolescent à se conformer aux conditions lui ayant déjà été imposées dans le cadre de la peine.

2002, ch. 1, art. 59; 2019, ch. 25, art. 375.

Dispositions applicables à l'examen des peines spécifiques

60 La présente partie et la partie 5 (garde et surveillance) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires,

orders made in respect of reviews of youth sentences under sections 59 and 94 to 96.

Adult Sentence and Election

61 [Repealed, 2012, c. 1, s. 175]

62 [Repealed, 2012, c. 1, s. 175]

63 [Repealed, 2012, c. 1, s. 175]

Application by Attorney General

64 (1) The Attorney General may, before evidence is called as to sentence or, if no evidence is called, before submissions are made as to sentence, make an application to the youth justice court for an order that a young person is liable to an adult sentence if the young person is or has been found guilty of an offence for which an adult is liable to imprisonment for a term of more than two years and that was committed after the young person attained the age of 14 years.

(1.1) [Repealed, 2019, c. 25, s. 376]

(1.2) [Repealed, 2019, c. 25, s. 376]

Notice of intention to seek adult sentence

(2) If the Attorney General intends to seek an adult sentence for an offence by making an application under subsection (1), the Attorney General shall, before the young person enters a plea or with leave of the youth justice court before the commencement of the trial, give notice to the young person and the youth justice court of the intention to seek an adult sentence.

Included offences

(3) A notice of intention to seek an adult sentence given in respect of an offence is notice in respect of any included offence of which the young person is found guilty for which an adult is liable to imprisonment for a term of more than two years.

(4) and (5) [Repealed, 2012, c. 1, s. 176]

2002, c. 1, s. 64; 2012, c. 1, s. 176; 2019, c. 25, s. 376.

65 [Repealed, 2012, c. 1, s. 177]

66 [Repealed, 2012, c. 1, s. 177]

aux ordonnances rendues dans le cadre de l'examen des peines spécifiques effectué en application des articles 59 et 94 à 96.

Peine applicable aux adultes et choix de la procédure

61 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 175]

62 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 175]

63 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 175]

Demande du procureur général

64 (1) Le procureur général peut, avant la présentation d'éléments de preuve ou, à défaut de présentation de tels éléments, avant la présentation d'observations dans le cadre de l'audience pour la détermination de la peine, demander au tribunal pour adolescents l'assujettissement de l'adolescent à la peine applicable aux adultes si celui-ci est ou a été déclaré coupable d'une infraction commise après avoir atteint l'âge de quatorze ans et pour laquelle un adulte serait passible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans.

(1.1) [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 376]

(1.2) [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 376]

Avis du procureur général au tribunal

(2) S'il cherche à obtenir l'assujettissement à la peine applicable aux adultes en présentant la demande visée au paragraphe (1), le procureur général doit, avant la présentation du plaidoyer ou, avec l'autorisation du tribunal, avant le début du procès, aviser l'adolescent et le tribunal de son intention de demander l'assujettissement.

Infractions incluses

(3) L'avis donné conformément au paragraphe (2) à l'égard d'une infraction est valable à l'égard de toute infraction incluse dont l'adolescent est déclaré coupable et pour laquelle un adulte serait passible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans.

(4) et (5) [Abrogés, 2012, ch. 1, art. 176]

2002, c. 1, art. 64; 2012, c. 1, art. 176; 2019, c. 25, art. 376.

65 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 177]

66 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 177]

Election — adult sentence

67 (1) The youth justice court shall, before a young person enters a plea, put the young person to his or her election in the words set out in subsection (2) if

(a) [Repealed, 2012, c. 1, s. 178]

(b) the Attorney General has given notice under subsection 64(2) of the intention to seek an adult sentence for an offence committed after the young person has attained the age of fourteen years;

(c) the young person is charged with first or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*; or

(d) the person to whom section 16 (status of accused uncertain) applies is charged with having, after attaining the age of fourteen years, committed an offence for which an adult would be entitled to an election under section 536 of the *Criminal Code*, or over which a superior court of criminal jurisdiction would have exclusive jurisdiction under section 469 of that Act.

Wording of election

(2) The youth justice court shall put the young person to his or her election in the following words:

You have the option to elect to be tried by a youth justice court judge without a jury and without having had a preliminary inquiry; or you may elect to be tried by a judge without a jury; or you may elect to be tried by a court composed of a judge and jury. If you do not elect now, you are deemed to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury. If you elect to be tried by a judge without a jury or by a court composed of a judge and jury or if you are deemed to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury, you will have a preliminary inquiry only if you or the prosecutor requests one. How do you elect to be tried?

Election — Nunavut

(3) In respect of proceedings in Nunavut, the youth justice court shall, before a young person enters a plea, put the young person to his or her election in the words set out in subsection (4) if

(a) [Repealed, 2012, c. 1, s. 178]

Choix en cas d'éventuel assujettissement à la peine applicable aux adultes

67 (1) Le tribunal pour adolescents, avant la présentation du plaidoyer de l'adolescent, appelle celui-ci à faire son choix dans les termes prévus au paragraphe (2) lorsque :

a) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 178]

b) soit le procureur général a donné, au titre du paragraphe 64(2), avis de son intention d'obtenir l'assujettissement de l'adolescent à la peine applicable aux adultes à l'égard d'une infraction que celui-ci a commise après qu'il a atteint l'âge de quatorze ans;

c) soit l'adolescent est accusé d'un meurtre au premier ou au deuxième degré, au sens de l'article 231 du *Code criminel*;

d) soit l'adolescent est visé à l'article 16 (incertitude sur le statut de l'accusé) et est accusé d'une infraction qu'il aurait commise après avoir atteint l'âge de quatorze ans et à l'égard de laquelle un adulte aurait le droit de faire un choix au titre de l'article 536 du *Code criminel* ou à l'égard de laquelle une cour supérieure de juridiction criminelle aurait eu compétence exclusive au titre de l'article 469 de cette loi.

Formule

(2) Le tribunal pour adolescents appelle l'adolescent à faire son choix dans les termes suivants :

Vous avez le choix d'être jugé par un juge du tribunal pour adolescents sans jury et sans enquête préliminaire; ou vous pouvez choisir d'être jugé par un juge sans jury; ou encore vous pouvez choisir d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury. Si vous ne faites pas ce choix maintenant, vous êtes réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury. Si vous choisissez d'être jugé par un juge sans jury ou par un tribunal composé d'un juge et d'un jury ou êtes réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, une enquête préliminaire ne sera tenue que si vous ou le poursuivant en faites la demande. Comment choisissez-vous d'être jugé?

Choix en cas d'infraction grave : Nunavut

(3) Dans une procédure au Nunavut, le tribunal pour adolescents, avant la présentation du plaidoyer de l'adolescent, appelle celui-ci à faire son choix dans les termes prévus au paragraphe (4) lorsque :

a) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 178]

- (b) the Attorney General has given notice under subsection 64(2) of the intention to seek an adult sentence for an offence committed after the young person has attained the age of fourteen years;
- (c) the young person is charged with first or second degree murder within the meaning of section 231 of the *Criminal Code*; or
- (d) the person to whom section 16 (status of accused uncertain) applies is charged with having, after attaining the age of fourteen years, committed an offence for which an adult would be entitled to an election under section 536.1 of the *Criminal Code*.

Wording of election

(4) The youth justice court shall put the young person to his or her election in the following words:

You have the option to elect to be tried by a judge of the Nunavut Court of Justice alone, acting as a youth justice court without a jury and without a preliminary inquiry; or you may elect to be tried by a judge of the Nunavut Court of Justice, acting as a youth justice court without a jury; or you may elect to be tried by a judge of the Nunavut Court of Justice, acting as a youth justice court with a jury. If you elect to be tried by a judge without a jury or by a judge, acting as a youth justice court, with a jury or if you are deemed to have elected to be tried by a judge, acting as a youth justice court, with a jury, you will have a preliminary inquiry only if you or the prosecutor requests one. How do you elect to be tried?

Mode of trial where co-accused are young persons

(5) When two or more young persons who are charged with the same offence, who are jointly charged in the same information or indictment or in respect of whom the Attorney General seeks joinder of counts that are set out in separate informations or indictments are put to their election, then, unless all of them elect or re-elect or are deemed to have elected, as the case may be, the same mode of trial, the youth justice court judge

(a) may decline to record any election, re-election or deemed election for trial by a youth justice court judge without a jury, a judge without a jury or, in Nunavut, a judge of the Nunavut Court of Justice without a jury; and

(b) if the judge declines to do so, shall hold a preliminary inquiry, if requested to do so by one of the

b) soit le procureur général a donné avis en vertu du paragraphe 64(2) de son intention d'obtenir l'assujettissement de l'adolescent à la peine applicable aux adultes à l'égard d'une infraction que celui-ci a commise après avoir atteint l'âge de quatorze ans;

c) soit l'adolescent est accusé d'un meurtre au premier ou au deuxième degré, au sens de l'article 231 du *Code criminel*;

d) soit l'adolescent est visé à l'article 16 (incertitude sur le statut de l'accusé) et est accusé d'une infraction qu'il aurait commise après avoir atteint l'âge de quatorze ans et à l'égard de laquelle un adulte aurait le droit de faire un choix au titre de l'article 536.1 du *Code criminel*.

Formule

(4) Le tribunal pour adolescents appelle l'adolescent à faire son choix dans les termes suivants :

Vous avez le choix d'être jugé par un juge de la Cour de justice du Nunavut, agissant à titre de tribunal pour adolescents, sans jury et sans enquête préliminaire; ou vous pouvez choisir d'être jugé par un juge de la Cour de justice du Nunavut, agissant à ce titre, sans jury; ou encore vous pouvez choisir d'être jugé par un juge de la Cour de justice du Nunavut, agissant à ce titre, et un jury. Si vous ne faites pas ce choix maintenant, vous êtes réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge de la Cour de justice du Nunavut et d'un jury. Si vous choisissez d'être jugé par un juge sans jury ou par un juge, agissant à titre de tribunal pour adolescents, et un jury ou êtes réputé avoir choisi d'être jugé par un juge, agissant à ce titre, et un jury, une enquête préliminaire ne sera tenue que si vous ou le poursuivant en faites la demande. Comment choisissez-vous d'être jugé?

Mode de procès lorsqu'il y a plusieurs prévenus

(5) Lorsque plusieurs adolescents sont inculpés de la même infraction ou sont inculpés conjointement dans la même dénonciation ou le même acte d'accusation ou que le procureur général requiert la réunion de chefs d'accusations figurant dans des dénonciations ou actes d'accusation distincts à l'égard de plusieurs adolescents, si tous ne choisissent pas en premier lieu ou comme nouveau choix ou ne sont pas réputés avoir choisi, selon le cas, le même mode de procès, le juge du tribunal pour adolescents :

a) peut refuser d'enregistrer le choix, le nouveau choix ou le choix présumé pour être jugé par un juge du tribunal pour adolescents sans jury ou un juge sans jury ou, dans une procédure au Nunavut, un juge de la Cour de justice du Nunavut sans jury;

parties, unless a preliminary inquiry has been held prior to the election, re-election or deemed election.

b) s'il refuse de le faire, doit, sur demande d'une partie, tenir une enquête préliminaire sauf si une enquête préliminaire a été tenue avant le choix, le nouveau choix ou le choix présumé.

Attorney General may require trial by jury

(6) The Attorney General may, even if a young person elects under subsection (1) or (3) to be tried by a youth justice court judge without a jury or a judge without a jury, require the young person to be tried by a court composed of a judge and jury.

Le procureur général peut exiger un procès par jury

(6) Le procureur général peut, même si un adolescent choisit, en vertu des paragraphes (1) ou (3), d'être jugé par un juge du tribunal pour adolescents sans jury ou un juge sans jury, exiger que celui-ci soit jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury.

Preliminary inquiry

(7) When a young person elects to be tried by a judge without a jury, or elects or is deemed to have elected to be tried by a court composed of a judge and jury, the youth justice court referred to in subsection 13(1) shall, on the request of the young person or the prosecutor made at that time or within the period fixed by rules of court made under section 17 or 155 or, if there are no such rules, by the youth justice court judge, conduct a preliminary inquiry and if, on its conclusion, the young person is ordered to stand trial, the proceedings shall be conducted

Enquête préliminaire

(7) Lorsque l'adolescent a choisi d'être jugé par un juge sans jury ou a choisi ou est réputé avoir choisi d'être jugé par un tribunal composé d'un juge et d'un jury, le tribunal pour adolescents mentionné au paragraphe 13(1) tient une enquête préliminaire sur demande présentée par l'adolescent ou le poursuivant à ce moment ou dans le délai prévu par les règles établies en vertu des articles 17 ou 155 ou, en l'absence de règles, dans le délai fixé par le juge du tribunal pour adolescents; dans le cas où il est renvoyé pour subir son procès, le procès a lieu devant un juge sans jury ou un tribunal composé d'un juge et d'un jury, selon le cas, ou, dans le cas d'une procédure au Nunavut, devant un juge de la Cour de justice du Nunavut, agissant à titre de tribunal pour adolescents, avec ou sans jury, selon le cas.

(a) before a judge without a jury or a court composed of a judge and jury, as the case may be; or

(b) in Nunavut, before a judge of the Nunavut Court of Justice acting as a youth justice court, with or without a jury, as the case may be.

Preliminary inquiry if two or more accused

Plusieurs inculpés

(7.1) If two or more young persons are jointly charged in an information and one or more of them make a request for a preliminary inquiry under subsection (7), a preliminary inquiry must be held with respect to all of them.

(7.1) Lorsque deux ou plusieurs adolescents font l'objet d'inculpations énoncées dans la même dénonciation et que l'un d'eux demande la tenue d'une enquête préliminaire au titre du paragraphe (7), une même enquête est tenue à l'égard de tous.

When no request for preliminary inquiry

Fixation de la date du procès

(7.2) If no request for a preliminary inquiry is made under subsection (7), the youth justice court shall fix the date for the trial or the date on which the young person must appear in the trial court to have the date fixed.

(7.2) Si la tenue d'une enquête préliminaire n'est pas demandée au titre du paragraphe (7), le tribunal pour adolescents fixe soit la date du procès, soit la date à laquelle l'adolescent devra comparaître pour connaître cette date.

Preliminary inquiry provisions of *Criminal Code*

Application des dispositions du *Code criminel* relatives à l'enquête préliminaire

(8) The preliminary inquiry shall be conducted in accordance with the provisions of Part XVIII (procedure on preliminary inquiry) of the *Criminal Code*, except to the extent that they are inconsistent with this Act.

(8) L'enquête préliminaire est régie, dans la mesure où elles sont compatibles avec celles de la présente loi, par les dispositions de la partie XVIII (procédure à l'enquête préliminaire) du *Code criminel*.

Parts XIX and XX of *Criminal Code*

(9) Proceedings under this Act before a judge without a jury or a court composed of a judge and jury or, in Nunavut, a judge of the Nunavut Court of Justice acting as a youth justice court, with or without a jury, as the case may be, shall be conducted in accordance with the provisions of Parts XIX (indictable offences — trial without jury) and XX (procedure in jury trials and general provisions) of the *Criminal Code*, with any modifications that the circumstances require, except that

(a) the provisions of this Act respecting the protection of privacy of young persons prevail over the provisions of the *Criminal Code*; and

(b) the young person is entitled to be represented in court by counsel if the young person is removed from court in accordance with subsection 650(2) of the *Criminal Code*.

2002, c. 1, s. 67, c. 13, s. 91; 2012, c. 1, s. 178; 2019, c. 13, s. 166.

68 [Repealed, 2012, c. 1, s. 179]

69 (1) [Repealed, 2012, c. 1, s. 180]

Included offences

(2) If the Attorney General has given notice under subsection 64(2) of the intention to seek an adult sentence and the young person is found guilty of an included offence for which an adult is liable to imprisonment for a term of more than two years, committed after he or she has attained the age of 14 years, the Attorney General may make an application under subsection 64(1) (application for adult sentence).

2002, c. 1, s. 69; 2012, c. 1, s. 180.

70 [Repealed, 2012, c. 1, s. 181]

Hearing — adult sentences

71 The youth justice court shall, at the commencement of the sentencing hearing, hold a hearing in respect of an application under subsection 64(1) (application for adult sentence), unless the court has received notice that the application is not opposed. Both parties and the parents of the young person shall be given an opportunity to be heard at the hearing.

2002, c. 1, s. 71; 2012, c. 1, s. 182.

Order of adult sentence

72 (1) The youth justice court shall order that an adult sentence be imposed if it is satisfied that

Application des parties XIX et XX du *Code criminel*

(9) Les poursuites intentées sous le régime de la présente loi devant un juge sans jury ou un tribunal composé d'un juge et d'un jury ou, dans le cas d'une procédure au Nunavut, devant un juge de la Cour de justice du Nunavut, agissant à titre de tribunal pour adolescents, avec ou sans jury, sont régies par les parties XIX (actes criminels — procès sans jury) et XX (procédures lors d'un procès devant jury — dispositions générales) du *Code criminel*, avec les adaptations nécessaires, sauf que :

a) les dispositions de la présente loi relatives à la protection de la vie privée des adolescents l'emportent sur les dispositions du *Code criminel*;

b) l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat si le tribunal le fait éloigner en application du paragraphe 650(2) du *Code criminel*.

2002, ch. 1, art. 67, ch. 13, art. 91; 2012, ch. 1, art. 178; 2019, ch. 13, art. 166.

68 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 179]

69 (1) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 180]

Infraction incluse

(2) Dans le cas où il a donné avis, en application du paragraphe 64(2), de son intention de demander l'assujettissement à la peine applicable aux adultes de l'adolescent qui a été déclaré coupable d'une infraction incluse qu'il a commise après avoir atteint l'âge de quatorze ans et pour laquelle un adulte serait possible d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans, le procureur général peut présenter la demande visée au paragraphe 64(1) (demande d'assujettissement à la peine applicable aux adultes).

2002, ch. 1, art. 69; 2012, ch. 1, art. 180.

70 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 181]

Audition des demandes

71 Le tribunal pour adolescents saisi de la demande visée au paragraphe 64(1) (demande d'assujettissement à la peine applicable aux adultes) procède à l'audition de celle-ci au début de l'audience pour la détermination de la peine, sauf si la demande a fait l'objet d'un avis de non-opposition. Il donne aux deux parties et aux père et mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre.

2002, ch. 1, art. 71; 2012, ch. 1, art. 182.

Ordonnance d'assujettissement à une peine applicable aux adultes

72 (1) Le tribunal pour adolescents ordonne l'assujettissement à la peine applicable aux adultes s'il est convaincu que :

- (a)** the presumption of diminished moral blameworthiness or culpability of the young person is rebutted; and
- (b)** a youth sentence imposed in accordance with the purpose and principles set out in subparagraph 3(1)(b)(ii) and section 38 would not be of sufficient length to hold the young person accountable for his or her offending behaviour.

Order of youth sentence

(1.1) If the youth justice court is not satisfied that an order should be made under subsection (1), it shall order that the young person is not liable to an adult sentence and that a youth sentence must be imposed.

Onus

(2) The onus of satisfying the youth justice court as to the matters referred to in subsection (1) is on the Attorney General.

Pre-sentence report

(3) In making an order under subsection (1) or (1.1), the youth justice court shall consider the pre-sentence report.

Court to state reasons

(4) When the youth justice court makes an order under this section, it shall state the reasons for its decision.

Appeal

(5) For the purposes of an appeal in accordance with section 37, an order under subsection (1) or (1.1) is part of the sentence.

2002, c. 1, s. 72; 2012, c. 1, s. 183.

Court must impose adult sentence

73 (1) When the youth justice court makes an order under subsection 72(1) in respect of a young person, the court shall, on a finding of guilt, impose an adult sentence on the young person.

Court must impose youth sentence

(2) When the youth justice court makes an order under subsection 72(1.1) in respect of a young person, the court shall, on a finding of guilt, impose a youth sentence on the young person.

2002, c. 1, s. 73; 2012, c. 1, s. 184.

a) la présomption de culpabilité morale moins élevée dont bénéficia l'adolescent est réfutée;

b) une peine spécifique conforme aux principes et objectif énoncés au sous-alinéa 3(1)b)(ii) et à l'article 38 ne serait pas d'une durée suffisante pour obliger l'adolescent à répondre de ses actes délictueux.

Ordonnance d'assujettissement à une peine spécifique

(1.1) Dans le cas contraire, il ordonne le non-assujettissement à la peine applicable aux adultes et l'imposition d'une peine spécifique.

Charge de la preuve

(2) Il incombe au procureur général de convaincre le tribunal de l'existence des conditions visées au paragraphe (1).

Rapport préalable au prononcé de la peine

(3) Pour rendre l'ordonnance visée aux paragraphes (1) ou (1.1), le tribunal doit examiner le rapport prédécisionnel.

Motifs de l'ordonnance

(4) Le tribunal pour adolescents, lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du présent article, en indique les motifs.

Appel

(5) Pour l'application de l'article 37, l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes (1) ou (1.1) fait partie de la peine.

2002, ch. 1, art. 72; 2012, ch. 1, art. 183.

Imposition de la peine applicable aux adultes

73 (1) Dans le cas où il rend l'ordonnance visée au paragraphe 72(1) et que l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction, le tribunal pour adolescents lui impose la peine applicable aux adultes.

Imposition d'une peine spécifique

(2) Dans le cas où il rend l'ordonnance visée au paragraphe 72(1.1) et que l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction, le tribunal lui impose une peine spécifique.

2002, ch. 1, art. 73; 2012, ch. 1, art. 184.

Application of Parts XXIII and XXIV of *Criminal Code*

74 (1) Parts XXIII (sentencing) and XXIV (dangerous and long-term offenders) of the *Criminal Code* apply to a young person in respect of whom the youth justice court has ordered that an adult sentence be imposed.

Finding of guilt becomes a conviction

(2) A finding of guilt for an offence in respect of which an adult sentence is imposed becomes a conviction once the time allowed for the taking of an appeal has expired or, if an appeal is taken, all proceedings in respect of the appeal have been completed and the appeal court has upheld an adult sentence.

Interpretation

(3) This section does not affect the time of commencement of an adult sentence under subsection 719(1) of the *Criminal Code*.

75 [Repealed, 2019, c. 25, s. 377]

Placement when subject to adult sentence

76 (1) Subject to subsections (2) and (9) and sections 79 and 80 and despite anything else in this Act or any other Act of Parliament, when a young person who is subject to an adult sentence in respect of an offence is sentenced to a term of imprisonment for the offence, the youth justice court shall order that the young person serve any portion of the imprisonment in

- (a)** a youth custody facility separate and apart from any adult who is detained or held in custody;
- (b)** a provincial correctional facility for adults; or
- (c)** if the sentence is for two years or more, a penitentiary.

Young person under age of 18

(2) No young person who is under the age of 18 years is to serve any portion of the imprisonment in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary.

Opportunity to be heard

(3) Before making an order under subsection (1), the youth justice court shall give the young person, a parent of the young person, the Attorney General, the provincial director and representatives of the provincial and federal correctional systems an opportunity to be heard.

Application des parties XXIII et XXIV du *Code criminel*

74 (1) Les parties XXIII (détermination de la peine) et XXIV (délinquants dangereux et délinquants à contrôler) du *Code criminel* s'appliquent à l'adolescent dont le tribunal a ordonné l'assujettissement à la peine applicable aux adultes.

Déclaration de culpabilité

(2) La déclaration de culpabilité prononcée à l'égard de l'infraction pour laquelle l'adolescent s'est vu imposer la peine applicable aux adultes devient une condamnation à l'expiration du délai d'appel ou, en cas d'appel, lorsque celui-ci a fait l'objet d'une décision définitive maintenant une peine applicable aux adultes.

Interprétation

(3) Le présent article n'a pas pour effet de modifier la date fixée par le paragraphe 719(1) du *Code criminel* pour le début de l'exécution d'une peine applicable aux adultes.

75 [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 377]

Placement en cas de peine applicable aux adultes

76 (1) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi — sauf les paragraphes (2) et (9) et les articles 79 et 80 — ou à toute autre loi fédérale, lorsque l'adolescent passible de la peine applicable aux adultes est condamné à une peine d'emprisonnement, le tribunal pour adolescents doit ordonner que l'adolescent purge tout ou partie de sa peine :

- a)** soit dans un lieu de garde à l'écart de tout adulte qui y est détenu ou sous garde;
- b)** soit dans un établissement correctionnel provincial pour adultes;
- c)** soit, dans le cas d'une peine de deux ans ou plus, dans un pénitencier.

Adolescent âgé de moins de dix-huit ans

(2) Aucun adolescent âgé de moins de dix-huit ans ne peut purger tout ou partie de sa peine dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitencier.

Possibilité de se faire entendre

(3) Le tribunal pour adolescent doit, avant de rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1), donner l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, à ses père ou mère, au procureur général, au directeur provincial et aux représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial.

Report

(4) Before making an order under subsection (1), the youth justice court may require that a report be prepared for the purpose of assisting the court.

Appeals

(5) For the purposes of an appeal in accordance with section 37, an order under subsection (1) is part of the sentence.

Review

(6) On application, the youth justice court shall review the placement of a young person under this section and, if satisfied that the circumstances that resulted in the initial order have changed materially, and after having given the young person, a parent of the young person, the Attorney General, the provincial director and the representatives of the provincial and federal correctional systems an opportunity to be heard, the court may order that the young person be placed in

- (a)** a youth custody facility separate and apart from any adult who is detained or held in custody;
- (b)** a provincial correctional facility for adults; or
- (c)** if the sentence is for two years or more, a penitentiary.

Who may make application

(7) An application referred to in this section may be made by the young person, one of the young person's parents, the provincial director, representatives of the provincial and federal correctional systems and the Attorney General, after the time for all appeals has expired.

Notice

(8) When an application referred to in this section is made, the applicant shall cause a notice of the application to be given to the other persons referred to in subsection (7).

Limit — age twenty

(9) No young person shall remain in a youth custody facility under this section after the young person attains the age of twenty years, unless the youth justice court that makes the order under subsection (1) or reviews the placement under subsection (6) is satisfied that remaining in the youth custody facility would be in the best interests of the young person and would not jeopardize the safety of others.

2002, c. 1, s. 76; 2012, c. 1, s. 186; 2019, c. 25, s. 378.

Rapport

(4) Le tribunal peut exiger la préparation d'un rapport pour l'aider à rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1).

Appel

(5) Pour l'application de l'article 37, l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) fait partie de la peine.

Examen

(6) Le tribunal doit, sur demande, examiner le placement sous garde de l'adolescent en vertu du présent article; s'il est convaincu que les circonstances qui ont donné lieu à l'ordonnance originelle ont changé de façon importante, il peut, après avoir donné la possibilité de se faire entendre à l'adolescent, à ses père ou mère, au procureur général, au directeur provincial et aux représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial, ordonner que l'adolescent soit placé :

- a)** soit dans un lieu de garde à l'écart de tout adulte qui y est détenu ou sous garde;
- b)** soit dans un établissement correctionnel provincial pour adultes;
- c)** soit, dans le cas d'une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus, dans un pénitencier.

Demande

(7) L'adolescent, ses père ou mère, le directeur provincial, les représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial et le procureur général peuvent présenter la demande d'examen à l'expiration des délais d'appel.

Avis

(8) La personne qui présente la demande visée au paragraphe (7) en donne avis aux autres personnes mentionnées à ce paragraphe.

Limite d'âge

(9) Aucun adolescent ne doit demeurer dans un lieu de garde aux termes du présent article après avoir atteint l'âge de vingt ans, sauf si le tribunal qui rend l'ordonnance en vertu du paragraphe (1) ou examine le placement en vertu du paragraphe (6) est convaincu que l'adolescent — dans son propre intérêt et pour éviter de mettre en danger la sécurité d'autres personnes — devrait y demeurer.

2002, ch. 1, art. 76; 2012, ch. 1, art. 186; 2019, ch. 25, art. 378.

Obligation to inform — parole

77 (1) When a young person is ordered to serve a portion of a sentence in a youth custody facility under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence), the provincial director shall inform the appropriate parole board.

Applicability of *Corrections and Conditional Release Act*

(2) For greater certainty, Part II of the *Corrections and Conditional Release Act* applies, subject to section 78, with respect to a young person who is the subject of an order under subsection 76(1) (placement when subject to adult sentence).

Appropriate parole board

(3) The appropriate parole board for the purposes of this section is

(a) if subsection 112(1) of the *Corrections and Conditional Release Act* would apply with respect to the young person but for the fact that the young person was ordered into a youth custody facility, the parole board mentioned in that subsection; and

(b) in any other case, the Parole Board of Canada.

2002, c. 1, s. 77; 2012, c. 1, s. 160.

Release entitlement

78 (1) For greater certainty, section 6 of the *Prisons and Reformatories Act* applies to a young person who is ordered to serve a portion of a sentence in a youth custody facility under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence) only if section 743.1 (rules respecting sentences of two or more years) of the *Criminal Code* would direct that the young person serve the sentence in a prison.

Release entitlement

(2) For greater certainty, section 127 of the *Corrections and Conditional Release Act* applies to a young person who is ordered to serve a portion of a sentence in a youth custody facility under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence) only if section 743.1 (rules respecting sentences of two or more years) of the *Criminal Code* would direct that the young person serve the sentence in a penitentiary.

Obligation d'aviser l'autorité chargée de la libération conditionnelle

77 (1) Lorsqu'une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) prescrit à l'adolescent de purger une partie de sa peine dans un lieu de garde, le directeur provincial doit en aviser l'autorité compétente en matière de libération conditionnelle.

Examen des demandes de libération conditionnelle

(2) Il est entendu que la partie II de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* s'applique, sous réserve de l'article 78, à l'adolescent qui fait l'objet d'une ordonnance rendue en application du paragraphe 76(1) (placement en cas de peine applicable aux adultes).

Autorité compétente

(3) Pour l'application du présent article, l'autorité compétente en matière de libération conditionnelle est :

a) dans le cas où l'adolescent aurait été assujetti au paragraphe 112(1) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* n'eût été son placement dans un lieu de garde, la commission provinciale visée à ce paragraphe;

b) dans tout autre cas, la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

2002, ch. 1, art. 77; 2012, ch. 1, art. 160.

Admissibilité à la libération

78 (1) Il est entendu que l'article 6 de la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* ne s'applique à l'adolescent qui purge une partie de sa peine dans un lieu de garde au titre d'une ordonnance rendue en application de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) que dans le cas où, par application de l'article 743.1 (règles applicables en cas de peine de plus de deux ans) du *Code criminel*, l'adolescent aurait dû purger sa peine dans une prison.

Admissibilité à la libération

(2) Il est entendu que l'article 127 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ne s'applique à l'adolescent qui purge une partie de sa peine dans un lieu de garde au titre d'une ordonnance rendue en application de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) que dans le cas où, par application de l'article 743.1 (règles applicables en cas de peine de plus de deux ans) du *Code criminel*, l'adolescent aurait dû purger sa peine dans un pénitencier.

If person convicted under another Act

79 If a person who is serving all or a portion of a sentence in a youth custody facility under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence) is sentenced to a term of imprisonment under an Act of Parliament other than this Act, the remainder of the portion of the sentence being served in the youth custody facility shall be served in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary, in accordance with section 743.1 (rules respecting sentences of two or more years) of the *Criminal Code*.

If person who is serving a sentence under another Act is sentenced to an adult sentence

80 If a person who has been serving a sentence of imprisonment under an Act of Parliament other than this Act is sentenced to an adult sentence of imprisonment under this Act, the sentences shall be served in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary, in accordance with section 743.1 (rules respecting sentences of two or more years) of the *Criminal Code*.

Procedure for application or notice

81 An application or a notice to the court under section 64 or 76 must be made or given orally, in the presence of the other party, or in writing with a copy served personally on the other party.

2002, c. 1, s. 81; 2012, c. 1, s. 187.

Effect of Termination of Youth Sentence

Effect of absolute discharge or termination of youth sentence

82 (1) Subject to section 12 (examination as to previous convictions) of the *Canada Evidence Act*, if a young person is found guilty of an offence, and a youth justice court directs under paragraph 42(2)(b) that the young person be discharged absolutely, or the youth sentence, or any disposition made under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, has ceased to have effect, other than an order under section 51 (mandatory prohibition order) of this Act or section 20.1 (mandatory prohibition order) of the *Young Offenders Act*, the young person is deemed not to have been found guilty or convicted of the offence except that

(a) the young person may plead *autrefois convict* in respect of any subsequent charge relating to the offence;

Peine supplémentaire — emprisonnement imposé par une autre loi

79 Dans le cas où la personne qui purge tout ou partie de sa peine dans un lieu de garde au titre d'une ordonnance rendue en application de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) est condamnée à une peine d'emprisonnement en application d'une autre loi fédérale, le reste de la partie de la peine à purger dans le lieu de garde est purgé dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou dans un pénitencier, en conformité avec l'article 743.1 (règles applicables en cas de peine de plus de deux ans) du *Code criminel*.

Peine supplémentaire — peine applicable aux adultes

80 Dans le cas où la personne qui purge une peine d'emprisonnement imposée en vertu d'une autre loi fédérale est condamnée en vertu de la présente loi à une peine applicable aux adultes comportant une période d'emprisonnement, les peines sont purgées dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou dans un pénitencier, en conformité avec l'article 743.1 (règles applicables en cas de peine de plus de deux ans) du *Code criminel*.

Demandes et avis

81 Les demandes visées aux articles 64 et 76 sont faites, et les avis au tribunal visés à ces articles sont donnés, soit oralement, en présence de l'autre partie, soit par écrit, avec copie signifiée personnellement à celle-ci.

2002, ch. 1, art. 81; 2012, ch. 1, art. 187.

Conséquences de la cessation d'effet des peines

Effet d'une absolition inconditionnelle ou de l'expiration de la période d'application des peines

82 (1) Sous réserve de l'article 12 (interrogatoire sur condamnations antérieures) de la *Loi sur la preuve au Canada*, la déclaration de culpabilité visant un adolescent est réputée n'avoir jamais existé dans le cas où soit le tribunal pour adolescents a ordonné l'absolution inconditionnelle de l'adolescent en vertu de l'alinéa 42(2)b), soit la peine spécifique imposée sous le régime de la présente loi, ainsi que toute décision rendue sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), à l'égard de l'infraction, à l'exception de l'ordonnance d'interdiction visée à l'article 51 (ordonnance d'interdiction obligatoire)

- (b)** a youth justice court may consider the finding of guilt in considering an application under subsection 64(1) (application for adult sentence);
- (c)** any court or justice may consider the finding of guilt in considering an application for judicial interim release or in considering what sentence to impose for any offence; and
- (d)** the Parole Board of Canada or any provincial parole board may consider the finding of guilt in considering an application for conditional release or for a record suspension under the *Criminal Records Act*.

de la présente loi ou à l'article 20.1 (ordonnance d'interdiction obligatoire) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, ont cessé de produire leurs effets. Toutefois il demeure entendu que :

- a)** l'adolescent peut invoquer la défense d'autrefois convict à l'occasion de toute accusation subséquente se rapportant à l'infraction;
- b)** le tribunal pour adolescents peut tenir compte de la déclaration de culpabilité lorsqu'il examine la demande visée au paragraphe 64(1) (demande d'assujettissement à la peine applicable aux adultes);
- c)** tout tribunal ou juge de paix peut tenir compte de la déclaration de culpabilité dans le cadre d'une demande de mise en liberté provisoire par voie judiciaire ou lorsqu'il doit prononcer une peine à l'égard d'une infraction;
- d)** la Commission des libérations conditionnelles du Canada ou une commission provinciale des libérations conditionnelles peut tenir compte de la déclaration de culpabilité dans le cadre d'une demande de libération conditionnelle ou d'une demande de suspension du casier faite au titre de la *Loi sur le casier judiciaire*.

Disqualifications removed

(2) For greater certainty and without restricting the generality of subsection (1), an absolute discharge under paragraph 42(2)(b) or the termination of the youth sentence or disposition in respect of an offence for which a young person is found guilty removes any disqualification in respect of the offence to which the young person is subject under any Act of Parliament by reason of a finding of guilt.

Applications for employment

(3) No application form for or relating to the following shall contain any question that by its terms requires the applicant to disclose that he or she has been charged with or found guilty of an offence in respect of which he or she has, under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, been discharged absolutely, or has completed the youth sentence under this Act or the disposition under the *Young Offenders Act*:

- (a)** employment in any department, as defined in section 2 of the *Financial Administration Act*;
- (b)** employment by any Crown corporation, as defined in section 83 of the *Financial Administration Act*;
- (c)** enrolment in the Canadian Forces; or

Fin de l'incapacité

(2) Il est en outre précisé, sans qu'il soit porté atteinte à la portée générale du paragraphe (1), que l'absolution inconditionnelle visée à l'alinéa 42(2)b) ou la cessation des effets de la peine spécifique ou de la décision prononcée à l'égard de l'infraction dont l'adolescent a été reconnu coupable met fin à toute incapacité dont ce dernier, en raison de cette culpabilité, était frappé en application d'une loi fédérale.

Demande d'emploi

(3) Aucune question dont le libellé exige du postulant la révélation d'une accusation ou d'une déclaration de culpabilité concernant une infraction pour laquelle il a, sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), obtenu une absolution inconditionnelle, purgé une peine spécifique imposée sous le régime de la présente loi ou fait l'objet d'une décision sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ne peut figurer dans les formulaires de :

- a)** demande d'emploi à tout ministère au sens de l'article 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- b)** demande d'emploi à toute société d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

(d) employment on or in connection with the operation of any work, undertaking or business that is within the legislative authority of Parliament.

c) demande d'enrôlement dans les Forces canadiennes;

d) demande d'emploi ou de demande visant l'exploitation de tout ouvrage, entreprise ou affaire relevant de la compétence du Parlement.

Finding of guilt not a previous conviction

(4) A finding of guilt under this Act is not a previous conviction for the purposes of any offence under any Act of Parliament for which a greater punishment is prescribed by reason of previous convictions, except for

(a) [Repealed, 2012, c. 1, s. 188]

(b) the purpose of determining the adult sentence to be imposed.

2002, c. 1, s. 82; 2012, c. 1, ss. 156, 160, 188.

Inexistence de la matière de récidive

(4) En cas de perpétration d'une infraction à une loi fédérale pour laquelle il est prévu une peine plus sévère en cas de récidive, il n'est pas tenu compte de la déclaration de culpabilité intervenue sous le régime de la présente loi, sauf s'il s'agit :

a) [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 188]

b) de déterminer la peine applicable aux adultes à imposer.

2002, ch. 1, art. 82; 2012, ch. 1, art. 156, 160 et 188.

PART 5

Custody and Supervision

Purpose

83 (1) The purpose of the youth custody and supervision system is to contribute to the protection of society by

(a) carrying out sentences imposed by courts through the safe, fair and humane custody and supervision of young persons; and

(b) assisting young persons to be rehabilitated and reintegrated into the community as law-abiding citizens, by providing effective programs to young persons in custody and while under supervision in the community.

Principles to be used

(2) In addition to the principles set out in section 3, the following principles are to be used in achieving that purpose:

(a) that the least restrictive measures consistent with the protection of the public, of personnel working with young persons and of young persons be used;

(b) that young persons sentenced to custody retain the rights of other young persons, except the rights that are necessarily removed or restricted as a consequence of a sentence under this Act or another Act of Parliament;

PARTIE 5

Garde et surveillance

Objectifs

83 (1) Le régime de garde et de surveillance applicable aux adolescents vise à contribuer à la protection de la société, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires, justes et humaines, et, d'autre part, en aidant, au moyen de programmes appropriés pendant l'exécution des peines sous garde ou au sein de la collectivité, à la réadaptation des adolescents et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois.

Principes

(2) Outre les principes énoncés à l'article 3, les principes suivants servent à la poursuite de ces objectifs :

a) les mesures nécessaires à la protection du public, des adolescents et du personnel travaillant avec ceux-ci doivent être le moins restrictives possible;

b) l'adolescent mis sous garde continue à jouir des droits reconnus à tous les autres adolescents, sauf de ceux dont la suppression ou restriction est une conséquence nécessaire de la peine qui lui est imposée;

c) le régime de garde et de surveillance applicable aux adolescents facilite la participation de leur famille et du public;

- (c) that the youth custody and supervision system facilitate the involvement of the families of young persons and members of the public;
- (d) that custody and supervision decisions be made in a forthright, fair and timely manner, and that young persons have access to an effective review procedure; and
- (e) that placements of young persons where they are treated as adults not disadvantage them with respect to their eligibility for and conditions of release.

Young person to be held apart from adults

84 Subject to subsection 30(3) (pre-trial detention), paragraphs 76(1)(b) and (c) (placement in adult facilities with adult sentence) and sections 89 to 93 (placement in adult facilities with youth sentence), a young person who is committed to custody shall be held separate and apart from any adult who is detained or held in custody.

Levels of custody

85 (1) In the youth custody and supervision system in each province there must be at least two levels of custody for young persons distinguished by the degree of restraint of the young persons in them.

Designation of youth custody facilities

(2) Every youth custody facility in a province that contains one or more levels of custody shall be designated by

- (a) in the case of a youth custody facility with only one level of custody, being the level of custody with the least degree of restraint of the young persons in it, the lieutenant governor in council or his or her delegate; and
- (b) in any other case, the lieutenant governor in council.

Provincial director to specify custody level — committal to custody

(3) The provincial director shall, when a young person is committed to custody under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) or an order is made under subsection 98(3), paragraph 103(2)(b), subsection 104(1) or paragraph 109(2)(b), determine the level of custody appropriate for the young person, after having taken into account the factors set out in subsection (5).

Provincial director to specify custody level — transfer

(4) The provincial director may determine a different level of custody for the young person when the provincial

d) les décisions relatives à la garde ou à la surveillance des adolescents doivent être claires, équitables et opportunes, ceux-ci ayant accès à des mécanismes efficaces de règlement de griefs;

e) le placement qui vise à traiter les adolescents comme des adultes ne doit pas les désavantager en ce qui concerne leur admissibilité à la libération et les conditions afférentes.

Séparation des adolescents et des adultes

84 Sous réserve du paragraphe 30(3) (maintien sous garde avant le procès), des alinéas 76(1)b) et c) (placement sous garde dans un centre pour adultes en cas de peine applicable aux adultes) et des articles 89 à 93 (placement dans un centre pour adultes en cas de peine spécifique), l'adolescent placé sous garde doit être tenu à l'écart de tout adulte détenu ou placé sous garde.

Niveaux de garde

85 (1) Dans chaque province le régime de garde et de surveillance applicable aux adolescents offre, pour leur placement, au moins deux niveaux de garde qui se distinguent par le degré de confinement.

Désignation des lieux de garde

(2) Les lieux de garde d'une province — offrant un ou plusieurs niveaux de garde — sont désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil ou son délégué dans le cas où ils n'offrent qu'un seul niveau de garde comportant le degré de confinement minimal et par le lieutenant-gouverneur en conseil dans tous les autres cas.

Choix du niveau de garde — placement sous garde

(3) Dans le cas où l'adolescent est placé sous garde en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) ou sous le régime d'une ordonnance rendue en application du paragraphe 98(3), de l'alinéa 103(2)b), du paragraphe 104(1) ou de l'alinéa 109(2)b), le directeur provincial détermine le niveau de garde indiqué pour le placement de l'adolescent après avoir pris en compte les facteurs prévus au paragraphe (5).

Choix du niveau de garde — transfèrement

(4) Le directeur provincial peut, après avoir pris en compte les facteurs prévus au paragraphe (5), décider de

director is satisfied that the needs of the young person and the interests of society would be better served by doing so, after having taken into account the factors set out in subsection (5).

Factors

(5) The factors referred to in subsections (3) and (4) are

(a) that the appropriate level of custody for the young person is the one that is the least restrictive to the young person, having regard to

(i) the seriousness of the offence in respect of which the young person was committed to custody and the circumstances in which that offence was committed,

(ii) the needs and circumstances of the young person, including proximity to family, school, employment and support services,

(iii) the safety of other young persons in custody, and

(iv) the interests of society;

(b) that the level of custody should allow for the best possible match of programs to the young person's needs and behaviour, having regard to the findings of any assessment in respect of the young person; and

(c) the likelihood of escape.

Placement and transfer at appropriate level

(6) After the provincial director has determined the appropriate level of custody for the young person under subsection (3) or (4), the young person shall be placed in the youth custody facility that contains that level of custody specified by the provincial director.

Notice

(7) The provincial director shall cause a notice in writing of a determination under subsection (3) or (4) to be given to the young person and a parent of the young person and set out in that notice the reasons for it.

Procedural safeguards

86 (1) The lieutenant governor in council of a province shall ensure that procedures are in place to ensure that the due process rights of the young person are protected with respect to a determination made under subsection 85(3) or (4), including that the young person be

faire passer l'adolescent d'un niveau de garde à un autre, s'il est convaincu que cette mesure est préférable dans l'intérêt de la société et eu égard aux besoins de l'adolescent.

Facteurs à considérer

(5) Pour déterminer le niveau de garde indiqué au titre des paragraphes (3) et (4), le directeur provincial tient compte des facteurs suivants :

a) le niveau de garde imposé est le moins élevé possible compte tenu de la gravité de l'infraction et des circonstances de sa perpétration, des besoins de l'adolescent et de sa situation personnelle — notamment proximité de la famille, d'une école, d'un emploi et de services de soutien —, de la sécurité des autres adolescents sous garde et de l'intérêt de la société;

b) le niveau de garde imposé doit permettre la meilleure adéquation possible entre le programme destiné à l'adolescent, d'une part, et les besoins et la conduite de celui-ci, d'autre part, compte tenu des résultats de son évaluation;

c) les risques d'évasion.

Choix du lieu de garde

(6) Une fois le niveau de garde déterminé au titre des paragraphes (3) ou (4), l'adolescent est placé dans le lieu de garde — offrant ce niveau — choisi par le directeur provincial.

Avis

(7) Le directeur provincial fait donner un avis écrit de la décision prise en application des paragraphes (3) ou (4), motifs à l'appui, à l'adolescent et à ses père ou mère.

Garanties procédurales

86 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil de la province veille à la mise en place de procédures assurant à l'adolescent la protection et le respect de ses droits à l'égard des décisions prises en vertu des paragraphes 85(3) ou (4), y compris :

- (a) provided with any relevant information to which the provincial director has access in making the determination, subject to subsection (2);
- (b) given the opportunity to be heard; and
- (c) informed of any right to a review under section 87.

Withholding of information

(2) Where the provincial director has reasonable grounds to believe that providing the information referred to in paragraph (1)(a) would jeopardize the safety of any person or the security of a facility, he or she may authorize the withholding from the young person of as much information as is strictly necessary in order to protect such safety or security.

Review

87 (1) A young person may apply for a review under this section of a determination

- (a) under subsection 85(3) that would place the young person in a facility at a level of custody that has more than a minimal degree of restraint; or
- (b) under subsection 85(4) that would transfer a young person to a facility at a level of custody with a higher degree of restraint or increase the degree of restraint of the young person in the facility.

Procedural safeguards

(2) The lieutenant governor in council of a province shall ensure that procedures are in place for the review under subsection (1), including that

- (a) the review board that conducts the review be independent;
- (b) the young person be provided with any relevant information to which the review board has access, subject to subsection (3); and
- (c) the young person be given the opportunity to be heard.

Withholding of information

(3) Where the review board has reasonable grounds to believe that providing the information referred to in paragraph (2)(b) would jeopardize the safety of any person or the security of a facility, it may authorize the withholding from the young person of as much information as is strictly necessary in order to protect such safety or security.

- a) sous réserve du paragraphe (2), lui communiquer tout renseignement utile que le directeur provincial détient pour en arriver à une décision;
- b) lui donner l'occasion de se faire entendre;
- c) l'aviser de ses droits à un examen en application de l'article 87.

Exception

(2) Le directeur provincial peut autoriser, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, le refus de communiquer à l'adolescent des renseignements au titre de l'alinéa (1)a), s'il a des motifs raisonnables de croire que la communication pourrait mettre en danger la sécurité d'une personne ou d'un établissement.

Examen

87 (1) L'adolescent peut, en application du présent article, faire une demande d'examen de la décision :

- a) visée au paragraphe 85(3) pour le placement de l'adolescent dans un lieu de garde à un niveau de garde supérieur au niveau minimal;
- b) visée au paragraphe 85(4) de faire passer l'adolescent à un niveau de garde supérieur.

Garanties procédurales

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil de la province veille à la mise en place des procédures pour l'examen prévu au paragraphe (1), y compris :

- a) celles visant à assurer l'indépendance de la commission d'examen qui procédera à l'examen de la décision;
- b) sous réserve du paragraphe (3), la communication à l'adolescent de tout renseignement utile détenu par la commission;
- c) l'occasion à l'adolescent de se faire entendre.

Exception

(3) La commission d'examen peut autoriser, dans la mesure jugée strictement nécessaire toutefois, le refus de communiquer à l'adolescent des renseignements au titre de l'alinéa (2)b), si elle a des motifs raisonnables de croire que la communication pourrait mettre en danger la sécurité d'une personne ou d'un établissement.

Factors

(4) The review board shall take into account the factors referred to in subsection 85(5) in reviewing a determination.

Decision is final

(5) A decision of the review board under this section in respect of a particular determination is final.

Functions to be exercised by youth justice court

88 The lieutenant governor in council of a province may order that the power to make determinations of the level of custody for young persons and to review those determinations be exercised in accordance with the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985. The following provisions of that Act apply, with any modifications that the circumstances require, to the exercise of those powers:

- (a)** the definitions *review board* and *progress report* in subsection 2(1);
- (b)** section 11;
- (c)** sections 24.1 to 24.3; and
- (d)** sections 28 to 31.

Exception if young person is twenty years old or older

89 (1) When a young person is twenty years old or older at the time the youth sentence is imposed on him or her under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), the young person shall, despite section 85, be committed to a provincial correctional facility for adults to serve the youth sentence.

If serving youth sentence in a provincial correctional facility

(2) If a young person is serving a youth sentence in a provincial correctional facility for adults pursuant to subsection (1), the youth justice court may, on application of the provincial director at any time after the young person begins to serve a portion of the youth sentence in a provincial correctional facility for adults, after giving the young person, the provincial director and representatives of the provincial and federal correctional systems an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct that the young person serve the remainder of the youth sentence in a penitentiary if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest and if, at the time of the application, that remainder is two years or more.

Facteurs

(4) Lorsqu'elle procède à l'examen d'une décision, la commission d'examen tient compte des facteurs visés au paragraphe 85(5).

Décision définitive

(5) Toute décision prise en application du présent article est définitive.

Attributions exercées par le tribunal pour adolescents

88 Le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut ordonner que la détermination du niveau de garde des adolescents et l'examen de ces déterminations soient effectués conformément à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985). Dans ce cas, les dispositions ci-après de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'exercice de ces pouvoirs :

- a)** les définitions de *commission d'examen* et *rapport d'évolution* au paragraphe 2(1);
- b)** l'article 11;
- c)** les articles 24.1 à 24.3;
- d)** les articles 28 à 31.

Exception lorsque l'adolescent a vingt ans ou plus

89 (1) L'adolescent âgé de vingt ans ou plus au moment où une peine spécifique lui est imposée en vertu des alinéas 42(2)n, o), q) ou r) doit, malgré l'article 85, être détenu dans un établissement correctionnel provincial pour adultes pour y purger sa peine.

Transfèrement dans un pénitencier

(2) Dans le cas où l'adolescent est détenu dans un établissement correctionnel provincial pour adultes au titre du paragraphe (1), le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent a commencé à purger sa peine spécifique dans cet établissement, peut, après avoir donné l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, au directeur provincial et aux représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial, s'il estime que la mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public et si, au moment de la demande, le temps à courir sur la peine est de deux ans ou plus, autoriser le directeur à ordonner que le reste de la peine soit purgé dans un pénitencier.

Provisions to apply

(3) If a young person is serving a youth sentence in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary under subsection (1) or (2), the *Prisons and Reformatories Act* and the *Corrections and Conditional Release Act*, and any other statute, regulation or rule applicable in respect of prisoners or offenders within the meaning of those Acts, statutes, regulations and rules, apply in respect of the young person except to the extent that they conflict with Part 6 (publication, records and information) of this Act, which Part continues to apply to the young person.

Youth worker

90 (1) When a youth sentence is imposed committing a young person to custody, the provincial director of the province in which the young person received the youth sentence and was placed in custody shall, without delay, designate a youth worker to work with the young person to plan for his or her reintegration into the community, including the preparation and implementation of a reintegration plan that sets out the most effective programs for the young person in order to maximize his or her chances for reintegration into the community.

Role of youth worker when young person in the community

(2) When a portion of a young person's youth sentence is served in the community in accordance with section 97 or 105, the youth worker shall supervise the young person, continue to provide support to the young person and assist the young person to respect the conditions to which he or she is subject, and help the young person in the implementation of the reintegration plan.

Reintegration leave

91 (1) The provincial director of a province may, subject to any terms or conditions that he or she considers desirable, authorize, for a young person committed to a youth custody facility in the province further to an order under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence) or a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r),

(a) a reintegration leave from the youth custody facility for a period not exceeding thirty days if, in the opinion of the provincial director, it is necessary or desirable that the young person be absent, with or without escort, for medical, compassionate or humanitarian reasons or for the purpose of rehabilitating the young person or reintegrating the young person into the community; or

Dispositions applicables

(3) Les lois — notamment la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* —, règlements et autres règles de droit régissant les prisonniers ou les délinquants au sens de ces lois, règlements ou autres règles de droit s'appliquent à l'adolescent qui purge sa peine dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitentier au titre des paragraphes (1) ou (2), dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec la partie 6 (dossiers et confidentialité des renseignements) de la présente loi, qui continue de s'appliquer à l'adolescent.

Délégué à la jeunesse

90 (1) Lorsque l'adolescent est placé sous garde en exécution d'une peine spécifique, le directeur provincial de la province où l'adolescent est placé désigne sans délai le délégué à la jeunesse qui travaillera avec l'adolescent à préparer la réinsertion sociale de ce dernier, notamment par l'établissement et la mise en œuvre d'un plan qui prévoit les programmes les mieux adaptés aux besoins de l'adolescent en vue d'augmenter le plus possible ses chances de réinsertion sociale.

Suivi pendant la période de surveillance

(2) Il assume aussi la surveillance de l'adolescent qui purge une partie de sa peine spécifique au sein de la collectivité en application des articles 97 ou 105. Il continue de lui fournir l'appui nécessaire et l'aide à observer les conditions imposées aux termes de cet article ainsi qu'à mettre en œuvre le plan de réinsertion sociale.

Congé de réinsertion sociale

91 (1) Le directeur provincial d'une province peut, selon les modalités qu'il juge indiquées, autoriser à l'égard de l'adolescent placé dans un lieu de garde de la province en exécution d'une ordonnance rendue en application de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) ou d'une peine spécifique imposée au titre des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) :

a) ou bien un congé pour une période maximale de trente jours, si, à son avis, il est nécessaire ou souhaitable que l'adolescent s'absente, accompagné ou non, soit pour des raisons médicales, humanitaires ou de compassion, soit en vue de sa réadaptation ou de sa réinsertion sociale;

b) ou bien la mise en liberté durant les jours et les heures qu'il fixe, de manière que l'adolescent puisse, selon le cas :

(b) that the young person be released from the youth custody facility on the days and during the hours that the provincial director specifies in order that the young person may

- (i)** attend school or any other educational or training institution,
- (ii)** obtain or continue employment or perform domestic or other duties required by the young person's family,
- (iii)** participate in a program specified by the provincial director that, in the provincial director's opinion, will enable the young person to better carry out employment or improve his or her education or training, or
- (iv)** attend an out-patient treatment program or other program that provides services that are suitable to addressing the young person's needs.

Renewal of reintegration leave

(2) A reintegration leave authorized under paragraph (1)(a) may be renewed by the provincial director for one or more thirty-day periods on reassessment of the case.

Revocation of authorization

(3) The provincial director of a province may, at any time, revoke an authorization made under subsection (1).

Arrest and return to custody

(4) If the provincial director revokes an authorization under subsection (3) or if a young person fails to comply with any term or condition of a reintegration leave or a release from custody under this section, the young person may be arrested without warrant and returned to custody.

Transfer to adult facility

92 (1) When a young person is committed to custody under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), the youth justice court may, on application of the provincial director made at any time after the young person attains the age of eighteen years, after giving the young person, the provincial director and representatives of the provincial correctional system an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct that the young person, subject to subsection (3), serve the remainder of the youth sentence in a provincial correctional facility for adults, if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest.

- (i)** fréquenter l'école ou tout autre établissement d'enseignement ou de formation,
- (ii)** obtenir ou conserver un emploi ou effectuer, pour sa famille, des travaux ménagers ou autres,
- (iii)** participer à un programme qu'il indique et qui, à son avis, permettra à l'adolescent de mieux exercer les fonctions de son poste ou d'accroître ses connaissances ou ses compétences,
- (iv)** suivre un traitement externe ou prendre part à un autre type de programme offrant des services adaptés à ses besoins.

Renouvellement

(2) L'autorisation prévue à l'alinéa (1)a) peut être renouvelée pour des périodes additionnelles de trente jours chacune après réexamen du dossier.

Révocation de l'autorisation

(3) Le directeur provincial peut, à tout moment, révoquer l'autorisation visée au paragraphe (1).

Arrestation et renvoi sous garde

(4) Dans le cas où le directeur provincial révoque l'autorisation ou que l'adolescent n'obtempère pas aux conditions dont est assorti son congé ou sa mise en liberté provisoire prévu au présent article, l'adolescent peut être arrêté sans mandat et renvoyé sous garde.

Transfèrement à un établissement correctionnel provincial pour adultes

92 (1) Dans le cas où l'adolescent est placé sous garde en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r), le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent a atteint l'âge de dix-huit ans, peut, après avoir donné l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, au directeur provincial et aux représentants du système correctionnel provincial et, s'il estime que cette mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public, autoriser le directeur à ordonner, sous réserve du paragraphe (3), que le reste de la peine spécifique imposée à l'adolescent soit purgé dans un établissement correctionnel provincial pour adultes.

If serving youth sentence in a provincial correctional facility

(2) The youth justice court may authorize the provincial director to direct that a young person, subject to subsection (3), serve the remainder of a youth sentence in a penitentiary

(a) if the youth justice court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest;

(b) if the provincial director applies for the authorization at any time after the young person begins to serve a portion of a youth sentence in a provincial correctional facility for adults further to a direction made under subsection (1);

(c) if, at the time of the application, that remainder is two years or more; and

(d) so long as the youth justice court gives the young person, the provincial director and representatives of the provincial and federal correctional systems an opportunity to be heard.

Provisions to apply

(3) If the provincial director makes a direction under subsection (1) or (2), the *Prisons and Reformatories Act* and the *Corrections and Conditional Release Act*, and any other statute, regulation or rule applicable in respect of prisoners and offenders within the meaning of those Acts, statutes, regulations and rules, apply in respect of the young person except to the extent that they conflict with Part 6 (publication, records and information) of this Act, which Part continues to apply to the young person.

Placement when adult and youth sentences

(4) If a person is subject to more than one sentence, at least one of which is a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) and at least one of which is a sentence referred to in either paragraph (b) or (c), he or she shall serve, in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary in accordance with section 743.1 (rules respecting sentences of two or more years) of the *Criminal Code*, the following:

(a) the remainder of any youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r);

Transfèrement à un pénitencier

(2) Le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial à tout moment après que l'adolescent a commencé à purger une partie de sa peine spécifique dans un établissement correctionnel provincial pour adultes suivant le prononcé de l'ordre visé au paragraphe (1), peut, après avoir accordé à l'adolescent, au directeur provincial et aux représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial l'occasion de se faire entendre, s'il estime que la mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public et si, au moment de la demande, le temps à courir sur la peine est de deux ans ou plus, autoriser le directeur à ordonner, sous réserve du paragraphe (3), que le reste de la peine soit purgé dans un pénitencier.

Dispositions applicables

(3) Les lois — notamment la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* —, règlements et autres règles de droit régissant les prisonniers ou les délinquants au sens de ces lois, règlements ou autres règles de droit s'appliquent à l'adolescent qui purge sa peine dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitencier au titre des paragraphes (1) ou (2), dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec la partie 6 (dossiers et confidentialité des renseignements) de la présente loi, qui continue de s'appliquer à l'adolescent.

Période de garde et peine d'emprisonnement purgées simultanément

(4) La personne assujettie simultanément à plus d'une peine dont au moins une est une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) et au moins une est visée aux alinéas b) ou c) purge, par application de l'article 743.1 (règles applicables en cas de peine de plus de deux ans) du *Code criminel*, dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitencier :

a) le reste de toute peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r);

(b) an adult sentence to which an order under paragraph 76(1)(b) or (c) (placement in adult facility) applies; and

(c) any sentence of imprisonment imposed otherwise than under this Act.

Youth sentence and adult sentence

(5) If a young person is committed to custody under a youth sentence under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) and is also already subject to an adult sentence to which an order under paragraph 76(1)(a) (placement when subject to adult sentence) applies, the young person may, in the discretion of the provincial director, serve the sentences, or any portion of the sentences, in a youth custody facility, in a provincial correctional facility for adults or, if the unexpired portion of the sentence is two years or more, in a penitentiary.

When young person reaches twenty years of age

93 (1) When a young person who is committed to custody under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) is in a youth custody facility when the young person attains the age of twenty years, the young person shall be transferred to a provincial correctional facility for adults to serve the remainder of the youth sentence, unless the provincial director orders that the young person continue to serve the youth sentence in a youth custody facility.

If serving youth sentence in a provincial correctional facility

(2) If a young person is serving a portion of a youth sentence in a provincial correctional facility for adults pursuant to a transfer under subsection (1), the youth justice court may, on application of the provincial director after the transfer, after giving the young person, the provincial director and representatives of the provincial and federal correctional systems an opportunity to be heard, authorize the provincial director to direct that the young person serve the remainder of the youth sentence in a penitentiary if the court considers it to be in the best interests of the young person or in the public interest and if, at the time of the application, that remainder is two years or more.

Provisions to apply

(3) If the provincial director makes the direction, the *Prisons and Reformatories Act* and the *Corrections and Conditional Release Act*, and any other statute, regulation or rule applicable in respect of prisoners and offenders within the meaning of those Acts, statutes, regulations and rules, apply in respect of the young person

b) toute peine applicable aux adultes visée par une ordonnance rendue au titre des alinéas 76(1)b) ou c) (placement dans un établissement pour adultes);

c) toute peine d'emprisonnement imposée sous le régime d'une autre loi.

Période de garde et peine applicable aux adultes purgées simultanément

(5) L'adolescent placé sous garde en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) et qui purge déjà une peine applicable aux adultes visée par une ordonnance rendue au titre de l'alinéa 76(1)a) (placement en cas de peine applicable aux adultes) peut, à la discrétion du directeur provincial, purger tout ou partie des peines dans un lieu de garde, un centre correctionnel provincial pour adultes ou, s'il reste au moins deux ans à purger, dans un pénitencier.

Adolescent atteignant l'âge de vingt ans

93 (1) L'adolescent placé dans un lieu de garde en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r) doit, lorsqu'il atteint l'âge de vingt ans, être transféré dans un établissement correctionnel provincial pour adultes pour y purger le reste de sa peine spécifique, à moins que le directeur provincial ordonne que l'adolescent soit maintenu dans le lieu de garde.

Transfèrement dans un pénitencier

(2) Dans le cas où l'adolescent est ainsi transféré, le tribunal pour adolescents, sur demande présentée par le directeur provincial suivant le transfèrement, peut, après avoir accordé à l'adolescent, au directeur provincial et aux représentants des systèmes correctionnels fédéral et provincial l'occasion de se faire entendre, s'il estime que la mesure est préférable pour l'adolescent ou dans l'intérêt public et si, au moment de la demande, le temps à courir sur la peine est de deux ans ou plus, autoriser le directeur à ordonner que le reste de la peine soit purgé dans un pénitencier.

Dispositions applicables

(3) Les lois — notamment la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi sur les prisons et les maisons de correction* —, règlements et autres règles de droit régissant les prisonniers ou les délinquants au sens de ces lois, règlements ou autres règles de droit s'appliquent à l'adolescent qui purge sa peine dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitentier au titre des paragraphes (1) ou

except to the extent that they conflict with Part 6 (publication, records and information) of this Act, which Part continues to apply to the young person.

Annual review

94 (1) When a young person is committed to custody pursuant to a youth sentence under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) for a period exceeding one year, the provincial director of the province in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth justice court without delay at the end of one year from the date of the most recent youth sentence imposed in respect of the offence — and at the end of every subsequent year from that date — and the youth justice court shall review the youth sentence.

Annual review

(2) When a young person is committed to custody pursuant to youth sentences imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) in respect of more than one offence for a total period exceeding one year, the provincial director of the province in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth justice court without delay at the end of one year from the date of the earliest youth sentence imposed — and at the end of every subsequent year from that date — and the youth justice court shall review the youth sentences.

Optional review

(3) When a young person is committed to custody pursuant to a youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r) in respect of an offence, the provincial director may, on the provincial director's own initiative, and shall, on the request of the young person, the young person's parent or the Attorney General, on any of the grounds set out in subsection (6), cause the young person to be brought before a youth justice court to review the youth sentence,

(a) when the youth sentence is for a period not exceeding one year, once at any time after the expiry of the greater of

(i) thirty days after the date of the youth sentence imposed under subsection 42(2) in respect of the offence, and

(ii) one third of the period of the youth sentence imposed under subsection 42(2) in respect of the offence; and

(b) when the youth sentence is for a period exceeding one year, at any time after six months after the date of

(2), dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec la partie 6 (dossiers et confidentialité des renseignements) de la présente loi, qui continue de s'appliquer à l'adolescent.

Examen annuel

94 (1) Dans le cas où l'adolescent est, par suite d'une infraction, placé sous garde pour une période de plus d'un an en exécution d'une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r), le directeur provincial de la province où l'adolescent est placé doit, aux fins d'examen de la peine, faire amener l'adolescent devant le tribunal pour adolescents dès l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du prononcé de la dernière peine imposée relativement à l'infraction et à la fin de chaque année qui suit cette date.

Examen obligatoire lorsque plusieurs infractions

(2) Dans le cas où l'adolescent est, par suite de plusieurs infractions, placé sous garde pour une période totale de plus d'un an en exécution de peines spécifiques imposées en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r), le directeur provincial de la province où l'adolescent est placé doit, aux fins d'examen des peines, faire amener l'adolescent devant le tribunal pour adolescents dès l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date du prononcé de la première peine imposée relativement à ces infractions et à la fin de chaque année qui suit cette date.

Examen sur demande motivée

(3) Dans le cas où l'adolescent est, par suite d'une infraction, placé sous garde en exécution d'une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)n), o), q) ou r), le directeur provincial peut, de sa propre initiative, et doit, sur demande présentée par l'adolescent, ses père ou mère ou le procureur général, pour l'un des motifs visés au paragraphe (6), faire amener l'adolescent, aux fins d'examen de la peine, devant le tribunal pour adolescents :

a) si la peine est imposée pour une période maximale d'un an, une seule fois, à tout moment après un délai de trente jours suivant le prononcé de la peine ou, si cette période est plus longue, après l'expiration du tiers de la période prévue par cette peine;

b) si la peine est imposée pour une période de plus d'un an, à tout moment après l'expiration des six mois suivant la date du prononcé de la dernière peine imposée relativement à l'infraction.

the most recent youth sentence imposed in respect of the offence.

Time for optional review

(4) The young person may be brought before the youth justice court at any other time, with leave of the youth justice court judge.

Review

(5) If a youth justice court is satisfied that there are grounds for review under subsection (6), the court shall review the youth sentence.

Grounds for review

(6) A youth sentence imposed in respect of a young person may be reviewed under subsection (5)

(a) on the ground that the young person has made sufficient progress to justify a change in the youth sentence;

(b) on the ground that the circumstances that led to the youth sentence have changed materially;

(c) on the ground that new services or programs are available that were not available at the time of the youth sentence;

(d) on the ground that the opportunities for rehabilitation are now greater in the community; or

(e) on any other ground that the youth justice court considers appropriate.

No review if appeal pending

(7) Despite any other provision of this section, no review of a youth sentence in respect of which an appeal has been taken shall be made under this section until all proceedings in respect of any such appeal have been completed.

Youth justice court may order appearance of young person for review

(8) When a provincial director is required under subsections (1) to (3) to cause a young person to be brought before the youth justice court and fails to do so, the youth justice court may, on application made by the young person, his or her parent or the Attorney General, or on its own motion, order the provincial director to cause the young person to be brought before the youth justice court.

Permission du tribunal

(4) L'adolescent peut être amené devant le tribunal pour adolescents aux fins visées par le paragraphe (3) à tout autre moment avec l'autorisation du juge de ce tribunal.

Demande fondée

(5) S'il constate l'existence de l'un des motifs visés au paragraphe (6), le tribunal procède à l'examen de la peine spécifique.

Motifs de l'examen

(6) La peine spécifique peut être examinée en vertu du paragraphe (5) pour les motifs suivants :

a) l'accomplissement par l'adolescent de progrès suffisant à justifier la modification de la peine;

b) la survenance de modifications importantes dans les circonstances qui ont conduit à l'imposition de la peine;

c) la possibilité pour l'adolescent de bénéficier de services et de programmes qui n'existaient pas au moment de l'imposition de la peine;

d) le fait que les possibilités de réinsertion sociale sont maintenant plus grandes au sein de la collectivité;

e) tout autre motif que le tribunal pour adolescents estime approprié.

Pas d'examen en cours d'appel

(7) Par dérogation à toute autre disposition du présent article, la peine spécifique portée en appel ne peut faire l'objet d'un examen dans le cadre du présent article tant que ne sont pas vidées les procédures de cet appel.

Comparution ordonnée par le tribunal pour adolescents aux fins d'examen

(8) Faute par le directeur provincial d'avoir, comme l'exigeaient les paragraphes (1) à (3), fait amener l'adolescent devant le tribunal pour adolescents, le tribunal peut, soit sur demande présentée par l'adolescent, ses père ou mère ou le procureur général, soit de sa propre initiative, ordonner au directeur provincial de faire amener l'adolescent devant lui.

Progress report

(9) The youth justice court shall, before reviewing under this section a youth sentence imposed in respect of a young person, require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a progress report on the performance of the young person since the youth sentence took effect.

Additional information in progress report

(10) A person preparing a progress report in respect of a young person may include in the report any information relating to the personal and family history and present environment of the young person that he or she considers advisable.

Written or oral report

(11) A progress report shall be in writing unless it cannot reasonably be committed to writing, in which case it may, with leave of the youth justice court, be submitted orally in court.

Subsections 40(4) to (10) to apply

(12) Subsections 40(4) to (10) (procedures respecting pre-sentence reports) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of progress reports.

Notice of review from provincial director

(13) When a youth sentence imposed in respect of a young person is to be reviewed under subsection (1) or (2), the provincial director shall cause any notice that may be directed by rules of court applicable to the youth justice court or, in the absence of such a direction, at least five clear days notice of the review to be given in writing to the young person, a parent of the young person and the Attorney General.

Notice of review from person requesting it

(14) When a review of a youth sentence imposed in respect of a young person is requested under subsection (3), the person requesting the review shall cause any notice that may be directed by rules of court applicable to the youth justice court or, in the absence of such a direction, at least five clear days notice of the review to be given in writing to the young person, a parent of the young person and the Attorney General.

Statement of right to counsel

(15) A notice given to a parent under subsection (13) or (14) shall include a statement that the young person whose youth sentence is to be reviewed has the right to be represented by counsel.

Rapport d'étape

(9) Avant de procéder, conformément au présent article, à l'examen d'une peine spécifique concernant un adolescent, le tribunal pour adolescents demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport d'étape sur le comportement de l'adolescent depuis le début de l'exécution de la peine.

Renseignements complémentaires

(10) L'auteur du rapport d'étape peut y insérer les renseignements complémentaires qu'il estime utiles sur les antécédents personnels ou familiaux de l'adolescent et sa situation actuelle.

Rapport oral ou écrit

(11) Le rapport d'étape est établi par écrit; si pour des raisons valables, il ne peut l'être, il pourra, avec la permission du tribunal pour adolescents, être présenté oralement à l'audience.

Dispositions applicables

(12) Les paragraphes 40(4) à (10) (procédure relative au rapport prédecisionnel) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux rapports d'étape.

Avis d'examen à donner par le directeur provincial

(13) Lorsqu'une peine spécifique imposée à un adolescent doit être examinée en application des paragraphes (1) ou (2), le directeur provincial fait donner l'avis qui peut être requis par les règles de pratique applicables au tribunal pour adolescents ou, en l'absence d'une règle à cette fin, fait donner un avis écrit d'au moins cinq jours francs à l'adolescent, à ses père ou mère et au procureur général.

Avis d'examen à donner par la personne qui demande l'examen

(14) Lorsque l'examen d'une peine spécifique imposée à un adolescent est demandé aux termes du paragraphe (3), l'auteur de la demande doit faire donner l'avis qui peut être requis par les règles de pratique applicables au tribunal pour adolescents ou, en l'absence d'une règle à cette fin, doit faire donner un avis écrit d'au moins cinq jours francs à l'adolescent, à ses père ou mère et au procureur général.

Déclaration relative au droit à un avocat

(15) L'avis d'examen destiné aux père ou mère doit contenir une déclaration précisant que l'adolescent visé par la peine spécifique à examiner a le droit d'être représenté par un avocat.

Service of notice

(16) A notice under subsection (13) or (14) may be served personally or may be sent by confirmed delivery service.

Notice may be waived

(17) Any of the persons entitled to notice under subsection (13) or (14) may waive the right to that notice.

If notice not given

(18) If notice under subsection (13) or (14) is not given in accordance with this section, the youth justice court may

(a) adjourn the proceedings and order that the notice be given in the manner and to the persons that it directs; or

(b) dispense with the notice if, in the opinion of the court, having regard to the circumstances, notice may be dispensed with.

Decision of the youth justice court after review

(19) When a youth justice court reviews under this section a youth sentence imposed in respect of a young person, it may, after giving the young person, a parent of the young person, the Attorney General and the provincial director an opportunity to be heard, having regard to the needs of the young person and the interests of society,

(a) confirm the youth sentence;

(b) release the young person from custody and place the young person under conditional supervision in accordance with the procedure set out in section 105, with any modifications that the circumstances require, for a period not exceeding the remainder of the youth sentence that the young person is then serving; or

(c) if the provincial director so recommends, convert a youth sentence under paragraph 42(2)(r) to a youth sentence under paragraph 42(2)(q) if the offence was murder or to a youth sentence under paragraph 42(2)(n) or (o), as the case may be, if the offence was an offence other than murder.

Orders are youth sentences

95 Orders under subsections 97(2) (conditions) and 98(3) (continuation of custody), paragraph 103(2)(b) (continuation of custody), subsections 104(1) (continuation of custody) and 105(1) (conditional supervision) and paragraph 109(2)(b) (continuation of suspension of conditional supervision) are deemed to be youth sentences for the purposes of section 94 (reviews).

Signification de l'avis

(16) L'avis est signifié à personne ou transmis par service de messagerie.

Renonciation à l'avis

(17) Le destinataire d'un avis peut y renoncer.

Défaut d'avis

(18) Dans les cas où l'avis n'a pas été donné conformément au présent article, le tribunal pour adolescents peut :

a) soit ajourner l'instance et ordonner que l'avis soit donné selon les modalités et aux personnes qu'il indique;

b) soit passer outre à l'avis s'il estime que, compte tenu des circonstances, l'avis n'est pas indispensable.

Décision du tribunal après l'examen

(19) Saisi, dans le cadre du présent article, de l'examen d'une peine spécifique, le tribunal pour adolescents, après avoir d'une part donné à l'adolescent, à ses père ou mère, au procureur général et au directeur provincial l'occasion de se faire entendre et, d'autre part, pris en considération les besoins de l'adolescent et les intérêts de la société, peut :

a) soit confirmer la peine;

b) soit libérer l'adolescent sous condition conformément aux règles établies à l'article 105, avec les adaptations nécessaires, pour une période ne dépassant pas le reste de sa peine;

c) soit, sur recommandation du directeur, convertir la peine imposée en application de l'alinéa 42(2)r en une peine visée à l'alinéa 42(2)q, si elle a été imposée par suite d'un meurtre, ou en une peine visée aux alinéas 42(2)n ou o, si elle a été imposée pour une autre infraction.

Assimilation

95 Les ordres ou ordonnances prévus aux paragraphes 97(2) (conditions) et 98(3) (maintien sous garde), à l'alinéa 103(2)b (maintien sous garde), aux paragraphes 104(1) (prolongation de la garde) et 105(1) (liberté sous condition) et à l'alinéa 109(2)b (maintien de la suspension de la liberté sous condition) sont réputés être des peines spécifiques pour l'application de l'article 94 (examen).

Recommendation of provincial director for conditional supervision of young person

96 (1) When a young person is held in custody pursuant to a youth sentence under paragraph 42(2)(n), (o), (q) or (r), the provincial director may, if satisfied that the needs of the young person and the interests of society would be better served by doing so, make a recommendation to the youth justice court that the young person be released from custody and placed under conditional supervision.

Notice

(2) If the provincial director makes a recommendation, the provincial director shall cause a notice to be given in writing that includes the reasons for the recommendation and the conditions that the provincial director would recommend be set under section 105 to the young person, a parent of the young person and the Attorney General and give a copy of the notice to the youth justice court.

Application to court for review of recommendation

(3) If notice of a recommendation is made under subsection (2) with respect to a youth sentence imposed on a young person, the youth justice court shall, if an application for review is made by the young person, the young person's parent or the Attorney General within ten days after service of the notice, review the youth sentence without delay.

Subsections 94(7), (9) to (12) and (14) to (19) apply

(4) Subject to subsection (5), subsections 94(7) (no review of appeal pending), (9) to (12) (progress reports) and (14) to (19) (provisions respecting notice and decision of the youth justice court) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of reviews made under this section and any notice required under subsection 94(14) shall also be given to the provincial director.

If no application for review made under subsection (3)

(5) A youth justice court that receives a notice under subsection (2) shall, if no application for a review is made under subsection (3),

(a) order the release of the young person and place the young person under conditional supervision in accordance with section 105, having regard to the recommendations of the provincial director; or

(b) if the court considers it advisable, order that the young person not be released.

For greater certainty, an order under this subsection may be made without a hearing.

Recommandation par le directeur provincial

96 (1) S'il est convaincu que, dans l'intérêt de la société et eu égard aux besoins de l'adolescent mis sous garde en exécution d'une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)n, o), q) ou r), celui-ci devrait être mis en liberté sous condition, le directeur provincial peut recommander cette mesure au tribunal pour adolescents.

Avis

(2) Le directeur provincial qui fait une telle recommandation fait informer, par avis écrit, l'adolescent, ses père ou mère et le procureur général, des motifs de la recommandation et des conditions dont la mise en liberté devrait être assortie en application de l'article 105. Il remet copie de cet avis au tribunal pour adolescents.

Demande d'examen de la recommandation

(3) Une fois l'avis donné, le tribunal pour adolescents doit, sur demande présentée par l'adolescent, par ses père ou mère ou par le procureur général dans les dix jours suivant la signification de l'avis, procéder sans délai à l'examen de la peine spécifique.

Dispositions applicables

(4) Sous réserve du paragraphe (5), les paragraphes 94(7) (pas d'examen en cours d'appel), (9) à (12) (rapport d'étape) et (14) à (19) (dispositions relatives aux avis et aux décisions du tribunal pour adolescents) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux examens effectués en vertu du présent article; tout avis requis aux termes du paragraphe 94(14) devra aussi être donné au directeur provincial.

Absence de demande d'examen de la peine

(5) Le tribunal pour adolescents qui reçoit une copie de l'avis visé au paragraphe (2) doit, à défaut de la demande d'examen prévue au paragraphe (3) :

a) soit ordonner la mise en liberté sous conditions de l'adolescent conformément à l'article 105, compte tenu des recommandations du directeur provincial;

b) soit, s'il l'estime indiqué, ordonner son maintien sous garde.

Il est entendu que les ordonnances peuvent être rendues sans qu'il y ait d'audition.

Notice when no release ordered

(6) When a youth justice court orders that the young person not be released under paragraph (5)(b), it shall cause a notice of its order to be given to the provincial director without delay.

Provincial director may request review

(7) When the provincial director is given a notice under subsection (6), he or she may request a review under this section.

When provincial director requests a review

(8) When the provincial director requests a review under subsection (7),

(a) the provincial director shall cause any notice that may be directed by rules of court applicable to the youth justice court or, in the absence of such a direction, at least five clear days notice of the review to be given in writing to the young person, a parent of the young person and the Attorney General; and

(b) the youth justice court shall review the youth sentence without delay after the notice required under paragraph (a) is given.

Conditions to be included in custody and supervision order

97 (1) Every youth sentence imposed under paragraph 42(2)(n) shall contain the following conditions, namely, that the young person, while serving the portion of the youth sentence under supervision in the community,

(a) keep the peace and be of good behaviour;

(b) report to the provincial director and then be under the supervision of the provincial director;

(c) inform the provincial director immediately on being arrested or questioned by the police;

(d) report to the police, or any named individual, as instructed by the provincial director;

(e) advise the provincial director of the young person's address of residence and report immediately to the provincial director any change

(i) in that address,

(ii) in the young person's normal occupation, including employment, vocational or educational training and volunteer work,

(iii) in the young person's family or financial situation, and

Avis en l'absence d'une détermination

(6) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance en application de l'alinéa (5)b) fait donner sans délai un avis de sa décision au directeur provincial.

Demande d'examen

(7) Lorsqu'il reçoit l'avis visé au paragraphe (6), le directeur provincial peut demander qu'un examen soit effectué en application du présent article.

Cas où le directeur provincial demande un examen

(8) Si le directeur provincial demande un tel examen :

a) il doit faire donner l'avis qui peut être requis par les règles de pratique applicables au tribunal pour adolescents ou, en l'absence d'une règle à cette fin, doit en faire donner un avis écrit d'au moins cinq jours francs à l'adolescent, à ses père ou mère et au procureur général;

b) le tribunal pour adolescents doit sans délai examiner la peine spécifique une fois que l'avis requis en vertu de l'alinéa a) est donné.

Ordonnance de garde et de surveillance — conditions obligatoires

97 (1) Toute ordonnance rendue en application de l'alinéa 42(2)n) comprend les conditions suivantes, qui s'appliquent à l'adolescent dès qu'il commence à purger sa période de surveillance au sein de la collectivité :

a) l'obligation de ne pas troubler l'ordre public et de bien se conduire;

b) l'obligation de se rapporter à son directeur provincial et ensuite de demeurer sous la surveillance de celui-ci;

c) l'obligation d'informer immédiatement son directeur provincial s'il est arrêté ou interrogé par la police;

d) l'obligation de se présenter à la police ou à la personne nommément désignée, selon ce qu'indique le directeur provincial;

e) l'obligation de communiquer à son directeur provincial son adresse résidentielle et d'informer immédiatement celui-ci de tout changement :

(i) d'adresse résidentielle,

(iv) that may reasonably be expected to affect the young person's ability to comply with the conditions of the sentence; and

(f) not own, possess or have the control of any weapon, ammunition, prohibited ammunition, prohibited device or explosive substance, except as authorized in writing by the provincial director for the purposes of the young person participating in a program specified in the authorization.

(ii) d'occupation habituelle, tel qu'un changement d'emploi ou de travail bénévole ou un changement de formation,

(iii) dans sa situation familiale ou financière,

(iv) dont il est raisonnable de s'attendre qu'il soit susceptible de modifier sa capacité de respecter les conditions de l'ordonnance;

f) l'interdiction d'être en possession d'une arme, d'un dispositif prohibé, de munitions, de munitions prohibées ou de substances explosives, ou d'en avoir le contrôle ou la propriété, sauf en conformité avec l'autorisation écrite du directeur provincial en vue de la participation de l'adolescent au programme qui y est précisé.

Other conditions

(2) The provincial director may set additional conditions that support and address the needs of the young person, promote the reintegration of the young person into the community and offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present. The provincial director shall, in setting the conditions, take into account the needs of the young person, the most effective programs for the young person in order to maximize his or her chances for reintegration into the community, the nature of the offence and the ability of the young person to comply with the conditions.

Conditions

(2) Le directeur provincial peut, par ordre, fixer des conditions additionnelles qui répondent aux besoins de l'adolescent, favorisent sa réinsertion sociale et protègent suffisamment le public contre les risques que présenterait par ailleurs l'adolescent. Pour les fixer, il prend en compte les besoins de l'adolescent, les programmes les mieux adaptés à ceux-ci et qui sont susceptibles d'augmenter le plus possible ses chances de réinsertion sociale, la nature de l'infraction et la capacité de l'adolescent de respecter les conditions.

Communication of conditions

(3) The provincial director shall

- (a) cause the conditions to be read by or to the young person bound by them;
- (b) explain or cause to be explained to the young person the purpose and effect of the conditions, and confirm that the young person understands them; and
- (c) cause a copy of the conditions to be given to the young person, and to a parent of the young person.

Communication des conditions à l'adolescent et au père ou à la mère

(3) Le directeur provincial doit :

- a) faire lire les conditions par l'adolescent ou lui en faire donner lecture;
- b) en expliquer, ou en faire expliquer, le but et les effets à l'adolescent, et s'assurer qu'il les a compris;
- c) en faire donner une copie à l'adolescent et à ses père ou mère.

Provisions to apply

(4) Subsections 56(3) (endorsement of order by young person) and (4) (validity of order) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of conditions under this section.

Dispositions applicables

(4) Les paragraphes 56(3) (assentiment de l'adolescent) et (4) (validité de l'ordonnance) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des conditions visées au présent article.

Application for continuation of custody

98 (1) Within a reasonable time before the expiry of the custodial portion of a young person's youth sentence, the Attorney General or the provincial director may apply to

Demande de maintien sous garde

98 (1) Dans un délai raisonnable avant l'expiration de la période de garde imposée à l'adolescent, le procureur général ou le directeur provincial peut présenter au

the youth justice court for an order that the young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the youth sentence.

Continuation of custody

(2) If the hearing for an application under subsection (1) cannot be completed before the expiry of the custodial portion of the youth sentence, the court may order that the young person remain in custody pending the determination of the application if the court is satisfied that the application was made in a reasonable time, having regard to all the circumstances, and that there are compelling reasons for keeping the young person in custody.

Decision

(3) The youth justice court may, after giving both parties and a parent of the young person an opportunity to be heard, order that a young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the youth sentence, if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that

- (a)** the young person is likely to commit a serious violent offence before the expiry of the youth sentence he or she is then serving; and
- (b)** the conditions that would be imposed on the young person if he or she were to serve a portion of the youth sentence in the community would not be adequate to prevent the commission of the offence.

Factors

(4) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth justice court shall take into consideration any factor that is relevant to the case of the young person, including

- (a)** evidence of a pattern of persistent violent behaviour and, in particular,
 - (i)** the number of offences committed by the young person that caused physical or psychological harm to any other person,
 - (ii)** the young person's difficulties in controlling violent impulses to the point of endangering the safety of any other person,
 - (iii)** the use of weapons in the commission of any offence,
 - (iv)** explicit threats of violence,
 - (v)** behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence, and

tribunal pour adolescents une demande visant son maintien sous garde pour une période ne dépassant pas le reste de sa peine spécifique.

Maintien sous garde

(2) S'il ne peut décider de la demande avant l'expiration de la période de garde imposée, le tribunal peut, s'il est convaincu que la demande a été présentée dans un délai raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances, et qu'il existe des motifs impérieux pour la prise de cette mesure, ordonner le maintien sous garde de l'adolescent jusqu'à l'aboutissement de la demande.

Décision

(3) Le tribunal peut, après avoir fourni aux parties et aux père ou mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre, ordonner son maintien sous garde pour une période n'excédant pas le reste de sa peine spécifique, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent pourrait vraisemblablement perpétrer avant l'expiration de sa peine une infraction grave avec violence et que les conditions qui seraient imposées s'il purgeait une partie de sa peine sous surveillance au sein de la collectivité ne pourraient empêcher adéquatement la perpétration de l'infraction.

Facteurs

(4) Pour décider de la demande visée au paragraphe (1), le tribunal doit tenir compte de tous les facteurs utiles, notamment :

- a)** l'existence d'un comportement violent continual démontré par divers éléments de preuve, en particulier :
 - (i)** le nombre d'infractions commises par l'adolescent ayant causé des blessures ou des problèmes psychologiques à autrui,
 - (ii)** les difficultés de l'adolescent à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,
 - (iii)** l'utilisation d'armes lors de la perpétration des infractions,
 - (iv)** les menaces explicites de recours à la violence,
 - (v)** le degré de brutalité dans la perpétration des infractions,

- (vi)** a substantial degree of indifference on the part of the young person as to the reasonably foreseeable consequences, to other persons, of the young person's behaviour;
- (b)** psychiatric or psychological evidence that a physical or mental illness or disorder of the young person is of such a nature that the young person is likely to commit, before the expiry of the youth sentence the young person is then serving, a serious violent offence;
- (c)** reliable information that satisfies the youth justice court that the young person is planning to commit, before the expiry of the youth sentence the young person is then serving, a serious violent offence;
- (d)** the availability of supervision programs in the community that would offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present until the expiry of the youth sentence the young person is then serving;
- (e)** whether the young person is more likely to reoffend if he or she serves his or her youth sentence entirely in custody without the benefits of serving a portion of the youth sentence in the community under supervision; and
- (f)** evidence of a pattern of committing violent offences while he or she was serving a portion of a youth sentence in the community under supervision.

Report

99 (1) For the purpose of determining an application under section 98 (application for continuation of custody), the youth justice court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a report setting out any information of which the provincial director is aware with respect to the factors set out in subsection 98(4) that may be of assistance to the court.

Written or oral report

(2) A report referred to in subsection (1) shall be in writing unless it cannot reasonably be committed to writing, in which case it may, with leave of the youth justice court, be submitted orally in court.

Provisions apply

(3) Subsections 40(4) to (10) (procedures respecting pre-sentence reports) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a report referred to in subsection (1).

(vi) une grande indifférence de la part de l'adolescent quant aux conséquences de ses actes pour autrui;

b) les rapports de psychiatres ou de psychologues indiquant qu'à cause de maladie ou de troubles physiques ou mentaux, l'adolescent est susceptible de commettre, avant l'expiration de sa peine spécifique, une infraction grave avec violence;

c) l'existence de renseignements sûrs qui convainquent le tribunal que l'adolescent projette de commettre, avant l'expiration de sa peine spécifique, une infraction grave avec violence;

d) l'existence de programmes de surveillance au sein de la collectivité qui protégeraient suffisamment le public contre le risque que présenterait par ailleurs l'adolescent jusqu'à l'expiration de sa peine spécifique;

e) la possibilité que le risque de récidive de l'adolescent soit plus élevé s'il purge toute sa peine spécifique sous garde sans bénéficier des avantages liés à la période de surveillance au sein de la collectivité;

f) la tendance de l'adolescent à perpétrer des infractions avec violence lorsqu'il purge une partie de sa peine sous surveillance au sein de la collectivité.

Rapport

99 (1) Pour décider de la demande visée à l'article 98 (demande de maintien sous garde), le tribunal demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport faisant état de tous les éléments d'information dont il dispose concernant les facteurs visés au paragraphe 98(4) et qui peuvent s'avérer utiles au tribunal.

Rapport oral ou écrit

(2) Le rapport est établi par écrit; si, pour des motifs raisonnables, il ne peut l'être sous forme écrite, il pourra, avec la permission du tribunal, être présenté oralement à l'audience.

Dispositions applicables

(3) Les paragraphes 40(4) à (10) (procédure relative au rapport pré-décisionnel) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au rapport.

Notice of hearing

(4) When an application is made under section 98 (application for continuation of custody) in respect of a young person, the provincial director shall cause to be given, to the young person and to a parent of the young person, at least five clear days notice of the hearing in writing.

Statement of right to counsel

(5) Any notice given to a parent under subsection (4) shall include a statement that the young person has the right to be represented by counsel.

Service of notice

(6) A notice under subsection (4) may be served personally or may be sent by confirmed delivery service.

When notice not given

(7) When notice under subsection (4) is not given in accordance with this section, the youth justice court may

(a) adjourn the hearing and order that the notice be given in any manner and to any person that it directs; or

(b) dispense with the giving of the notice if, in the opinion of the youth justice court, having regard to the circumstances, the giving of the notice may be dispensed with.

Reasons

100 When a youth justice court makes an order under subsection 98(3) (decision for continued custody), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall provide, or cause to be provided, to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and a parent of the young person, the Attorney General and the provincial director

(a) a copy of the order; and

(b) on request, a transcript or copy of the reasons for the order.

Review of youth justice court decision

101 (1) An order made under subsection 98(3) (decision for continued custody) in respect of a young person, or the refusal to make such an order, shall, on application of the young person, the young person's counsel, the Attorney General or the provincial director made within thirty days after the decision of the youth justice court, be reviewed by the court of appeal, and that court may, in its discretion, confirm or reverse the decision of the youth justice court.

Avis d'audience

(4) Lorsqu'une demande est présentée en vertu de l'article 98 (demande de maintien sous garde), le directeur provincial fait donner un avis écrit de l'audience d'au moins cinq jours francs à l'adolescent et à ses père ou mère.

Déclaration relative au droit à un avocat

(5) L'avis donné à ses père ou mère doit contenir une déclaration précisant que l'adolescent a le droit d'être représenté par un avocat.

Signification de l'avis

(6) L'avis est signifié à personne ou transmis par service de messagerie.

Défaut d'avis

(7) Dans les cas où l'avis n'a pas été donné conformément au présent article, le tribunal pour adolescents peut :

a) soit ajourner l'instance et ordonner que l'avis soit donné selon les modalités et aux personnes qu'il indique;

b) soit passer outre à l'avis s'il estime que, compte tenu des circonstances, l'avis n'est pas indispensable.

Motifs

100 Le tribunal qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe 98(3) (décision — maintien sous garde) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance — et, sur demande, une transcription ou copie des motifs de l'ordonnance — à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père ou mère, au procureur général et au directeur provincial.

Révision de l'ordonnance

101 (1) L'ordonnance rendue en application du paragraphe 98(3) (décision — maintien sous garde) ainsi que le refus de rendre une telle ordonnance sont, sur demande présentée dans les trente jours de la décision par l'adolescent, son avocat, le procureur général ou le directeur provincial, examinés par la cour d'appel. Celle-ci dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour confirmer ou infirmer la décision du tribunal pour adolescents.

Extension of time to make application

(2) The court of appeal may, at any time, extend the time within which an application under subsection (1) may be made.

Notice of application

(3) A person who proposes to apply for a review under subsection (1) shall give notice of the application in the manner and within the period of time that may be directed by rules of court.

Breach of conditions

102 (1) If the provincial director has reasonable grounds to believe that a young person has breached or is about to breach a condition to which he or she is subject under section 97 (conditions to be included in custody and supervision orders), the provincial director may, in writing,

(a) permit the young person to continue to serve a portion of his or her youth sentence in the community, on the same or different conditions; or

(b) if satisfied that the breach is a serious one that increases the risk to public safety, order that the young person be remanded to any youth custody facility that the provincial director considers appropriate until a review is conducted.

Provisions apply

(2) Sections 107 (apprehension) and 108 (review by provincial director) apply, with any modifications that the circumstances require, to an order under paragraph (1)(b).

Review by youth justice court

103 (1) When the case of a young person is referred to the youth justice court under section 108 (review by provincial director), the provincial director shall, without delay, cause the young person to be brought before the youth justice court, and the youth justice court shall, after giving the young person an opportunity to be heard,

(a) if the court is not satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach one of the conditions under which he or she was being supervised in the community, order that the young person continue to serve a portion of his or her youth sentence in the community, on the same or different conditions; or

(b) if the court is satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach one of the conditions under which he or she was being

Prorogation

(2) La cour d'appel peut, à tout moment, prolonger le délai prévu pour faire la demande visée au paragraphe (1).

Avis de la demande

(3) Toute personne qui se propose de demander la révision en vertu du paragraphe (1) doit donner un avis de sa demande selon les modalités et dans les délais prévus par les règles de cour.

Non-respect des conditions

102 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un adolescent a enfreint — ou est sur le point d'enfreindre — une condition imposée aux termes de l'article 97 (ordonnance de garde et de surveillance — conditions), le directeur provincial peut, par écrit :

a) soit permettre à l'adolescent de continuer de purger sa peine spécifique au sein de la collectivité, aux mêmes conditions ou non;

b) soit, s'il estime qu'il s'agit d'un manquement important aux conditions qui augmente le risque pour la sécurité du public, ordonner la mise sous garde de l'adolescent au lieu de garde qu'il estime indiqué jusqu'à ce que soit effectué l'examen.

Dispositions applicables

(2) Les articles 107 (arrestation) et 108 (examen par le directeur) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un ordre rendu en vertu de l'alinéa (1)b).

Examen par le tribunal

103 (1) S'il y a renvoi de l'affaire conformément à l'article 108 (examen par le directeur), le directeur provincial doit sans délai faire amener l'adolescent devant le tribunal; celui-ci, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, doit :

a) soit ordonner à l'adolescent de continuer de purger sa peine spécifique au sein de la collectivité, auquel cas il peut en modifier les conditions ou en imposer de nouvelles, s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent a enfreint — ou était sur le point d'enfreindre — une condition imposée aux termes de l'article 97 (ordonnance de garde et de surveillance — conditions);

supervised in the community, make an order under subsection (2).

Order

(2) On completion of a review under subsection (1), the youth justice court

(a) shall order that the young person continue to serve the remainder of the youth sentence the young person is then serving in the community, and when the court does so, the court may vary the existing conditions or impose new conditions; or

(b) shall, despite paragraph 42(2)(n) (custody and supervision order), order that the young person remain in custody for a period that does not exceed the remainder of the youth sentence the young person is then serving, if the youth justice court is satisfied that the breach of the conditions was serious.

Provisions apply

(3) Subsections 109(4) to (8) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a review under this section.

Continuation of custody

104 (1) When a young person on whom a youth sentence under paragraph 42(2)(o), (q) or (r) has been imposed is held in custody and an application is made to the youth justice court by the Attorney General, within a reasonable time before the expiry of the custodial portion of the youth sentence, the provincial director of the province in which the young person is held in custody shall cause the young person to be brought before the youth justice court and the youth justice court may, after giving both parties and a parent of the young person an opportunity to be heard and if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is likely to commit an offence causing the death of or serious harm to another person before the expiry of the youth sentence the young person is then serving, order that the young person remain in custody for a period not exceeding the remainder of the youth sentence.

Continuation of custody

(2) If the hearing of an application under subsection (1) cannot be completed before the expiry of the custodial portion of the youth sentence, the court may order that the young person remain in custody until the determination of the application if the court is satisfied that the application was made in a reasonable time, having regard to all the circumstances, and that there are compelling reasons for keeping the young person in custody.

b) soit rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2) s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent a enfreint, ou était sur le point d'enfreindre, une telle condition.

Ordonnance du tribunal

(2) Au terme de son examen, le tribunal pour adolescents doit :

a) soit ordonner à l'adolescent de continuer de purger sa peine spécifique au sein de la collectivité, auquel cas il peut en modifier les conditions ou en imposer de nouvelles;

b) soit ordonner, malgré l'alinéa 42(2)n (ordonnance de placement et de surveillance), le maintien sous garde de l'adolescent pour une période n'excédant pas le reste de sa peine lorsqu'il est convaincu qu'il y a eu un manquement important aux conditions imposées aux termes de l'article 97 (ordonnance de garde et de surveillance — conditions).

Dispositions applicables

(3) Les paragraphes 109(4) à (8) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'examen.

Prolongation de la garde

104 (1) Dans le cas où l'adolescent est tenu sous garde en vertu d'une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)o, q) ou r) et où le procureur général présente une demande en ce sens au tribunal pour adolescents dans un délai raisonnable avant l'expiration de la période de garde, le directeur provincial de la province où l'adolescent est tenu sous garde doit le faire amener devant le tribunal; celui-ci, après avoir fourni aux parties et aux père ou mère de l'adolescent l'occasion de se faire entendre, peut, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent commettra vraisemblablement, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à autrui, ordonner son maintien sous garde pour une période n'excédant pas le reste de sa peine.

Maintien sous garde pendant l'audition

(2) S'il ne peut décider de la demande avant l'expiration de la période de garde, le tribunal peut, s'il est convaincu que la demande a été présentée dans un délai raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances, et qu'il existe des motifs impérieux pour la prise de cette mesure, ordonner le maintien sous garde de l'adolescent jusqu'à l'aboutissement de la demande.

Factors

(3) For the purpose of determining an application under subsection (1), the youth justice court shall take into consideration any factor that is relevant to the case of the young person, including

(a) evidence of a pattern of persistent violent behaviour and, in particular,

(i) the number of offences committed by the young person that caused physical or psychological harm to any other person,

(ii) the young person's difficulties in controlling violent impulses to the point of endangering the safety of any other person,

(iii) the use of weapons in the commission of any offence,

(iv) explicit threats of violence,

(v) behaviour of a brutal nature associated with the commission of any offence, and

(vi) a substantial degree of indifference on the part of the young person as to the reasonably foreseeable consequences, to other persons, of the young person's behaviour;

(b) psychiatric or psychological evidence that a physical or mental illness or disorder of the young person is of such a nature that the young person is likely to commit, before the expiry of the youth sentence the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person;

(c) reliable information that satisfies the youth justice court that the young person is planning to commit, before the expiry of the youth sentence the young person is then serving, an offence causing the death of or serious harm to another person; and

(d) the availability of supervision programs in the community that would offer adequate protection to the public from the risk that the young person might otherwise present until the expiry of the youth sentence the young person is then serving.

Youth justice court to order appearance of young person

(4) If a provincial director fails to cause a young person to be brought before the youth justice court under subsection (1), the youth justice court shall order the provincial director to cause the young person to be brought before the youth justice court without delay.

Facteurs

(3) Pour décider de la demande, le tribunal doit tenir compte de tous les facteurs utiles, notamment :

a) l'existence d'un comportement violent continual démontré par divers éléments de preuve, en particulier :

(i) le nombre d'infractions commises par l'adolescent ayant causé des blessures ou des problèmes psychologiques à autrui,

(ii) les difficultés de l'adolescent à maîtriser ses impulsions violentes au point de mettre en danger la sécurité d'autrui,

(iii) l'utilisation d'armes lors de la perpétration des infractions,

(iv) les menaces explicites de recours à la violence,

(v) le degré de brutalité dans la perpétration des infractions,

(vi) une grande indifférence de la part de l'adolescent quant aux conséquences de ses actes pour autrui;

b) les rapports de psychiatres ou de psychologues indiquant qu'à cause de maladie ou de trouble physique ou mental, l'adolescent est susceptible de commettre, avant l'expiration de sa peine spécifique, une infraction causant la mort ou un dommage grave à autrui;

c) l'existence de renseignements sûrs qui convainquent le tribunal que l'adolescent projette de commettre, avant l'expiration de sa peine spécifique, une infraction causant la mort ou un dommage grave à autrui;

d) l'existence de programmes de surveillance au sein de la collectivité qui protégeraient suffisamment le public contre le risque que présenterait par ailleurs l'adolescent jusqu'à l'expiration de sa peine spécifique.

Comparution ordonnée par le tribunal pour adolescents

(4) Faute par le directeur provincial d'avoir, comme l'exigeait le paragraphe (1), fait amener l'adolescent devant le tribunal, celui-ci doit ordonner au directeur provincial de faire amener sans délai l'adolescent devant lui.

Provisions to apply

(5) Sections 99 to 101 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an order made, or the refusal to make an order, under this section.

If application denied

(6) If an application under this section is denied, the court may, with the consent of the young person, the Attorney General and the provincial director, proceed as though the young person had been brought before the court as required under subsection 105(1).

Conditional supervision

105 (1) The provincial director of the province in which a young person on whom a youth sentence under paragraph 42(2)(o), (q) or (r) has been imposed is held in custody or, if applicable, with respect to whom an order has been made under subsection 104(1) (continuation of custody), shall cause the young person to be brought before the youth justice court at least one month before the expiry of the custodial portion of the youth sentence. The court shall, after giving the young person an opportunity to be heard, by order, set the conditions of the young person's conditional supervision.

Conditions to be included in order

(2) The youth justice court shall include in the order under subsection (1) the following conditions, namely, that the young person

- (a)** keep the peace and be of good behaviour;
- (b)** appear before the youth justice court when required by the court to do so;
- (c)** report to the provincial director immediately on release, and then be under the supervision of the provincial director or a person designated by the youth justice court;
- (d)** inform the provincial director immediately on being arrested or questioned by the police;
- (e)** report to the police, or any named individual, as instructed by the provincial director;
- (f)** advise the provincial director of the young person's address of residence on release and after release report immediately to the clerk of the youth justice court or the provincial director any change

(i) in that address,

Dispositions applicables

(5) Les articles 99 à 101 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance visée au présent article ainsi qu'au refus de rendre une telle ordonnance.

Cas de rejet

(6) En cas de rejet de la demande prévue au présent article, le tribunal peut, avec le consentement de l'adolescent, du procureur général et du directeur provincial, procéder comme si l'adolescent avait été amené devant lui conformément au paragraphe 105(1).

Liberté sous condition

105 (1) Le directeur provincial de la province où l'adolescent est tenu sous garde en exécution d'une peine spécifique imposée en application des alinéas 42(2)o, q) ou r) ou, le cas échéant, d'une ordonnance visée au paragraphe 104(1) (prolongation de la garde) doit faire amener ce dernier devant le tribunal pour adolescents au moins un mois avant l'expiration de la période de garde pour que le tribunal fixe par ordonnance, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, les conditions dont est assortie sa mise en liberté sous condition.

Conditions obligatoires

(2) Le tribunal doit assortir l'ordonnance des conditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

- a)** l'obligation de ne pas troubler l'ordre public et de bien se conduire;
- b)** l'obligation de comparaître devant le tribunal pour adolescents lorsqu'il en est requis par le tribunal;
- c)** l'obligation de se rapporter à son directeur provincial dès sa mise en liberté et ensuite de demeurer sous la surveillance de celui-ci ou de la personne désignée par le tribunal;
- d)** l'obligation d'informer immédiatement son directeur provincial s'il est arrêté ou interrogé par la police;
- e)** l'obligation de se présenter à la police ou à la personne nommément désignée, selon ce qu'indique son directeur provincial;
- f)** l'obligation, dès sa mise en liberté, de communiquer à son directeur provincial son adresse résidentielle et d'informer immédiatement celui-ci ou le greffier du tribunal de tout changement :

(i) d'adresse résidentielle,

- (ii) in the young person's normal occupation, including employment, vocational or educational training and volunteer work,
- (iii) in the young person's family or financial situation, and
- (iv) that may reasonably be expected to affect the young person's ability to comply with the conditions of the order;
- (g) not own, possess or have the control of any weapon, ammunition, prohibited ammunition, prohibited device or explosive substance, except as authorized by the order; and
- (h) comply with any reasonable instructions that the provincial director considers necessary in respect of any condition of the conditional supervision in order to prevent a breach of that condition or to protect society.

Other conditions

(3) In setting conditions for the purposes of subsection (1), the youth justice court may include in the order the following conditions, namely, that the young person

- (a) on release, travel directly to the young person's place of residence, or to any other place that is noted in the order;
- (b) make reasonable efforts to obtain and maintain suitable employment;
- (c) attend school or any other place of learning, training or recreation that is appropriate, if the court is satisfied that a suitable program is available for the young person at such a place;
- (d) reside with a parent, or any other adult that the court considers appropriate, who is willing to provide for the care and maintenance of the young person;
- (e) reside in any place that the provincial director may specify;
- (f) remain within the territorial jurisdiction of one or more courts named in the order;
- (g) comply with conditions set out in the order that support and address the needs of the young person and promote the reintegration of the young person into the community; and
- (h) comply with any other conditions set out in the order that the court considers appropriate, including conditions for securing the young person's good

- (ii) d'occupation habituelle, tel qu'un changement d'emploi ou de travail bénévole ou un changement de formation,
- (iii) dans sa situation familiale ou financière,
- (iv) dont il est raisonnable de s'attendre qu'il soit susceptible de modifier sa capacité de respecter les conditions de l'ordonnance;
- (g) l'interdiction d'être en possession d'une arme, d'un dispositif prohibé, de munitions, de munitions prohibées ou de substances explosives, ou d'en avoir le contrôle ou la propriété, sauf en conformité avec l'ordonnance;
- (h) l'observation de toutes instructions raisonnables que le directeur provincial estime nécessaires concernant les conditions de la liberté sous condition pour empêcher la violation des conditions ou pour protéger la société.

Autres conditions

(3) Le tribunal peut assortir l'ordonnance des conditions suivantes à l'égard de l'adolescent :

- a) l'obligation, dès sa mise en liberté, de se rendre directement à sa résidence ou à tout autre lieu dont l'adresse est indiquée dans l'ordonnance;
- b) l'obligation de faire des efforts raisonnables en vue de trouver et de conserver un emploi approprié;
- c) la fréquentation de l'école ou de tout établissement d'enseignement, de formation ou de loisirs approprié, si le tribunal estime qu'il y existe, pour l'adolescent, un programme convenable;
- d) la résidence chez l'un de ses père ou mère ou chez un autre adulte prêt à assurer son entretien que le tribunal juge idoine;
- e) la résidence à l'endroit fixé par le directeur provincial;
- f) l'obligation de demeurer dans le ressort d'un ou de plusieurs tribunaux mentionnés dans l'ordonnance;
- g) l'observation des conditions mentionnées dans l'ordonnance visant à répondre aux besoins de l'adolescent et à augmenter le plus possible ses chances de réinsertion sociale;
- h) l'observation des autres conditions raisonnables prévues à l'ordonnance que le tribunal estime opportunes notamment des conditions visant à assurer sa bonne conduite et à empêcher la récidive.

conduct and for preventing the young person from repeating the offence or committing other offences.

Temporary conditions

(4) When a provincial director is required under subsection (1) to cause a young person to be brought before the youth justice court but cannot do so for reasons beyond the young person's control, the provincial director shall so advise the youth justice court and the court shall, by order, set any temporary conditions for the young person's conditional supervision that are appropriate in the circumstances.

Conditions to be set at first opportunity

(5) When an order is made under subsection (4), the provincial director shall bring the young person before the youth justice court as soon after the order is made as the circumstances permit and the court shall then set the conditions of the young person's conditional supervision.

Report

(6) For the purpose of setting conditions under this section, the youth justice court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a report setting out any information that may be of assistance to the court.

Provisions apply

(7) Subsections 99(2) to (7) (provisions respecting reports and notice) and 104(4) (ordering appearance of young person) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of any proceedings held under subsection (1).

Provisions apply

(8) Subsections 56(1) to (4) (provisions respecting probation orders), (7) (notice to appear) and (8) (warrant in default) and section 101 (review of youth justice court decision) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of an order made under subsection (1).

Suspension of conditional supervision

106 If the provincial director has reasonable grounds to believe that a young person has breached or is about to breach a condition of an order made under subsection 105(1), the provincial director may, in writing,

(a) suspend the conditional supervision; and

(b) order that the young person be remanded to any youth custody facility that the provincial director considers appropriate until a review is conducted under section 108 and, if applicable, section 109.

Conditions temporaires

(4) Si la comparution de l'adolescent s'avère impossible pour des raisons indépendantes de sa volonté, le directeur provincial en informe le tribunal; ce dernier assortit, par ordonnance, la liberté sous condition des conditions temporaires qu'il estime indiquées dans les circonstances.

Conditions fixées dans les meilleurs délais

(5) En cas de prononcé de l'ordonnance visée au paragraphe (4), le directeur provincial amène aussitôt que possible l'adolescent devant le tribunal, lequel assortit de conditions sa mise en liberté.

Rapport

(6) Afin de fixer les conditions en vertu du présent article, le tribunal demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport contenant les éléments d'information qui pourraient lui être utiles.

Dispositions applicables — procédures

(7) Les paragraphes 99(2) à (7) (dispositions relatives aux rapports et avis) et 104(4) (comparution obligatoire de l'adolescent) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prises en application du paragraphe (1).

Dispositions applicables — ordonnance

(8) Les paragraphes 56(1) à (4) (dispositions relatives aux ordonnances de probation), (7) (avis de comparaître) et (8) (mandat) et l'article 101 (examen de la décision par le tribunal pour adolescents) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance rendue en application du paragraphe (1).

Suspension de la liberté sous condition

106 S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un adolescent enfreint — ou est sur le point d'enfreindre — une condition de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 105(1), le directeur provincial peut, par écrit :

a) suspendre la liberté sous condition;

b) ordonner la mise sous garde de l'adolescent au lieu de garde que le directeur estime indiqué jusqu'à ce que soit effectué l'examen visé à l'article 108 et, le cas échéant, à l'article 109.

Apprehension

107 (1) If the conditional supervision of a young person is suspended under section 106, the provincial director may issue a warrant in writing, authorizing the apprehension of the young person and, until the young person is apprehended, the young person is deemed not to be continuing to serve the youth sentence the young person is then serving.

Warrants

(2) A warrant issued under subsection (1) shall be executed by any peace officer to whom it is given at any place in Canada and has the same force and effect in all parts of Canada as if it had been originally issued or subsequently endorsed by a provincial court judge or other lawful authority having jurisdiction in the place where it is executed.

Peace officer may arrest

(3) If a peace officer believes on reasonable grounds that a warrant issued under subsection (1) is in force in respect of a young person, the peace officer may arrest the young person without the warrant at any place in Canada.

Requirement to bring before provincial director

(4) If a young person is arrested under subsection (3) and detained, the peace officer making the arrest shall cause the young person to be brought before the provincial director or a person designated by the provincial director

(a) if the provincial director or the designated person is available within a period of twenty-four hours after the young person is arrested, without unreasonable delay and in any event within that period; and

(b) if the provincial director or the designated person is not available within that period, as soon as possible.

Release or remand in custody

(5) If a young person is brought before the provincial director or a person designated by the provincial director under subsection (4), the provincial director or the designated person

(a) if not satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection (1) was issued, shall release the young person; or

(b) if satisfied that there are reasonable grounds to believe that the young person is the young person in respect of whom the warrant referred to in subsection

Arrestation

107 (1) Le directeur provincial peut, par mandat écrit, autoriser l'arrestation de l'adolescent dont la liberté sous condition est suspendue conformément à l'article 106; l'adolescent est réputé, jusqu'à son arrestation, ne pas être en train de purger sa peine spécifique.

Mandats d'arrêt

(2) Le mandat ainsi délivré est exécuté par l'agent de la paix qui le reçoit et il peut l'être sur tout le territoire canadien comme s'il avait été initialement délivré ou postérieurement visé par un juge de la cour provinciale ou une autre autorité légitime du ressort où il est exécuté.

Arrestation sans mandat

(3) L'agent de la paix peut arrêter un adolescent sans mandat sur tout le territoire canadien s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un mandat d'arrêt délivré en vertu du paragraphe (1) est en vigueur à l'égard de cet adolescent.

Comparution devant une personne désignée

(4) L'agent de la paix qui a arrêté et détient un adolescent en vertu du paragraphe (3) le fait conduire devant le directeur provincial ou la personne désignée par lui :

a) dans les meilleurs délais au cours des vingt-quatre heures suivant l'arrestation, si le directeur ou cette personne est disponible pendant cette période;

b) le plus tôt possible, dans le cas contraire.

Mise en liberté ou détention

(5) Le directeur ou la personne désignée devant qui l'adolescent est conduit :

a) le remet en liberté s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est l'adolescent visé par le mandat mentionné au paragraphe (1);

b) dans le cas contraire, peut le mettre sous garde en attendant l'exécution du mandat; si celui-ci n'est pas exécuté dans les quarante-huit heures suivant la mise sous garde, la personne qui en a alors la garde met l'adolescent en liberté.

(1) was issued, may remand the young person in custody to await execution of the warrant, but if no warrant for the young person's arrest is executed within a period of forty-eight hours after the time the young person is remanded in custody, the person in whose custody the young person then is shall release the young person.

Review by provincial director

108 Without delay after the remand to custody of a young person whose conditional supervision has been suspended under section 106, or without delay after being informed of the arrest of such a young person, the provincial director shall review the case and, within forty-eight hours, cancel the suspension of the conditional supervision or refer the case to the youth justice court for a review under section 109.

Review by youth justice court

109 (1) If the case of a young person is referred to the youth justice court under section 108, the provincial director shall, without delay, cause the young person to be brought before the youth justice court, and the youth justice court shall, after giving the young person an opportunity to be heard,

(a) if the court is not satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach a condition of the conditional supervision, cancel the suspension of the conditional supervision; or

(b) if the court is satisfied on reasonable grounds that the young person has breached or was about to breach a condition of the conditional supervision, review the decision of the provincial director to suspend the conditional supervision and make an order under subsection (2).

Order

(2) On completion of a review under subsection (1), the youth justice court shall order

(a) the cancellation of the suspension of the conditional supervision, and when the court does so, the court may vary the conditions of the conditional supervision or impose new conditions;

(b) in a case other than a deferred custody and supervision order made under paragraph 42(2)(p), the continuation of the suspension of the conditional supervision for any period of time, not to exceed the remainder of the youth sentence the young person is then serving, that the court considers appropriate, and when the court does so, the court shall order that the young person remain in custody; or

Examen par le directeur

108 Aussitôt après la mise sous garde de l'adolescent dont la liberté sous condition a été suspendue conformément à l'article 106 ou aussitôt après avoir été informé de l'arrestation de l'adolescent, le directeur provincial réexamine le cas et, dans les quarante-huit heures, soit annule la suspension, soit renvoie l'affaire devant le tribunal pour adolescents pour examen au titre de l'article 109.

Examen par le tribunal

109 (1) S'il y a renvoi de l'affaire conformément à l'article 108, le directeur doit sans délai faire amener l'adolescent devant le tribunal; celui-ci, après avoir donné à l'adolescent l'occasion de se faire entendre, doit :

a) soit annuler la suspension de la liberté sous condition s'il n'est pas convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent en a enfreint — ou était sur le point d'en enfreindre — une condition;

b) soit examiner la décision du directeur provincial de suspendre la liberté sous condition et rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2) s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que l'adolescent a enfreint — ou était sur le point d'enfreindre — une condition de sa mise en liberté.

Ordonnance du tribunal

(2) Au terme de son examen, le tribunal pour adolescents doit, par ordonnance :

a) soit annuler la suspension de la liberté sous condition, auquel cas il peut modifier les conditions de sa mise en liberté ou en imposer de nouvelles;

b) soit, sauf dans le cas d'un adolescent assujetti à une ordonnance différée de placement et de surveillance prévue à l'alinéa 42(2)p, maintenir la suspension de la liberté sous condition de l'adolescent pour la période qu'il estime indiquée ne dépassant pas le reste de sa peine spécifique, auquel cas il doit ordonner le maintien sous garde de l'adolescent;

(c) in the case of a deferred custody and supervision order made under paragraph 42(2)(p), that the young person serve the remainder of the order as if it were a custody and supervision order under paragraph 42(2)(n).

Custody and supervision order

(3) After a court has made a direction under paragraph (2)(c), the provisions of this Act applicable to orders under paragraph 42(2)(n) apply in respect of the deferred custody and supervision order.

Factors to be considered

(4) In making its decision under subsection (2), the court shall consider the length of time the young person has been subject to the order, whether the young person has previously contravened it, and the nature of the contravention, if any.

Reasons

(5) When a youth justice court makes an order under subsection (2), it shall state its reasons for the order in the record of the case and shall give, or cause to be given, to the young person in respect of whom the order was made, the counsel and a parent of the young person, the Attorney General and the provincial director,

(a) a copy of the order; and

(b) on request, a transcript or copy of the reasons for the order.

Report

(6) For the purposes of a review under subsection (1), the youth justice court shall require the provincial director to cause to be prepared, and to submit to the youth justice court, a report setting out any information of which the provincial director is aware that may be of assistance to the court.

Provisions apply

(7) Subsections 99(2) to (7) (provisions respecting reports and notice) and 105(6) (report for the purpose of setting conditions) apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a review under this section.

Provisions apply

(8) Section 101 (review of youth justice court decision) applies, with any modifications that the circumstances require, in respect of an order made under subsection (2).

c) soit, dans le cas d'un adolescent assujetti à une ordonnance différée de placement et de surveillance prévue à l'alinéa 42(2)p, lui enjoindre de purger le reste de sa peine comme si celle-ci était une ordonnance de placement sous garde et de surveillance prévue à l'alinéa 42(2)n).

Ordonnance de placement et de surveillance

(3) En cas de prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (2)c), l'ordonnance différée de placement sous garde et de surveillance est régie par les dispositions de la présente loi régissant les ordonnances rendues en vertu de l'alinéa 42(2)n).

Éléments à prendre en compte

(4) Le tribunal pour adolescents tient compte, pour rendre la décision prévue au paragraphe (2), de la période pendant laquelle l'adolescent s'est conformé à l'ordonnance, de tout manquement antérieur et de la nature du manquement.

Motifs

(5) Le tribunal pour adolescents qui rend une ordonnance dans le cadre du paragraphe (2) en consigne les motifs au dossier de l'instance et doit fournir ou faire fournir une copie de l'ordonnance — et, sur demande, une transcription des motifs de l'ordonnance — à l'adolescent qui en fait l'objet, à son avocat, à ses père ou mère, au procureur général et au directeur provincial.

Rapport

(6) Le tribunal demande au directeur provincial de faire établir et de lui présenter un rapport contenant les éléments d'information qui pourraient lui être utiles dans le cadre de l'examen.

Dispositions applicables — examen

(7) Les paragraphes 99(2) à (7) (dispositions relatives aux rapports et avis) et 105(6) (rapport en vue de la fixation des conditions) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'examen visé au présent article.

Dispositions applicables — ordonnance

(8) L'article 101 (révision de la décision du tribunal pour adolescents) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance visée au paragraphe (2).

PART 6

Publication, Records and Information

Protection of Privacy of Young Persons

Identity of offender not to be published

110 (1) Subject to this section, no person shall publish the name of a young person, or any other information related to a young person, if it would identify the young person as a young person dealt with under this Act.

Limitation

(2) Subsection (1) does not apply

(a) in a case where the information relates to a young person who has received an adult sentence; or

(b) [Repealed, 2019, c. 25, s. 379]

(c) in a case where the publication of information is made in the course of the administration of justice, if it is not the purpose of the publication to make the information known in the community.

Exception

(3) A young person referred to in subsection (1) may, after he or she attains the age of eighteen years, publish or cause to be published information that would identify him or her as having been dealt with under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, provided that he or she is not in custody pursuant to either Act at the time of the publication.

Ex parte application for leave to publish

(4) A youth justice court judge shall, on the *ex parte* application of a peace officer, make an order permitting any person to publish information that identifies a young person as having committed or allegedly committed an indictable offence, if the judge is satisfied that

(a) there is reason to believe that the young person is a danger to others; and

(b) publication of the information is necessary to assist in apprehending the young person.

PARTIE 6

Dossiers et confidentialité des renseignements

Protection de la vie privée des adolescents

Publication interdite

110 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, il est interdit de publier le nom d'un adolescent ou tout autre renseignement de nature à révéler qu'il a fait l'objet de mesures prises sous le régime de la présente loi.

Restriction

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas lorsque les renseignements :

a) concernent un adolescent à qui a été imposée une peine applicable aux adultes;

b) [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 379]

c) sont publiés dans le cadre de l'administration de la justice, à condition toutefois que la publication ne vise pas à diffuser les renseignements dans la collectivité.

Exception

(3) Toute personne de plus de dix-huit ans peut publier ou faire publier des renseignements de nature à révéler son identité et permettant de savoir qu'elle a fait l'objet de mesures prises sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), à condition qu'elle ne soit pas sous garde en application de l'une ou l'autre de ces lois au moment de la publication.

Demande *ex parte* d'autorisation de publication

(4) Sur demande *ex parte* présentée par un agent de la paix, le juge du tribunal pour adolescents rend une ordonnance autorisant la publication de tout renseignement révélant l'identité d'un adolescent qui a commis un acte criminel ou à qui un acte criminel est imputé, s'il est convaincu que :

a) d'une part, il y a des raisons de croire que l'adolescent est dangereux pour autrui;

b) d'autre part, la publication des renseignements s'impose pour faciliter l'arrestation de l'adolescent.

Order ceases to have effect

(5) An order made under subsection (4) ceases to have effect five days after it is made.

Application for leave to publish

(6) The youth justice court may, on the application of a young person referred to in subsection (1), make an order permitting the young person to publish information that would identify him or her as having been dealt with under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, if the court is satisfied that the publication would not be contrary to the young person's best interests or the public interest.

2002, c. 1, s. 110; 2012, c. 1, art. 189; 2019, c. 25, s. 379.

Identity of victim or witness not to be published

111 (1) Subject to this section, no person shall publish the name of a child or young person, or any other information related to a child or a young person, if it would identify the child or young person as having been a victim of, or as having appeared as a witness in connection with, an offence committed or alleged to have been committed by a young person.

Exception

(2) Information that would serve to identify a child or young person referred to in subsection (1) as having been a victim or a witness may be published, or caused to be published, by

(a) that child or young person after he or she attains the age of eighteen years or before that age with the consent of his or her parents; or

(b) the parents of that child or young person if he or she is deceased.

Application for leave to publish

(3) The youth justice court may, on the application of a child or a young person referred to in subsection (1), make an order permitting the child or young person to publish information that would identify him or her as having been a victim or a witness if the court is satisfied that the publication would not be contrary to his or her best interests or the public interest.

Non-application

112 Once information is published under subsection 110(3) or (6) or 111(2) or (3), subsection 110(1) (identity of offender not to be published) or 111(1) (identity of victim or witness not to be published), as the case may be, no longer applies in respect of the information.

Durée d'application de l'ordonnance

(5) La durée d'application de l'ordonnance est de cinq jours suivant celui où elle a été rendue.

Demande d'autorisation de publication

(6) Le tribunal peut, à la demande de l'adolescent concerné, autoriser celui-ci à publier tous renseignements permettant de savoir qu'il a fait l'objet de mesures prises sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), s'il est convaincu qu'une telle publication n'est pas contraire à l'intérêt de l'adolescent ou à l'intérêt public.

2002, ch. 1, art. 110; 2012, ch. 1, art. 189; 2019, ch. 25, art. 379.

Non-publication d'identité (victimes et témoins)

111 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, il est interdit de publier le nom d'un enfant ou d'un adolescent ou tout autre renseignement de nature à révéler le fait qu'il a été victime d'une infraction commise par un adolescent ou a témoigné dans le cadre de la poursuite d'une telle infraction.

Exception

(2) La victime ou le témoin peuvent, en tout état de cause, publier ou faire publier de tels renseignements après qu'ils ont atteint l'âge de dix-huit ans ou, s'ils n'ont pas atteint cet âge, avec le consentement de leur père et mère. En cas de décès de la victime ou du témoin, leurs père et mère peuvent publier ou faire publier ces renseignements.

Demande d'autorisation de publication

(3) Le tribunal pour adolescents peut, sur demande de la victime ou du témoin concernés, les autoriser à publier tous renseignements permettant de savoir qu'ils ont été respectivement victime d'une infraction commise par un adolescent ou témoin dans le cadre de la poursuite de celle-ci, s'il est convaincu qu'une telle publication n'est pas contraire à leur intérêt ou à l'intérêt public.

Non-application

112 Les paragraphes 110(1) (publication interdite — identité du contrevenant) et 111(1) (publication interdite — identité de la victime et des témoins) ne s'appliquent pas aux renseignements publiés au titre des paragraphes 110(3) ou (6) ou 111(2) ou (3).

Fingerprints and Photographs

Identification of Criminals Act applies

113 (1) The *Identification of Criminals Act* applies in respect of young persons.

Limitation

(2) No fingerprint, palmprint or photograph or other measurement, process or operation referred to in the *Identification of Criminals Act* shall be taken of, or applied in respect of, a young person who is charged with having committed an offence except in the circumstances in which an adult may, under that Act, be subjected to the measurements, processes and operations.

Records That May Be Kept

Youth justice court, review board and other courts

114 A youth justice court, review board or any court dealing with matters arising out of proceedings under this Act may keep a record of any case that comes before it arising under this Act.

Police records

115 (1) A record relating to any offence alleged to have been committed by a young person, including the original or a copy of any fingerprints or photographs of the young person, may be kept by any police force responsible for or participating in the investigation of the offence.

Extrajudicial measures

(1.1) The police force shall keep a record of any extrajudicial measures that they use to deal with young persons.

Police records

(2) When a young person is charged with having committed an offence in respect of which an adult may be subjected to any measurement, process or operation referred to in the *Identification of Criminals Act*, the police force responsible for the investigation of the offence may provide a record relating to the offence to the Royal Canadian Mounted Police. If the young person is found guilty of the offence, the police force shall provide the record.

Records held by R.C.M.P.

(3) The Royal Canadian Mounted Police shall keep the records provided under subsection (2) in the central repository that the Commissioner of the Royal Canadian

Empreintes digitales et photographies

Application de la Loi sur l'identification des criminels

113 (1) La *Loi sur l'identification des criminels* s'applique aux adolescents.

Restriction

(2) Il est interdit de relever les empreintes digitales ou palmaires, de procéder aux mensurations et autres opérations prévues par la *Loi sur l'identification des criminels* ou de prendre la photographie d'un adolescent accusé d'une infraction, si ce n'est dans les cas où un adulte peut y être soumis en vertu de cette loi.

Dossiers

Dossiers des tribunaux

114 Les tribunaux pour adolescents, commissions d'examen ou tribunaux saisis de questions relatives à des procédures intentées sous le régime de la présente loi peuvent tenir un dossier de toute affaire portée devant eux dans le cadre de la présente loi.

Dossiers de police

115 (1) Le corps de police qui a mené une enquête sur une infraction imputée à un adolescent, ou qui a participé à une telle enquête, peut tenir un dossier relatif à celle-ci comportant, notamment, l'original ou une reproduction des empreintes digitales ou de toute photographie de l'adolescent.

Mesures extrajudiciaires

(1.1) Il incombe au corps de police de tenir un dossier à l'égard des mesures extrajudiciaires qu'il prend à l'endroit de tout adolescent.

Dépôt du dossier de police

(2) Lorsqu'un adolescent est inculpé d'une infraction pour laquelle l'adulte qui l'aurait commise aurait pu être soumis aux mensurations et autres opérations prévues par la *Loi sur l'identification des criminels*, le corps de police qui a mené l'enquête peut communiquer à la Gendarmerie royale du Canada le dossier relatif à l'infraction. Si l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction, le corps de police est alors tenu de lui communiquer le dossier.

Répertoire de la Gendarmerie royale du Canada

(3) La Gendarmerie royale du Canada conserve les dossiers qui lui sont communiqués en vertu du paragraphe (2) dans un répertoire central désigné par le commissaire

Mounted Police may, from time to time, designate for the purpose of keeping criminal history files or records of offenders or keeping records for the identification of offenders.

2002, c. 1, s. 115; 2012, c. 1, s. 190.

Government records

116 (1) A department or an agency of any government in Canada may keep records containing information obtained by the department or agency

- (a)** for the purposes of an investigation of an offence alleged to have been committed by a young person;
- (b)** for use in proceedings against a young person under this Act;
- (c)** for the purpose of administering a youth sentence or an order of the youth justice court;
- (d)** for the purpose of considering whether to use extrajudicial measures to deal with a young person; or
- (e)** as a result of the use of extrajudicial measures to deal with a young person.

Other records

(2) A person or organization may keep records containing information obtained by the person or organization

- (a)** as a result of the use of extrajudicial measures to deal with a young person; or
- (b)** for the purpose of administering or participating in the administration of a youth sentence.

Access to Records

Exception — adult sentence

117 Sections 118 to 129 do not apply to records kept in respect of an offence for which an adult sentence has been imposed once the time allowed for the taking of an appeal has expired or, if an appeal is taken, all proceedings in respect of the appeal have been completed and the appeal court has upheld an adult sentence. The record shall be dealt with as a record of an adult and, for the purposes of the *Criminal Records Act*, the finding of guilt in respect of the offence for which the record is kept is deemed to be a conviction.

No access unless authorized

118 (1) Except as authorized or required by this Act, no person shall be given access to a record kept under

de la Gendarmerie royale du Canada aux fins de conservation soit d'antécédents criminels ou de dossiers sur des contrevenants, soit de renseignements permettant de les identifier.

2002, ch. 1, art. 115; 2012, ch. 1, art. 190.

Dossiers gouvernementaux

116 (1) Tout ministère ou organisme public canadien peut conserver le dossier des éléments d'information qu'il a obtenus :

- a)** aux fins d'enquête sur une infraction imputée à un adolescent;
- b)** aux fins d'utilisation dans le cadre des poursuites intentées contre celui-ci en vertu de la présente loi;
- c)** pour veiller à l'exécution d'une peine spécifique ou d'une ordonnance du tribunal pour adolescents;
- d)** pour déterminer si le recours aux mesures extrajudiciaires à l'endroit de l'adolescent est opportun;
- e)** par suite du recours à une mesure extrajudiciaire à l'endroit de l'adolescent.

Dossiers privés

(2) Toute personne ou tout organisme peut conserver le dossier des éléments d'information obtenus :

- a)** par suite du recours à une mesure extrajudiciaire à l'endroit d'un adolescent;
- b)** pour veiller à l'exécution d'une peine spécifique ou participer à son exécution.

Accès aux dossiers

Non-application en cas de condamnation à la peine applicable aux adultes

117 Les articles 118 à 129 ne s'appliquent pas aux dossiers tenus relativement aux infractions dont a été déclaré coupable un adolescent et pour lesquelles il s'est vu imposer une peine applicable aux adultes lorsque soit les délais d'appel sont expirés, soit l'appel interjeté a fait l'objet d'une décision définitive maintenant une telle peine. Ces dossiers sont traités comme s'ils étaient des dossiers d'adultes et les déclarations de culpabilité à l'égard des infractions visées par ces dossiers sont réputées être des condamnations pour l'application de la *Loi sur le casier judiciaire*.

Accès interdit sauf autorisation

118 (1) Sauf autorisation ou obligation prévue par la présente loi, il est interdit de donner accès pour

sections 114 to 116, and no information contained in it may be given to any person, where to do so would identify the young person to whom it relates as a young person dealt with under this Act.

Exception for employees

(2) No person who is employed in keeping or maintaining records referred to in subsection (1) is restricted from doing anything prohibited under subsection (1) with respect to any other person so employed.

Persons having access to records

119 (1) Subject to subsections (4) to (6), from the date that a record is created until the end of the applicable period set out in subsection (2), the following persons, on request, shall be given access to a record kept under section 114, and may be given access to a record kept under sections 115 and 116:

- (a)** the young person to whom the record relates;
- (b)** the young person's counsel, or any representative of that counsel;
- (c)** the Attorney General;
- (d)** the victim of the offence or alleged offence to which the record relates;
- (e)** the parents of the young person, during the course of any proceedings relating to the offence or alleged offence to which the record relates or during the term of any youth sentence made in respect of the offence;
- (f)** any adult assisting the young person under subsection 25(7), during the course of any proceedings relating to the offence or alleged offence to which the record relates or during the term of any youth sentence made in respect of the offence;
- (g)** any peace officer for
 - (i)** law enforcement purposes, or
 - (ii)** any purpose related to the administration of the case to which the record relates, during the course of proceedings against the young person or the term of the youth sentence;
- (h)** a judge, court or review board, for any purpose relating to proceedings against the young person, or proceedings against the person after he or she becomes an adult, in respect of offences committed or alleged to have been committed by that person;

consultation à un dossier tenu en application des articles 114 à 116 ou de communiquer des renseignements qu'il contient lorsque l'accès ou la communication permettrait de constater que l'adolescent visé par le dossier a fait l'objet de mesures prises sous le régime par la présente loi.

Exception pour les employés

(2) Les personnes affectées à la tenue des dossiers visés au paragraphe (1) peuvent déroger à l'interdiction visée à ce paragraphe en faveur des personnes affectées aux mêmes fonctions.

Personnes ayant accès aux dossiers

119 (1) Sous réserve des paragraphes (4) à (6), lorsqu'elles en font la demande, les personnes ci-après, à compter de la création du dossier jusqu'à l'expiration de la période applicable visée au paragraphe (2), ont accès aux dossiers tenus en application de l'article 114 et peuvent avoir accès aux dossiers tenus en application des articles 115 et 116 :

- a)** l'adolescent qui fait l'objet du dossier;
- b)** l'avocat de l'adolescent ou son représentant;
- c)** le procureur général;
- d)** la victime de l'infraction visée par le dossier;
- e)** les père et mère de l'adolescent, pendant les procédures relatives à l'infraction visée par le dossier ou pendant la durée d'application de toute peine spécifique imposée en l'espèce;
- f)** l'adulte qui assiste l'adolescent en application du paragraphe 25(7), pendant les procédures relatives à l'infraction visée par le dossier ou pendant la durée d'application de toute peine spécifique imposée en l'espèce;
- g)** tout agent de la paix, soit pour l'application de la loi, soit à des fins liées au traitement de l'affaire visée par le dossier pendant l'instance concernant l'adolescent ou la durée d'application de toute peine spécifique;
- h)** tout juge, tout tribunal ou toute commission d'examen, relativement à des poursuites intentées contre l'adolescent, ou à des poursuites relatives à des infractions commises par celui-ci après qu'il a atteint l'âge adulte ou qui lui sont imputées;
- i)** le directeur provincial ou le directeur de l'établissement correctionnel provincial pour adultes ou du pénitencier où l'adolescent purge une peine;

(i) the provincial director, or the director of the provincial correctional facility for adults or the penitentiary at which the young person is serving a sentence;

(j) a person participating in a conference or in the administration of extrajudicial measures, if required for the administration of the case to which the record relates;

(k) a person acting as ombudsman, privacy commissioner or information commissioner, whatever his or her official designation might be, who in the course of his or her duties under an Act of Parliament or the legislature of a province is investigating a complaint to which the record relates;

(l) a coroner or a person acting as a child advocate, whatever his or her official designation might be, who is acting in the course of his or her duties under an Act of Parliament or the legislature of a province;

(m) a person acting under the *Firearms Act*;

(n) a member of a department or agency of a government in Canada, or of an organization that is an agent of, or under contract with, the department or agency, who is

(i) acting in the exercise of his or her duties under this Act,

(ii) engaged in the supervision or care of the young person, whether as a young person or an adult, or in an investigation related to the young person under an Act of the legislature of a province respecting child welfare,

(iii) considering an application for conditional release, or for a record suspension under the *Criminal Records Act*, made by the young person, whether as a young person or an adult,

(iv) administering a prohibition order made under an Act of Parliament or the legislature of a province, or

(v) administering a youth sentence, if the young person has been committed to custody and is serving the custody in a provincial correctional facility for adults or a penitentiary;

(o) a person, for the purpose of carrying out a criminal record check required by the Government of Canada or the government of a province or a municipality for purposes of employment or the performance of services, with or without remuneration;

j) tout membre d'un groupe consultatif ou toute personne appliquant une mesure extrajudiciaire, lorsque l'accès s'avère nécessaire pour traiter du cas visé par le dossier;

k) toute personne occupant les fonctions d'ombudsman, de commissaire à la vie privée ou de commissaire à l'information, quelle que soit sa désignation officielle, en vue d'exercer les attributions qui lui sont confiées en vertu d'une loi fédérale ou provinciale dans le cadre d'une enquête portant sur une plainte relative au dossier;

l) tout coroner ou toute personne occupant les fonctions de conseiller à l'enfance, quelle que soit sa désignation officielle, en vue d'exercer les attributions qui lui sont confiées en vertu d'une loi fédérale ou provinciale;

m) toute personne, pour l'application de la *Loi sur les armes à feu*;

n) tout membre du personnel ou mandataire d'un ministère ou d'un organisme public canadien ou tout membre du personnel d'une organisation avec qui un tel ministère ou organisme a conclu une entente, en vue, selon le cas :

(i) d'exercer ses attributions sous le régime de la présente loi,

(ii) de surveiller l'adolescent ou de s'en occuper même devenu adulte, ou de mener une enquête à son égard en vertu d'une loi provinciale sur la protection de la jeunesse,

(iii) d'examiner une demande de libération sous condition ou une demande de suspension du casier faité au titre de la *Loi sur le casier judiciaire* présentée par l'adolescent même devenu adulte,

(iv) de veiller à l'observation d'une ordonnance d'interdiction rendue sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale,

(v) d'appliquer une peine spécifique purgée sous garde dans un établissement correctionnel provincial pour adultes ou un pénitencier;

o) toute personne, pour vérifier l'existence d'un casier judiciaire dans le cas où la vérification est exigée par le gouvernement du Canada ou d'une province ou par une municipalité en matière de recrutement de personnel ou de bénévoles ou de fourniture de services;

(p) an employee or agent of the Government of Canada, for statistical purposes under the *Statistics Act*;

(p.1) an employee of a department or agency of the Government of Canada, for the purpose of administering the *Canadian Passport Order*;

(q) an accused or his or her counsel who swears an affidavit to the effect that access to the record is necessary to make a full answer and defence;

(r) a person or a member of a class of persons designated by order of the Governor in Council, or the lieutenant governor in council of the appropriate province, for a purpose and to the extent specified in the order; and

(s) any person or member of a class of persons that a youth justice court judge considers has a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if the judge is satisfied that access to the record is

(i) desirable in the public interest for research or statistical purposes, or

(ii) desirable in the interest of the proper administration of justice.

p) tout employé ou mandataire du gouvernement fédéral, à des fins statistiques prévues par la *Loi sur la statistique*;

p.1) tout employé d'un ministère ou organisme fédéral, pour l'application du *Décret sur les passeports canadiens*;

q) tout accusé ou avocat de celui-ci, sur dépôt d'une déclaration sous serment attestant la nécessité d'avoir accès au dossier pour pouvoir présenter une défense pleine et entière;

r) toute personne désignée — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — par le gouverneur en conseil ou le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province à une fin précisée et dans la mesure autorisée par l'un ou l'autre, selon le cas;

s) toute autre personne — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — que le juge du tribunal pour adolescents estime avoir un intérêt légitime dans le dossier, dans la mesure qu'il autorise, s'il est convaincu qu'il est souhaitable d'y donner accès :

(i) soit dans l'intérêt public, à des fins de recherche ou de statistiques,

(ii) soit dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.

Period of access

(2) The period of access referred to in subsection (1) is

(a) if an extrajudicial sanction is used to deal with the young person, the period ending two years after the young person consents to be subject to the sanction in accordance with paragraph 10(2)(c);

(b) if the young person is acquitted of the offence otherwise than by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder, the period ending two months after the expiry of the time allowed for the taking of an appeal or, if an appeal is taken, the period ending three months after all proceedings in respect of the appeal have been completed;

(c) if the charge against the young person is dismissed for any reason other than acquittal, the charge is withdrawn, or the young person is found guilty of the offence and a reprimand is given, the period ending two months after the dismissal, withdrawal, or finding of guilt;

Période d'accès

(2) La période d'accès mentionnée au paragraphe (1) est :

a) si l'adolescent a fait l'objet d'une sanction extrajudiciaire, de deux ans à compter du moment où celui-ci consent à collaborer à sa mise en œuvre conformément à l'alinéa 10(2)c);

b) s'il est acquitté de l'infraction visée par le dossier, pour une raison autre qu'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, de deux mois à compter de l'expiration du délai d'appel ou de trois mois à compter de l'issue de toutes les procédures d'appel;

c) si l'accusation est rejetée autrement que par acquittement ou est retirée, ou que l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction et fait l'objet d'une réprimande, de deux mois à compter du rejet, du retrait ou de la déclaration de culpabilité;

(d) if the charge against the young person is stayed, with no proceedings being taken against the young person for a period of one year, at the end of that period;

(d.1) if an order referred to in subsection 14(2) or 20(2) is made against a young person, the period ending six months after the expiry of the order;

(e) if the young person is found guilty of the offence and the youth sentence is an absolute discharge, the period ending one year after the young person is found guilty;

(f) if the young person is found guilty of the offence and the youth sentence is a conditional discharge, the period ending three years after the young person is found guilty;

(g) subject to paragraphs (i) and (j) and subsection (9), if the young person is found guilty of the offence and it is a summary conviction offence, the period ending three years after the youth sentence imposed in respect of the offence has been completed;

(h) subject to paragraphs (i) and (j) and subsection (9), if the young person is found guilty of the offence and it is an indictable offence, the period ending five years after the youth sentence imposed in respect of the offence has been completed;

(i) subject to subsection (9), if, during the period calculated in accordance with paragraph (g) or (h), the young person is found guilty of an offence punishable on summary conviction committed when he or she was a young person, the latest of

(i) the period calculated in accordance with paragraph (g) or (h), as the case may be, and

(ii) the period ending three years after the youth sentence imposed for that offence has been completed; and

(j) subject to subsection (9), if, during the period calculated in accordance with paragraph (g) or (h), the young person is found guilty of an indictable offence committed when he or she was a young person, the period ending five years after the sentence imposed for that indictable offence has been completed.

d) si l'accusation est suspendue, sans qu'aucune procédure ne soit prise contre l'adolescent pendant un an, d'un an à compter de la suspension;

d.1) si une ordonnance est rendue à l'égard de l'adolescent en vertu des paragraphes 14(2) ou 20(2), de six mois à compter de l'expiration de l'ordonnance;

e) si l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction et fait l'objet d'une absolution inconditionnelle, d'un an à compter de la déclaration de culpabilité;

f) si l'adolescent est déclaré coupable de l'infraction et fait l'objet d'une absolution sous conditions, de trois ans à compter de la déclaration de culpabilité;

g) sous réserve des alinéas i) et j) et du paragraphe (9), si l'adolescent est déclaré coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, de trois ans à compter de l'exécution complète de la peine spécifique relative à cette infraction;

h) sous réserve des alinéas i) et j) et du paragraphe (9), si l'adolescent est déclaré coupable d'un acte criminel, de cinq ans à compter de l'exécution complète de la peine spécifique relative à cet acte criminel;

i) sous réserve du paragraphe (9), si, au cours de la période visée aux alinéas g) ou h), l'adolescent est déclaré coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, celle des périodes suivantes qui expire la dernière :

(i) la période visée aux alinéas g) ou h), selon le cas,

(ii) trois ans à compter de l'exécution complète de la peine spécifique relative à cette infraction;

j) sous réserve du paragraphe (9), si, au cours de la période visée aux alinéas g) ou h), l'adolescent est déclaré coupable d'un acte criminel, de cinq ans à compter de l'exécution complète de la peine relative à cet acte criminel.

Prohibition orders not included

(3) Prohibition orders made under an Act of Parliament or the legislature of a province, including any order made under section 51, shall not be taken into account in determining any period referred to in subsection (2).

Extrajudicial measures

(4) Access to a record kept under section 115 or 116 in respect of extrajudicial measures, other than extrajudicial sanctions, used in respect of a young person shall be given only to the following persons for the following purposes:

- (a) a peace officer or the Attorney General, in order to make a decision whether to again use extrajudicial measures in respect of the young person;
- (b) a person participating in a conference, in order to decide on the appropriate extrajudicial measure;
- (c) a peace officer, the Attorney General or a person participating in a conference, if access is required for the administration of the case to which the record relates; and
- (d) a peace officer for the purpose of investigating an offence.

Exception

(5) When a youth justice court has withheld all or part of a report from any person under subsection 34(9) or (10) (nondisclosure of medical or psychological report) or 40(7) (nondisclosure of pre-sentence report), that person shall not be given access under subsection (1) to that report or part.

Records of assessments or forensic DNA analysis

(6) Access to a report made under section 34 (medical and psychological reports) or a record of the results of forensic DNA analysis of a bodily substance taken from a young person in execution of a warrant issued under section 487.05 of the *Criminal Code* may be given only under paragraphs (1)(a) to (c), (e) to (h) and (q) and subparagraph (1)(s)(ii).

Introduction into evidence

(7) Nothing in paragraph (1)(h) or (q) authorizes the introduction into evidence of any part of a record that would not otherwise be admissible in evidence.

Ordonnance d'interdiction

(3) Il n'est pas tenu compte des ordonnances rendues en application de l'article 51 ou de toutes autres ordonnances d'interdiction rendues sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale pour déterminer la période mentionnée au paragraphe (2).

Dossiers relatifs à certaines mesures extrajudiciaires

(4) Seules les personnes mentionnées ci-après ont accès au dossier tenu en application des articles 115 ou 116 à l'égard des mesures extrajudiciaires, à l'exception des sanctions extrajudiciaires, dont a fait l'objet un adolescent, et uniquement dans les cas suivants :

- a) un agent de la paix ou le procureur général, pour décider s'il convient d'avoir encore recours à de telles mesures à l'égard de l'adolescent;
- b) un membre d'un groupe consultatif, pour décider laquelle de ces mesures convient en l'espèce;
- c) un agent de la paix, le procureur général ou un membre d'un groupe consultatif, lorsque l'accès s'avère nécessaire pour traiter du cas visé par le dossier;
- d) un agent de la paix, dans le cadre d'une enquête sur une infraction.

Exception

(5) Lorsque le tribunal pour adolescents a refusé en vertu des paragraphes 34(9) (communication inutile) ou (10) (non-communication du rapport médical ou psychologique) ou 40(7) (non-communication du rapport prédecisionnel) de communiquer à une personne la totalité ou une partie d'un rapport, le paragraphe (1) ne permet pas à celle-ci d'y avoir accès aux fins de consultation.

Communication de certains dossiers

(6) Les dossiers visant les rapports préparés en application de l'article 34 (rapports médicaux et psychologiques) ou les résultats de l'analyse génétique d'une substance corporelle prélevée sur un adolescent en exécution d'un mandat délivré en application de l'article 487.05 du *Code criminel* ne sont susceptibles de consultation qu'au titre des alinéas (1)a) à c), e) à h) ou q) ou du sous-alinéa (1)s)(ii).

Production en preuve

(7) Les alinéas (1)h) ou q) n'ont pas pour effet d'autoriser la production en preuve des pièces d'un dossier qui, par ailleurs, ne seraient pas admissibles en preuve.

Disclosures for research or statistical purposes

(8) When access to a record is given to a person under paragraph (1)(p) or subparagraph (1)(s)(i), the person may subsequently disclose information contained in the record, but shall not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the young person to whom it relates.

Application of usual rules

(9) If, during the period of access to a record under any of paragraphs (2)(g) to (j), the young person is convicted of an offence committed when he or she is an adult,

(a) section 82 (effect of absolute discharge or termination of youth sentence) does not apply to the young person in respect of the offence for which the record is kept under sections 114 to 116;

(b) this Part no longer applies to the record and the record shall be dealt with as a record of an adult; and

(c) for the purposes of the *Criminal Records Act*, the finding of guilt in respect of the offence for which the record is kept is deemed to be a conviction.

Records of offences that result in a prohibition order

(10) Despite anything in this Act, when a young person is found guilty of an offence that results in a prohibition order being made, and the order is still in force at the end of the applicable period for which access to a record kept in respect of the order may be given under subsection (2),

(a) the record kept by the Royal Canadian Mounted Police pursuant to subsection 115(3) may be disclosed only to establish the existence of the order for purposes of law enforcement; and

(b) the record referred to in section 114 that is kept by the youth justice court may be disclosed only to establish the existence of the order in any offence involving a breach of the order.

2002, c. 1, s. 119; 2012, c. 1, ss. 157, 191(F); 2019, c. 13, s. 167.

Access to R.C.M.P. records

120 (1) The following persons may, during the period set out in subsection (3), be given access to a record kept under subsection 115(3) in respect of an offence set out in the schedule:

(a) the young person to whom the record relates;

Révélation à des fins de recherche, vérification et de statistiques

(8) La personne qui, en vertu de l'alinéa (1)p) ou du sous-alinéa (1)s)(i), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus, étant entendu que cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier l'adolescent en cause.

Application des règles générales

(9) Si, au cours de la période visée aux alinéas (2)g) à j), l'adolescent devenu adulte est déclaré coupable d'une infraction :

a) l'article 82 (effet d'une absolution inconditionnelle ou de l'expiration de la période d'application des peines) ne s'applique pas à lui à l'égard de l'infraction visée par le dossier tenu en application des articles 114 à 116;

b) la présente partie ne s'applique plus au dossier et celui-ci est traité comme s'il était un dossier d'adulte;

c) pour l'application de la *Loi sur le casier judiciaire*, la déclaration de culpabilité à l'égard de l'infraction visée par le dossier est réputée être une condamnation.

Dossier relatif à une infraction entraînant une ordonnance d'interdiction

(10) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, lorsque l'adolescent est déclaré coupable d'une infraction qui entraîne une ordonnance d'interdiction et que celle-ci est toujours en vigueur à l'expiration de la période applicable visée au paragraphe (2) :

a) les dossiers de la Gendarmerie royale du Canada visés au paragraphe 115(3) ne peuvent être communiqués que pour établir l'existence de l'ordonnance en vue du contrôle d'application de la loi;

b) les dossiers visés à l'article 114 tenus par le tribunal pour adolescents à l'égard de l'ordonnance ne peuvent être communiqués que pour établir l'existence de l'ordonnance en cas d'infraction contrevenant à celle-ci.

2002, ch. 1, art. 119; 2012, ch. 1, art. 157 et 191(F); 2019, ch. 13, art. 167.

Personnes ayant un accès aux dossiers de la Gendarmerie royale du Canada

120 (1) Les personnes ci-après peuvent avoir accès, pendant la période applicable visée au paragraphe (3), au dossier tenu en application du paragraphe 115(3) relativement à une infraction mentionnée à l'annexe :

a) l'adolescent qui fait l'objet du dossier;

- (b) the young person's counsel, or any representative of that counsel;
- (c) an employee or agent of the Government of Canada, for statistical purposes under the *Statistics Act*;
- (d) any person or member of a class of persons that a youth justice court judge considers has a valid interest in the record, to the extent directed by the judge, if the judge is satisfied that access is desirable in the public interest for research or statistical purposes;
- (e) the Attorney General or a peace officer, when the young person is or has been charged with another offence set out in the schedule or the same offence more than once, for the purpose of investigating any offence that the young person is suspected of having committed, or in respect of which the young person has been arrested or charged, whether as a young person or as an adult;
- (f) the Attorney General or a peace officer to establish the existence of an order in any offence involving a breach of the order; and
- (g) any person for the purposes of the *Firearms Act*.

Access for identification purposes

(2) During the period set out in subsection (3), access to the portion of a record kept under subsection 115(3) that contains the name, date of birth and last known address of the young person to whom the fingerprints belong, may be given to a person for identification purposes if a fingerprint identified as that of the young person is found during the investigation of an offence or during an attempt to identify a deceased person or a person suffering from amnesia.

Period of access

(3) For the purposes of subsections (1) and (2), the period of access to a record kept under subsection 115(3) in respect of an offence is the following:

- (a) if the offence is an indictable offence, other than an offence referred to in paragraph (b), the period starting at the end of the applicable period set out in paragraphs 119(2)(h) to (j) and ending five years later; and
- (b) if the offence is a serious violent offence for which the Attorney General has given notice under subsection 64(2) (intention to seek adult sentence), the period starting at the end of the applicable period set out

- b) l'avocat de l'adolescent ou son représentant;
- c) tout employé ou mandataire du gouvernement fédéral, pour des fins statistiques prévues par la *Loi sur la statistique*;
- d) toute autre personne — à titre individuel ou au titre de son appartenance à une catégorie déterminée — que le juge du tribunal pour adolescents estime avoir un intérêt légitime dans le dossier, dans la mesure qu'il autorise, s'il est convaincu que la communication est souhaitable, dans l'intérêt public, pour des fins de recherche ou de statistiques;
- e) le procureur général ou un agent de la paix, lorsque l'adolescent est ou a été inculpé une autre fois d'une infraction mentionnée à l'annexe et que l'accès est nécessaire dans le cadre d'une enquête portant sur une infraction que l'on soupçonne avoir été commise par l'adolescent, ou relativement à laquelle l'adolescent — en tant que tel ou à l'âge adulte — a été arrêté ou inculpé;
- f) le procureur général ou un agent de la paix, pour établir l'existence d'une ordonnance en cas d'infraction entraînant la contravention de celle-ci;
- g) toute personne, pour l'application de la *Loi sur les armes à feu*.

Accès aux fins d'identification

(2) Pendant la période applicable visée au paragraphe (3), toute personne peut avoir accès, aux fins d'identification, à la partie du dossier tenu en vertu du paragraphe 115(3) qui contient le nom, la date de naissance et la dernière adresse connue de l'adolescent si, à l'occasion d'une enquête relative à un crime ou à une personne décédée ou atteinte d'amnésie, on relève des empreintes digitales de l'adolescent.

Périodes d'accès

(3) La période pendant laquelle les personnes mentionnées aux paragraphes (1) et (2) peuvent avoir accès au dossier tenu en application du paragraphe 115(3) est :

- a) dans le cas d'un adolescent déclaré coupable d'un acte criminel, à l'exception d'une infraction visée à l'alinéa b), de cinq ans à compter de l'expiration de la période applicable visée aux alinéas 119(2)h à j);
- b) dans le cas d'un adolescent déclaré coupable d'une infraction grave avec violence à l'égard de laquelle le procureur général a donné l'avis prévu au paragraphe 64(2) (avis — demande d'assujettissement à la peine applicable aux adultes), une période indéfinie à

in paragraphs 119(2)(h) to (j) and continuing indefinitely.

Subsequent offences as young person

(4) If a young person was found guilty of an offence set out in the schedule is, during the period of access to a record under subsection (3), found guilty of an additional offence set out in the schedule, committed when he or she was a young person, access to the record may be given to the following additional persons:

(a) a parent of the young person or any adult assisting the young person under subsection 25(7);

(b) a judge, court or review board, for a purpose relating to proceedings against the young person under this Act or any other Act of Parliament in respect of offences committed or alleged to have been committed by the young person, whether as a young person or as an adult; or

(c) a member of a department or agency of a government in Canada, or of an organization that is an agent of, or is under contract with, the department or agency, who is

(i) preparing a report in respect of the young person under this Act or for the purpose of assisting a court in sentencing the young person after the young person becomes an adult,

(ii) engaged in the supervision or care of the young person, whether as a young person or as an adult, or in the administration of a sentence in respect of the young person, whether as a young person or as an adult, or

(iii) considering an application for conditional release, or for a record suspension under the *Criminal Records Act*, made by the young person after the young person becomes an adult.

Disclosure for research or statistical purposes

(5) A person who is given access to a record under paragraph (1)(c) or (d) may subsequently disclose information contained in the record, but shall not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the young person to whom it relates.

Subsequent offences as adult

(6) If, during the period of access to a record under subsection (3), the young person is convicted of an additional offence set out in the schedule, committed when he or she was an adult,

compter de l'expiration de la période applicable visée aux alinéas 119(2)h à j).

Récidive : adolescents

(4) Dans le cas où l'adolescent déclaré coupable d'une infraction mentionnée à l'annexe est à nouveau déclaré coupable d'une telle infraction pendant la période applicable visée au paragraphe (3), les personnes suivantes ont également accès au dossier :

a) les père et mère de l'adolescent ou tout adulte qui assiste l'adolescent en vertu du paragraphe 25(7);

b) tout juge, tout tribunal ou toute commission d'examen, relativement à des poursuites intentées contre l'adolescent en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale relativement à des infractions commises par celui-ci — en tant que tel ou à l'âge adulte — ou qui lui sont imputées;

c) tout membre du personnel ou mandataire d'un ministère ou d'un organisme public canadien ou tout membre du personnel d'une organisation avec qui un tel ministère ou organisme a conclu une entente, en vue, selon le cas :

(i) de préparer un rapport concernant l'adolescent dans le cadre de la présente loi ou pour aider un tribunal à déterminer la peine qu'il doit imposer à l'adolescent après qu'il a atteint l'âge adulte,

(ii) de surveiller l'adolescent ou de s'en occuper même devenu adulte, ou d'administrer une peine le concernant, même à l'âge adulte,

(iii) d'examiner une demande de libération conditionnelle ou une demande de suspension du casier faita au titre de la *Loi sur le casier judiciaire* présentée par l'adolescent devenu adulte.

Révélation à des fins statistiques

(5) La personne qui, en vertu des alinéas (1)c ou d), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus, étant entendu que cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier l'adolescent en cause.

Récidive : adultes

(6) Si, au cours de la période applicable visée au paragraphe (3), l'adolescent devenu adulte est à nouveau déclaré coupable d'une infraction mentionnée à l'annexe :

- (a)** this Part no longer applies to the record and the record shall be dealt with as a record of an adult and may be included on the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police; and
- (b)** for the purposes of the *Criminal Records Act*, the finding of guilt in respect of the offence for which the record is kept is deemed to be a conviction.

2002, c. 1, s. 120; 2012, c. 1, ss. 158, 192.

Deemed election

121 For the purposes of sections 119 and 120, if no election is made in respect of an offence that may be prosecuted by indictment or proceeded with by way of summary conviction, the Attorney General is deemed to have elected to proceed with the offence as an offence punishable on summary conviction.

Disclosure of information and copies of record

122 A person who is required or authorized to be given access to a record under section 119, 120, 123 or 124 may be given any information contained in the record and may be given a copy of any part of the record.

Where records may be made available

123 (1) A youth justice court judge may, on application by a person after the end of the applicable period set out in subsection 119(2), order that the person be given access to all or part of a record kept under sections 114 to 116 or that a copy of the record or part be given to that person,

- (a)** if the youth justice court judge is satisfied that
- (i)** the person has a valid and substantial interest in the record or part,
 - (ii)** it is necessary for access to be given to the record or part in the interest of the proper administration of justice, and
 - (iii)** disclosure of the record or part or the information in it is not prohibited under any other Act of Parliament or the legislature of a province; or
- (b)** if the youth court judge is satisfied that access to the record or part is desirable in the public interest for research or statistical purposes.

a) la présente partie ne s'applique plus au dossier, et celui-ci est traité comme s'il était un dossier d'adulte et peut être versé au fichier automatisé des relevés des condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada;

b) pour l'application de la *Loi sur le casier judiciaire*, la déclaration de culpabilité à l'égard de l'infraction visée par le dossier est réputée être une condamnation.

2002, ch. 1, art. 120; 2012, ch. 1, art. 158 et 192.

Présomption de choix

121 Pour l'application des articles 119 et 120, si le procureur général n'a pas, à l'égard d'une infraction, fait le choix entre les poursuites par mise en accusation et procédure sommaire, il est réputé avoir choisi de traiter l'infraction comme une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Communication de renseignements et copies

122 Les personnes à qui l'accès pour consultation à un dossier doit ou peut, en application des articles 119, 120, 123 et 124, être accordé peuvent obtenir tous renseignements contenus dans le dossier ou tout extrait de celui-ci.

Circonstances justifiant l'accès

123 (1) Le juge du tribunal pour adolescents peut, sur demande de toute personne présentée après l'expiration de la période applicable visée au paragraphe 119(2), ordonner qu'accès pour consultation à la totalité ou à une partie d'un dossier visé aux articles 114 à 116 soit donné à cette personne, ou que des copies de la totalité ou d'une partie de celui-ci soient données à celle-ci, s'il est convaincu :

a) soit que, à la fois :

(i) la personne a un intérêt légitime et important dans ce dossier ou dans une partie de celui-ci,

(ii) dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, l'accès à la totalité ou à une partie du dossier ou à une copie de celui-ci doit être donné,

(iii) la communication de la totalité ou d'une partie du dossier ou des renseignements qu'il contient n'est pas interdite par une autre loi fédérale ni par une loi provinciale;

b) soit qu'il est souhaitable d'y donner accès dans l'intérêt public, pour des fins de recherche ou de statistiques.

Restriction for paragraph (1)(a)

(2) Paragraph (1)(a) applies in respect of a record relating to a particular young person or to a record relating to a class of young persons only if the identity of young persons in the class at the time of the making of the application referred to in that paragraph cannot reasonably be ascertained and the disclosure of the record is necessary for the purpose of investigating any offence that a person is suspected on reasonable grounds of having committed against a young person while the young person is, or was, serving a sentence.

Notice

(3) Subject to subsection (4), an application for an order under paragraph (1)(a) in respect of a record shall not be heard unless the person who makes the application has given the young person to whom the record relates and the person or body that has possession of the record at least five days notice in writing of the application, and the young person and the person or body that has possession have had a reasonable opportunity to be heard.

Where notice not required

(4) A youth justice court judge may waive the requirement in subsection (3) to give notice to a young person when the judge is of the opinion that

- (a)** to insist on the giving of the notice would frustrate the application; or
- (b)** reasonable efforts have not been successful in finding the young person.

Use of record

(5) In any order under subsection (1), the youth justice court judge shall set out the purposes for which the record may be used.

Disclosure for research or statistical purposes

(6) When access to a record is given to any person under paragraph (1)(b), that person may subsequently disclose information contained in the record, but shall not disclose the information in any form that would reasonably be expected to identify the young person to whom it relates.

Access to record by young person

124 A young person to whom a record relates and his or her counsel may have access to the record at any time.

Réserve

(2) L'alinéa (1)a) s'applique au dossier d'un adolescent ou au dossier d'une catégorie d'adolescents lorsque l'identité des adolescents de la catégorie ne peut, au moment où la demande visée à cet alinéa est faite, être normalement déterminée et que la communication est nécessaire pour enquêter au sujet d'une infraction qu'une autre personne est, pour des motifs raisonnables, soupçonnée d'avoir commise à l'égard de l'adolescent pendant que celui-ci purge ou purgeait sa peine.

Préavis

(3) Sous réserve du paragraphe (4), il ne peut être procédé à l'audition d'une demande présentée en application de l'alinéa (1)a) à moins que le demandeur ne donne à l'adolescent faisant l'objet du dossier ainsi qu'à la personne ou à l'organisme qui est en possession de celui-ci un préavis écrit d'au moins cinq jours de la demande et que l'adolescent ainsi que la personne ou l'organisme aient eu la possibilité de se faire entendre.

Préavis non requis

(4) Un juge du tribunal pour adolescents peut toutefois supprimer l'obligation de donner le préavis s'il estime, selon le cas, que son maintien aurait pour effet de nuire à la demande ou que des efforts raisonnables pour retrouver l'adolescent ont échoué.

Utilisation du dossier

(5) Le juge du tribunal pour adolescents précise, dans l'ordonnance qu'il rend en application du paragraphe (1), les fins auxquelles le dossier peut être utilisé.

Révélation à des fins de statistiques, etc.

(6) La personne qui, en vertu de l'alinéa (1)b), a accès à un dossier peut postérieurement communiquer les renseignements qui y sont contenus, étant entendu que cette communication ne peut se faire d'une manière qui permettrait normalement d'identifier l'adolescent en cause.

Accès au dossier par l'adolescent

124 L'adolescent qui fait l'objet d'un dossier et son avocat peuvent à tout moment y avoir accès.

Disclosure of Information in a Record

Disclosure by peace officer during investigation

125 (1) A peace officer may disclose to any person any information in a record kept under section 114 (court records) or 115 (police records) that it is necessary to disclose in the conduct of the investigation of an offence.

Disclosure by Attorney General

(2) The Attorney General may, in the course of a proceeding under this Act or any other Act of Parliament, disclose the following information in a record kept under section 114 (court reports) or 115 (police records):

(a) to a person who is a co-accused with the young person in respect of the offence for which the record is kept, any information contained in the record; and

(b) to an accused in a proceeding, if the record is in respect of a witness in the proceeding, information that identifies the witness as a young person who has been dealt with under this Act.

Information that may be disclosed to a foreign state

(3) The Attorney General or a peace officer may disclose to the Minister of Justice of Canada information in a record that is kept under section 114 (court records) or 115 (police records) to the extent that it is necessary to deal with a request to or by a foreign state under the *Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act*, or for the purposes of any extradition matter under the *Extradition Act*. The Minister of Justice of Canada may disclose the information to the foreign state in respect of which the request was made, or to which the extradition matter relates, as the case may be.

Disclosure to insurance company

(4) A peace officer may disclose to an insurance company information in a record that is kept under section 114 (court records) or 115 (police records) for the purpose of investigating a claim arising out of an offence committed or alleged to have been committed by the young person to whom the record relates.

Preparation of reports

(5) The provincial director or a youth worker may disclose information contained in a record if the disclosure

Communication des renseignements contenus dans les dossiers

Communication par l'agent de la paix

125 (1) L'agent de la paix peut communiquer à toute personne les renseignements contenus dans un dossier tenu en application des articles 114 (dossiers des tribunaux) ou 115 (dossiers de police) dont la communication s'impose pour la conduite d'une enquête relative à une infraction.

Communication par le procureur général

(2) Le procureur général peut, dans le cadre de poursuites intentées sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, communiquer :

a) à tout coaccusé de l'adolescent faisant l'objet d'un dossier tenu en application des articles 114 (dossiers des tribunaux) ou 115 (dossiers de police), tout renseignement contenu dans le dossier;

b) à tout accusé, dans le cas où une personne faisant l'objet d'un tel dossier est appelée à témoigner dans le cadre des procédures découlant de l'accusation, tout renseignement de nature à révéler qu'elle a fait l'objet de mesures prises sous le régime de la présente loi.

Communication par le procureur général ou l'agent de la paix

(3) Le procureur général ou l'agent de la paix peut communiquer au ministre de la Justice les renseignements contenus dans un dossier tenu en application des articles 114 (dossiers des tribunaux) ou 115 (dossiers de police) afin de permettre à celui-ci de donner suite à toute demande présentée à un État étranger ou par celui-ci conformément à la *Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle* ou de traiter de toute question d'extradition en vertu de la *Loi sur l'extradition*. Le ministre peut alors communiquer les renseignements à l'État étranger concerné.

Communication à une compagnie d'assurance

(4) L'agent de la paix peut communiquer à une compagnie d'assurance des renseignements contenus dans un dossier tenu en application des articles 114 (dossiers des tribunaux) ou 115 (dossiers de police) pour l'investigation d'une réclamation découlant d'une infraction commise par l'adolescent faisant l'objet du dossier ou qui lui est imputée.

Préparation de rapports

(5) Le directeur provincial ou le délégué à la jeunesse peut communiquer à quiconque des renseignements

is necessary for procuring information that relates to the preparation of a report required by this Act.

Schools and others

(6) The provincial director, a youth worker, the Attorney General, a peace officer or any other person engaged in the provision of services to young persons may disclose to any professional or other person engaged in the supervision or care of a young person — including a representative of any school board or school or any other educational or training institution — any information contained in a record kept under sections 114 to 116 if the disclosure is necessary

- (a)** to ensure compliance by the young person with an authorization under section 91 or an order of the youth justice court;
- (b)** to ensure the safety of staff, students or other persons; or
- (c)** to facilitate the rehabilitation of the young person.

Information to be kept separate

(7) A person to whom information is disclosed under subsection (6) shall

- (a)** keep the information separate from any other record of the young person to whom the information relates;
- (b)** ensure that no other person has access to the information except if authorized under this Act, or if necessary for the purposes of subsection (6); and
- (c)** destroy their copy of the record when the information is no longer required for the purpose for which it was disclosed.

Time limit

(8) No information may be disclosed under this section after the end of the applicable period set out in subsection 119(2) (period of access to records).

Records in the custody, etc., of archivists

126 When records originally kept under sections 114 to 116 are under the custody or control of the Librarian and Archivist of Canada or the archivist for any province, that person may disclose any information contained in the records to any other person if

contenus dans un dossier lorsque la communication s'avère nécessaire pour préparer un rapport prévu par la présente loi.

Écoles et autres institutions

(6) Le directeur provincial, le délégué à la jeunesse, le procureur général, l'agent de la paix ou toute autre personne qui fournit des services aux adolescents peut communiquer des renseignements contenus dans un dossier tenu en application des articles 114 à 116 à un professionnel ou à toute autre personne chargée de surveiller l'adolescent ou de s'en occuper, notamment à un représentant d'un conseil scolaire, d'une école ou de tout autre établissement d'enseignement ou de formation, en vue :

- a)** de faire en sorte que l'adolescent se conforme à toute autorisation visée à l'article 91 ou à toute décision rendue par le tribunal pour adolescents;
- b)** d'assurer la sécurité du personnel, des étudiants ou d'autres personnes, selon le cas;
- c)** de favoriser la réadaptation de l'adolescent.

Renseignements conservés à part

(7) Toute personne à qui sont communiqués des renseignements en application du paragraphe (6) doit :

- a)** les conserver sans les joindre au dossier de l'adolescent auquel ils se rapportent;
- b)** veiller à ce qu'aucune autre personne n'y ait accès, sauf si elle y est autorisée en vertu de la présente loi ou si cela est nécessaire pour l'application du paragraphe (6);
- c)** les détruire dès qu'ils ne sont plus nécessaires aux fins auxquelles ils ont été communiqués.

Délai

(8) Il est interdit de communiquer les renseignements visés au présent article après l'expiration de la période applicable prévue au paragraphe 119(2) (période d'accès aux dossiers).

Dossiers entre les mains d'archivistes

126 Le bibliothécaire et archiviste du Canada ou un archiviste provincial peut, si les conditions ci-après sont réunies, communiquer les renseignements contenus dans un dossier qui a initialement été tenu en application des articles 114 à 116 et qui est en sa possession :

(a) a youth justice court judge is satisfied that the disclosure is desirable in the public interest for research or statistical purposes; and

(b) the person to whom the information is disclosed undertakes not to disclose the information in any form that could reasonably be expected to identify the young person to whom it relates.

2002, c. 1, s. 126; 2004, c. 11, s. 48.

Disclosure with court order

127 (1) The youth justice court may, on the application of the provincial director, the Attorney General or a peace officer, make an order permitting the applicant to disclose to the person or persons specified by the court any information about a young person that is specified, if the court is satisfied that the disclosure is necessary, having regard to the following circumstances:

(a) the young person has been found guilty of an offence involving serious personal injury;

(b) the young person poses a risk of serious harm to persons; and

(c) the disclosure of the information is relevant to the avoidance of that risk.

Opportunity to be heard

(2) Subject to subsection (3), before making an order under subsection (1), the youth justice court shall give the young person, a parent of the young person and the Attorney General an opportunity to be heard.

Ex parte application

(3) An application under subsection (1) may be made *ex parte* by the Attorney General where the youth justice court is satisfied that reasonable efforts have been made to locate the young person and that those efforts have not been successful.

Time limit

(4) No information may be disclosed under subsection (1) after the end of the applicable period set out in subsection 119(2) (period of access to records).

Disposition or Destruction of Records and Prohibition on Use and Disclosure

Effect of end of access periods

128 (1) Subject to sections 123, 124 and 126, after the end of the applicable period set out in section 119 or 120

a) un juge du tribunal pour adolescents est convaincu que la communication est souhaitable dans l'intérêt public pour des fins de recherche ou de statistiques;

b) l'autre personne s'engage à éviter de communiquer les renseignements d'une manière qui pourrait normalement permettre d'identifier l'adolescent visé par le dossier.

2002, ch. 1, art. 126; 2004, ch. 11, art. 48.

Autorisation du tribunal

127 (1) À leur demande, le tribunal pour adolescents peut autoriser, par ordonnance, le directeur provincial, le procureur général ou un agent de la paix à communiquer aux personnes qui y sont mentionnées les renseignements sur l'adolescent qui y sont précisés s'il est convaincu que la communication est nécessaire, compte tenu des facteurs suivants :

a) l'adolescent a été déclaré coupable d'une infraction comportant des lésions corporelles graves;

b) l'adolescent pourrait causer des dommages considérables à autrui;

c) la communication vise à empêcher l'adolescent de causer de tels dommages.

Audition

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le tribunal pour adolescents donne, avant de prendre sa décision, l'occasion de se faire entendre à l'adolescent, à ses père ou mère et au procureur général.

Demande *ex parte*

(3) La demande visée au paragraphe (1) peut être présentée *ex parte* par le procureur général si le tribunal pour adolescents est convaincu que des mesures raisonnables ont été prises pour trouver l'adolescent et qu'elles ont été infructueuses.

Délai

(4) Il est interdit de communiquer les renseignements visés au paragraphe (1) après l'expiration de la période applicable prévue au paragraphe 119(2) (période d'accès aux dossiers).

Destruction des dossiers et interdiction d'utilisation ou d'accès

Interdiction d'utilisation

128 (1) Sous réserve des articles 123, 124 et 126, dès l'expiration de la période applicable prévue aux articles

no record kept under sections 114 to 116 may be used for any purpose that would identify the young person to whom the record relates as a young person dealt with under this Act or the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

Disposal of records

(2) Subject to paragraph 125(7)(c), any record kept under sections 114 to 116, other than a record kept under subsection 115(3), may, in the discretion of the person or body keeping the record, be destroyed or transmitted to the Librarian and Archivist of Canada or the archivist for any province, at any time before or after the end of the applicable period set out in section 119.

Disposal of R.C.M.P. records

(3) All records kept under subsection 115(3) shall be destroyed or, if the Librarian and Archivist of Canada requires it, transmitted to the Librarian and Archivist, at the end of the applicable period set out in section 119 or 120.

Purging CPIC

(4) The Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police shall remove a record from the automated criminal conviction records retrieval system maintained by the Royal Canadian Mounted Police at the end of the applicable period referred to in section 119; however, information relating to a prohibition order made under an Act of Parliament or the legislature of a province shall be removed only at the end of the period for which the order is in force.

Exception

(5) Despite subsections (1), (2) and (4), an entry that is contained in a system maintained by the Royal Canadian Mounted Police to match crime scene information and that relates to an offence committed or alleged to have been committed by a young person shall be dealt with in the same manner as information that relates to an offence committed by an adult for which a record suspension ordered under the *Criminal Records Act* is in effect.

Authority to inspect

(6) The Librarian and Archivist of Canada may, at any time, inspect records kept under sections 114 to 116 that are under the control of a government institution as defined in section 2 of the *Library and Archives of Canada*

119 ou 120, il ne peut être fait aucune utilisation du dossier tenu en application des articles 114 à 116 pouvant permettre de constater que l'adolescent visé par le dossier a fait l'objet de procédures prévues par la présente loi ou la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985).

Destruction des dossiers

(2) Sous réserve de l'alinéa 125(7)c), les dossiers tenus en application des articles 114 à 116, à l'exception des dossiers tenus en application du paragraphe 115(3), peuvent à tout moment, à la discrétion de la personne ou de l'organisme qui les tient, être détruits ou transmis au bibliothécaire et archiviste du Canada ou à un archiviste provincial, même avant l'expiration de la période applicable prévue à l'article 119.

Destruction des dossiers de la Gendarmerie royale du Canada

(3) Les dossiers tenus en application du paragraphe 115(3) sont détruits ou transmis au bibliothécaire et archiviste du Canada, sur demande en ce sens par celui-ci, à l'expiration de la période applicable prévue aux articles 119 ou 120.

Retrait des dossiers

(4) Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada retire le dossier du fichier automatisé des relevés de condamnations criminelles géré par la Gendarmerie royale du Canada à l'expiration de la période applicable visée à l'article 119; toutefois, les éléments d'information relatifs à une ordonnance d'interdiction rendue sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale ne sont retirés du fichier qu'après que l'ordonnance a cessé d'être en vigueur.

Exception

(5) Par dérogation aux paragraphes (1), (2) et (4), les renseignements relatifs à une infraction commise ou alléguée avoir été commise par un adolescent et qui figurent dans une banque de données maintenue par la Gendarmerie royale du Canada en vue d'établir des liens entre des renseignements recueillis sur les lieux d'une autre infraction sont traités de la façon dont le sont les renseignements relatifs aux infractions commises par des adultes et à l'égard desquelles une suspension du casier ordonnée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* est en vigueur.

Examen des dossiers

(6) Le bibliothécaire et archiviste du Canada peut à tout moment examiner les dossiers tenus en application des articles 114 à 116 par une institution fédérale au sens de l'article 2 de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du*

Act, and the archivist for a province may at any time inspect any records kept under those sections that the archivist is authorized to inspect under any Act of the legislature of the province.

Definition of *destroy*

(7) For the purposes of subsections (2) and (3), ***destroy***, in respect of a record, means

(a) to shred, burn or otherwise physically destroy the record, in the case of a record other than a record in electronic form; and

(b) to delete, write over or otherwise render the record inaccessible, in the case of a record in electronic form.

2002, c. 1, s. 128; 2004, c. 11, s. 49; 2012, c. 1, s. 159.

No subsequent disclosure

129 No person who is given access to a record or to whom information is disclosed under this Act shall disclose that information to any other person unless the disclosure is authorized under this Act.

PART 7

General Provisions

Disqualification of Judge

Disqualification of judge

130 (1) Subject to subsection (2), a youth justice court judge who, prior to an adjudication in respect of a young person charged with an offence, examines a pre-sentence report made in respect of the young person in connection with that offence or has, after a guilty plea or a finding of guilt, heard submissions as to sentence and then there has been a change of plea, shall not in any capacity conduct or continue the trial of the young person for the offence and shall transfer the case to another judge to be dealt with according to law.

Exception

(2) A youth justice court judge may, in the circumstances referred to in subsection (1), with the consent of the young person and the prosecutor, conduct or continue the trial of the young person if the judge is satisfied that

Canada et l'archiviste provincial peut à tout moment examiner ceux des dossiers tenus en application de ces articles qu'il a par ailleurs le droit d'examiner en vertu d'une loi provinciale.

Définition de *destruction*

(7) Pour l'application des paragraphes (2) et (3), ***destruction*** s'entend :

a) dans le cas des dossiers qui ne sont pas sur support électronique, de leur déchiquetage, de leur brûlage ou de tout autre mode de destruction matérielle;

b) dans le cas des dossiers qui sont sur support électronique, de leur élimination, y compris par effacement pour substitution, ou de tout autre moyen empêchant d'y avoir accès.

2002, ch. 1, art. 128; 2004, ch. 11, art. 49; 2012, ch. 1, art. 159.

Interdiction

129 Sauf autorisation prévue par la présente loi, il est interdit à la personne qui a eu accès à un dossier ou à qui des renseignements ont été communiqués en vertu de la présente loi de les communiquer à quiconque.

PARTIE 7

Dispositions générales

Dessaisissement du juge

Dessaisissement du juge

130 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le juge du tribunal pour adolescents ne peut, à aucun titre, continuer à entendre une cause et doit s'en dessaisir au profit d'un autre juge lorsque :

a) soit il a pris connaissance, avant de rendre un jugement à l'égard d'un adolescent à qui est imputée une infraction, d'un rapport prédécisionnel préparé à l'égard de celui-ci dans le cadre de l'instance;

b) soit il a entendu des éléments de preuve ou observations en vue de la détermination de la peine après un plaidoyer de culpabilité ou une déclaration de culpabilité et l'adolescent, par la suite, modifie son plaidoyer.

Exception

(2) Le juge du tribunal pour adolescents peut, dans les cas prévus au paragraphe (1) et avec l'accord de l'adolescent et du poursuivant, continuer à entendre la cause de l'adolescent, pourvu qu'il soit convaincu de n'avoir pas

he or she has not been predisposed by a guilty plea or finding of guilt, or by information contained in the presentence report or submissions as to sentence.

Substitution of Judge

Powers of substitute youth justice court judge

131 (1) A youth justice court judge who acts in the place of another youth justice court judge under subsection 669.2(1) (continuation of proceedings) of the *Criminal Code* shall

- (a)** if an adjudication has been made, proceed to sentence the young person or make the order that, in the circumstances, is authorized by law; or
- (b)** if no adjudication has been made, recommence the trial as if no evidence had been taken.

Transcript of evidence already given

(2) A youth justice court judge who recommences a trial under paragraph (1)(b) may, if the parties consent, admit into evidence a transcript of any evidence already given in the case.

Exclusion from Hearing

Exclusion from hearing

132 (1) Subject to subsection (2), a court or justice before whom proceedings are carried out under this Act may exclude any person from all or part of the proceedings if the court or justice considers that the person's presence is unnecessary to the conduct of the proceedings and the court or justice is of the opinion that

- (a)** any evidence or information presented to the court or justice would be seriously injurious or seriously prejudicial to
 - (i)** the young person who is being dealt with in the proceedings,
 - (ii)** a child or young person who is a witness in the proceedings, or
 - (iii)** a child or young person who is aggrieved by or the victim of the offence charged in the proceedings; or
- (b)** it would be in the interest of public morals, the maintenance of order or the proper administration of justice to exclude any or all members of the public from the court room.

élué influencé par le plaidoyer de culpabilité, la déclaration de culpabilité ou les renseignements contenus dans le rapport prédécisionnel.

Remplacement de juges

Pouvoirs du juge du tribunal pour adolescents qui remplace un autre juge

131 (1) Le juge du tribunal pour adolescents qui en remplace un autre conformément au paragraphe 669.2(1) (continuation des procédures) du *Code criminel* doit :

- a)** lorsqu'un jugement a déjà été rendu, prononcer la peine ou rendre toute ordonnance autorisée par la loi en l'espèce;
- b)** lorsque aucun jugement n'a été rendu, recommander le procès comme si aucune preuve n'avait été déposée.

Transcription des témoignages déjà reçus

(2) Lorsqu'il recommence un procès en vertu de l'alinéa (1)b), le juge du tribunal pour adolescents peut, avec l'accord des parties, admettre en preuve la transcription des témoignages déjà reçus en l'espèce.

Pouvoir d'exclusion

Exclusion de la salle d'audience

132 (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout tribunal ou juge de paix saisi des poursuites intentées en vertu de la présente loi peut exclure de la salle d'audience, pour une partie ou la totalité des procédures, toute personne dont la présence, à son avis, n'est pas nécessaire à la conduite de celles-ci, lorsqu'il estime que l'une des deux conditions suivantes existe :

- a)** les preuves ou les éléments d'information qui lui sont présentés auraient un effet néfaste ou très préjudiciable selon le cas :
 - (i)** pour l'adolescent poursuivi,
 - (ii)** pour l'enfant ou l'adolescent appelé comme témoin,
 - (iii)** pour l'enfant ou l'adolescent victime de l'infraction ou lésé par celle-ci;
- b)** les bonnes mœurs, le maintien de l'ordre ou la saine administration de la justice exigent l'exclusion de la salle d'audience de certaines personnes ou de toute l'assistance.

Exception

(2) Subject to section 650 (accused to be present) of the *Criminal Code* and except if it is necessary for the purposes of subsection 34(9) (nondisclosure of medical or psychological report) of this Act, a court or justice may not, under subsection (1), exclude from proceedings under this Act

- (a)** the prosecutor;
- (b)** the young person who is being dealt with in the proceedings, the counsel or a parent of the young person or any adult assisting the young person under subsection 25(7);
- (c)** the provincial director or his or her agent; or
- (d)** the youth worker to whom the young person's case has been assigned.

Exclusion after adjudication or during review

(3) A youth justice court, after it has found a young person guilty of an offence, or a youth justice court or a review board, during a review, may, in its discretion, exclude from the court or from a hearing of the review board any person other than the following, when it is being presented with information the knowledge of which might, in its opinion, be seriously injurious or seriously prejudicial to the young person:

- (a)** the young person or his or her counsel;
- (b)** the provincial director or his or her agent;
- (c)** the youth worker to whom the young person's case has been assigned; and
- (d)** the Attorney General.

Exception

(4) The exception set out in paragraph (3)(a) is subject to subsection 34(9) (nondisclosure of medical or psychological report) of this Act and section 650 (accused to be present) of the *Criminal Code*.

Transfer of Charges

Transfer of charges

133 Despite subsections 478(1) and (3) of the *Criminal Code*, a young person charged with an offence that is alleged to have been committed in one province may, if the

Exception

(2) Sous réserve de l'article 650 (présence de l'accusé) du *Code criminel* et sauf si cette mesure s'impose pour l'application du paragraphe 34(9) (non-communication du rapport médical ou psychologique) de la présente loi, le tribunal ou le juge de paix ne peut, en vertu du paragraphe (1), exclure de la salle d'audience les personnes suivantes :

- a)** le poursuivant;
- b)** l'adolescent poursuivi, ses père ou mère, son avocat ou tout adulte qui l'assiste conformément au paragraphe 25(7);
- c)** le directeur provincial ou son représentant;
- d)** le délégué à la jeunesse chargé du dossier de l'adolescent.

Exclusion de la salle d'audience après jugement ou en cours d'examen

(3) Le tribunal pour adolescents, après avoir déclaré un adolescent coupable d'une infraction, ainsi que ce même tribunal ou la commission d'examen, au cours de l'examen, jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour exclure de la salle d'audience ou d'une séance de la commission d'examen, selon le cas, toute personne autre que :

- a)** l'adolescent ou son avocat;
- b)** le directeur provincial ou son représentant;
- c)** le délégué à la jeunesse chargé du dossier de l'adolescent;
- d)** le procureur général.

Cette exclusion ne vaut que pour la durée de présentation au tribunal ou à la commission d'éléments d'information qui, à leur avis, pourraient avoir sur l'adolescent un effet néfaste ou très préjudiciable.

Exception

(4) L'exception visée à l'alinéa (3)a est assujettie au paragraphe 34(9) (non-communication du rapport médical ou psychologique) de la présente loi et à l'article 650 (présence de l'accusé) du *Code criminel*.

Transfert de compétence

Transfert de compétence

133 Malgré les paragraphes 478(1) et (3) du *Code criminel*, l'adolescent inculpé d'une infraction qui aurait été commise dans une province donnée peut, avec le

Attorney General of the province consents, appear before a youth justice court of any other province and

- (a) if the young person pleads guilty to that offence and the youth justice court is satisfied that the facts support the charge, the court shall find the young person guilty of the offence alleged in the information or indictment; and
- (b) if the young person pleads not guilty to that offence, or pleads guilty but the court is not satisfied that the facts support the charge, the young person shall, if he or she was detained in custody prior to the appearance, be returned to custody and dealt with according to law.

Forfeiture of Recognizances

Applications for forfeiture

134 Applications for the forfeiture of amounts set out in undertakings, release orders or recognizances binding young persons shall be made to the youth justice court.

2002, c. 1, s. 134; 2019, c. 25, s. 380.

Proceedings in case of default

135 (1) If an undertaking, release order or recognition binding a young person has been endorsed with a certificate under subsection 770(1) of the *Criminal Code*, a youth justice court judge shall

- (a) on the request of the Attorney General, fix a time and place for the hearing of an application for the forfeiture of the amount set out in the undertaking, release order or recognition; and
- (b) after fixing a time and place for the hearing, cause to be sent by confirmed delivery service, not less than 10 days before the time so fixed, to each principal and surety named in the undertaking, release order or recognition, directed to their latest known address, a notice requiring them to appear at the time and place fixed by the judge to show cause why the amount set out in the undertaking, release order or recognition should not be forfeited.

Order for forfeiture

(2) When subsection (1) is complied with, the youth justice court judge may, after giving the parties an opportunity to be heard, in the judge's discretion grant or refuse the application and make any order with respect to the forfeiture of the amount that the judge considers proper.

consentement du procureur général de cette province, comparaître devant le tribunal pour adolescents de toute autre province. Il est entendu que :

- a) dans les cas où l'adolescent plaide coupable, le tribunal doit, s'il est convaincu que les faits justifient l'accusation, le déclarer coupable de l'infraction visée dans la dénonciation ou l'acte d'accusation;
- b) dans les cas où l'adolescent plaide non coupable, ou lorsque le tribunal n'est pas convaincu que les faits justifient l'accusation, l'adolescent doit, s'il était détenu sous garde avant sa comparution, être renvoyé sous garde et traité conformément aux dispositions des lois applicables.

Confiscation du montant des engagements

Demandes de confiscation de certaines sommes

134 Les demandes de confiscation des sommes prévues dans les promesses, ordonnances de mise en liberté ou engagements liant les adolescents sont portées devant le tribunal pour adolescents.

2002, ch. 1, art. 134; 2019, ch. 25, art. 380.

Cas de manquement

135 (1) Lorsqu'un certificat a été, conformément au paragraphe 770(1) du *Code criminel*, inscrit au verso de la promesse, de l'ordonnance de mise en liberté ou de l'engagement liant un adolescent, le juge du tribunal pour adolescents doit :

- a) à la demande du procureur général, fixer les date, heure et lieu de l'audience de la demande de confiscation des sommes prévues dans la promesse, l'ordonnance de mise en liberté ou l'engagement;
- b) après fixation des date, heure et lieu de l'audience, faire envoyer, au plus tard dix jours avant la date de l'audience, par service de messagerie, à chacun des intéressés et cautions mentionnés dans la promesse, l'ordonnance de mise en liberté ou l'engagement, à sa dernière adresse connue, un avis lui enjoignant de comparaître aux date, heure et lieu fixés par le juge afin d'exposer les raisons susceptibles de justifier la non-confiscation des sommes.

Ordonnance de confiscation

(2) À la suite de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe (1), le juge du tribunal pour adolescents dispose, après avoir donné aux parties l'occasion de se faire entendre, d'un pouvoir discrétionnaire pour accueillir ou rejeter la demande et rendre, à propos de la

Judgment debtors of the Crown

(3) If, under subsection (2), a youth justice court judge orders the forfeiture of the amount, the principal and their sureties become judgment debtors of the Crown, each in the amount that the judge orders them to pay.

Order may be filed

(4) An order made under subsection (2) may be filed with the clerk of the superior court or, in the province of Quebec, the prothonotary and, if an order is filed, the clerk or the prothonotary shall issue a writ of *fieri facias* in Form 34 set out in the *Criminal Code* and deliver it to the sheriff of each of the territorial divisions in which any of the principal and his or her sureties resides, carries on business or has property.

If a deposit has been made

(5) If a deposit has been made by a person against whom an order for forfeiture has been made, no writ of *fieri facias* shall issue, but the amount of the deposit shall be transferred by the person who has custody of it to the person who is entitled by law to receive it.

Subsections 770(2) and (4) of *Criminal Code* do not apply

(6) Subsections 770(2) (transmission to clerk of the court) and (4) (transmission of deposit) of the *Criminal Code* do not apply in respect of proceedings under this Act.

Sections 772 and 773 of *Criminal Code* apply

(7) Sections 772 (levy under writ) and 773 (committal when writ not satisfied) of the *Criminal Code* apply in respect of writs of *fieri facias* issued under this section as if they were issued under section 771 (proceedings in case of default) of that Act.

2002, c. 1, s. 135; 2019, c. 25, s. 381.

Offences and Punishment

Inducing a young person, etc.

136 (1) Every person who

(a) induces or assists a young person to leave unlawfully a place of custody or other place in which the young person has been placed in accordance with a youth sentence or a disposition imposed under the

confiscation des sommes, l'ordonnance qu'il estime appropriée.

Débiteurs de la Couronne

(3) Lorsque le juge du tribunal pour adolescents ordonne, en vertu du paragraphe (2), la confiscation des sommes, l'intéressé et ses cautions deviennent débiteurs, par jugement, de la Couronne, chacun pour la somme que le juge lui ordonne de payer.

Saisie-exécution

(4) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2) peut être déposée auprès du greffier de la cour supérieure ou, dans la province de Québec, du protonotaire; le greffier ou le protonotaire doit délivrer un bref de saisie-exécution selon la formule 34 du *Code criminel* et le remettre au shérif des circonscriptions territoriales où le cautionné ou ses cautions résident, exploitent un commerce ou ont des biens.

Cas où un dépôt a été fait

(5) Le bref de saisie-exécution n'est pas délivré lorsque la personne contre laquelle est rendue une ordonnance de confiscation a fait un dépôt; toutefois, le dépositaire doit en transférer le montant à la personne légalement habilitée à le recevoir.

Non-applicabilité des par. 770(2) et (4) du *Code criminel*

(6) Les paragraphes 770(2) (transmission au greffier du tribunal) et (4) (transmission du dépôt) du *Code criminel* ne s'appliquent pas aux procédures faites en vertu de la présente loi.

Applicabilité des art. 772 et 773 du *Code criminel*

(7) Les articles 772 (recouvrement en vertu du bref) et 773 (incarcération en cas de non-satisfaction du bref) du *Code criminel* s'appliquent aux brefs de saisie-exécution délivrés en application du présent article, comme s'ils avaient été délivrés en application de l'article 771 (procédure en cas de manquement) de cette loi.

2002, ch. 1, art. 135; 2019, ch. 25, art. 381.

Infractions et peines

Incitation

136 (1) Commet soit un acte criminel possible d'un emprisonnement maximal de deux ans, soit une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire toute personne qui :

a) incite ou aide un adolescent à quitter illicitemen le lieu où il est maintenu sous garde ou tout autre lieu où

Young Offenders Act, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985,

(b) unlawfully removes a young person from a place referred to in paragraph (a),

(c) knowingly harbours or conceals a young person who has unlawfully left a place referred to in paragraph (a),

(d) wilfully induces or assists a young person to breach or disobey a term or condition of a youth sentence or other order of the youth justice court, or a term or condition of a disposition or other order under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or

(e) wilfully prevents or interferes with the performance by a young person of a term or condition of a youth sentence or other order of the youth justice court, or a term or condition of a disposition or other order under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985,

is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Absolute jurisdiction of provincial court judge

(2) The jurisdiction of a provincial court judge to try an adult charged with an indictable offence under this section is absolute and does not depend on the consent of the accused.

Failure to comply with sentence or disposition

137 Every person who is subject to a youth sentence imposed under any of paragraphs 42(2)(c) to (m) or (s) of this Act, to a victim fine surcharge ordered under subsection 53(2) of this Act or to a disposition made under any of paragraphs 20(1)(a.1) to (g), (j) or (l) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and who wilfully fails or refuses to comply with that sentence, surcharge or disposition is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Offences

138 (1) Every person who contravenes subsection 110(1) (identity of offender not to be published), 111(1) (identity of victim or witness not to be published), 118(1) (no access to records unless authorized) or 128(3) (disposal of R.C.M.P. records) or section 129 (no subsequent disclosure) of this Act, or subsection 38(1) (identity not to be published), (1.12) (no subsequent disclosure), (1.14) (no subsequent disclosure by school) or (1.15) (information to be kept separate), 45(2) (destruction of records) or

il est placé en application d'une peine spécifique ou d'une décision prononcée en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985);

b) retire illicitement un adolescent d'un lieu visé à l'alinéa a);

c) héberge ou cache sciemment un adolescent qui a illicitemment quitté un lieu visé à l'alinéa a);

d) incite ou aide sciemment un adolescent à enfreindre ou à ne pas respecter une condition d'une peine spécifique ou de toute autre ordonnance du tribunal pour adolescents, ou une condition d'une décision ou de toute autre ordonnance prononcée en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985);

e) empêche sciemment un adolescent d'exécuter une condition d'une peine spécifique ou de toute autre ordonnance du tribunal pour adolescents, ou une condition d'une décision ou de toute autre ordonnance prononcée en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), ou fait obstacle à cette exécution.

Compétence absolue du juge de la cour provinciale

(2) La compétence d'un juge de la cour provinciale pour juger tout adulte accusé d'un acte criminel dans le cadre du présent article est absolue et ne dépend nullement du consentement de celui-ci.

Défaut de se conformer à une peine ou décision

137 Toute personne à qui a été imposée une peine spécifique en application des alinéas 42(2)c) à m) ou s) ou à qui a été imposée une suramende en vertu du paragraphe 53(2) de la présente loi, ou qui a fait l'objet d'une décision en application des alinéas 20(1)a.1) à g), j) ou l) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), et qui omet ou refuse de se conformer à la peine ou à la décision ou d'acquitter la suramende commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Publication de renseignements

138 (1) Quiconque contrevoit aux paragraphes 110(1) (publication interdite – identité du contrevenant), 111(1) (publication interdite – identité de la victime et des témoins), 118(1) (accès aux dossiers interdit sauf autorisation) ou 128(3) (destruction des dossiers de la G.R.C.) ou à l'article 129 (communication ultérieure interdite) de la présente loi ou aux paragraphes 38(1) (publication interdite), (1.12) (communication ultérieure interdite), (1.14) (communication par les écoles interdite) ou (1.15)

46(1) (prohibition against disclosure) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985,

- (a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- (b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Provincial court judge has absolute jurisdiction on indictment

(2) The jurisdiction of a provincial court judge to try an adult charged with an offence under paragraph (1)(a) is absolute and does not depend on the consent of the accused.

Offence and punishment

139 (1) Every person who wilfully fails to comply with section 30 (designated place of temporary detention), or with an undertaking entered into under subsection 31(3) (condition of placement),

- (a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- (b) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Offence and punishment

(2) Every person who wilfully fails to comply with section 7 (designated place of temporary detention) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or with an undertaking entered into under subsection 7.1(2) (condition of placement) of that Act is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Punishment

(3) Any person who uses or authorizes the use of an application form in contravention of subsection 82(3) (application for employment) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Application of Criminal Code

Application of *Criminal Code*

140 Except to the extent that it is inconsistent with or excluded by this Act, the provisions of the *Criminal Code* apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of offences alleged to have been committed by young persons.

(renseignements conservés à part), 45(2) (destruction des dossiers) ou 46(1) (communication interdite) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), commet :

- a) soit un acte criminel possible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Compétence absolue du juge de la cour provinciale

(2) La compétence d'un juge de la cour provinciale pour juger tout adulte accusé d'une infraction au titre de l'alinéa (1)a) est absolue et ne dépend nullement du consentement de celui-ci.

Engagement

139 (1) Quiconque omet sciemment de se conformer à l'article 30 (lieu désigné pour la détention provisoire) ou à l'engagement pris au titre du paragraphe 31(3) (conditions de placement) commet soit un acte criminel possible d'une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, soit une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Engagement

(2) Quiconque omet sciemment de se conformer à l'article 7 (lieu désigné pour la détention provisoire) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), ou à l'engagement pris au titre du paragraphe 7.1(2) (conditions de placement) de cette loi commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Utilisation de formulaires

(3) Quiconque, en violation du paragraphe 82(3) (demande d'emploi), utilise un formulaire ou autorise l'utilisation d'un formulaire commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Application du Code criminel

Application du *Code criminel*

140 Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou écartées par celle-ci, les dispositions du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux infractions imputées aux adolescents.

Sections of *Criminal Code* applicable

141 (1) Except to the extent that they are inconsistent with or excluded by this Act, section 16 (defence of mental disorder) and Part XX.1 (mental disorder) of the *Criminal Code* apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of proceedings under this Act in relation to offences alleged to have been committed by young persons.

Notice and copies to counsel and parents

(2) For the purposes of subsection (1),

(a) wherever in Part XX.1 (mental disorder) of the *Criminal Code* a reference is made to a copy to be sent or otherwise given to an accused or a party to the proceedings, the reference shall be read as including a reference to a copy to be sent or otherwise given to

(i) any counsel representing the young person,

(ii) a parent of the young person who is in attendance at the proceedings against the young person, and

(iii) a parent of the young person not in attendance at the proceedings who is, in the opinion of the youth justice court or Review Board, taking an active interest in the proceedings; and

(b) wherever in Part XX.1 (mental disorder) of the *Criminal Code* a reference is made to notice to be given to an accused or a party to proceedings, the reference shall be read as including a reference to notice to be given to a parent of the young person and any counsel representing the young person.

Proceedings not invalid

(3) Subject to subsection (4), failure to give a notice referred to in paragraph (2)(b) to a parent of a young person does not affect the validity of proceedings under this Act.

Exception

(4) Failure to give a notice referred to in paragraph (2)(b) to a parent of a young person in any case renders invalid any subsequent proceedings under this Act relating to the case unless

(a) a parent of the young person attends at the court or Review Board with the young person; or

(b) a youth justice court judge or Review Board before whom proceedings are held against the young person

Application de la partie XX.1 du *Code criminel*

141 (1) Dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou écartés par celle-ci, l'article 16 (défense de troubles mentaux) et la partie XX.1 (troubles mentaux) du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux infractions imputées aux adolescents.

Avis aux parents et à l'avocat

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la mention dans la partie XX.1 (troubles mentaux) du *Code criminel* :

a) des copies qui doivent être remises ou envoyées à l'accusé ou aux parties vaut également mention des copies qui doivent être envoyées ou remises aux personnes suivantes :

(i) l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent,

(ii) le père ou la mère de l'adolescent qui suit la procédure menée contre celui-ci,

(iii) le père ou la mère de l'adolescent qui, de l'avis du tribunal pour adolescents ou de la commission d'examen, s'intéresse activement aux procédures;

b) des avis qui doivent être envoyés à un accusé ou aux parties vaut également mention des avis à l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent et au père ou à la mère de celui-ci.

Validité des procédures

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le fait de ne pas envoyer l'avis mentionné à l'alinéa (2)b) au père ou à la mère de l'adolescent ne porte pas atteinte à la validité des procédures intentées sous le régime de la présente loi.

Exception

(4) Le fait de ne pas envoyer l'avis mentionné à l'alinéa (2)b) au père ou à la mère de l'adolescent annule les procédures subséquentes intentées à l'égard de l'adolescent sous le régime de la présente loi, sauf dans les cas suivants :

a) le père ou la mère de l'adolescent est présent au tribunal ou devant la commission d'examen avec l'adolescent;

(i) adjourns the proceedings and orders that the notice be given in the manner and to the persons that the judge or Review Board directs, or

(ii) dispenses with the notice if the youth justice court or Review Board is of the opinion that, having regard to the circumstances, the notice may be dispensed with.

(5) [Repealed, 2005, c. 22, s. 63]

Considerations of court or Review Board making a disposition

(6) Before making or reviewing a disposition in respect of a young person under Part XX.1 (mental disorder) of the *Criminal Code*, a youth justice court or Review Board shall consider the age and special needs of the young person and any representations or submissions made by a parent of the young person.

(7) to (9) [Repealed, 2005, c. 22, s. 63]

Prima facie case to be made every year

(10) For the purpose of applying subsection 672.33(1) (fitness to stand trial) of the *Criminal Code* to proceedings under this Act in relation to an offence alleged to have been committed by a young person, wherever in that subsection a reference is made to two years, there shall be substituted a reference to one year.

Designation of hospitals for young persons

(11) A reference in Part XX.1 (mental disorder) of the *Criminal Code* to a hospital in a province shall be construed as a reference to a hospital designated by the Minister of Health for the province for the custody, treatment or assessment of young persons.

Definition of Review Board

(12) In this section, **Review Board** has the meaning assigned by section 672.1 of the *Criminal Code*.

2002, c. 1, s. 141; 2005, c. 22, s. 63.

Part XXVII and summary conviction trial provisions of *Criminal Code* to apply

142 (1) Subject to this section and except to the extent that they are inconsistent with this Act, the provisions of Part XXVII (summary conviction offences) of the *Criminal Code*, and any other provisions of that Act that apply

b) un juge du tribunal pour adolescents ou la commission d'examen saisi des procédures intentées contre l'adolescent :

(i) soit ajourne les procédures et ordonne que l'avis soit donné aux personnes et de la manière qu'il précise,

(ii) soit accorde l'autorisation de ne pas donner l'avis si, compte tenu des circonstances, il estime que celui-ci n'est pas indispensable.

(5) [Abrogé, 2005, ch. 22, art. 63]

Observations du père ou de la mère

(6) Avant de prononcer ou de réviser une décision à l'égard d'un adolescent en vertu de la partie XX.1 (troubles mentaux) du *Code criminel*, le tribunal pour adolescents ou la commission d'examen doit prendre en considération l'âge et les besoins spéciaux de l'adolescent ainsi que les observations que présente le père ou la mère de l'adolescent.

(7) à (9) [Abrogés, 2005, ch. 22, art. 63]

Preuve prima facie

(10) Pour l'application du paragraphe 672.33(1) (aptitude à subir son procès) du *Code criminel* aux procédures intentées sous le régime de la présente loi à l'égard d'une infraction imputée à un adolescent, la mention de deux ans dans ce paragraphe vaut mention de un an.

Désignation d'hôpitaux pour les adolescents

(11) Un renvoi dans la partie XX.1 (troubles mentaux) du *Code criminel* à un hôpital dans une province s'entend d'un renvoi à un hôpital désigné par le ministre de la Santé de la province en vue de la garde, du traitement et de l'évaluation des adolescents.

Définition de commission d'examen

(12) Pour l'application du présent article, **commission d'examen** s'entend au sens de l'article 672.1 du *Code criminel*.

2002, ch. 1, art. 141; 2005, ch. 22, art. 63.

Application de la partie XXVII et des dispositions en matière de déclaration de culpabilité par procédure sommaire du *Code criminel*

142 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et dans la mesure où elles sont compatibles avec la présente loi, les dispositions de la partie XXVII (déclaration de culpabilité par procédure sommaire) du *Code criminel* et les autres dispositions de cette loi applicables en

in respect of summary conviction offences and relate to trial proceedings, apply to proceedings under this Act

- (a) in respect of an order under section 83.3 (recognition — terrorist activity), 810 (recognition — fear of injury or damage), 810.01 (recognition — fear of certain offences), 810.011 (recognition — fear of terrorism offence), 810.02 (recognition — fear of forced marriage or marriage under age of 16 years) or 810.2 (recognition — fear of serious personal injury offence) of that Act or an offence under section 811 (breach of recognition) of that Act;
- (b) in respect of a summary conviction offence; and
- (c) in respect of an indictable offence as if it were defined in the enactment creating it as a summary conviction offence.

Indictable offences

(2) For greater certainty and despite subsection (1) or any other provision of this Act, an indictable offence committed by a young person is, for the purposes of this Act or any other Act of Parliament, an indictable offence.

Attendance of young person

(3) Section 650 of the *Criminal Code* applies in respect of proceedings under this Act, whether the proceedings relate to an indictable offence or an offence punishable on summary conviction.

Limitation period

(4) In proceedings under this Act, subsection 786(2) of the *Criminal Code* does not apply in respect of an indictable offence.

Costs

(5) Section 809 of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act.

2002, c. 1, s. 142; 2015, c. 20, ss. 33, 36, c. 29, s. 15.

Procedure

Counts charged in information

143 Indictable offences and offences punishable on summary conviction may under this Act be charged in the same information or indictment and tried jointly.

matière d'infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et qui concernent les poursuites en première instance s'appliquent aux poursuites intentées dans le cadre de la présente loi et relatives :

- a) aux ordonnances rendues en vertu des articles 83.3 (engagement — activité terroriste), 810 (engagement — crainte de blessures ou dommages), 810.01 (engagement — crainte de certaines infractions), 810.011 (engagement — crainte d'une infraction de terrorisme), 810.02 (engagement — crainte de mariage forcé ou de mariage de personnes de moins de seize ans) ou 810.2 (engagement — crainte de sévices graves à la personne) du *Code criminel* ou aux infractions prévues à l'article 811 (manquement à l'engagement) de cette loi;
- b) aux infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
- c) aux actes criminels, comme si les dispositions qui prévoient ceux-ci les avaient classés au rang des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Actes criminels

(2) Il est entendu que, malgré le paragraphe (1) ou les autres dispositions de la présente loi, l'acte criminel commis par un adolescent est considéré comme tel pour l'application de la présente loi ou de toute autre loi.

Présence de l'accusé

(3) L'article 650 du *Code criminel* s'applique aux poursuites intentées en vertu de la présente loi, qu'il s'agisse d'un acte criminel ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Prescriptions

(4) Dans les poursuites intentées dans le cadre de la présente loi, le paragraphe 786(2) du *Code criminel* ne s'applique pas aux actes criminels.

Frais

(5) L'article 809 du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées dans le cadre de la présente loi.

2002, ch. 1, art. 142; 2015, ch. 20, art. 33 et 36, ch. 29, art. 15.

Procédure

Chefs de dénonciation ou d'accusation

143 La même dénonciation ou le même acte d'accusation peut viser des actes criminels et des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure

Issue of subpoena

144 (1) If a person is required to attend to give evidence before a youth justice court, the subpoena directed to that person may be issued by a youth justice court judge, whether or not the person whose attendance is required is within the same province as the youth justice court.

Service of subpoena

(2) A subpoena issued by a youth justice court and directed to a person who is not within the same province as the youth justice court shall be served personally on the person to whom it is directed.

Warrant

145 A warrant issued by a youth justice court may be executed anywhere in Canada.

Evidence

General law on admissibility of statements to apply

146 (1) Subject to this section, the law relating to the admissibility of statements made by persons accused of committing offences applies in respect of young persons.

When statements are admissible

(2) No oral or written statement made by a young person who is less than eighteen years old, to a peace officer or to any other person who is, in law, a person in authority, on the arrest or detention of the young person or in circumstances where the peace officer or other person has reasonable grounds for believing that the young person has committed an offence is admissible against the young person unless

(a) the statement was voluntary;

(b) the person to whom the statement was made has, before the statement was made, clearly explained to the young person, in language appropriate to his or her age and understanding, that

(i) the young person is under no obligation to make a statement,

(ii) any statement made by the young person may be used as evidence in proceedings against him or her,

sommaire; les uns et les autres peuvent être jugés conjointement dans le cadre de la présente loi.

Assignation

144 (1) L'assignation enjoignant à un témoin de comparaître devant le tribunal pour adolescents peut émaner d'un juge du tribunal pour adolescents, même si le témoin ne se trouve pas dans la province où siège ce tribunal.

Signification à personne

(2) L'assignation émanant du tribunal pour adolescents et destinée à un témoin qui ne se trouve pas dans la province où siège le tribunal est signifiée à personne au destinataire.

Mandat

145 Le mandat émanant du tribunal pour adolescents peut être exécuté sur toute l'étendue du territoire canadien.

Preuve

Régime de la preuve

146 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les règles de droit concernant l'admissibilité des déclarations faites par des personnes inculpées s'appliquent aux adolescents.

Cas où les déclarations sont admissibles

(2) La déclaration orale ou écrite faite par l'adolescent de moins de dix-huit ans à un agent de la paix, ou à toute autre personne en autorité d'après la loi, au moment de son arrestation ou de sa détention ou dans des circonstances où l'agent ou la personne a des motifs raisonnables de croire que l'adolescent a commis une infraction n'est pas admissible en preuve contre l'adolescent, sauf si les conditions suivantes sont remplies :

a) la déclaration est volontaire;

b) la personne à qui la déclaration a été faite a, avant de la recueillir, expliqué clairement à l'adolescent, en des termes adaptés à son âge et à sa compréhension, que :

(i) il n'est obligé de faire aucune déclaration,

(ii) toute déclaration faite par lui pourra servir de preuve dans les poursuites intentées contre lui,

(iii) il a le droit de consulter son avocat et ses père ou mère ou une tierce personne conformément à l'alinéa c),

- (iii) the young person has the right to consult counsel and a parent or other person in accordance with paragraph (c), and
- (iv) any statement made by the young person is required to be made in the presence of counsel and any other person consulted in accordance with paragraph (c), if any, unless the young person desires otherwise;
- (c) the young person has, before the statement was made, been given a reasonable opportunity to consult
 - (i) with counsel, and
 - (ii) with a parent or, in the absence of a parent, an adult relative or, in the absence of a parent and an adult relative, any other appropriate adult chosen by the young person, as long as that person is not a co-accused, or under investigation, in respect of the same offence; and
- (d) if the young person consults a person in accordance with paragraph (c), the young person has been given a reasonable opportunity to make the statement in the presence of that person.

Exception in certain cases for oral statements

(3) The requirements set out in paragraphs (2)(b) to (d) do not apply in respect of oral statements if they are made spontaneously by the young person to a peace officer or other person in authority before that person has had a reasonable opportunity to comply with those requirements.

Waiver of right to consult

(4) A young person may waive the rights under paragraph (2)(c) or (d) but any such waiver

- (a) must be recorded on video tape or audio tape; or
- (b) must be in writing and contain a statement signed by the young person that he or she has been informed of the right being waived.

Waiver of right to consult

(5) When a waiver of rights under paragraph (2)(c) or (d) is not made in accordance with subsection (4) owing to a technical irregularity, the youth justice court may determine that the waiver is valid if it is satisfied that the young person was informed of his or her rights, and voluntarily waived them.

(iv) toute déclaration faite par lui doit l'être en présence de son avocat et de toute autre personne consultée conformément à l'alinéa c), le cas échéant, sauf s'il en décide autrement;

c) l'adolescent s'est vu donner, avant de faire la déclaration, la possibilité de consulter :

(i) d'une part, son avocat,

(ii) d'autre part, soit son père ou sa mère soit, en l'absence du père ou de la mère, un parent adulte, soit, en l'absence du père ou de la mère et du parent adulte, tout autre adulte idoine qu'il aura choisi, sauf si la personne est coaccusée de l'adolescent ou fait l'objet d'une enquête à l'égard de l'infraction reprochée à l'adolescent;

d) l'adolescent s'est vu donner, dans le cas où il a consulté une personne conformément à l'alinéa c), la possibilité de faire sa déclaration en présence de cette personne.

Exceptions relatives à certaines déclarations orales

(3) Les conditions prévues aux alinéas (2)b) à d) ne s'appliquent pas aux déclarations orales spontanées faites par l'adolescent à un agent de la paix ou à une autre personne en autorité avant que l'agent ou cette personne n'ait eu la possibilité de se conformer aux dispositions de ces alinéas.

Renonciation

(4) L'adolescent peut renoncer aux droits prévus aux alinéas (2)c) ou d); la renonciation doit soit être enregistrée sur bande audio ou vidéo, soit être faite par écrit et comporter une déclaration signée par l'adolescent attestant qu'il a été informé des droits auxquels il renonce.

Admissibilité de la renonciation

(5) Même si la renonciation aux droits prévus aux alinéas (2)c) ou d) n'a pas été faite en conformité avec le paragraphe (4) en raison d'irrégularités techniques, le tribunal pour adolescents peut conclure à la validité de la déclaration visée au paragraphe (2) s'il estime que l'adolescent a été informé de ces droits et qu'il y a renoncé volontairement.

Admissibility of statements

(6) When there has been a technical irregularity in complying with paragraphs (2)(b) to (d), the youth justice court may admit into evidence a statement referred to in subsection (2), if satisfied that the admission of the statement would not bring into disrepute the principle that young persons are entitled to enhanced procedural protection to ensure that they are treated fairly and their rights are protected.

Statements made under duress are inadmissible

(7) A youth justice court judge may rule inadmissible in any proceedings under this Act a statement made by the young person in respect of whom the proceedings are taken if the young person satisfies the judge that the statement was made under duress imposed by any person who is not, in law, a person in authority.

Misrepresentation of age

(8) A youth justice court judge may in any proceedings under this Act rule admissible any statement or waiver by a young person if, at the time of the making of the statement or waiver,

- (a)** the young person held himself or herself to be eighteen years old or older;
- (b)** the person to whom the statement or waiver was made conducted reasonable inquiries as to the age of the young person and had reasonable grounds for believing that the young person was eighteen years old or older; and
- (c)** in all other circumstances the statement or waiver would otherwise be admissible.

Parent, etc., not a person in authority

(9) For the purpose of this section, a person consulted under paragraph (2)(c) is, in the absence of evidence to the contrary, deemed not to be a person in authority.

Statements not admissible against young person

147 (1) Subject to subsection (2), if a young person is assessed in accordance with an order made under subsection 34(1) (medical or psychological assessment), no statement or reference to a statement made by the young person during the course and for the purposes of the assessment to the person who conducts the assessment or to anyone acting under that person's direction is admissible in evidence, without the consent of the young person, in any proceeding before a court, tribunal, body or person with jurisdiction to compel the production of evidence.

Admissibilité de la déclaration

(6) Le juge du tribunal pour adolescents peut admettre en preuve une déclaration faite par l'adolescent poursuivi — même dans le cas où l'observation des conditions visées aux alinéas (2)b) à d) est entachée d'irrégularités techniques —, s'il est convaincu que cela n'aura pas pour effet de déconsidérer le principe selon lequel les adolescents ont droit à la prise de mesures procédurales supplémentaires pour leur assurer un traitement équitable et la protection de leurs droits.

Déclarations faites sous la contrainte

(7) Dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, le juge du tribunal pour adolescents peut déclarer inadmissible une déclaration faite par l'adolescent poursuivi, si celui-ci l'a convaincu que la déclaration lui a été extorquée par contrainte exercée par une personne qui n'est pas en autorité selon la loi.

Déclaration relative à l'âge

(8) Il peut également déclarer admissible toute déclaration ou renonciation de l'adolescent si, au moment où elle faite, les conditions suivantes sont remplies :

- a)** l'adolescent prétendait avoir dix-huit ans ou plus;
- b)** la personne ayant reçu la déclaration ou la renonciation a pris des mesures raisonnables pour vérifier cet âge et avait des motifs raisonnables de croire que l'adolescent avait effectivement dix-huit ans ou plus;
- c)** en toutes autres circonstances, la déclaration ou la renonciation serait par ailleurs admissible.

Exclusion

(9) Pour l'application du présent article, l'adulte consulté en application de l'alinéa (2)c) est réputé, sauf preuve contraire, ne pas être une personne en autorité.

Inadmissibilité des déclarations

147 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque l'évaluation d'un adolescent est ordonnée en vertu du paragraphe 34(1) (évaluation médicale ou psychologique), ni les déclarations faites par l'adolescent à la personne désignée dans l'ordonnance ou responsable de l'examen — ou à un préposé de cette personne — pendant et dans le cadre de cet examen ni les mentions de ces déclarations ne sont admissibles en preuve, sans le consentement de l'adolescent, dans toute procédure devant un tribunal, une cour, un organisme ou une personne qui a compétence pour exiger des éléments de preuve.

Exceptions

(2) A statement referred to in subsection (1) is admissible in evidence for the purposes of

- (a) making a decision on an application heard under section 71 (hearing — adult sentences);
- (b) determining whether the young person is unfit to stand trial;
- (c) determining whether the balance of the mind of the young person was disturbed at the time of commission of the alleged offence, if the young person is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child;
- (d) making or reviewing a sentence in respect of the young person;
- (e) determining whether the young person was, at the time of the commission of an alleged offence, suffering from automatism or a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1) of the *Criminal Code*, if the accused puts his or her mental capacity for criminal intent into issue, or if the prosecutor raises the issue after verdict;
- (f) challenging the credibility of a young person in any proceeding if the testimony of the young person is inconsistent in a material particular with a statement referred to in subsection (1) that the young person made previously;
- (g) establishing the perjury of a young person who is charged with perjury in respect of a statement made in any proceeding;
- (h) deciding an application for an order under subsection 104(1) (continuation of custody);
- (i) setting the conditions under subsection 105(1) (conditional supervision);
- (j) conducting a review under subsection 109(1) (review of decision); or
- (k) deciding an application for a disclosure order under subsection 127(1) (information about a young person).

Testimony of a parent

148 (1) In any proceedings under this Act, the testimony of a parent as to the age of a person of whom he or she is a parent is admissible as evidence of the age of that person.

Exceptions

(2) Une déclaration visée au paragraphe (1) est admissible pour :

- a) trancher une demande entendue conformément à l'article 71 (audition — peine applicable aux adultes);
- b) déterminer l'aptitude de l'adolescent à subir son procès;
- c) déterminer si l'adolescente inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de l'infraction;
- d) prononcer ou réviser une peine en vertu de la présente loi;
- e) déterminer si l'adolescent était atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle sous le régime du paragraphe 16(1) du *Code criminel* — ou s'il souffrait d'automatisme — au moment de la perpétration de l'infraction dont il est accusé, à la condition que l'adolescent ait lui-même mis en doute sa capacité mentale à former l'intention criminelle nécessaire ou que le poursuivant soulève la question après le verdict;
- f) mettre en doute la crédibilité de l'adolescent lorsque le témoignage qu'il rend dans des procédures est incompatible sur un point important avec une telle déclaration faite antérieurement par celui-ci;
- g) prouver le parjure d'un adolescent accusé de parjure à l'égard d'une déclaration qu'il a faite lors de quelque procédure que ce soit;
- h) statuer sur une demande présentée en vertu du paragraphe 104(1) (prolongation de la garde);
- i) prévoir les conditions visées au paragraphe 105(1) (liberté sous condition);
- j) procéder à la révision visée au paragraphe 109(1) (examen de la décision par le tribunal);
- k) statuer sur une demande présentée en vertu du paragraphe 127(1) (communication de renseignements sur un adolescent).

Témoignage du père ou de la mère

148 (1) Dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, le témoignage du père ou de la mère de l'adolescent sur l'âge de celui-ci est admissible en preuve pour déterminer l'âge en question.

Evidence of age by certificate or record

(2) In any proceedings under this Act,

(a) a birth or baptismal certificate or a copy of it purporting to be certified under the hand of the person in whose custody those records are held is evidence of the age of the person named in the certificate or copy; and

(b) an entry or record of an incorporated society that has had the control or care of the person alleged to have committed the offence in respect of which the proceedings are taken at or about the time the person came to Canada is evidence of the age of that person, if the entry or record was made before the time when the offence is alleged to have been committed.

Other evidence

(3) In the absence of any certificate, copy, entry or record mentioned in subsection (2), or in corroboration of that certificate, copy, entry or record, the youth justice court may receive and act on any other information relating to age that it considers reliable.

When age may be inferred

(4) In any proceedings under this Act, the youth justice court may draw inferences as to the age of a person from the person's appearance or from statements made by the person in direct examination or cross-examination.

Admissions

149 (1) A party to any proceedings under this Act may admit any relevant fact or matter for the purpose of dispensing with proof of it, including any fact or matter the admissibility of which depends on a ruling of law or of mixed law and fact.

Other party may adduce evidence

(2) Nothing in this section precludes a party to a proceeding from adducing evidence to prove a fact or matter admitted by another party.

Material evidence

150 Any evidence material to proceedings under this Act that would not but for this section be admissible in evidence may, with the consent of the parties to the proceedings and if the young person is represented by counsel, be given in such proceedings.

Preuve de l'âge par certificat ou mention

(2) Dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi :

a) le certificat de naissance ou de baptême ou la copie certifiée conforme par le préposé à la conservation des actes de naissance ou de baptême font foi de l'âge de la personne qui y est mentionnée;

b) l'inscription ou la mention consignée par un organisme doté de la personnalité morale ayant assumé la surveillance et l'entretien, au moment de son entrée au Canada ou vers cette époque, de la personne à qui une infraction est imputée et qui fait l'objet des poursuites fait foi de l'âge de cette personne, pourvu que l'inscription ou la mention soit antérieure à la perpétration des faits reprochés.

Autres éléments de preuve

(3) Le tribunal pour adolescents peut, soit à défaut des documents mentionnés au paragraphe (2), soit en vue de les corroborer, accepter et prendre en considération tous autres renseignements relatifs à l'âge qu'il estime dignes de foi.

Détermination de l'âge par déduction

(4) Dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, le tribunal pour adolescents peut déterminer l'âge d'une personne par déduction à partir de son apparence physique ou des déclarations qu'elle a faites au cours de son interrogatoire ou de son contre-interrogatoire.

Admissions

149 (1) Toute partie à des poursuites intentées sous le régime de la présente loi peut admettre tous faits ou autres éléments pertinents en l'espèce pour qu'il n'y ait pas lieu d'en faire la preuve, y compris les faits ou éléments dont l'admissibilité dépend d'une décision portant sur un point de droit ou un point mixte de droit et de fait.

Possibilité pour l'autre partie de produire des preuves

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire à une partie aux poursuites de produire des preuves sur des faits ou autres éléments admis par une autre partie.

Preuve pertinente

150 Toute preuve pertinente se rapportant à des procédures intentées sous le régime de la présente loi qui ne serait pas admissible en l'absence du présent article peut, avec l'accord des parties aux poursuites et si l'adolescent en cause est représenté par avocat, y être admise.

Evidence of a child or young person

151 The evidence of a child or a young person may be taken in proceedings under this Act only after the youth justice court judge or the justice in the proceedings has

(a) if the witness is a child, instructed the child as to the duty to speak the truth and the consequences of failing to do so; and

(b) if the witness is a young person and the judge or justice considers it necessary, instructed the young person as to the duty to speak the truth and the consequences of failing to do so.

Proof of service

152 (1) For the purposes of this Act, service of any document may be proved by oral evidence given under oath by, or by the affidavit or statutory declaration of, the person claiming to have personally served it or sent it by confirmed delivery service.

Proof of signature and official character unnecessary

(2) If proof of service of any document is offered by affidavit or statutory declaration, it is not necessary to prove the signature or official character of the person making or taking the affidavit or declaration, if the official character of that person appears on the face of the affidavit or declaration.

Seal not required

153 It is not necessary to the validity of any information, indictment, summons, warrant, minute, sentence, conviction, order or other process or document laid, issued, filed or entered in any proceedings under this Act that any seal be attached or affixed to it.

Forms, Regulations and Rules of Court

Forms

154 (1) The forms prescribed under section 155, varied to suit the case, or forms to the like effect, are valid and sufficient in the circumstances for which they are provided.

If forms not prescribed

(2) In any case for which forms are not prescribed under section 155, the forms set out in Part XXVIII of the *Criminal Code*, with any modifications that the circumstances require, or other appropriate forms, may be used.

Déposition d'un enfant ou d'un adolescent

151 Dans les poursuites intentées dans le cadre de la présente loi, la déposition d'un enfant ou d'un adolescent ne peut être recueillie qu'après que le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix a informé le témoin de son devoir de dire la vérité et des conséquences de tout manquement à ce devoir; le présent paragraphe s'applique :

a) dans tous les cas où le témoin est un enfant;

b) lorsque le juge du tribunal ou le juge de paix l'estime nécessaire, si le témoin est un adolescent.

Preuve de signification

152 (1) Pour l'application de la présente loi, la signification d'un document peut être prouvée par témoignage oral fait sous serment, par affidavit ou par déclaration solennelle de la personne qui affirme avoir elle-même signifié le document ou l'avoir envoyé par service de messagerie.

Preuve de la signature et de l'identité du signataire

(2) Lorsque la preuve de signification d'un document est faite par affidavit ou par déclaration solennelle, il n'est pas nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la qualité du déclarant ou de la personne qui reçoit la déclaration si cette qualité y figure.

Sceau

153 Il n'est pas nécessaire, pour la validité des dénonciations, actes d'accusation, sommations, mandats, procès-verbaux, peines, condamnations, ordonnances ou autres actes de procédure ou documents utilisés dans les poursuites intentées sous le régime de la présente loi, qu'un sceau y soit apposé.

Formules, règlements et règles de fonctionnement

Formules

154 (1) Dans les circonstances pour lesquelles elles ont été déterminées sous le régime de l'article 155, les formules peuvent valablement être remplacées par des versions modifiées en fonction de l'espèce ou par des formules différentes visant la même fin.

Absence de formule

(2) Dans les cas où aucune formule n'est déterminée sous le régime de l'article 155, il y a lieu d'utiliser les formules prévues à la partie XXVIII du *Code criminel*, avec

Regulations

155 The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing forms that may be used for the purposes of this Act;
- (b) establishing uniform rules of court for youth justice courts across Canada, including rules regulating the practice and procedure to be followed by youth justice courts; and
- (c) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Agreements with Provinces

Agreements with provinces

156 Any minister of the Crown may, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of any province providing for payments by Canada to the province in respect of costs incurred by the province or a municipality in the province for care of and services provided to young persons dealt with under this Act.

Programs

Community-based programs

157 The Attorney General of Canada or a minister designated by the lieutenant governor in council of a province may establish the following types of community-based programs:

- (a) programs that are an alternative to judicial proceedings, such as victim-offender reconciliation programs, mediation programs and restitution programs;
- (b) programs that are an alternative to detention before sentencing, such as bail supervision programs; and
- (c) programs that are an alternative to custody, such as intensive support and supervision programs, and programs to carry out attendance orders.

les adaptations nécessaires, ou d'autres formules appropriées.

Règlements

155 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) déterminer les formules à utiliser pour l'application de la présente loi;
- b) établir des règles de fonctionnement uniformes pour tous les tribunaux pour adolescents du Canada, et notamment les règles sur la pratique et la procédure à suivre par les tribunaux pour adolescents;
- c) prendre toutes autres mesures pour l'application de la présente loi.

Accord avec les provinces

Accord avec les provinces

156 Tout ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province un accord prévoyant le paiement par le Canada à la province de subventions au titre des dépenses que celle-ci ou une municipalité a effectuées pour fournir des soins et des services aux adolescents dans le cadre de la présente loi.

Programmes

Programmes communautaires

157 Le procureur général du Canada ou le ministre d'une province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des programmes communautaires comme mesures de rechange :

- a) aux procédures judiciaires, notamment des programmes de médiation, de restitution ou de réconciliation des victimes avec les jeunes contrevenants;
- b) à la détention avant le prononcé de la peine, notamment des programmes de surveillance;
- c) au placement sous garde, notamment des programmes d'assistance et de surveillance intensives, ou de fréquentation d'une institution.

PART 8

Transitional Provisions

Prohibition on proceedings

158 On and after the coming into force of this section, no proceedings may be commenced under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, in respect of an offence within the meaning of that Act, or under the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in respect of a delinquency within the meaning of that Act.

Proceedings commenced under *Young Offenders Act*

159 (1) Subject to section 161, where, before the coming into force of this section, proceedings are commenced under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, in respect of an offence within the meaning of that Act alleged to have been committed by a person who was at the time of the offence a young person within the meaning of that Act, the proceedings and all related matters shall be dealt with in all respects as if this Act had not come into force.

Proceedings commenced under *Juvenile Delinquents Act*

(2) Subject to section 161, where, before the coming into force of this section, proceedings are commenced under the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in respect of a delinquency within the meaning of that Act alleged to have been committed by a person who was at the time of the delinquency a child as defined in that Act, the proceedings and all related matters shall be dealt with under this Act as if the delinquency were an offence that occurred after the coming into force of this section.

160 [Repealed, 2012, c. 1, s. 193]

Applicable sentence

161 (1) A person referred to in section 159 who is found guilty of an offence or delinquency, other than a person convicted of an offence in ordinary court, as defined in subsection 2(1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, shall be sentenced under this Act, except that

(a) [Repealed, 2019, c. 25, s. 382]

(b) paragraph 42(2)(r) applies in respect of the offence or delinquency only if the young person consents to its application.

PARTIE 8

Dispositions transitoires

Interdiction de poursuivre

158 À compter de l'entrée en vigueur du présent article, aucune poursuite ne peut être intentée en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), pour une infraction au sens de cette loi ou en vertu de la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, pour un délit au sens de cette loi.

Poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*

159 (1) Sous réserve de l'article 161, les poursuites intentées avant l'entrée en vigueur du présent article, sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), pour une infraction — au sens de cette loi — imputée à une personne qui, au moment de la perpétration, était un adolescent — au sens de cette loi — ainsi que toutes les questions qui s'y rapportent sont continuées sous le régime de cette loi comme si la présente loi n'était pas entrée en vigueur.

Poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes délinquants*

(2) Sous réserve de l'article 161, les poursuites intentées avant l'entrée en vigueur du présent article, sous le régime de la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, pour un délit — au sens de cette loi — imputé à une personne qui, au moment de la perpétration, était un enfant — au sens de cette loi — ainsi que toutes les questions qui s'y rapportent sont continuées sous le régime de la présente loi comme si le délit était une infraction commise après l'entrée en vigueur du présent article.

160 [Abrogé, 2012, ch. 1, art. 193]

Peine applicable

161 (1) Il doit être imposé une peine prévue par la présente loi à la personne visée à l'article 159 qui est déclarée coupable d'une infraction ou d'un délit, à l'exception de celle qui est déclarée coupable d'une infraction par la juridiction normalement compétente, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985); les dispositions de la présente loi applicables aux peines imposées en vertu de l'article 42 s'appliquent à cette peine, sauf que :

a) [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 382]

The provisions of this Act applicable to sentences imposed under section 42 apply in respect of the sentence.

Dispositions under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of *Young Offenders Act*

(2) Where a young person is to be sentenced under this Act while subject to a disposition under paragraph 20(1)(k) or (k.1) of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, on the application of the Attorney General or the young person, a youth justice court shall, unless to do so would bring the administration of justice into disrepute, order that the remaining portion of the disposition made under that Act be dealt with, for all purposes under this Act or any other Act of Parliament, as if it had been a sentence imposed under paragraph 42(2)(n) or (q) of this Act, as the case may be.

Review of sentence

(3) For greater certainty, for the purpose of determining when the sentence is reviewed under section 94, the relevant date is the one on which the disposition came into force under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

2002, c. 1, s. 161; 2019, c. 25, s. 382.

Commencement of proceedings

162 For the purposes of sections 158 and 159, proceedings are commenced by the laying of an information or indictment.

2002, c. 1, s. 162; 2012, c. 1, s. 194.

Application to delinquency and other offending behaviour

163 Sections 114 to 129 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of records relating to the offence of delinquency under the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and in respect of records kept under sections 40 to 43 of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

Agreements continue in force

164 Any agreement made under the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, remains in force until it expires, unless it is amended or a new agreement is made under this Act.

Designation of youth justice court

165 (1) Any court established or designated as a youth court for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is

b) l’alinéa 42(2)r ne s’applique à l’infraction ou au délit que si l’adolescent y consent.

Décisions prévues aux alinéas 20(1)k et k.1 de la *Loi sur les jeunes contrevenants*

(2) S’il impose une peine pour une infraction à la présente loi à un adolescent assujetti à une décision prononcée au titre des alinéas 20(1)k ou k.1 de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), le tribunal pour adolescents, sur demande du procureur général ou de l’adolescent, ordonne que le reste de la décision prononcée en vertu de cette loi soit purgée, pour l’application de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, comme si elle avait été prononcée en vertu des alinéas 42(2)n ou q), sauf si une telle ordonnance est susceptible de déconsidérer l’administration de la justice.

Examen

(3) Il est entendu que la date de prise d’effet de la décision visée à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), est celle dont il est tenu compte pour déterminer la date de l’examen prévu à l’article 94.

2002, ch. 1, art. 161; 2019, ch. 25, art. 382.

Dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation

162 Pour l’application des articles 158 et 159, les poursuites sont intentées par dépôt de la dénonciation ou de l’acte d’accusation.

2002, ch. 1, art. 162; 2012, ch. 1, art. 194.

Application relative à la délinquance

163 Les articles 114 à 129 s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux dossiers relatifs à l’infraction de délinquance prévue par la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, et aux dossiers tenus en application des articles 40 à 43 de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985).

Validité des accords

164 Les accords conclus sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), restent en vigueur jusqu’à leur date d’expiration, sous réserve de modification ou remplacement de ceux-ci par des accords conclus sous le régime de la présente loi.

Désignation ou établissement du tribunal

165 (1) Le tribunal désigné ou établi comme tribunal pour adolescents pour l’application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du

deemed, as of the coming into force of this section, to have been established or designated as a youth justice court for the purposes of this Act.

Designation of youth justice court judges

(2) Any person appointed to be a judge of the youth court for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is deemed, as of the coming into force of this section, to have been appointed as a judge of the youth justice court for the purposes of this Act.

Designation of provincial directors and youth workers

(3) Any person, group or class of persons or body appointed or designated as a provincial director for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and any person appointed or designated as a youth worker for the purposes of that Act is deemed, as of the coming into force of this section, to have been appointed or designated as a provincial director or youth worker, as the case may be, for the purposes of this Act.

Designation of review boards and youth justice committees

(4) Any review board established or designated for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and any youth justice committee established for the purposes of that Act is deemed, as of the coming into force of this section, to have been established or designated as a review board or a youth justice committee, as the case may be, for the purposes of this Act.

Alternative measures continued as extrajudicial sanctions

(5) Any program of alternative measures authorized for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, is deemed, as of the coming into force of this section, to be a program of extrajudicial sanctions authorized for the purposes of this Act.

Designation of places of temporary detention and youth custody

(6) Subject to subsection (7), any place that was designated as a place of temporary detention or open custody for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, and any place or facility designated as a place of secure custody for the purposes of that Act is deemed, as of the coming into force of this section, to have been designated for the purposes of this Act as

Canada (1985), est réputé, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, avoir été désigné ou établi comme tel pour l'application de la présente loi.

Désignation des juges du tribunal pour adolescents

(2) Les juges désignés comme juges du tribunal pour adolescents pour l'application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputés, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, avoir été désignés comme tels pour l'application de la présente loi.

Nomination ou désignation de personnes

(3) Les personnes, groupes, catégories de personnes ou organismes nommés ou désignés à titre de directeurs provinciaux ou de délégués à la jeunesse, selon le cas, pour l'application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputés, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, avoir été nommés ou désignés à ce titre pour l'application de la présente loi.

Désignation des commissions d'examen et des comités de justice pour la jeunesse

(4) Les commissions d'examen et les comités de justice pour la jeunesse établis ou désignés pour l'application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputés, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, avoir été établis ou désignés pour l'application de la présente loi.

Programmes de mesures de recharge

(5) Les programmes de mesures de recharge autorisés dans le cadre de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputés, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, être des programmes de sanctions extrajudiciaires autorisés dans le cadre de la présente loi.

Désignation de lieux ou d'établissements

(6) Sous réserve du paragraphe (7), les lieux ou établissements désignés à titre de lieux ou d'établissements de garde en milieu ouvert ou fermé, de même que les locaux désignés à titre de lieux de détention provisoire, pour l'application de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputés, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, avoir été désignés respectivement à titre de lieux de

- (a) in the case of a place of temporary detention, a place of temporary detention; and
- (b) in the case of a place of open custody or secure custody, a youth custody facility.

garde et de lieux de détention provisoire pour l'application de la présente loi.

Exception

(7) If the lieutenant governor in council of a province makes an order under section 88 that the power to make determinations of the level of custody for young persons and to review those determinations be exercised in accordance with the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, the designation of any place as a place of open custody or secure custody for the purposes of that Act remains in force for the purposes of section 88, subject to revocation or amendment of the designation.

Exception

(7) Dans le cas où le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province ordonne en vertu de l'article 88 que la détermination du niveau de garde des adolescents et l'examen de ces déterminations soient effectués conformément à la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), la désignation des lieux et établissements à titre de lieux ou d'établissements de garde en milieu ouvert ou fermé effectuée sous le régime de cette loi demeure en vigueur pour l'application de cet article, sous réserve de toute modification ou annulation.

Designation of other persons

(8) Any person designated as a clerk of the youth court for the purposes of the *Young Offenders Act*, chapter Y-1 of the Revised Statutes of Canada, 1985, or any person or group of persons who were designated under that Act to carry out specified functions and duties are deemed, as of the coming into force of this section, to have been designated as a clerk of the youth justice court, or to carry out the same functions and duties, as the case may be, under this Act.

Autres désignations

(8) Les personnes désignées à titre de greffier du tribunal pour adolescents sous le régime de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, chapitre Y-1 des Lois révisées du Canada (1985), sont réputées, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent article, avoir été désignées comme telles au titre de la présente loi et les autres personnes ou groupes de personnes désignés sous le régime de cette loi pour exercer certaines attributions sont réputés, à cette entrée en vigueur, avoir été désignés sous le régime de la présente loi pour exercer les mêmes attributions.

PART 9

Consequential Amendments, Repeal and Coming into Force

Consequential Amendments

166 to 198 [Amendments]

Repeal

199 [Repeal]

PARTIE 9

Modifications corrélatives, abrogation et entrée en vigueur

Modifications corrélatives

166 à 198 [Modifications]

Abrogation

199 [Abrogation]

Coming into Force

Coming into force

***200 The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Act in force April 1, 2003, see SI/2002-91.]

Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

***200 Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

* [Note : Loi en vigueur le 1^{er} avril 2003, voir TR/2002-91.]

SCHEDULE

(Subsections 120(1), (4) and (6))

1 An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*:

- (a)** paragraph 81(2)(a) (using explosives);
- (b)** subsection 85(1) (using firearm in commission of offence);
- (c)** section 151 (sexual interference);
- (d)** section 152 (invitation to sexual touching);
- (e)** section 153 (sexual exploitation);
- (f)** section 155 (incest);
- (g)** [Repealed, 2019, c. 25, s. 383]
- (h)** section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child);
- (i) and (j)** [Repealed, 2014, c. 25, s. 43]
- (k)** section 231 or 235 (first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231);
- (l)** section 232, 234 or 236 (manslaughter);
- (m)** section 239 (attempt to commit murder);
- (n)** section 267 (assault with a weapon or causing bodily harm);
- (o)** section 268 (aggravated assault);
- (p)** section 269 (unlawfully causing bodily harm);
- (q)** section 271 (sexual assault);
- (r)** section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm);
- (s)** section 273 (aggravated sexual assault);
- (t)** section 279 (kidnapping);
- (t.1)** section 279.011 (trafficking — person under 18 years);
- (t.2)** subsection 279.02(2) (material benefit — trafficking of person under 18 years);
- (t.3)** subsection 279.03(2) (withholding or destroying documents — trafficking of person under 18 years);
- (t.4)** subsection 286.1(2) (obtaining sexual services for consideration from person under 18 years);

ANNEXE

(paragraphes 120(1), (4) et (6))

1 Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*:

- a)** alinéa 81(2)a) (usage d'explosifs);
- b)** paragraphe 85(1) (usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'une infraction);
- c)** article 151 (contacts sexuels);
- d)** article 152 (incitation à des contacts sexuels);
- e)** article 153 (personnes en situation d'autorité);
- f)** article 155 (inceste);
- g)** [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 383]
- h)** article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entrepreneur);
- i) et j)** [Abrogés, 2014, ch. 25, art. 43]
- k)** articles 231 ou 235 (meurtre au premier ou au deuxième degré);
- l)** articles 232, 234 ou 236 (homicide involontaire coupable);
- m)** article 239 (tentative de meurtre);
- n)** article 267 (agression armée ou infliction de lésions corporelles);
- o)** article 268 (voies de fait graves);
- p)** article 269 (infliction illégale de lésions corporelles);
- q)** article 271 (agression sexuelle);
- r)** article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles);
- s)** article 273 (agression sexuelle grave);
- t)** article 279 (enlèvement, séquestration);
- t.1)** article 279.011 (traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
- t.2)** paragraphe 279.02(2) (avantage matériel — traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);
- t.3)** paragraphe 279.03(2) (réception ou destruction de documents — traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans);

- (t.5) subsection 286.2(2) (material benefit from sexual services provided by person under 18 years);
- (t.6) subsection 286.3(2) (procuring — person under 18 years);
- (u) section 344 (robbery);
- (v) section 433 (arson — disregard for human life);
- (w) section 434.1 (arson — own property);
- (x) section 436 (arson by negligence); and
- (y) paragraph 465(1)(a) (conspiracy to commit murder).

1.1 An offence under one of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read from time to time before the day on which this section comes into force:

- (a) subsection 212(2) (living on the avails of prostitution of person under 18 years); and
- (b) subsection 212(4) (prostitution of person under 18 years).

2 An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990:

- (a) section 433 (arson);
- (b) section 434 (setting fire to other substance); and
- (c) section 436 (setting fire by negligence).

3 An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983:

- (a) section 144 (rape);
- (b) section 145 (attempt to commit rape);
- (c) section 149 (indecent assault on female);
- (d) section 156 (indecent assault on male); and
- (e) section 246 (assault with intent).

t.4 paragraphe 286.1(2) (obtention de services sexuels moyennant rétribution — personne âgée de moins de dix-huit ans);

t.5 paragraphe 286.2(2) (avantage matériel provenant de la prestation de services sexuels d'une personne âgée de moins de dix-huit ans);

t.6 paragraphe 286.3(2) (proxénétisme — personne âgée de moins de dix-huit ans);

u article 344 (vol qualifié);

v article 433 (incendie criminel : danger pour la vie humaine);

w article 434.1 (incendie criminel : biens propres);

x article 436 (incendie criminel par négligence);

y alinéa 465(1)a) (complot en vue de commettre un meurtre).

1.1 Une infraction prévue à l'une des dispositions ci-après du *Code criminel*, dans toute version antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent article :

a) paragraphe 212(2) (vivre des produits de la prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans);

b) paragraphe 212(4) (prostitution d'une personne âgée de moins de dix-huit ans).

2 Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, dans leur version antérieure au 1^{er} juillet 1990 :

a) article 433 (incendie criminel);

b) article 434 (incendie : dommages matériels);

c) article 436 (incendie par négligence).

3 Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans leur version antérieure au 4 janvier 1983 :

a) article 144 (viol);

b) article 145 (tentative de viol);

c) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin);

d) article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin);

e) article 246 (voies de fait avec intention).

4 An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act*:

- (a)** section 5 (trafficking);
- (b)** section 6 (importing and exporting); and
- (c)** section 7 (production of substance).

5 An offence under any of the following provisions of the *Cannabis Act*:

- (a)** section 9 (distribution and possession for purpose of distributing);
- (b)** section 10 (selling and possession for purpose of selling);
- (c)** section 11 (importing and exporting and possession for purpose of exporting);
- (d)** section 12 (production); and
- (e)** section 14 (use of young person).

2002, c. 1, Sch.; 2014, c. 25, s. 43; 2018, c. 16, s. 184; 2019, c. 25, s. 383.

4 Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* :

- a)** article 5 (trafic);
- b)** article 6 (importation et exportation);
- c)** article 7 (production).

5 Une infraction prévue par l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur le cannabis* :

- a)** article 9 (distribution et possession en vue de la distribution);
- b)** article 10 (vente et possession en vue de la vente);
- c)** article 11 (importation et exportation et possession en vue de l'exportation);
- d)** article 12 (production);
- e)** article 14 (assistance d'un jeune).

2002, ch. 1, ann.; 2014, ch. 25, art. 43; 2018, ch. 16, art. 184; 2019, ch. 25, art. 383.

RELATED PROVISIONS

— 2012, c. 1, par. 163(c)

Pending applications — references in other legislation

163 A reference to an application for a record suspension in the following provisions, as enacted by this Part, is deemed also to be a reference to an application for a pardon that is not finally disposed of on the day on which this section comes into force:

(c) paragraph 82(1)(d) and subparagraphs 119(1)(n)(iii) and 120(4)(c)(iii) of the *Youth Criminal Justice Act*.

— 2012, c. 1, par. 165(f)

Pardons in effect — references in other legislation

165 A reference to a record suspension in the following provisions, as enacted by this Part, is deemed also to be a reference to a pardon that is granted or issued under the *Criminal Records Act*:

(f) subsection 128(5) of the *Youth Criminal Justice Act*.

— 2012, c. 1, s. 195

Offences committed before this section in force

195 Any person who, before the coming into force of this section, while he or she was a young person, committed an offence in respect of which no proceedings were commenced before that coming into force shall be dealt with under the *Youth Criminal Justice Act* as amended by this Part as if the offence occurred after that coming into force, except that

(a) the definition *violent offence* in subsection 2(1) of the *Youth Criminal Justice Act*, as enacted by subsection 167(3), does not apply in respect of the offence;

(b) paragraph 3(1)(a) of that Act, as enacted by subsection 168(1), does not apply in respect of the offence;

(c) paragraph 38(2)(f) of that Act, as enacted by section 172, does not apply in respect of the offence;

(d) paragraph 39(1)(c) of that Act, as enacted by section 173, does not apply in respect of the offence; and

(e) section 75 of that Act, as enacted by section 185, does not apply in respect of the offence.

DISPOSITIONS CONNEXES

— 2012, ch. 1, al. 163c)

Mention : autres lois

163 Dans les dispositions ci-après, édictées par la présente partie, la mention de la demande de suspension du casier vaut aussi mention de la demande de réhabilitation qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive à la date d'entrée en vigueur du présent article :

c) l'alinéa 82(1)d) et les sous-alinéas 119(1)n)(iii) et 120(4)c)(iii) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

— 2012, ch. 1, al. 165f)

Mention : autres lois

165 Dans les dispositions ci-après, édictées par la présente partie, la mention de la suspension du casier vaut aussi mention de la réhabilitation octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* :

f) le paragraphe 128(5) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

— 2012, ch. 1, art. 195

Infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent article

195 Toute personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent article, a commis, alors qu'elle était dans l'adolescence, une infraction qui n'a fait l'objet d'aucune poursuite avant cette entrée en vigueur est assujettie à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, dans sa version modifiée par la présente partie, comme si l'infraction avait été commise après cette entrée en vigueur, sauf que les dispositions ci-après ne s'appliquent pas à l'infraction :

a) la définition de *infraction avec violence* au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, dans sa version édictée par le paragraphe 167(3);

b) l'alinéa 3(1)a) de cette loi, dans sa version édictée par le paragraphe 168(1);

c) l'alinéa 38(2)f) de cette loi, édicté par l'article 172;

d) l'alinéa 39(1)c) de cette loi, dans sa version édictée par l'article 173;

e) l'article 75 de cette loi, dans sa version édictée par l'article 185.

— 2014, c. 25, s. 45.1

Review

45.1 (1) Within five years after this section comes into force, a comprehensive review of the provisions and operation of this Act shall be undertaken by such committee of the House of Commons as may be designated or established by the House for that purpose.

Report

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within a year after a review is undertaken pursuant to that subsection or within such further time as the House may authorize, submit a report on the review to the Speaker of the House, including a statement of any changes the committee recommends.

— 2019, c. 25, s. 384

Subsection 59(10)

384 Subsection 59(10) of the *Youth Criminal Justice Act* does not apply to the sentence for an offence committed before the coming into force of that subsection.

— 2014, ch. 25, art. 45.1

Examen

45.1 (1) Dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le comité de la Chambre des communes que celle-ci désigne ou constitue à cette fin.

Rapport

(2) Dans l'année qui suit le début de son examen ou dans le délai supérieur que la Chambre lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport, accompagné des modifications qu'il recommande, au président de la Chambre.

— 2019, ch. 25, art. 384

Paragraphe 59(10)

384 Le paragraphe 59(10) de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ne s'applique pas à l'égard de la peine pour une infraction commise avant l'entrée en vigueur de ce paragraphe.